QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12008

MARDI 6 SEPTEMBRE 1983

AU TCHAD

M. Goukouni Oueddeï se déclare prêt à combattre les troupes françaises

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,360 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La visite de M. Andreï Gromyko à Paris reportée de quelques jours

Des retombées diplomatiques limitées

En 1960, un incident aérien avait causé l'une des plus sérieuses tensions diplomatiques de l'après-guerre : furieux de découvrir qu'un avion espion américain U-2 tentait de traverser de part en part la Russie d'Europe pendant les fêtes du 1er mai, Khroutchtchev avait exigé des excuses d'Eisenhower et saboté avec fracas le sommet Est-Ouest qui devait se tenir à Paris deux semaines plus tard. L'incident n'avait pourtant causé aucune victime : le pilote rescapé, Garry Powers, après avoir conforté la thèse soviétique par ses aveux complaisants, avait pu quitter les geôles de la Loubianka pour regagner les Etats-Unis.

Paradoxalement, le drame terriblement plus meurtrier du Boeing sud-coréen aura de bien moindres conséquences sur le plan diplomatique. Sans doute le report de la visite que M. Gromyko devait faire dans notre pays lui est-il lié. Mais, dans la mesure où le séjour du ministre soviétique en France est maintenu pour la fin de la semaine, on peut supposer que le principe du dialogue avec Moscou reste posé, comme on l'affirmait ici ces derniers jours. Et si le gouvernement français évite ainsi de se trouver en première ligne et d'essuyer les premières manifestations d'hostilité à chaud contre un haut représentant soviétique, de son côté, M. Gromyko n'avait pas trop de ces deux jours supplémentaires à Moscou pour « gérer » la crise avant son départ pour Madrid.

Car, du côté occidental tout au moins, et en attendant les sanctions que devait annoncer ce lundi le président Reagan, il se confirme qu'aucun rendez-vous Est-Ouest n'a été annulé. Bien au contraire, la grande semaine diplomatique de rentrée va se dérouler comme prévu, même si le vent glacial de Sakhaline va encore aggraver un climat qui n'était de toute manière guère chaleureux. Non seulement la réunion de Madrid reste maintenue avec la participation des ministres des affaires étrangères, mais M. Shultz avait confirmé le principe de sa rencontre avec M. Gromyko, pour la première fois depuis un an.

Enfin, il est encore moins question d'admettre que l'affaire ait des retombées sur les conversations nucléaires de Genève, qui reprennent mardi pour ce qui devrait être leur phase cruciale. Dans un peu plus de trois mois, en effet, et faute d'un accord que tout le monde se dit avec plus ou moins de conviction décidé à rechercher, les premiers euromissiles américains arriveront sur leurs bases d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne et d'Italie. Or ni l'opposition allemande, qui prépare son « automne chaud » et ne semble guère ébranlée par la brutalité soviétique, ni le gouvernement de M. Kohl n'auraient pu accepter que les conversations de Genève soient interrompues.

A la différence de 1960, donc, époque à laquelle aucun sujet vraiment décisif n'était en discussion entre l'Est et l'Ouest à l'exception de l'éternelle question allemande, le dialogue reste donc engagé, et chacun y tient. Ce qui ne veut pas dire qu'il s'annonce fructueux : bien au contraire, les négociateurs de Genève n'ont aucune chance dans les circonstances présentes de surmonter leurs désaccords, notamment sur le problème des forces nucléaires française et britannique, à propos duquel leurs positions n'ont jamais été aussi éloignées. C'est ce que M. Gromyko comptait dire à ses interlocuteurs français. Il sera toujours temps de le leur redire dans quelques jours.

Aucune explication n'est donnée de part et d'autre mais l'affaire du Boeing sud-coréen est sans doute à l'origine de cet ajournement

Alors qu'à Moscou comme à Washington la disparition du Boeing-747 des lignes sud-coréennes avec 269 personnes à bord continue de faire l'objet de multiples déclarations, on apprenait ce lundi 5 septembre en fin de matinée que la visite de M. Gromyko à Paris, prévue pour cet après-midi, était retardée de quelques jours.

C'est par un communiqué du Quai d'Orsay que le report de la venue du ministre soviétique des affaires étrangères a été connu. Ce texte affirme seulement que « *la visite de travail de M. Andreï Gromyko, premier vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, prévue initialement pour le 6 septembre, aura lieu à la fin de la semaine* ». A Paris comme à Moscou, on se refusait dans l'immédiat à préciser à la demande de qui la visite de M. Gromyko avait été retardée. On précise seulement au Quai d'Orsay que le communiqué a été publié « *d'un commun accord* ».

Cet ajournement n'aurait qu'une portée politique limitée si cette visite a effectivement lieu à la fin de la semaine. Le ministre soviétique devait s'arrêter à Paris ce lundi 5 et mardi 6 septembre (sa première visite depuis avril 1980) en se rendant à Madrid, où il participera à la réunion ministérielle de la C.S.C.E. En principe, il s'arrêtera à Paris au retour au lieu de l'aller. Il ne sera cependant pas facile d'arrêter un nouveau programme : la session interministérielle de la conférence de Madrid aura lieu du mercredi 7 au vendredi 9 septembre. M. Cheysson doit partir le 7 pour la capitale espagnole et rentrer à Paris dans la matinée du 9. La date du retour de M. Gromyko, qui devait partir mardi soir de Paris pour Madrid, n'avait pas été fixée. Les deux ministres, en marge des travaux de la C.S.C.E, doivent avoir de nombreux entretiens bilatéraux. M. Gromyko doit notamment rencontrer le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz.

Il se peut que le ministre soviétique ait préféré n'avoir ses entretiens avec les dirigeants français qu'après ceux qu'il aura à Madrid et que quelques jours de délai, en permettant à l'émotion suscitée par l'affaire du Boeing coréen de s'atténuer, arrangent les deux parties. C'est ce lundi soir, par exemple, que M. Reagan doit annoncer les mesures qu'il souhaite voir prendre contre l'U.R.S.S. à la suite de cette affaire.

Sur le plan des faits, l'élément le plus nouveau est que Washington admet la présence dans les parages de la catastrophe, et à peu près au même moment, d'un avion américain de reconnaissance de type RC 135. Si une confusion, ajoutent toutefois les Américains, a pu se produire quelque temps entre les deux appareils, elle devait très certainement être dissipée lorsque le Boeing a été abattu.

L'hypothèse d'une « erreur » commence cependant à être évoquée indirectement à Moscou. Le chef de la défense aérienne soviétique, le général Romanov, a dès dimanche suggéré que les contours du Boeing avaient pu être confondus avec ceux d'un RC 135. Il écrit ce lundi matin dans la *Pravda* que le pilote de chasse soviétique chargé de surveiller l'appareil sud-coréen ignorait qu'il s'agissait d'un avion civil. La thèse d'une confusion entre les deux types d'appareils est cependant jugée peu vraisemblable par les experts.

(Lire nos informations page 3.)

Violents combats au Liban

Le « redéploiement » des troupes d'Israël se solde par des affrontements entre druzes et chrétiens

De notre correspondant

Beyrouth. – Tandis que les miliciens chrétiens et les druzes poursuivaient ce lundi 5 septembre la bataille pour le contrôle des montagnes situées à l'est de Beyrouth, l'armée libanaise est en train de consolider son emprise sur la route qui longe le littoral malgré les violentes attaques lancées par les forces druzes à partir des collines surplombant le carrefour stratégique de Khaldé, occupé la veille par les militaires libanais. Les druzes indiquent pour leur part que leurs forces se rapprochent de Bhamdoun, localité située à 5 kilomètres des lignes syriennes sur la route Beyrouth-Damas. D'autres affrontements sont signalés dans la région de Souk el Gharb, où est installé le quartier général chrétien pour la région d'Aley.

Les engagements sont particulièrement violents et auraient fait en quarante-huit heures, selon un bilan de la police libanaise cinquante-et-un morts et plus d'une centaine de blessés. Les Américains pour leur part signalent que quatre « marines » ont été blessés par des éclats d'obus près de l'aréoport de Beyrouth.

Au coucher du soleil samedi 3 septembre, leur sabbat achevé, les Israéliens ont, tranquillement, plié bagages. La guerre de la montagne recommençait aussitôt à Aley et au Chouf, dans le centre du Liban. Mais là où l'on attendait une bataille entre l'armée libanaise et les milices druzes soutenues par la Syrie, c'est à une bataille druzo-chrétienne que l'on a assisté.

Malgré son succès décisif à Beyrouth-Ouest, qui a été suivi d'un déploiement à Beyrouth-Est (chrétien), dédouanant l'État et lui donnant les coudées plus franches, et bien que le conseil des ministres ait pris la décision que l'armée se déploierait sans délai dans toutes parties du territoire évacuées par les forces étrangères, l'armée n'avait pratiquement toujours pas investi dimanche soir les 600 kilomètres carrés abandonnés par Israël à leur sort. Elle s'est contentée d'avancer de quelques centaines de mètres sur le littoral jusqu'au carrefour de Khalde, avant-poste israélien jusque-là, de même que jusqu'à Araya, sur la route de Damas. Bombardée à Khalde, l'armée canonne les positions de ses adversaires à Aramoun. Après la détermination dont a fait preuve le pouvoir et la percée militaire, il y a trois jours à peine à Beyrout-Ouest, ce fléchissement n'a pas manqué de surprendre.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

La gauche en difficulté à Dreux

Poussée spectaculaire de l'extrême droite

La confortable avance de l'opposition et, surtout, la poussée de l'extrême droite (16,72 %), au premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux, interviennent à contre-courant, alors que le sondage de la Sofres reflétait un léger redressement de la gauche (*le Monde* daté 4-5 septembre), de même que les discours des chefs de file de l'opposition traduisaient un certain apaisement du climat politique. La tonalité de la rentrée est plus au respect des échéances constitutionnelles – comme en témoigne le discours de M. Jacques Chirac à Avignon (*lire page 9*) – qu'à l'impatience que l'on pouvait déceler au printemps dernier, et dont on pouvait attendre un regain dès le mois de septembre.

L'élection de Dreux est, à cet égard, un dur rappel à la réalité. Même si les électeurs sont appelés à un second tour, trois leçons peuvent être tirées du premier : les résultats sont préoccupants pour la gauche, embarrassants pour la droite, encourageants pour l'extrême droite.

Pour la majorité, son recul en voix et en pourcentage est d'autant plus inquiétant qu'il affecte son propre électorat et la partie la plus populaire de celui-ci. Jusqu'à présent, la gauche pâtissait d'une désaffection de ses électeurs, qui étaient tentés par l'abstention. Cette fois, il s'est trouvé des électeurs de gauche pour passer directement à l'extrême droite. Peut-être le remplacement de Mlle Gaspard par un homme réputé plus « rond », mais moins connu, n'était-il pas le meilleur moyen de mobiliser; sans doute les responsables de la gauche s'efforceront-ils, entre les deux tours, de provoquer, là aussi, un « sursaut ».

Il n'empêche. Dreux avait été en 1977, avec Mlle Gaspard, le symbole des conquêtes du P.S. et de la montée d'une nouvelle génération. Elle incarne, aujourd'hui, un retour du balancier plus brutal que prévu.

Au lendemain de la publication, dans nos colonnes, d'un article dans lequel le premier ministre invitait la gauche à se mobiliser davantage en faveur de la politique de M. Badinter, certains seront peut-être tentés, dans la majorité, de considérer que le volet répression de la politique à l'égard des immigrés vaut mieux que le volet insertion.

J.-M. C.

(Lire la suite page 8.)

La préparation de la loi de finances pour 1984

Les économies budgétaires n'empêcheront pas une aggravation de la pression fiscale

Sauf nouveau changement, les contribuables ne sauront que le mercredi 21 septembre le détail des mesures fiscales qui les attendent pour l'année prochaine. Il est peu vraisemblable que cette date puisse encore être modifiée, les délais *constitutionnels (1) ne laissant plus* pour l'examen du projet en conseil des ministres qu'un seul mercredi possible, celui du 28. Mais ce dernier repli n'est plus guère envisageable : le délai laissé à l'Imprimerie nationale pour publier les indispensables documents budgétaires destinés aux députés serait trop court, la discussion parlementaire commençant en octobre. Quant à imaginer que l'examen du projet de budget puisse encore avoir lieu le 14 septembre, il n'en est même plus question tant les retards pris sont importants.

Les problèmes de calendrier ne sont pas secondaires. Outre qu'ils correspondent à des impératifs constitutionnels, ils traduisent le formidable embarras des pouvoirs publics : un élargissement du déficit budgétaire ayant été formellement exclu par M. Mitterrand lui-même (l'impasse ne devra pas dépasser l'année prochaine 124 milliards de francs), le bouclage des comptes de l'Etat devra-t-il se faire en alourdissant un peu plus les impôts ou en supprimant de nouvelles dépenses dans un projet déjà fort amaigri par rapport aux dernières années.

Encore chacune de ces options sur lesquelles hésite le gouvernement se subdivisent-elles en plusieurs questions.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 44.)

(1) L'ordonnance organique de janvier 1959 qui a valeur constitutionnelle prévoit que le projet de budget de l'état doit être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale accompagné de ses annexes essentielles le premier mardi d'octobre (celui-ci tombe le 4 cette année). Il reste ensuite quarante jours aux députés pour étudier le projet et l'adopter en première lecture. L'adoption par l'Assemblée et le Sénat doit se faire dans les soixante-dix jours.

Dans « le Monde de l'économie »

PAGES 17 A 20

Le droit du licenciement

En France, en Grande-Bretagne en Italie, en R.F.A., en Suède

La préparation du congrès du P.S.

LIRE PAGE 9
LE DÉBUT D'UNE ENQUÊTE DE JEAN-YVES LHOMEAU

AU JOUR LE JOUR

Braderie

Au cours du week-end, la célèbre braderie de Lille a connu son succès habituel, c'est-à-dire immense. Des dizaines de milliers de personnes ont vidé leurs greniers. Dans la ville dont M. Mauroy est le maire, on a troqué, chiné et fouiné sans relâche.

Les mauvaises langues affirment qu'on a même vu le premier ministre tenter – incognito – de brader aux passants goguenards quelques exemplaires du programme commun de 1972 et des sondages d'opinion de l'été 1981, en parfait état de grâce et de conservation.

BRUNO FRAPPAT.

ROBERT ALTMAN A LA MOSTRA DE VENISE

« Streamers » ou la folie militaire

Après un départ assez terne, la Mostra de Venise a marqué des points à la fin de la semaine avec la projection de *Zelig*, de Woody Allen, et de *La vie est un roman*, d'Alain Resnais. Si Woody Allen ne s'était pas déplacé sur la lagune, Alain Resnais a trouvé un public électrisé par sa seule présence et qui ne semble pas avoir été déçu une seconde à la projection du film. Une salve d'applaudissements prolongés a salué pendant plusieurs minutes l'apparition du mot fin.

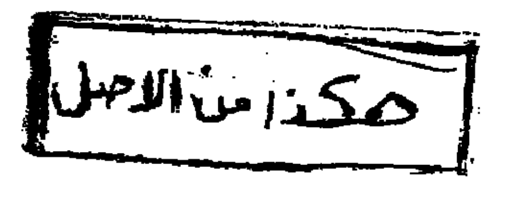
Très attendu également, *Hanna K.* de Costa-Gavras (*le Monde* daté 4-5 septembre) a été projeté en présence de M. Gilles Martinet, ambassadeur de France à Rome. Jill Clayburgh, l'interprète principale, était à Venise. Elle est aussi associée au nouveau film de Robert Altman, *Streamers*, dans la mesure où son mari, l'écrivain David Rabe, est l'auteur de la pièce originale qu'a adaptée avec un art consommé le réalisateur de *Nashville* et de *M.A.S.H.*

Depuis son départ d'Hollywood et son installation à New-York, Robert Altman s'est tourné vers le théâtre et l'opéra. Il a mis lui-même en scène une autre pièce de David Rabe (dont il tira ensuite un film déjà remarqué l'an dernier à Venise, *Reviens, Jimmy Dean, reviens*), ainsi que l'opera d'Igor Stravinski, *le Libertin*.

Streamers, – et Altman y insiste beaucoup, – n'est pas du simple théâtre filmé, même s'il a été tourné pratiquement en un seul décor : une chambrée de jeunes soldats américains qui s'attendent à être envoyés d'un moment à l'autre au Vietnam (nous sommes en 1964).

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 13.)



Le Monde

idées

La loi Badinter

Le projet de loi relatif à l'exécution des peines présenté début août par le garde des sceaux au conseil des ministres, puis l'article de Robert Badinter (*le Monde* du 18 août 1983), après la tuerie d'Avignon, ont suscité de nombreuses réactions. Daniel Lecrubier met en lumière les avantages de la future législation, mais aussi ses limites. Bernard Prévost, de son côté, accumule les réserves. On trouvera aussi, dans cette page, un témoignage de Roger Knobelspiess et une importante prise de position de Jean-Pierre Rousseau, *membre du conseil* politique du C.D.S.

Le juge et la victime

par BERNARD PRÉVOST (*)

JUGE unique, *juge fragile*. Ce constat d'évidence a lourdement pesé sur la décision du garde des sceaux de réformer le régime de la semi-liberté, de la libération conditionnelle et des permissions de sortir.

Que vient de proposer Robert Badinter ? De remplacer le décideur solitaire par un tribunal de l'application des peines composé de trois magistrats du siège. Si donc ce projet voit le jour, ce qu'une juridiction collégiale a fait, seule une *juridiction collégiale* pourra le défaire. A un jugement de condamnation fera suite un jugement de libération. A l'issue d'un vrai procès, loyal, contradictoire, complet.

Le progrès que marquera cette institution n'est pas douteux. Ce n'est pas pour autant qu'on doive l'accueillir sans réserve.

Comment, en effet, — à le regarder de plus près — ne pas se demander si, hélas, une préoccupation politique fortement teintée de démagogie ne s'est pas pernicieusement infiltrée dans le texte adopté par le gouvernement ?

L'interrogation porte sur le point suivant : en l'état actuel du projet, il est prévu que la partie civile pourra plaider devant ce tribunal. Ainsi, les juges entendront la voix des victimes, lorsqu'il s'agira pour eux de statuer sur la durée réelle de l'emprisonnement.

Quoi de plus naturel et de plus équitable ? Certes. Mais, aussi, à bien des égards, quoi de *plus* contraire à certains principes fondamentaux de notre droit et de notre justice ?

Il est parfaitement logique que, au moment de se prononcer sur l'éventuelle libération conditionnelle, on veuille rechercher dans la volonté et l'effort mis à indemniser ceux qui ont souffert de l'acte criminel un test de l'amendement du condamné. Mais, pour cela, une enquête menée, par exemple par l'un des membres du tribunal de l'*application des peines*, *suffirait* à éclairer les juges. Ce qui paraît contestable, c'est que la victime ait *institutionnellement* la qualité de « partie » à ce procès d'un nouveau type. Sa participation active à cette instance risque de renforcer encore la méprise malsaine qui pèse volontiers sur la nature de la riposte face à l'infraction pénale. Elle est susceptible de flatter l'instinct de justice privée qui somnole toujours dans l'opinion.

Si, trop souvent, dans les salles d'audience, le représentant du parquet et l'avocat de la victime sont voisins au point de faire figure d'alliés, ce n'est que par l'effet de la topographie. Leurs objectifs sont fondamentalement distincts. A l'un d'exercer « l'action publique pour l'application des peines » (selon l'appellation complète de l'article premier du code de procédure pénale). A l'autre de s'attacher exclusivement à la culpabilité de l'accusé pour obtenir, au profit de ceux qui en ont souffert, réparation du dommage causé par l'infraction. Il ne peut y avoir de confusion des genres. L'action publique n'appartient qu'à l'Etat, car l'Etat seul peut demander qu'on enferme un de ses citoyens. *Le retrait de la liberté* d'autrui est une prérogative inaliénable de la puissance publique. Pas le résultat d'une requête *individuelle*. C'est pourquoi une partie civile ne peut ni interjeter appel ni se pourvoir en cassation contre une *décision qui, à son sens, aurait* infligé une peine trop clémente à l'auteur du crime ou du délit. Parce *qu'elle n'est pas, en tant que telle*, intéressée à la sanction pénale. Elle ne participe au procès que pour faire valoir son droit à un dédommagement matériel.

Dès lors, on mesure en quoi le système proposé vient profondément heurter ce principe traditionnel.

En effet, la victime, muette lorsqu'il s'agit pour la juridiction de jugement (tribunal correctionnel ou cour d'assises) de s'interroger sur la sanction applicable, aura en revanche la faculté de faire plaider devant le tribunal de l'application des peines qu'une demande de libération conditionnelle lui paraît prématurée, inopportune, *indésirable*. *Etrangère* à la fixation de la peine théorique, elle participera à la détermination de la peine *effective*. *Privée dans un* premier temps du droit de proclamer : « Je demande dix ans », elle aura, *par la suite*, le loisir d'affirmer : « Sept ans me semblent insuffisants. » C'est peu de dire que le *parallélisme des procédures* s'en trouvera curieusement malmené.

Pourquoi cette régression ? On devine, *malheureusement*, trop à quel besoin de concession répond cette singularité procédurale. L'*opinion publique* exigeait que les victimes entrent en force dans ces juridictions nouvelles. Alors, à grands *renforts* de publicité, lui a été octroyé ce gadget judiciaire.

Place Vendôme, on se targue *volontiers d'avoir*, depuis le 10 mai 1981, restauré un « état de droit ». Il est douteux que cette *disposition précise* en soit la plus convaincante illustration.

(*) Avocat au barreau de Paris.

La marche en avant

par DANIEL LECRUBIER (*)

AU début du mois d'août, Robert Badinter, *garde des* sceaux, présentait au conseil des ministres un projet de loi relatif à la *personnalisation et à l'application* des peines.

Les *événements* d'Avignon, *survenus juste après*, *firent que l'opposition* politique, tentant une fois de plus d'abuser l'opinion publique, *s'évertua à présenter* ce texte comme éminemment dangereux et le garde des sceaux comme diabolique, voire criminel...

L'heure n'étant plus aux passions et aux exploitations politiques, il *nous paraît possible* d'expliquer maintenant pourquoi la majorité des juridictions consultées sur ce projet l'*ont accueilli favorablement*.

L'actuel projet du gouvernement aura un premier avantage : celui de *restaurer l'un des principes essentiels* et des plus louables de notre droit : le fait que toute décision qui touche à *la liberté d'un homme doit relever*, nécessairement, du judiciaire et non de l'administration ou du gouvernement. *Il aura, en outre, un second* avantage : celui d'offrir un système d'application des peines plus fiable, *plus respectueux des droits de toutes* les parties, plus cohérent et égalitaire.

Avec *le texte proposé*, *le caractère* juridictionnel des décisions d'application des peines est clairement *réaffirmé. En effet, le juge d'application* des peines (JAP) retrouve son pouvoir de décision (après avis de la *commission d'application des peines* (CAP) pour toutes les mesures concernant les détenus auxquels il reste moins de dix-huit mois à purger et pour toutes les permissions de sortir.

Mais, à chaque fois qu'ils le souhaiteront, le JAP, *le représentant du* parquet ou celui de l'administration pénitentiaire, pourront confier cette décision au tribunal d'application des peines (TAP). Pour les condamnés devant effectuer *plus de dix*-huit mois encore, la responsabilité de la mesure reviendra au TAP : ce sont *donc trois juges, et non plus un seul*, qui devront *décider* ensemble : par rapport au système antérieur, ce mécanisme *collégial préserve* donc la prudence tout en garantissant l'indépendance de l'*autorité de décision*.

Autre *innovation importante* : chaque partie pourra se faire entendre avant que la décision ne soit prise, *puisque la victime devra être* consultée avant chaque libération conditionnelle ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur sa *sécurité* ou ses intérêts, puisque l'avocat du détenu, l'administration pénitentiaire et le parquet pourront faire valoir leurs arguments en temps utile.

Enfin, un appel sera à l'avenir possible *contre* les décisions les plus importantes, et un recours en cassation contre les décisions, à l'*initiative* du parquet ou à celle *du condamné*.

Ainsi les garanties traditionnelles et essentielles du judiciaire entoureront *les décisions d'application des* peines.

Plus cohérent et plus égalitaire

La succession de textes partiels *qui ont organisé le système actuel* a abouti à des inégalités, voire à des incohérences. Ainsi, les permissions *de sortir sont-elles réglées de manière* tout à fait différente quant aux conditions d'obtention et à la durée, selon *le type d'établissement où est affecté* le détenu.

Les régimes disparates, facteurs d'inégalités et de tensions, sont remplacés par un système unique qui se réfère à la proximité dans le temps d'une *éventuelle liberté* conditionnelle, c'est-à-dire à l'organisation nécessaire de la sortie. Pour toutes ces raisons, ce projet *recueille l'adhésion* du Syndicat de la magistrature et, au-delà, de la plus grande partie de *la magistrature*.

Mais, le montage retenu révèle aussi quelques limites regrettables qu'il serait bienvenu de dépasser lors du vote parlementaire.

Ainsi, on peut se demander pourquoi la saisine du TAP, prévue pour le *parquet, l'administration pénitentiaire* ou le JAP pour les décisions qui posent problème, n'est pas ouverte également au détenu et pourquoi l'appel, prévu pour les autres mesures, ne l'est pas pour les *permissions de sortir*. En effet, il peut arriver qu'une méfiance particulière, une *rigueur exceptionnelle* ou un *a priori* injustifié marquent les rapports de tel JAP avec tel détenu. La possibilité, pour le détenu, de soumettre alors son cas à trois magistrats apparaît dans ce cas souhaitable.

Les limites

De même, on peut s'étonner de ce *que la comparution du détenu devant* le TAP ne soit que facultative. Certes, il peut se faire représenter *par son avocat mais, bien souvent*, surtout quand le procès est déjà ancien, le détenu n'a plus d'avocat ou *bien ne pourra recourir qu'à un avocat* commis d'office qui ne le connaîtra quasiment pas. Pourquoi ne pas poser pour règle *que* le tribunal *devra* faire comparaître le détenu et se forger ainsi, directement, une conviction ? Un véritable respect du principe fondamental du caractère contradictoire *des débats judiciaires* serait à ce prix.

Enfin — et là il s'agit bien d'un regret, — *pourquoi* n'avoir pas repensé véritablement le rôle du judiciaire dans la prison ? Qu'est-ce qui justifie *que le droit à un régime de semi-liberté* avec travail à l'extérieur relève du judiciaire alors que le droit à une formation scolaire ou *professionnelle* relève exclusivement du bon vouloir ou des impératifs de gestion de l'administration pénitentiaire ?

Pourquoi ne pas prévoir, d'autre part, que *le JAP puisse avoir* « son mot à dire » pour les sanctions les plus graves, telles que, par exemple, *un isolement de longue durée ; pourquoi* aussi ne pas l'associer aux décisions de transfert, alors que celles-ci, parfois brutales, remettent alors en cause le travail pédagogique, parfois *intense, qu'a pu faire le JAP avec le* détenu ?

Il ne s'agit pas là de prendre le *pouvoir de l'administration pénitentiaire* ou de l'empêcher de gérer ses *établissements*, mais *seulement* de poser, dans les cas graves, le principe d'un recours possible à une autorité *extérieure* et *d'intégrer*, *dans* les impératifs de gestion, l'évolution des rapports du détenu avec l'extérieur et l'évolution de son comportement.

(*) Secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

LETTRES AU Monde

L'enlisement dans la réalité

Dès ma sortie de prison, je me suis retrouvé dépouillé de toute mon *existence combative intra-muros*. Voué à n'être qu'un symbole fictif et devant enterrer les espoirs dont je *me voulais porteur*, je suis *retourné* au ruisseau de mon enfance, chez les pauvres et les sous-pauvres, taulard parmi les taulards...

On s'est écrié : « Vous, Roger Knobelspiess, en prison ? » sur un ton le plus étonné. Franchement, qui fut dupe de qui après dix-sept années d'incarcération dont la tranche de douze années est à l'actif d'une erreur judiciaire où je suis resté et reste encore orphelin ? Ce qui fut une victoire pour les autres ne l'était pas pour moi-même... Le fait de faire franchir à un cancéreux le portail de l'hôpital ne le guérit pas pour autant...

La justice, la prison demeurent des *anachronismes* de notre époque sur lesquels fonctionne traditionnellement l'intelligentsia. La bonne *volonté* de M. Badinter s'enlise dans la réalité. Les prisons de gauche n'ont rien à envier à celles de M. Peyrefitte. C'est inacceptable de la part d'un régime socialiste qui, dans « *Liberté, libertés* », s'affirmait épris de justice et réclamait la dignité pour tous ! La population pénale porte toujours son baillon de punis de classe. Le secteur judiciaire n'étant pas domaine économique, il eût pu évoluer très rapidement. Se flatter devant le conseil juridique des Nations unies à propos du tribunal de l'exécution des peines, quel saut en avant dérisoire !...

Les prisons n'intéressent personne. Ce qui a changé, c'est l'image de marque du garde des sceaux. Si l'énergie se déploie de temps en temps, elle vise à le défendre. C'est-à-dire un pouvoir. *Le même* que celui de M. Peyrefitte. Le plus cinglant démenti d'une justice furieusement répressive et de classe, ce sont nous, les détenus, qui pouvons l'*infliger*. Avec M. Badinter, les espoirs ont scintillé dans notre nuit, mais la réalité s'en est trouvée aggravée.

Sans préjuger les raisons de mon retour en prison sur le plan juridique, et en tant qu'ex-symbole, on peut voir ici ma volonté d'user les barreaux et *la conscience des juges*, de faire de l'enfermement mon ministère. Je ne me prétends pas « intellectuel » mais fidèle à moi-même dans toutes les bonnes raisons que j'ai d'être en dehors de la société. Elle m'a exclu et châtié jusqu'au point de non-retour. Il n'y a que les *imbéciles pour ne pas saisir que je* n'avais d'autre choix, d'autres espaces que forger ma propre morale d'exclusion. Acculé à ce « décentrement mental, moral » je n'en demeure *pas* moins pour la société, la justice elle-même, l'interlocuteur privilégié.

ROGER KNOBELSPIESS (*Fleury-Mérogis*).

Pas d'amalgames douteux !

Depuis le 10 mai 1981, je suis dans l'opposition, sans complexe ni hésitation, et je combats, de la manière la plus démocratique qui soit, les orientations et l'action du pouvoir socialiste et communiste.

Je ne peux pourtant faire miens le parti pris et la démagogie avec lesquels on traite l'une des questions les plus « sensibles » du moment — l'insécurité — et celui que l'on accuse d'en être *le responsable*, *le* garde des sceaux, M. Badinter.

Je le dis tout net : les attaques portées contre M. Badinter depuis plusieurs mois me semblent *injustes* et infondées.

Quelle est la responsabilité d'un garde des sceaux ? Il est ministre de *la justice, par conséquent chargé de* mettre en œuvre une politique pénale — dans le cas de M. Badinter, pour l'essentiel *décidée* avant son arrivée au gouvernement — et de garantir aux citoyens l'accès à une justice *en principe* égale pour tous.

Or on accuse M. Badinter, tour à tour, d'avoir vidé les prisons, d'être responsable de la tuerie d'Avignon et de quelques autres, de favoriser la délinquance par *ses* projets de réforme et son « laxisme ». A-t-on dit cela de MM. Lecanuet, Guichard et Peyrefitte, qui ont assuré les mêmes fonctions dans les gouvernements de M. Giscard d'Estaing ? Je n'en ai pas le souvenir.

Or l'amnistie présidentielle de 1974, comme celle de 1981, et comme toutes celles qui les ont *précédées à l'occasion de l'élection d'un* chef d'État, ont eu pour conséquence de faire sortir de prison de *nombreux condamnés*. Le *régime* des permissions de sortie, si critiqué à l'occasion de la tragédie d'*Avignon*, *a été instauré* bien *avant* M. Badinter : en 1978, vingt-cinq crimes avaient été commis par des *permissionnaires* ; *en 1982*, *un seul* (et c'est assurément encore trop). La progression de la petite et *moyenne délinquance*, celle *qui* diffuse le plus fort sentiment d'insécurité, date du début des années 70 et *non du 10 mai* 1981.

Quand on parle de sujets aussi délicats, on se doit d'être sérieux et de ne pas faire d'amalgames douteux, ceux-là mêmes auxquels nous reprochions hier à la gauche de succomber trop souvent.

JEAN-PIERRE ROUSSEAU, *membre du conseil politique du C.D.S.*

LU

« ÉDOUARD », DE Mme DE DURAS

Réédition d'un chef-d'œuvre

VOICI une histoire limpide, un roman au titre tout simple : *Edouard*. *Le nom* de l'auteur est un peu plus complexe : Claire de Coëtnempren de Kersaint, duchesse de Duras. Il est plus commun de l'appeler Mme de Duras. *Edouard*, écrit en 1822, vient d'être réédité. Ce devrait être — si le grand style, si le lien entre l'analyse psychologique et l'analyse sociale avaient la faveur de l'époque — une des meilleures ventes de l'année. Voici de la littérature, non du papier imprimé.

Cette Bretonne a vécu sa maturité pendant une de ces périodes-clés — la Restauration — *qui voient des forces émerger*, d'autres se raidir, des individualités s'épanouir, d'autres se faire écraser, ou se laisser mourir. Elle lisait ses œuvres dans son salon *du faubourg Saint-Germain*, *où* Chateaubriand intriguait, Humboldt étonnait par sa science, où Custine passait. Stendhal écoutait aux portes.

Donc, Claire de Duras écrivit. Fort peu et fort bien. La beauté du salon, l'absence de soucis financiers, ne peuvent faire illusion : elle vécut et mourut malheureuse. Son Girondin de père avait été guillotiné ; M. de Duras ne fut pas le mari de rêve. Claire a consacré chacun de ses livres à l'impossibilité d'aimer : à cause des barrières raciales *(Ourika)*, à cause des barrières sociales *(Edouard)*, à cause de l'impuissance qui peut miner chaque être *(Olivier ou le Secret)*.

Edouard est le fils d'un très grand bourgeois, avocat que les affaires ont amené à défendre les intérêts d'aristocrates, parmi lesquels le maréchal d'Olonne, père de la jeune et veuve Mme de Nevers, prénommée Natalie. Toute l'histoire — parisienne, limousine, parisienne enfin — tient en ces mots : Edouard et Natalie, qui s'aiment, mais sont de rangs sociaux différents, sont condamnés à la désespérance et ne seront unis que dans la mort. Cette histoire est d'abord celle d'une passion, sur fond de heurts de classes et, *si c'est l'homme qui la* narre, la plume est bien celle d'une femme, décidée à imposer un style et à le mettre au service d'une volonté d'émancipation.

La nature et les convenances

Et quel style! Le croit-on seulement *« coulant »*, seulement allusif, et voici qu'il exprime à la fois le dedans des cœurs et les contraintes de la société, en quelques mots simples. Nous sommes chez le maréchal d'Olonne. *« Il convenait* (dit Edouard) *à ma position dans le monde de me mêler peu de la conversation. »* Natalie, elle, peut parler : *« Je l'écoutais avec délices ; je devinais ce qu'elle allait dire ; ma pensée achevait la sienne ; je voyais se réfléchir sur son front l'impression que je recevais moi-même, et cependant elle m'était toujours nouvelle, quoique je la devinasse toujours (...). Je ne tardai pas à m'apercevoir que Mme de Nevers sentait que rien n'était perdu pour moi de tout ce qu'elle disait. Elle m'adressait rarement la parole ; mais elle m'adressait presque toujours la conversation. »*

Et ceci, lorsque Natalie affirme qu'il faut faire plier le destin, oser *ce mariage « illégal » : « Nous forcerons mon père d'être heureux par nos soins, par notre tendresse ; s'il nous exile de Paris, il nous admettra à Faverange. Là, il osera nous reconnaître pour ses enfants ; là, il sera père dans l'ordre de la nature, et non dans l'ordre des convenances sociales, et la vue de notre amour lui fera oublier tout le reste. »*

Et pourtant, à vingt et un ans, elle meurt d'une maladie de langueur. Lui se donne en fait la mort en prenant des *risques* inconsidérés lors des combats d'Amérique. Le vieux maréchal d'Olonne ira terminer ses jours à Faverange : *« Il disait souvent qu'il s'était trompé en croyant qu'il y avait dans la vie deux manières d'être heureux. »* Quant à Claire de Duras, elle ne survécut guère à la rédaction de ses courts romans. Elle fut emportée par ce mal du siècle qui lui inspira de petits chefs-d'œuvre.

JACQUES DECORNOY.

★ Mme de Duras, *Edouard* ; préface de Claudine Herrmann, Mercure de France (collection « Mille et une femmes »), 58 F. *Ourika* a été réédité en 1979, éditions des Femmes. *Olivier ou le Secret* a été publié pour la première fois en 1970 par José Corti ; ce beau roman épistolaire est accompagné de commentaires et de notes de Denise Virieux, *qui sont souvent nécessaires à la* compréhension profonde de l'ensemble de l'œuvre.

Le Monde

étranger

LA DESTRUCTION DU BOEING DE LA KOREAN AIR LINES ET SES RÉPERCUSSIONS

Le président Reagan s'oriente vers la modération

New-York. – Tandis que les manifestations d'hostilité contre l'Union soviétique se poursuivent dans le pays et que le président Reagan s'apprête à rendre publiques, lundi soir 5 septembre, les mesures de rétorsion qu'il compte prendre, le mystère du vol 007 des Korean Airlines s'épaissit.

Le porte-parole de la Maison Blanche a évoqué, dimanche soir, la possibilité que les Soviétiques aient confondu le Boeing-747 avec un appareil de reconnaissance électronique RC-135, qui opérait dans la région, mais qui se trouvait, assurent les officiels américains, à bonne distance du 747 coréen. Cette révélation a provoqué une certaine sensation, quatre jours après que les Soviétiques, qui ne reconnaissent toujours pas avoir abattu l'avion coréen, aient accusé celui-ci d'avoir été engagé dans une mission d'« espionnage ».

Des voix s'élèvent, d'autre part, pour demander que les enregistrements japonais et américains intégraux des conversations entre les pilotes soviétiques et leur contrôle au sol d'une part, entre le pilote coréen et le sol d'autre part, soient rendus publiques. Des rapprochements sont faits avec l'incident de 1978 au cours duquel un Boeing des mêmes Korean Airlines s'était égaré au-dessus du territoire soviétique et avait essuyé des tirs avant d'arriver à se poser près de Mourmansk : dans les deux cas, les pilotes coréens paraissent n'avoir rien entendu, ou rien compris, des signaux qu'ils recevaient du sol ou des chasseurs soviétiques qui les escortaient. Dans les deux cas, font remarquer certains analystes, Moscou et Washington s'apprêtaient, après des mois de tension, à renouer leurs négociations sur le contrôle des armes nucléaires (en avril 1978, M. Cyrus Vance était à Moscou pour rencontrer M. Gromyko, comme M. Shultz va le rencontrer, mardi, à Madrid).

L'amiral en retraite Inman, qui fut directeur de l'Agence nationale de sécurité et directeur adjoint de la C.I.A., croit à une faute de navigation de la part du pilote coréen due à une erreur initiale de programmation du vol sur ordinateur, ce qui expliquerait, a-t-il dit au *Washington Post*, le fait que le 747 ait passé plus de deux heures dans l'espace aérien soviétique et qu'il n'ait pas répondu aux sommations puisqu'il croyait survoler les eaux internationales. Quant aux Soviétiques, l'amiral croit savoir que, après l'incident de 1978, ils ont révisé leur système de défense pour le rendre localement plus autonome et plus efficace. Au surplus, les sanctions, sans doute sévères, prises alors contre les coupables de cette défaillance dans la sécurité des frontières, peuvent avoir, cette fois, incité les responsables locaux à réagir plus brutalement.

Calme et fermeté

Sur le plan politique, le président Reagan semble enclin à résister aux suggestions de représailles sévères présentées par les milieux conservateurs. M. Jesse Helm, le sénateur de Caroline-du-Nord, qui se trouve actuellement à Séoul après avoir, par chance, manqué le vol fatal, a suggéré d'expulser la plupart des diplomates soviétiques des Etats-Unis. D'autres élus républicains ont réclamé un embargo total sur les ventes de céréales et d'équipements pétroliers à l'Union soviétique, l'interdiction des ports américains aux navires venant d'U.R.S.S. (depuis l'instauration de la loi martiale en Pologne, les appareils de l'Aeroflot sont bannis des aéroports des Etats-Unis). Plusieurs élus républicains ont tenu dimanche, à Washington, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont accusé M. Reagan de « mollesse » à l'égard de l'Union soviétique.

De notre correspondante

Mais il semble que le président, qui a conféré dimanche matin avec les membres les plus influents du Congrès, se soit rallié à l'avis du département d'Etat et de ses conseillers modérés, comme M. Howard Baker, le chef de la majorité au Sénat. L'allocution radiodiffusée hebdomadaire du président a été, samedi, plus sereine que celle qu'il avait prononcée sur le même sujet vendredi en quittant la Californie : tout en répétant une nouvelle fois que « *les Soviétiques doivent une explication complète au monde* » pour « *cet acte de brutalité* », le président a souligné qu'il convenait de traiter avec l'U.R.S.S. « *d'une manière calme, contrôlée, mais d'une fermeté absolue* ».

Sortant de la Maison Blanche, le principal négociateur américain à Genève, M. Nitze, a expliqué : « *Malgré l'acte irresponsable des Soviétiques, nous devons continuer nos efforts pour réduire la menace d'un conflit nucléaire en parvenant à des accords négociés, justes et vérifiables.* »

Ayant renoncé aux sanctions économiques et à la suspension des négociations sur la limitation des armements nucléaires, l'administration américaine va tenter d'internationaliser le mouvement de protestation en obtenant de ses alliés des limitations provisoires de leurs relations avec l'U.R.S.S. Elle a requis une réunion d'urgence de l'Organisation internationale de l'aviation civile, qui est basée à Montréal, pour demander la suspension de certains vols vers l'U.R.S.S. C'est l'idée qu'a défendue M. Howard Baker lorsque, sortant dimanche de la Maison Blanche, il a déclaré : « *Il ne s'agit plus des Etats-Unis contre l'Union soviétique, mais de l'Union soviétique contre le reste du monde.* »

Certains responsables politiques américains s'inquiètent cependant des tensions nouvelles que ce projet pourrait faire naître entre Washington et ses alliés et du risque de voir se renouveler, à un moment particulièrement délicat pour l'alliance atlantique, les frictions que la malheureuse affaire du gazoduc soviétique avaient provoquées l'année dernière.

NICOLE BERNHEIM.

Washington révèle qu'un avion de reconnaissance se trouvait dans les parages

Washington (*A.F.P.*) - Les Etats-Unis ont admis, dimanche 4 septembre, *que l'Union soviétique avait pu* confondre le Boeing-747 des lignes *sud-coréennes avec un avion de reconnaissance* américain, de type *RC-135*, une heure et demie à deux heures avant de l'abattre, mais que toute erreur devait être dissipée au moment où le Boeing a été abattu.

Un haut responsable, qui a requis l'anonymat, a indiqué que les radars avaient commencé par détecter un avion de reconnaissance américain, qui se trouvait à 1 600 kilomètres de l'endroit où le Boeing-747 a ensuite été abattu par la chasse soviétique. L'avion de reconnaissance américain naviguait dans la région pour relever d'éventuelles violations du traité sur la limitation des armements stratégiques.

Faisant allusion à l'existence possible de deux appareils, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré que « *si tel était le cas (...), il n'a pas fallu beaucoup de temps pour qu'ils* [les Soviétiques] *découvrent* » qu'il s'agissait de deux avions différents.

Le porte-parole a explicitement reconnu que les Soviétiques « *ont pu penser qu'il s'agissait d'un appareil de reconnaissance RC-135 quand l'avion coréen est apparu pour la première fois sur leurs radars* ».

M. Speakes a indiqué que cette confusion a pu intervenir « *environ un heure trente à deux heures avant* » que le Boeing soit abattu par la chasse soviétique. Mais au moment de la destruction, les Soviétiques devaient « *sans aucun doute* » savoir qu'il s'agissait d'un appareil commercial. Les deux avions ne se *sont jamais rapprochés à plus de* 120 kilomètres l'un de l'autre et *leurs trajectoires se sont croisées* alors qu'ils étaient à 400 kilomètres de distance.

M. Speakes a souligné que les pilotes soviétiques avaient suivi de près le Boeing-747 pendant deux heures trente avant de tirer, et que les enregistrements de leurs conversations avec leurs bases au sol indiquaient que les feux de navigation du Boeing-747 étaient bien allumés, contrairement à ce qu'on affirme à Moscou. Cela, a-t-il ajouté, aurait dû permettre aux pilotes soviétiques d'identifier le Boeing-747 sans erreur possible.

Ces révélations de la Maison Blanche sont venues après que le président Regan eut convoqué les dirigeants du Congrès pour les informer des mesures qu'il compte prendre à l'encontre de l'U.R.S.S. et pour leur faire entendre un enregistrement de huit minutes des dernières communications des pilotes soviétiques avec leur base.

Cet enregistrement, ont indiqué les responsables du Congrès qui assistaient à la réunion, ne permet pas de déterminer si les pilotes soviétiques avaient une connaissance précise de la nature exacte de l'appareil coréen, puisqu'ils se réfèrent à l'avion sud-coréen comme à une « *cible* » sans autre identification.

Selon M. Howard Baker, chef de file de la majorité républicaine au Sénat, l'enregistrement démontre que le pilote a armé un missile, puis l'a désarmé pour se mettre dans une meilleure position de tir, et a finalement lancé le missile après avoir « *vérifié qu'il avait l'autorisation de faire feu* ».

[La confusion entre un Boeing-747 et un RC-135 (qui est la cellule d'un Boeing-707 transformée en avion de reconnaissance stratégique et de commandement) paraît difficile à faire, surtout de la part d'un contrôleur soviétique au sol qui n'a pas eu, sur son radar, le même écho.

Au début, les deux avions ont été distants de 1 600 kilomètres (soit la distance de Lille à Tunis) et jamais ils n'ont été plus proches que de 120 kilomètres (soit la distance de Paris à Rouen), même si leur trajectoire devait *se croiser alors qu'ils étaient éloignés* l'un de l'autre de 400 kilomètres (soit la séparation entre Paris et Lyon).

Sur son radar, le contrôleur soviétique *devait avoir deux « plots »* nettement différents, non seulement en raison de l'éloignement des deux pistes, mais aussi du fait de la surface réfléchissante plus importante du Boeing-747 (qui est une masse plus volumineuse) et de la peinture absorbante du RC-135, qui diminue sa signature électro-magnétique et, donc, l'écho-radar. Quant au pilote soviétique de l'avion d'interception, son radar de bord est, lui aussi, sensible à la taille et à la signature électro-magnétique de ses différentes cibles.

On peut penser, enfin, que, s'il a fait une identification à vue de sa « cible » comme cela semble être le cas, le pilote de l'intercepteur soviétique ne pouvait pas, de nuit, à l'aide des phares dont sont dotés les avions de combat, ne pas discriminer les masses.]

Le négociateur américain à Genève estime que les Soviétiques seront « plus coopératifs » sur les euromissiles

A la veille de la reprise des conversations de Genève sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (F.N.I.) prévu pour ce mardi 6 septembre, l'affaire du Boeing sud-coréen a été évoquée par les deux négociateurs soviétique et américain. M. Nitze, chef de la délégation des Etats-Unis, qui venait de rencontrer M. Reagan à la Maison Blanche, a dit son espoir de voir les Soviétiques se montrer de ce fait « *plus coopératifs* », et indiqué qu'il « *mentionnerait* » cette affaire devant son homologue soviétique, M. Kvitsinsky. De son côté, ce dernier, qui arrivait le même jour à Genève, a renvoyé aux déclarations de l'agence Tass un journaliste qui l'interrogeait sur la destruction de l'avion sud-coréen et il a ajouté : « *Cette question n'a rien à voir avec la négociation.* » Le négociateur soviétique a encore affirmé que les dernières propositions de M. Andropov sur les euromissiles (destruction des SS-20 en surnombre en Europe par rapport aux 162 missiles français et britanniques) offraient « *une possibilité réelle de s'entendre* », l'installation des missiles de l'OTAN entraînera « *des contre-mesures inévitables de la part de l'U.R.S.S.* ».

Sur le fond aucun changement n'est prévu dans la position américaine : « *Tant que Moscou ne reconnaît pas aux Etats-Unis le droit à la parité en matière de missiles à moyenne portée, il n'y aura pas d'accord* », a déclaré un haut fonctionnaire américain, tandis que, pour M. Nitze, « *il est vraiment sans signification de se dire prêt à détruire quelques SS-20 si on continue à en produire de nouveaux* ». De son côté, M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense, s'est étonné, au cours d'un colloque est-ouest à Stockholm, de ce que « *les Soviétiques s'intéressent maintenant de si près aux 162 missiles nucléaires français et britanniques, alors qu'auparavant ils y étaient indifférents* ».

Des SS-21 en Allemagne de l'Est ?

Enfin le général Rogers, commandant des forces de l'OTAN, révèle dans un entretien accordé à l'hebdomadaire italien *Il Mundo* que Moscou a déjà déployé en R.D.A. des missiles SS-21 à tête nucléaire, d'une portée de 120 kilomètres. « *L'U.R.S.S. est également sur le point d'installer des SS-23, d'une portée de 500 kilomètres*, a-t-il ajouté, *et elle est en mesure de déployer – mais c'est seulement une possibilité – les SS-22 qui ont un rayon d'action de 1000 kilomètres.* » – (*A.F.P.*)

TOUT EN MAINTENANT LA THESE D'UNE « PROVOCATION »

Les Soviétiques évoquent la possibilité d'une erreur

Les autorités soviétiques n'ont toujours pas admis leur responsabilité dans la destruction du Boeing-747 des lignes sud-coréennes, mais les commentaires se sont multipliés à Moscou sur les circonstances de la disparition de l'appareil.

Le plus intéressant émane du général Semion Romanov, chef d'état-major de la défense aérienne soviétique, qui a réaffirmé que l'avion de la KAL volait « *tous feux éteints* » et ajouté que, dans ces conditions, « *ses contours rappellent beaucoup ceux de l'avion de reconnaissance américain RC-135* ». C'est la première fois qu'une telle ressemblance est évoquée de source officielle à Moscou, au moment même où l'on admet à Washington qu'un appareil de reconnaissance de ce type se trouvait dans les parages des côtes soviétiques d'Extrême-Orient peu de temps avant la destruction du Boeing.

Le général Romanov, qui s'entretenait avec des journalistes soviétiques et dont les propos ont été cités, dimanche 4 septembre, par l'agence Tass, a également déclaré que le Boeing de la KAL « *n'avait réagi à aucune des manœuvres de notre chasseur-intercepteur dont le pilote a tenté à maintes reprises pendant une longue période de temps de guider l'avion en infraction vers l'aérodrome soviétique le plus proche* ». C'est dans ces conditions, a-t-il ajouté, que le pilote soviétique a tiré « *des coups de semonce à l'aide de charges traçantes parallèlement à l'axe de vol* » du Boeing.

Le général soviétique, qui continue à parler de « *grossière provocation* », a d'autre part affirmé que, depuis le début de l'année, « *des avions militaires américains ont violé à neuf reprises l'espace aérien soviétique dans la région des îles Kouriles* » tandis que « *d'autres violations commises par des avions américains étaient enregistrées dans le détroit de Béring et dans la région de l'île Ratmanov* ».

Selon certaines sources citées par l'A.F.P. à Moscou, la décision d'abattre le Boeing sud-coréen a vraisemblablement été prise par la hiérarchie militaire soviétique, indépendamment du pouvoir politique. L'ordre d'abattre un avion qui a violé l'espace aérien soviétique est, selon ces indications, du ressort du commandant en chef des forces aériennes, en l'occurrence le maréchal Pavel Koutakhov, vice-ministre de la défense. A défaut, un tel ordre peut être donné par le commandant en chef de la D.C.A., le maréchal Alexandre Koldounov et, en cas de force majeure, par des commandements inférieurs, jusqu'à celui de la *région militaire concernée, à savoir* celle de Vladivostok. Les sources citées par l'A.F.P. n'excluent pas que la chute de l'appareil ait été causée par un tir de missiles, alors que le Boeing se trouvait déjà hors de l'espace aérien soviétique, la portée des missiles air-air emportés par les chasseurs soviétiques étant d'environ 30 kilomètres.

Toujours d'après l'Agence France-Presse, l'affaire du Boeing sud-coréen a fait l'objet d'une inf*mation à destination des cadres* parti admettant que l'appareil av été abattu par la chasse soviétiq en raison de la mission d'espionna dont il était chargé et qui consist à éprouver l'efficacité du système contrôle radar le long des côt orientales de l'U.R.S.S.

Samedi soir, l'agence Tass av diffusé un long commentaire acc sant Washington de « provocatior et d'« hypocrisie » et s'appuyant s les avis de divers experts étrange pour mettre en doute la version d faits présentée aux Etats-Unis. *Pravda* a, de son côté, accusé manche le président Reagan chercher « *à aggraver encore les lations soviéto-américaines* ».

A Stockholm, M. Vadim Zagl dine, directeur adjoint du départ ment des liaisons internationales comité central du P.C. soviétique, soutenu que l'avion sud-coréen ava « *commis une violation caractéris de l'espace aérien soviétique pe dant près de 2 000 kilomètres* », qu'il a qualifié de « *pure provoc tion* ». Interrogé sur les violatio des eaux territoriales suédoises p des submersibles que Stockhol *juge soviétiques*, M. Zagladine seulement admis l'incident du sou *marin échoué* au centre de la ba navale suédoise de Karlskrona en o tobre 1981. Il a révélé que le con mandant du submersible, Piotr Gu chin, avait été sanctionné « *po avoir commis plusieurs fautes* et il a rappelé que l'U.R.S.S. ava exprimé ses regrets pour l'incident.

A TOKYO

Les spécialistes s'interrogent sur les conditions dans lesquelles l'appareil a pu s'égarer

Tokyo. – « *On dirait que cette fois-ci le pilote et tous son équipage dormaient. En 1978, au-dessus de Mourmansk, il paraît qu'ils jouaient aux cartes : cela n'est pas sérieux. On dirait également que certains techniciens ont suivi les étapes du drame et la montée du suspense comme un jeu de guerre vidéo sur un écran, sans songer à intervenir : cela paraît pour le moins curieux.* » Ces remarques d'un spécialiste des transports aériens en poste à Tokyo font écho à des questions que tout le monde ici se pose sous une forme ou sous une autre.

Comment un pilote expérimenté a-t-il pu s'égarer pendant deux heures et demie, non seulement au-dessus de l'Union soviétique – ce qui est déjà grave pour des Coréens du fait du fâcheux précédent de 1978, – mais encore au-dessus d'une région qui, étant parmi les plus secrètes et les plus dangereuses de la planète, requiert une double ou triple vigilance de la part des équipages ?

Autre question : pourquoi les « surveillants » et les « enquêteurs » amis et alliés n'ont-ils par alerté la « cible » ? Ont-ils cru qu'il s'agissait d'un autre avion, chargé d'une tout autre mission ? Pourquoi les Japonais et les Américains ont-ils attendu une dizaine d'heures pour révéler, jeudi soir, à Tokyo puis à Washington, l'issue d'un drame alors qu'il semble que les Japonais avaient acquis la conviction, dans la matinée de jeudi, que le Boeing avait été détruit par un missile ? Dans la même matinée, pourquoi les Coréens ont-ils annoncé à Séoul, citant la C.I.A., l'atterrissage de l'avion à Sakhaline, suscitant à tort l'espoir chez les parents des victimes et de sérieux soupçons, *à posteriori*, sur le rôle des services américains dans cette affaire ?

De notre correspondant

Les deux alliés (Japon et Etats-Unis) qui ont regardé et écouté avec leurs yeux et leurs oreilles électroniques, *à partir du territoire japonais* notamment, ont l'air moins empressés pour fournir certains détails aujourd'hui qu'ils ne l'ont été pour révéler l'affaire dans ses grandes lignes et dans toute son horreur. La division du travail entre les civils et les militaires, d'une part, entre les alliés, de l'autre, les raisons de sécurité et aussi la prudence diplomatique semblent expliquer ces réticences. C'est donc par bribes, par le biais de sources anonymes, que les *informations filtrent et que les hypothèses s'échafaudent*.

Les éléments les plus fournis et les *plus précis* concernent la dérive du 747 loin, très loin de son couloir Roméo-20. *L'hypothèse la plus courante* est que le pilote, au départ d'Anchorage, a pu donner aux ordinateurs de son système de navigation automatique par inertie des données (latitude et longitude) erronées ou insuffisantes. Une inversion des chiffres correspondant aux coordonnées de certains points de passage obligatoires entre Anchorage et Séoul (sept au total) aurait conduit l'appareil à prendre automatiquement un cap passant exactement au-dessus du Kamchatka puis de Sakhaline, près de l'endroit où il a *finalement été abattu*, croient savoir plusieurs journaux japonais. « *Une telle erreur de programmation des trois plates-formes à inertie est possible*, nous a dit un spécialiste. *Mais*, a-t-il ajouté aussitôt, *ce qui est tout à fait bizarre – et tous les pilotes le soulignent – c'est que ni le pilote, ni le copilote, ni le navigateur, ni peut-être les contrôleurs extérieurs ne s'en soient apparemment rendu compte pendant aussi longtemps. Dans une telle zone, on peut se fier au pilotage automatique, mais un pilote professionnel peut-il ne pas vérifier pendant plus de deux heures les instruments de contrôle classiques qu'il a sous les yeux ? Cela paraît difficile à croire. Or, à l'approche de la péninsule du Kamchatka, le vol 007 était déjà à 500 kilomètres au nord de sa route imposée.* » Les pilotes japonais interrogés par la presse locale affirment procéder eux-mêmes régulièrement le long de cette route aux vérifications techniques indispensables, visuellement.

Côté japonais, on affirme à c propos que l'appareil avait fait par venir régulièrement et presqu jusqu'au dernier moment des infor mations sur sa position qui concor daient avec la route prévue par l plan de vol.

Selon certaines sources japo naises, alors qu'il approchait de Sak haline, au nord d'Hokkaido, le KAL 007 a donné une position qui l'aurai situé au même moment au sud de l grande île septentrionale japonaise.

Tout paraissait normal

La tour de contrôle de l'aéropor de Narita ne paraît pas, en tout cas avoir eu jusqu'au dernier moment d raison particulière de s'inquiéter Les Japonais indiquent, par ailleurs que leurs radars ne portent pas au delà d'une zone couvrant au maxi mum le sud-est de Sakhaline, sec teur où le Boeing coréen est arrivé alors que le dénouement du drame était imminent. De plus, il ne semble pas qu'il y ait eu des relations directes et simultanées entre les équipes de surveillance de l'aviation civile et celles des militaires.

A 3 h 15, dans la nuit de mercredi à jeudi, rapporte la presse japonaise, qui cite des sources militaires, le pilote coréen a demandé soudainement à la tour de contrôle de Tokyo-Narita l'autorisation de changer d'altitude et de passer de 10 000 à 10 500 mètres. L'autorisation fut donnée et à 3 h 23 le pilote poursuivait sa route après avoir atteint l'altitude demandée. Pourquoi cette requête soudaine ? Le pilote a-t-il aperçu sur son radar les chasseurs soviétiques lancés à sa poursuite ? C'est à 3 h 12 en effet que le radar militaire japonais du nord d'Hokkaido avait aperçu pour la première fois les poursuivants à l'est de Sakhaline.

Les Japonais affirment qu'ils ne pouvaient pas avertir le pilote en danger. Primo, du côté civil, tout était apparemment normal jusqu'à 3 h 23, affirme-t-on. Secundo, du côté militaire, on précise que personne n'aurait suivi directement *de visu* le déroulement de la dérive et de la poursuite, mais que routinièrement tout a été enregistré sur des bandes magnétiques. Ce n'est que plus tard, après que l'alerte eut été donnée par l'aviation civile, qui avait perdu le contact, que les militaires auraient analysé les bandes, découvrant après coup toute l'affaire.

Les Américains, qui ont aussi des stations d'écoute et de surveillance d'une puissance considérable (près de Tokyo), ne donnent pas ici d'information. On ignore donc s'ils ont découvert comme les Japonais le drame après coup ou s'ils l'ont suivi en direct. Il n'aura pas fallu moins d'une dizaine d'heures aux uns et aux autres pour révéler toute cette affaire. Que s'est-il passé pendant ce laps de temps ? Des vérifications et des consultations, dit-on.

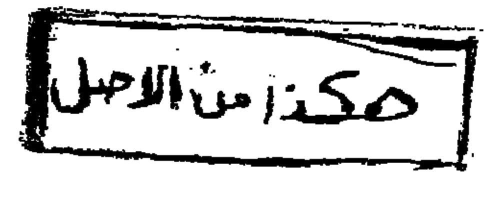
R.-P. PARINGAUX.

M. CHEYSSON ET L'AMBASSADEUR D'U.R.S.S. CHAHUTÉS A BOUGIVAL

La célébration du centenaire de la mort d'Ivan Tourgueniev, samedi 3 septembre, dans la villa Viardot, aux « Frênes », ne fut pas que littéraire, bien au contraire. *(Lire page 13.)*

Pour honorer celui qu'on qualifiait en France, de son vivant, d'« *illustre Tourguéneff* », que Renan salua sur sa tombe comme « *l'homme de génie qu'il m'a été donné de connaître* », et dont les multiples éditions à grand tirage paraissaient presque simultanément en français et en russe, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, et l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, M. Vorontsov, s'étaient retrouvés côte à côte à Bougival. Initiative qui parut intempestive aux rares Français présents – on ne remarquait guère de spécialistes de littérature russe – quelques dizaines d'heures après la destruction du Boeing sud-coréen.

MM. Cheysson et Vorontsov eurent à subir l'un et l'autre des huées et des bousculades et des coups sur la carrosserie de leur voiture de la part d'une cinquantaine d'élus de l'opposition de Chatou, du Vésinet, du Pecq et de Saint-Germain, venus avec des drapeaux tricolores crier : « *Soviets assassins* ». Le vin d'honneur fut annulé en catastrophe.



'ROCHE-ORIENT

Israël

LE RETRAIT DU CHOUF

La décision a été prise malgré une nouvelle demande d'ajournement de Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — Le soulagement : *évident en Israël*, à l'image de lui exprimé par les soldats fai- nt route vers le sud du Liban, au urs de la journée de dimanche. Jérusalem, un groupe de mili- nts d'un mouvement opposé à la .erre, qui, depuis des mois, mani- staient en permanence devant la sidence du premier ministre en mptant les morts israéliens dans conflit, ont aussitôt replié leurs nderoles. Le porte-parole de l'ar- ée, en faisant dimanche soir le lan de l'opération de repli, s'est licité que celle-ci ait pu s'effec- er aussi rapidement *« en temps ulu, sans victime ni aucun inci- ent »*. Point de vue purement is- élien, car, à Jérusalem, on a esque oublié durant cette opéra- on les combats *qu'elle provoquait* itre druzes, chrétiens et unités de armée libanaise. Les Israéliens ans leur ensemble ont *« démis- onné »* du Liban.

M. Moshe Arens, ministre de la éfense, grand promoteur de l'idée e ce repli partiel, a confirmé cette npression au cours d'une confé- ence de presse dimanche, et a aru souligner cette idée générale de désengagement. Il ne s'agirait que d'un *« premier pas »*. Israël, d'après ses propos, semblant avoir définitivement rompu avec la politique menée l'an dernier par le prédécesseur de M. Arens, M. Ariel Sharon. Les éditoriaux des journaux de lundi matin ont souligné rue les conceptions de M. Sharon, qui voulait imposer un *« ordre nouveau »* au Liban, qui avaient largement dépassé les objectifs initiaux de l'opération Paix pour la Galilée, ont abouti à un échec. Même M. Sharon se dit aujourd'hui favorable au retrait.

Enonçant les conditions d'autres replis, M. Arens s'est abstenu de répéter l'exigence selon laquelle le retrait israélien devrait s'accompagner *« simultanément »* de celui des troupes syriennes Il s'est contenté de dire qu'Israël à l'avenir — sans plus de précisions — ferait seulement en sorte de s'assurer qu'*« aucun élément hostile ne puisse occuper le terrain évacué par l'armée israélienne »*. A ce sujet, il est clair que le gouvernement de Jérusalem semble avoir *définitivement* fait son deuil d'une entente ou d'une *« coordination »* (comme le disent les Américains) avec le *gouvernement* libanais, qui dénonce le retrait du Chouf et qui aurait souhaité que la présence de l'armée israélienne au Liban serve de moyen de pression pour obtenir le départ des troupes syriennes.

On n'a pas été surpris outre mesure à Jérusalem par les déclarations du premier ministre libanais *soulignant que l'accord* israélo-libanais conclu en mai dernier était définitivement « gelé ». A propos de la *situation* dans le Chouf depuis le début du retrait, commencé aux premières heures de la nuit de *samedi* à dimanche, M. Arens a déclaré : *« Nous ne voulons pas que des forces hostiles puissent pénétrer dans les zones que nous connaissons. Il devrait être clair que cela concerne les Syriens. Je pense que le message sera compris à Damas. »* M. Arens n'a pas voulu dire ce qu'Israël entendait faire si les troupes syriennes traversaient la ligne de cessez-le-feu actuelle pour pénétrer dans le Chouf. *« Je ne pense pas qu'il soit sage d'envisager cette éventualité*, a déclaré M. Arens. *Nous espérons que cette déclaration sera suffisante pour emmpêcher les Syriens de prendre la moindre initiative. »* Le ministre de la défense paraît à peu près certain que l'armée syrienne *« ne profitera pas »* du départ de l'armée israélienne. M. Arens a toutefois signalé que l'aviation israélienne avait dû, en guise d'avertissement, intervenir pour repousser l'avance de chars appartenant à des milices druzes des lignes syriennes.

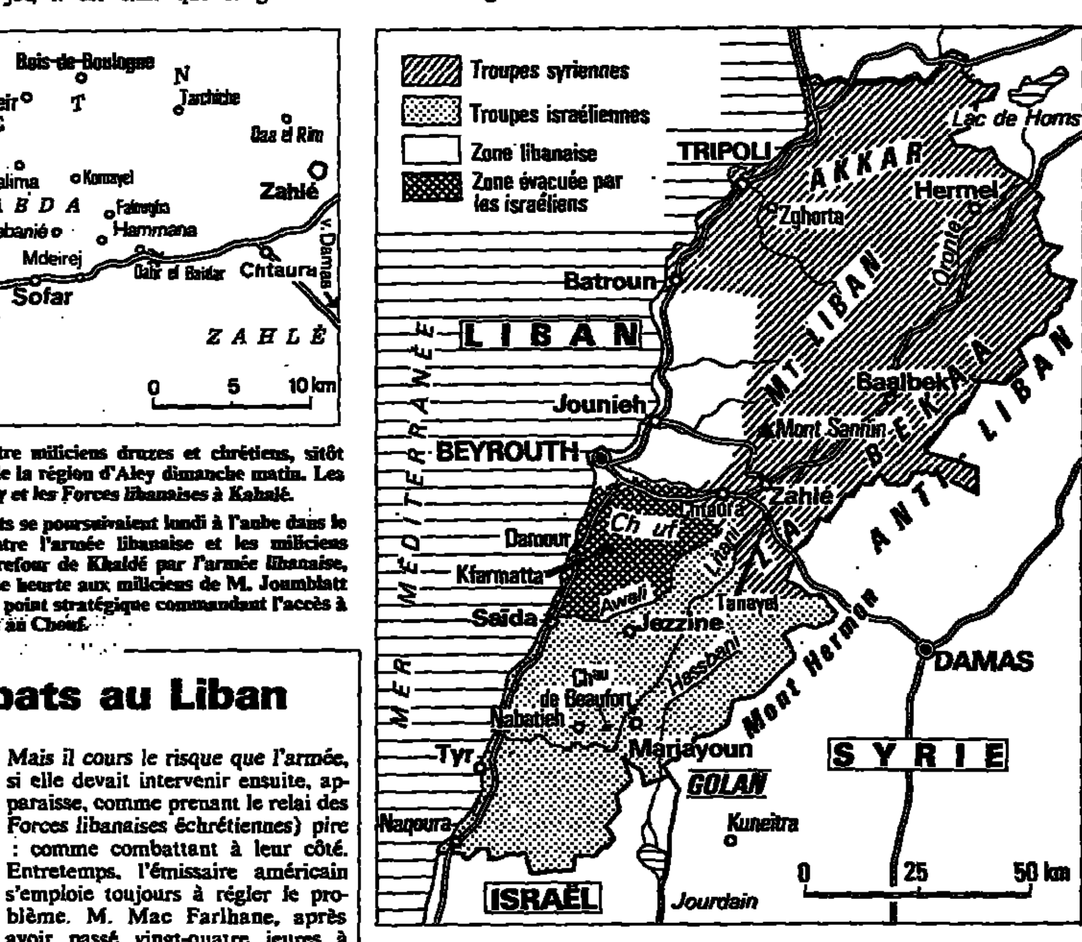
A *Jérusalem* on a indiqué que la décision de l'évacuation a été prise samedi après-midi, après une nouvelle intervention du gouvernement américain pour tenter d'obtenir un quatrième délai avant le repli. Le président Reagan lui-même a téléphoné à M. Begin. Mais on précise que le gouvernement américain ne se faisait plus d'illusions sur le résultat de sa démarche.

FRANCIS CORNU.

Antelias — Bikfaya — Bois-de-Boulogne — BEYROUTH — Dhour el Choueir — Tarchiche — Baabdate — M E T N — Daz el Rim — Beit Méry — Salima — Zahlé — Hazmieh — Mansourieh — B A A B D A — Falougha — Araya — Chebanié — Hammana — Kahalé — Baabda — Mdeirej — Dahr el Baidar — Chtaura — V. Damas — Kornatiye — Bhamdoun — Sofar — Choueifate — Aley — Souk el Gharb — A L E Y — Z A H L É — Khaldé — Aramoun — 0 — 5 — 10 km

De violents combats se sont engagés entre miliciens druzes et chrétiens, sitôt chevé le retrait des troupes israéliennes de la région d'Aley dimanche matin. Les combattants druzes se trouvent à Aley et les Forces libanaises à Kahalé.

Plus au sud, d'autres affrontements violents se poursuivaient lundi à l'aube dans le riangle Khaldé-Choueifate-Aramoun, entre l'armée libanaise et les miliciens druzes. Depuis la prise dimanche du carrefour de Khaldé par l'armée libanaise, celle-ci ne semble pas avoir progressé et se heurte aux miliciens de M. Joumblatt postés sur les hauteurs qui surplombent ce point stratégique commandant l'accès à la capitale et au Chouf.



Après le retrait israélien du Chouf, la nouvelle ligne de défense s'établit sur 113 kilomètres contre 118 précédemment ; 600 kilomètres carrés de territoire libanais ont été évacués par les troupes israéliennes, qui contrôlent toujours 2 800 kilomètres carrés au sud de la rivière Awali. Cinq mille à dix mille soldats ont été concernés par le mouvement de troupes. La moitié au moins doivent revenir en territoire israélien.

M. Shamir tente de réunir une majorité à la Knesset

De notre correspondant

Jérusalem. — La succession de M. Begin paraît de plus en plus confuse. Les dirigeants du Likoud continuent d'éprouver de sérieuses difficultés à *obtenir de la part de* leurs partenaires — le parti national religieux (P.N.R.), le Tami, l'Agoudat Israël et le parti Renaissance — un engagement de principe pour la prolongation de l'actuel accord de coalition. Certains de ces partis associés au Likoud persistent à se montrer hésitants, ce qui empêche M. Itzhak Shamir — désigné par le Hérout pour succéder à M. Begin à la tête du Likoud — de préparer la constitution du prochain gouvernement.

Cependant, toutes ces formations sans exception ont signé, le 2 septembre, un document déclarant qu'elles *étaient prêtes à demeurer fidèles* à leurs alliances avec le Likoud. Mais ce texte est aussi vague qu'insuffisant. Au Likoud, on s'impatiente et on s'inquiète, d'autant que M. Yossef Burg, ministre de l'intérieur et président du P.N.R., et M. Aaron Abouhatzera, chef de file du Tami, ont accepté de rencontrer lundi M. Shimon Pérès, président du *parti travailliste*, qui affirme toujours avoir des chances de former une nouvelle coalition. MM. Burg et Abouhatzera *affirment que leur rencontre* avec le chef de l'opposition n'a pour but que d'essayer de convaincre les travaillistes d'accepter l'idée d'un gouvernement d'« union nationale » animé par le Likoud. Malgré ces démentis, le P.N.R. et le Tami sont soupçonnés d'envisager, du moins à terme, un changement d'alliance.

De ce fait, M. Begin, une semaine après avoir annoncé son départ, n'a toujours pas remis officiellement sa démission au président de l'Etat, M. Haïm Herzog. Il ne cesse de retarder cette démarche, car il souhaite ne la faire qu'au moment où M. Shamir sera vraiment en mesure de convaincre le président qu'il est le seul capable de réunir une majorité à la Knesset.

MM. Begin et Shamir veulent éviter à tout prix que M. Herzog, dont la liberté est totale, puisse envisager la candidature de M. Pérès, qui dirige la *formation* aujourd'hui la plus nombreuse à la Knesset. Pour l'instant, le parti travailliste ne semble pas pouvoir *s'assurer une majorité* au Parlement.

M. Shamir devait réunir une nouvelle fois, lundi, tous les dirigeants des partis de la présente coalition *pour essayer d'obtenir un accord* plus solide que celui conclu la semaine dernière. M. Shamir devait également s'évertuer, lundi, à convaincre six députés de la majorité actuelle de ne pas faire dissidence si le parti travailliste refuse, *quand M. Shamir sera nommé par le* président, de participer à un gouvernement d'union nationale. Ces six députés ont, en effet, *demandé* à M. Shamir de faire cette *tentative* sinon ils s'abstiendront, lors du vote de confiance au nouveau gouvernement ; mais il est improbable que le parti travailliste réponde positivement à cette démarche car la gauche *du parti* et le *Mapam*, associés aux travaillistes au sein du Maarakh, sont opposés à la formation d'un tel gouvernement d'union s'il est dirigé par le Likoud, et menacent, de leur côté, de provoquer une scission dans le Maarakh.

FRANCIS CORNU.

DÉTENU DEPUIS LE 10 JUILLET

Un Français est accusé d'avoir fourni des renseignements au Fath

Une procédure judiciaire contre M. Henry Eichholzer (vingt-six ans), Français originaire de Mulhouse suspecté par la police israélienne d'activités contre la sécurité de l'Etat, a été ouverte dimanche 4 septembre devant le tribunal de première instance de Tel-Aviv. L'audience, qui a duré dix minutes, a *permis au tribunal d'enregistrer* la défection de l'avocat commis d'office lors de l'arrestation du jeune homme le 10 juillet, d'agréer l'avocat choisi par la famille, Mᵉ Roland Roth, et de prolonger la garde à vue de M. Eichholzer, actuellement emprisonné *dans un commissariat* de Petah-Tikva (nord de Tel-Aviv).

Le frère de M. Eichholzer a déclaré que l'acte d'accusation sera présenté le 18 septembre, après la *période des fêtes juives* qui débute le 7 septembre : *« Nous ignorons le chef d'accusation qui sera retenu contre Henry, mais son affaire sera traitée par une juridiction civile et non par un tribunal militaire, comme certaines rumeurs l'avaient laissé entendre. »* Sa famille, qui a pu rencontrer M. Eichholzer et qui devait le voir à nouveau lundi 5 septembre, a affirmé que le détenu *« est en bonne forme et qu'il a surtout demandé des livres »*.

M. Eichholtzer, professeur d'histoire à *Mulhouse*, avait *été* arrêté le 10 juillet par les services de sécurité israéliens à sa descente d'avion à l'aéroport de Lod. Il est accusé d'avoir été recruté en 1977 par le Fath (principale composante de l'O.L.P.), d'avoir eu des contacts avec des « agents ennemis » d'Israël et d'avoir cherché à leur communiquer des informations portant atteinte à la sécurité de l'Etat. Selon la *police* israélienne, M. Eichholzer aurait rejoint en novembre 1977 les rangs du Fath après un séjour en Libye. Il aurait passé un premier séjour dans un camp d'entraînement en Algérie, puis aurait suivi un stage d'initiation à la guérilla à Tyr, au Liban. En 1978, à la *demande du* responsable militaire du Fath, Abou Ayad, il se serait rendu en Israël en compagnie d'un Algérien muni d'un faux passeport, afin d'y recueillir des informations pour les Palestiniens. Les Israéliens affirment avoir trouvé à Beyrouth des documents leur permettant de formuler de telles accusations contre ce citoyen français. — *(A.F.P.)*

Violents combats au Liban

(Suite de la première page.)

La bataille fait donc rage depuis samedi soir entre forces chrétiennes et druzes, ces dernières disposant de l'appui *tactique* et *logistique* de l'armée syrienne. Au terme de vingt-quatre heures de combats acharnés à l'arme lourde, aucune partie n'a enregistré de succès déterminant. La milice druze et l'artillerie syrienne font pression sur la milice chrétienne à Bhamdoun. Les chars syriens ont tenté d'intervenir, mais l'aviation israélienne, qui survolait le champ de bataille, leur a envoyé un coup de semonce, sans cependant les toucher. Les Syriens paraissent se l'être tenus pour dit. En tout cas, ils ne sont plus intervenus directement sur le terrain.

Les forces chrétiennes annoncent pour leur part avoir détruit deux chars et plusieurs positions d'artillerie. *Un général syrien aurait été tué* sur l'une d'elles.

Le rôle des chars...

Harcelés par leurs ennemis, les miliciens chrétiens les harcèlent à leur tour, notamment à *Baalchemay*, Btater, Aitate. L'enchevêtrement des lignes dans le territoire disputé donne à *la carte militaire* des lieux l'aspect d'un morceau de gruyère où les trous seraient très nombreux. Les chrétiens *y disposent de cinq à six* mille hommes, leurs adversaires druzes de huit à dix mille. L'armée *libanaise, quant à elle, après avoir* repris le contrôle de Beyrouth où elle a maintenu trois à quatre mille *hommes* avait préparé six mille soldats pour investir la montagne : une brigade, deux bataillons héliportés, deux bataillons blindés et une compagnie de chars. Des experts militaires estiment — après l'avoir vue se battre à Beyrouth — qu'avec l'avantage des chars, décisif en campagne, *mais de peu d'utilité dans les combats* de rues, la bataille de la montagne s'annocerait moins dure pour elle que celle de Beyrouth, bien que les effectifs druzes soient beaucoup plus élevés.

Pendant que la bataille de la montagne faisait rage, tout le secteur chrétien, Beyrouth compris, subissait un bombardement qui sans être intense, à néanmoins engendré son lot de morts et de blessés. En laisant le premier choc se produire entre les forces chrétiennes et druzes, l'Etat a voulu donner une dernière chance d'obtenir l'entrée de son armée à l'amiable dans les régions disputées. *Mais il cours le risque que l'armée*, si elle devait intervenir ensuite, apparaisse, comme prenant le relai des *Forces libanaises échrétiennes)* pire : comme combattant à leur côté. Entretemps, l'émissaire américain s'emploie toujours à régler le problème. M. Mac Farlhane, après avoir passé vingt-quatre jeures à Washington est attendu incessament à Beyrouth, porteuiur de nouvelles propositions américaines.

LUCIEN GEORGE.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● ATTAQUE DE L'UNITA. — L'agence angolaise de presse Angop a annoncé, samedi 3 septembre, que huit cents partisans du *mouvement* rebelle de M. Savimbi avaient attaqué, le 21 août, la localité de Bocoio, à 75 kilomètres de Lobito, dans la *province* de Benguela. Ils étaient, selon Angop, encadrés par *« trente mercenaires blancs »*. De son côté, un porte-parole de l'UNITA à Lisbonne a affirmé que les rebelles avaient, au cours des deux dernières semaines, abattu un avion de transport du type Antonov-22 ainsi que deux Mig dans le nord du pays. — *(A.P., Reuter.)*

Cameroun

● LE PRÉSIDENT BIYA a procédé, samedi 3 septembre, à un vaste mouvement préfectoral, qui affecte quarante et une des quarante-neuf préfectures que compte le pays. Trente-six préfectures changent de titulaire, et cinq préfets sont nommés dans les nouveaux départements créés lors de la réforme territoriale entreprise par M. Biya le 22 août, après l'annonce d'un complot *« contre la sécurité de la République »*. Un autre décret présidentiel porte sur la nomination des secrétaires généraux des provinces, véritables « numéros deux » de la hiérarchie provinciale après le gouverneur, dont un seul titulaire reste en place. — *(A.F.P.)*

Chine

● LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SINO-JAPONAISE, à laquelle assistent six membres du cabinet nippon, a commencé, dimanche 4 septembre, à Pékin. — *(A.F.P.)*

Egypte

● LE PARTI D'OPPOSITION NÉO-WAFD, *résurgence* du parti nationaliste Wafd, a annoncé, dimanche 4 septembre, qu'il *entendait poursuivre* ses activités politiques, malgré la décision de la commission des partis considérant qu'il n'avait plus d'existence légale. Dans un communiqué, le néo-Wafd, qui avait annoncé, le 21 août, la reprise de ses activités politiques, après cinq *ans* de « gel », estime qu'il *« n'a jamais perdu sa personnalité juridique depuis sa re-création en 1978 »*, et annonce sa *« volonté inébranlable de poursuivre sa voie, dans le cadre de la légalité constitutionnelle »*. — *(A.F.P.)*.

Etats-Unis

● Mme THATCHER EN VISITE A WASHINGTON. — Le premier *ministre* britannique sera reçu le 29 septembre à la Maison Blanche par le président Reagan. — *(A.F.P.)*

Inde

● LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. N. Rao, est arrivé, dimanche 4 septembre, à Moscou, pour une *« courte visite de travail »*. Il doit informer ses interlocuteurs soviétiques des activités du Mouvement des pays non-alignés — dont l'Inde assure la présidence, — et notamment des perspectives d'une *réunion* de chefs d'Etat et de gouvernement, en marge de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies. — *(A.F.P.)*

Japon

● L'AMIRAL Y. LEENHART, chef d'état-major de la marine française, devait commencer, lundi 5 septembre, *une visite officielle* de cinq jours au Japon. — *(A.F.P.)*.

ASIE

Pakistan

Cinq policiers tués dans une fusillade au Sind

Islamabad *(Reuter, A.P., U.P.I., A.F.P.)*. — La campagne de désobéissance civile conduite par l'opposition au régime militaire a repris de l'*intensité*. Cinq policiers, dont trois officiers, et au moins deux manifestants ont été tués au cours d'une fusillade, à l'entrée de la ville de Moro, dans le Sind, samedi 3 septembre. Les forces de police ont tenté sans succès d'empêcher plusieurs milliers de manifestants de gagner en camions et en cars le centre de la localité. La manifestation à laquelle participaient de nombreuses *femmes était conduite* par le fils et la mère de M.G.M. Jatoi, responsable du parti populaire pakistanais pour la province qui, de la résidence surveillée où il est détenu depuis le début du mouvement de protestation, a lancé la semaine dernière un appel à la *« guerre sainte »* contre le gouvernement d'Islamabad. Le gouverneur du Sind a annoncé le déploiement d'éléments paramilitaires supplémentaires dans la province, à l'approche des élections municipales, prévues le 29 septembre.

D'autre part, à Lahore, capitale du Pendjab, près d'un millier d'avocats brandissant des exemplaires de la Constitution de 1973, suspendue depuis le coup d'Etat militaire qui porta le général Zia-Ul-Haq au pouvoir en 1977, ont défilé dans la principale artère de la ville.

Avant de quitter la Turquie où il *effectuait* une visite officielle, le général Zia-Ul-Haq a déclaré samedi que les manifestations étaient le fait *« d'éléments étrangers et d'interférences »*, sans plus de précisions. Il a assuré qu'il appliquerait le programme électoral qu'il avait fixé à son pays (*le Monde* du 20 août) et que celui-ci pourrait *« apprendre beaucoup de l'expérience turque sur la façon de rétablir la démocratie »*.





«LA RESSOURCE HUMAINE» DE SAMUEL PISAR EN PLEINE ACTUALITE...

Il faut à tout prix applaudir ce prophète de la paix, de la détente et du bons sens universel. Le message contient une telle dose d'optimisme qu'on a envie de l'envoyer à tous les grands qui nous gouvernent.
PARIS-MATCH

Cet homme est une vitamine. Ses livres sont de vraies potions magiques. Dans la morosité ambiante actuelle, il rassure, stimule, il crève le brouillard du pessimisme chronique, il donne ou redonne du muscle et du nerf à ceux qui, par *paresse sans doute*, se réfugient derrière la fatalité du déclin des civilisations pour ne rien faire ou faire trop peu. Lisez *La Ressource Humaine* qu'il vient de publier chez Lattès : ce livre devrait être donné en cadeau à tous ceux qui exercent une quelconque responsabilité dans notre société européenne si fatiguée et plus tournée vers la nostalgie des gloires et grandeurs du passé que vers les espaces et les conquêtes du futur.
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

En ces temps de scepticisme désabusé où l'angoisse le dispute au vertige, il n'est pas de bon ton de faire *référence à l'homme, à son pouvoir* de création, à sa capacité d'invention, à son infinie ressource de dépassement !... C'est précisément contre cette redoutable et morne résignation que se dresse aujourd'hui un de ceux qui savent ne pas réduire leur regard à la dimension de l'événement et de l'instant.
LA DEPECHE DU MIDI

Un message à l'humanité... *Un livre fascinant*, bourré d'histoires, d'anecdotes, de confidences et de données... Pas question pour Samuel Pisar de se laisser coller une étiquette politique... Il admire autant Mitterrand qu'il respecte Giscard d'Estaing, mais pense que l'un et l'autre sont prisonniers de carcans idéologiques.
L'ALSACE

Samuel Pisar, qui à juste titre, considère que l'économie tire sa vitalité du dynamisme de l'échange, a certainement raison de penser que *les progrès techniques offrent de nouvelles* et extraordinaires occasions d'investissements et de développements du commerce entre les nations, quel que soit leur régime politique.
LE MONDE

Il est l'un des seuls analystes de la situation *mondiale à ne pas sombrer dans le pessimisme* de rigueur. Que c'est agréable de lire 380 pages bien denses, au long desquelles le mot "homme", le mot "possible" reviennent comme des leitmotives. *La Ressource humaine* est avant tout une louange des possibilités humaines.
LA CROIX

Pisar est, par sa position, un véritable témoin du siècle. Avec *La Ressource Humaine*, il nous montre que c'est lorsqu'il est dos au mur que *l'homme se révèle le meilleur.* Que la ressource qui est en lui le pousse à inventer. C'est quand on est au fond que l'on donne un coup de talon salvateur qui vous fait regagner la surface.
LE PROVENÇAL

Les convictions qu'il exprime concernant les relations entre l'université et l'industrie, l'éducation permanente, l'évolution tragique des pays sous-développés et la mondialisation des échanges sont réalistes et généreuses... En limi*tant le savoir et le pouvoir à une élite restreinte*, notre société se prive des capacités créatrices du *plus grand nombre. L'exploitation de ce gisement* libérerait des forces insoupçonnées.
LE MATIN

Les nuages qui s'amoncellent sur le monde *amènent Samuel Pisar à reprendre la parole.* Il le fait dans ce livre où il affirme que "la ressource *humaine est sans limite*". Acteur et témoin, cet auteur d'exception nous fait partager sa vision passionnée du monde que nous vivons.
LA MONTAGNE

Un livre qui ouvre une fenêtre sur nous-mêmes. Et qui gère notre pensée sclérosée par les discours stéréotypés des hommes politiques de *droite et de gauche. Samuel Pisar nous offre* les clés de notre avenir, celui-là même qui semble se faire à notre insu.
LE MERIDIONAL

Comment surmonter à la fois le vieillissement *économique de l'Occident, le sous-développe*ment, la crise monétaire mondiale, les tensions Est-Ouest ?... Samuel Pisar est particulièrement bien placé pour décrire comment l'humanité peut surmonter les périls qui se dressent sur le chemin de son évolution. C'est ce qu'il fait dans un livre clair et vivant où il ne dédaigne pas de mêler réflexion et souvenirs personnels.
PARIS-NORMANDIE

Dans *La Ressource Humaine*, Pisar analyse à travers son expérience personnelle et sa connaissance des principaux dossiers de l'époque, les voies que le monde devrait emprunter pour sortir de ses profondes crises.
LE JOURNAL DU DIMANCHE

Un livre à lire. Tout ce qui offre d'autres perspectives que l'effondrement économique l'apocalypse nucléaire ou l'esclavage soviétique doit être exploré.
La lecture du livre de Samuel Pisar est captivante. Il émeut. Il passionne. Il ouvre la réflexion.
MIDI LIBRE

Il faut enraciner une nouvelle dynamique de *création et de richesse à partir de la diffusion du* savoir. *La Ressource Humaine* nous apporte l'espoir d'une nouvelle renaissance d'un humanisme nouveau qui intègre et transcende le précédent.
LE FIGARO

N'aurait-on pas, pour les trop faciles moyens de la propagande, détourné le sens de ses phrases, lu incomplètement *La Ressource Humaine !* Ce livre fascinant suscite éreintement et diatribes car il se situe à contre-courant des tumultes de l'heure. *La Ressource Humaine* se dévore d'urgence. Un ouvrage, aussi et d'abord pour les jeunes qui ne se contentent pas d'évoquer la planète dans sa complexité et dans ses difformités. *Ce livre apporte des lueurs d'espoir.* Demain peut connaître un rayon de soleil.
LA CHARENTE LIBRE

Familier des hommes politiques des cinq continents, Samuel Pisar depuis longtemps n'a cessé d'observer les frémissements et les bouleversements de la planète. *La Ressource Humaine* est un ouvrage d'optimisme et de passions.
SUD-OUEST

C'est de la pratique quotidienne des rapports mondiaux que Pisar tire sa foi en *la ressource humaine*. On avait sans doute oublié, à force de compter sur les énergies les plus neuves et les plus artificielles, que l'homme restait la mesure *de toute chose.* C'est le mérite, non d'un philosophe, mais d'un juriste doublé d'un économiste de nous le rappeler.
LES NOUVELLES LITTERAIRES

Samuel Pisar dit : "Il nous faut mobiliser *la ressource humaine*." Sinon, selon le célèbre avocat international, les gouvernants de la planète resteront incapables d'encourager les capacités d'apprendre, d'inventer et de créer les emplois et les richesses de l'avenir.
LIBERATION

Samuel Pisar a acquis ses lettres de noblesse dans le monde de la littérature avec la parution du *Sang de l'Espoir*... L'auteur récidive aujourd'hui, *avec cette fois, un projet encore plus* ambitieux : aider l'humanité à trouver une solution à la crise à laquelle elle est confrontée.
LA VOIX DU NORD

La vie est une quête constante de survie. "Sque*lette informe et inculte", comme il se décrit lui*-même, lors de son évasion d'Auschwitz à l'âge de 16 ans, Samuel Pisar est devenu un brillant avocat international aux avis soigneusement écoutés, à la Maison-Blanche, au Kremlin ou à l'Elysée. Cette étonnante renaissance morale et intellectuelle, le monde – qu'il juge au bord du gouffre – peut, estime-t-il, l'accomplir après lui, en misant, comme lui, sur la *ressource humaine.*
L'EXPANSION

La Ressource Humaine, un livre très riche, suite logique du *Sang de l'Espoir* et des *Armes de la Paix* par un homme qui se penche sur notre présent et sait nous faire partager la vision passionnée du monde que nous vivons.
OUEST-FRANCE

Le premier livre de Samuel Pisar que l'on n'a *pas oublié, n'était qu'une préface de son livre à* venir. Avec l'aisance propre au talent, il est passé de l'observation à la formulation de ses théories, de l'instinct à la réflexion.
LE QUOTIDIEN DE PARIS

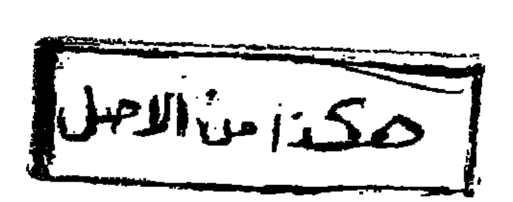
"Je m'adresse aux mères", dit Samuel Pisar, et c'est vrai ! *Vrai que les femmes s'intéressent* plus au futur que les hommes, parce qu'elles aiment imaginer quelle sera la vie de leurs enfants, vrai qu'elles ont horreur du catastrophisme et des prophètes de malheur. Avec Samuel Pisar, elles trouvent un interlocuteur. Pisar est persuadé que les êtres humains sont plus intelligents qu'ils ne croient. Et que les robots et les ordinateurs leur donnent des bras, des jambes et des cerveaux plus "opérationnels"... Pisar, un remède contre le pessimisme.
ELLE

SAMUEL PISAR
LA RESSOURCE HUMAINE

Photo Micheline Pelletier - Lattès

Éditions Jean-Claude LATTÈS

UN LIVRE DE PORTEE MONDIALE



EUROPE

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DE BLACKPOOL

Les syndicats réexaminent leurs rapports avec le parti travailliste et le gouvernement

De notre correspondant

Londres. — Trois mois après la sévère défaite du parti travailliste aux élections législatives, la confédération intersyndicale TUC (*Trade Union Congress*) entame, ce lundi 5 septembre à Blackpool, un congrès annuel qui pourrait être crucial pour l'avenir du mouvement syndical britannique. Eloignés de la conduite des affaires nationales depuis quatre ans, affaiblis par la réduction de leurs effectifs, impuissants devant la détérioration de la situation de l'emploi, traumatisés par la déroute du Labour, les responsables syndicaux se trouvent dans une posture si défavorable qu'ils se voient contraints de revoir la position de non-collaboration adoptée à l'égard du gouvernement Thatcher. Certains souhaitent même un réexamen des liens traditionnels unissant le parti travailliste et le mouvement syndical.

Il y a quatre ans, les effectifs des syndicats britanniques s'élevaient à 12,2 millions de personnes. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 10,5 millions (soit la moitié de la population active). Cette chute du nombre des syndiqués est due, en majeure partie, à la forte augmentation du chômage : les salariés privés de leur emploi renoncent généralement à leur carte syndicale. Mais le fait que la baisse des effectifs syndicaux soit plus rapide que la hausse du chômage indique que les problèmes de recrutement des trades-unions trouvent aussi leur origine dans une perte de confiance des salariés.

Du point de vue des syndicats, le chômage a eu aussi pour effet négatif d'éroder considérablement la combativité des ouvriers. L'attitude des mineurs est symptomatique à cet égard. Naguère si combatifs, ils sont maintenant les premiers à voter contre les appels à la grève lancés par leur président, M. Scargill, un des chefs de file de la gauche travailliste, que ce soit pour obtenir de plus fortes augmentations de salaire ou pour empêcher la fermeture de puits. Leur dernière victoire date de février 1981, époque à laquelle ils contraignirent Mme Thatcher à accroître les crédits alloués à l'industrie charbonnière.

Mais les « gueules noires » ne sont pas les seuls à avoir baissé les bras face à l'inflexibilité du gouvernement. Les fonctionnaires se sont avoués vaincus après cinq mois de grèves tournantes. Les ouvriers de British Leyland ont accepté, contre l'avis de leurs délégués, des augmentations de salaires largement inférieures au taux d'inflation et la suppression du « *temps de toilette* » qu'ils avaient l'habitude de prendre sur leur temps de travail...

Cette relative impuissance des organisations ouvrières sur le terrain s'est doublée d'une perte d'influence sur la politique du gouvernement. De la fin de la deuxième guerre mondiale à l'accession de Mme Thatcher au pouvoir, les « barons » du syndicalisme britannique avaient le privilège d'être régulièrement consultés par les cabinets, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes. Cela ne signifie pas que les relations entre syndicats et gouvernement aient été toujours au beau fixe. Pourtant, jamais les dirigeants syndicaux ne se sont sentis aussi ignorés, méprisés même, qu'au cours des quatre dernières années.

Ils avaient décidé de boycotter complètement l'administration conservatrice après le vote, en 1980 et 1982, de deux lois visant à réduire leurs pouvoirs et à protéger les non-syndiqués contre les effets du système dit du *closed shop* (affiliation obligatoire à un trade union).

Cependant, la victoire des conservateurs aux élections législatives du 9 juin a provoqué un début de changement d'attitude dans le camp syndical. Les responsables syndicaux modérés cherchent à sortir de leur « splendide isolement » pour tenter de se faire entendre par le gouvernement (à propos notamment des projets de « démocratisation » des organisations ouvrières). Un timide rapprochement s'est amorcé le mois dernier entre le TUC et le ministre de l'emploi sur des questions mineures ; c'était la première fois depuis dix-huit mois que les deux parties se rencontraient. Les délégués du congrès de Blackpool décideront si le TUC doit donner suite à cette amorce de dialogue.

Ils se pencheront aussi sur leurs rapports avec le parti travailliste, émanation du mouvement syndical. Les liens traditionnels ont été quelque peu ébranlés par la déroute travailliste de juin dernier. Le scrutin a révélé, en effet, un affaissement catastrophique du vote travailliste parmi les ouvriers et employés syndiqués. De plus, avec l'apparition d'une « troisième force », l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates, le parti travailliste n'apparaît plus comme le seule solution de rechange possible au gouvernement tory. Aussi l'aile modérée du TUC souhaite-t-elle prendre ses distances vis-à-vis d'une formation si nettement désavouée par les électeurs.

(Intérim.)

Pologne

Le primat réprimande sévèrement le pouvoir

Mgr Glemp n'a pas manqué sa rentrée. Le primat de Pologne a profité de la fête des récoltes, à Czestochowa, pour rompre le silence devant cent cinquante mille paysans, le silence dans lequel l'avait tenu son hospitalisation (il a été opéré de la vésicule biliaire). Surprenant son auditoire par une sévérité tout à fait inhabituelle de sa part, il a fait la leçon au pouvoir, coupable d'afficher sa morgue face à une société traitée en vaincue. Et de manière transparente, il s'en est pris au vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, accusé d'avoir « *offensé* » M. Walesa, et, à travers lui, tous les travailleurs.

« *Trois ans après août 1980*, a déclaré le primat, *on n'entend plus que la voix du vainqueur. Le partenaire d'il y a trois ans, vaincu, ne mérite plus que des condamnations, ne peut rien dire pour sa défense, ou, s'il le fait, on le tourne en ridicule.* » Mgr Glemp a évoqué la récente visite de M. Rakovski au chantier Lénine de Gdansk. Le vice-premier ministre, sous les huées, y avait affiché son mépris à l'égard de ses interlocuteurs, de M. Walesa en particulier. « *Comment*, a remarqué Mgr Glemp, *un ouvrier peut-il faire face à un polémiste professionnel, quand il n'est pas possible pour l'autre partie de faire entendre sa voix ? C'est une injustice sociale et cela provoque des réactions désagréables, y compris des cris et des sifflets.* »

Mgr Glemp a dit encore : « *Rien n'est plus douloureux que de voir un intellectuel offenser un ouvrier. L'intellectuel reste alors seul, et l'ouvrier repoussé trouve le soutien de milliers d'autres qui s'estiment insultés.* » « *L'ouvrier repoussé* », c'est évidemment M. Walesa, qui avait à Gdansk, une fois de plus, rappelé que la seule issue était le dialogue. Cette défense de M. Walesa n'est pas dénuée non plus, de la part du primat, d'un brin de condescendance — après tout, l'électricien de Gdansk a la langue fort bien pendue et ne craint guère M. Rakowski sur ce terrain, — mais, sur le fond, Mgr Glemp lui donne son plein appui.

Ainsi le primat, si souvent accusé de faiblesse, prend date, alors qu'il devient de plus en plus évident que le pouvoir n'a pas réussi à enterrer Solidarité. Il ne pouvait d'ailleurs guère rester sur la réserve, après que le pape lui-même eut donné le ton, depuis Rome. Le communiqué de la conférence épiscopale, publié il y a dix jours alors que Mgr Glemp était encore convalescent, allait dans le même sens.

Ce durcissement de ton de la part du primat intervient au moment où les relations entre l'Eglise et l'Etat se sont dégradées. Et c'est sans doute de sa part une manière d'avertir les autorités : si les gouvernants engagent les hostilités, qu'ils ne comptent plus sur sa « modération ».

Sur un tout autre sujet, celui du Fonds d'aide à l'agriculture privée, pour lequel l'Eglise voudrait pouvoir collecter environ 2 milliards de dollars par l'intermédiaire des épiscopats d'Occident, le primat a lancé un autre avertissement aux autorités : « *Les travaux avancent très lentement et les organisateurs étrangers de cette aide auront le temps de changer d'avis avant que la pensée économique traverse le filtre des idéologies.* »

● *Un diplomate polonais*, M. Zygmunt Idczakowski, premier secrétaire de l'ambassade de Pologne à Copenhague, a obtenu l'asile politique au Danemark, ainsi que sa femme et trois membres de sa famille. M. Idczakowski, qui est âgé de soixante ans, avait été admis à l'hôpital à Copenhague à la fin de juillet. Les autorités danoises n'avaient pas autorisé les diplomates polonais à lui rendre visite, ce qui a entraîné une protestation de l'ambassade. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Tchad

M. Goukouni Oueddeï se déclare prêt à combattre les forces françaises

M. Goukouni Oueddeï, président du gouvernement d'union nationale du Tchad (GUNT), qui lutte contre le gouvernement de M. Hissène Habré, a rencontré plusieurs journalistes, dimanche 4 septembre, à Bardaï (siège du GUNT au nord du Tchad). L'ex-chef de l'État tchadien n'avait pas été vu en public depuis le 30 juillet, date de la reprise de Faya-Largeau par les forces gouvernementales.

M. Goukouni Oueddeï a déclaré à l'intention de la France : « *Nous poursuivrons la lutte et, si les Français se trouvent sur notre chemin, nous serons obligés de les affronter directement.* » « *Même si les Libyens sont là*, a-t-il ajouté, *ils sont Africains tandis que la France est une puissance extérieure au continent, qui internationalise le conflit.* »

« *Le GUNT est néanmoins prêt à négocier avec les FANT* (Forces armées nationales tchadiennes), *y compris le dictateur de N'Djamena* », a dit M. Goukouni Oueddeï, qui paraissait très fatigué et venait de Faya-Largeau, la palmeraie du nord tchadien reprise le 10 août par le GUNT. Il a également déclaré : « *Nous n'avons pas l'intention d'accepter le partage et de nous limiter au BET* [Borkou-Ennedi-Tibesti]. *Nous irons jusqu'à Baibokoum, dans l'extrême sud du Tchad* », a-t-il indiqué, ajoutant : « *Si les Français veulent nous arrêter, nous les forcerons à combattre. Si les Français nous attaquent, nous les forcerons également à combattre et nous lancerons un appel à l'aide.* »

Evoquant, d'autre part, les combats qui se sont déroulés, vendredi 2 septembre, à Oum-Chaboula (*le Monde* daté 4-5 septembre), M. Goukouni Oueddeï a affirmé que les forces du GUNT occupent cette localité (où le calme était revenu dimanche) et a démenti que les forces gouvernemantales aient fait des prisonniers lors de ces combats (selon les autorités tchadiennes, qui affirment avoir repoussé, à deux reprises, une offensive des rebelles contre Oum-Chalouba, six cents prisonniers, en majorité d'origine soudanaise, auraient été faits lors des affrontements). Le président du GUNT a réaffirmé la thèse des forces rebelles, selon laquelle deux Jaguar français auraient bombardé les troupes du GUNT. En fait, il n'est pas impossible que le survol de la zone des combats par les avions français ait pu contribuer à affoler les forces rebelles, assurant ainsi la victoire des troupes gouvernemantales.

« *Aujourd'hui*, a ajouté M. Goukouni Oueddeï, *nous disposons d'un armement supérieur à celui que nous avions, mais nous allons tendre la main à tous nos amis, Libyens et autres, pour qu'ils viennent à notre secours.* »

Il a, d'autre part, condamné le recrutement, par N'Djamena, de « *mercenaires* », effectué, selon lui, par l'intermédiaire d'un bureau à Bruxelles, et affirmé que des « *Noirs américains* » se trouvaient parmi les forces zaïroises.

M. Goukouni Oueddeï a démenti des rumeurs selon lesquelles un nouvel homme, le ministre de la défense du GUNT, M. Acheikh Ibn Oumar, pourrait émerger à la tête du GUNT. « *Je suis là et il n'a pas cette ambition* », a-t-il dit, en précisant que M. Ibn Oumar dirigeait les opérations à Oum-Chalouba. Le président du GUNT a enfin souligné qu'aucune négociation avec M. Hissène Habré ne sera possible tant que les forces françaises seront présentes au Tchad.

● A N'DJAMENA, un escadron de quinze hélicoptères de combat Gazelle, dotés de missiles antichars Hot, est arrivé, samedi 3 septembre, venant du Cameroun.

● A MOSCOU, l'agence Tass a longuement rapporté le commentaire fait à la télévision soviétique dimanche soir par M. Alexandre Bovine, l'un des principaux commentateurs politiques. M. Bovine affirme notamment : « *Après avoir cessé d'être formellement une métropole, la France a continué à se sentir comme chez elle dans de nombreux pays, a continué à s'ingérer activement dans les affaires de l'Afrique. (...) Les socialistes français, quand ils luttaient pour le pouvoir et quand ils sont venus au pouvoir, se sont résolument prononcés contre le néocolonialisme, contre l'ingérence surtout armée dans les affaires africaines. Mais voilà, quand la première épreuve s'est présentée, Paris n'y a pas résisté. Mitterrand agit complètement dans l'esprit de Giscard d'Estaing ou de Pompidou.* »

La politique de Paris au Tchad suit « *une logique typiquement colonialiste* », a affirmé M. Bovine, qui a ajouté que la « *légitimité* » du gouvernement de M. Hissène Habré est « *très douteuse* », puiqu'il a « *organisé la rebellion contre le gouvernement* » de M. Goukouni Oueddeï. « *Donc, en fait, Paris aide les rebelles. Les événements peuvent évoluer de la manière la plus inattendue. Et alors il faudra tirer. Et il faudra compter les cadavres. Ce n'est pas par hasard si le journal* le Figaro *a sombrement noté : « La » France au Tchad se trouve dans » une situation rappelant celle des » Etats-Unis au Vietnam.* »

● A PARIS, cinq formations d'extrême gauche ont décidé d'organiser une manifestation, mercredi 7 septembre, pour « *protester contre l'intervention militaire française au Tchad et exiger le retrait immédiat des troupes et la possibilité pour le peuple tchadien de régler lui-même ses affaires* ». La Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, le parti communiste internationaliste, le parti communiste marxiste-léniniste et la Ligue socialiste des travailleurs appellent à cette manifestation, qui se déroulera à 18 h 30, de la place de Clichy à la gare du Nord. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

AMÉRIQUES

Washington déploie une intense activité diplomatique à propos de l'Amérique centrale

Les Etats-Unis déploient, en cette fin d'été, une intense activité diplomatique dans les pays bordant la mer des Caraïbes à propos de l'évolution de la situation en Amérique centrale. En quelques jours, trois personnalités importantes de l'administration Reagan se seront succédé dans la région.

M. Richard Stone, ambassadeur itinérant du président américain, a passé cette fin de semaine à Panama, capitale où doit débuter, le 7 septembre, une rencontre entre les quatre ministres des affaires étrangères du groupe dit « de Contadora » et ceux des pays d'Amérique centrale. Le groupe de Contadora, auquel participent le Mexique, la Colombie, le Venezuela et Panama, s'est donné pour tâche de réintroduire le dialogue en Amérique centrale face à la dangereuse montée des tensions qu'on y observe. Actif, depuis le début de cette année, ce groupe a, en particulier, organisé une rencontre de ses quatre chefs d'Etat à Cancun (Mexique) les 16 et 17 juillet. Ceux-ci avaient lancé un appel à toutes les parties concernées, dont les États-Unis et Cuba, à mettre en œuvre des mesures concrètes de détente.

La mission actuelle de M. Stone est centrée sur le cas salvadorien. L'émissaire de M. Reagan a, en particulier, rencontré le 30 août à San-Jose-de-Costa-Rica quatre représentants du Fonds démocratique révolutionnaire (F.D.P.) de la petite République centre-américaine, MM. Guillermo Ungo, Ruben Zamora, Mario Aguinada et Jose Maria Lopez. Le 31 juillet déjà, à Bogota, M. Stone avait rencontré M. Zamora. L'objectif du diplomate américain est d'obtenir la participation des révolutionnaires aux élections générales de 1984. Pour ceux-ci, il s'agit d'obtenir une participation au gouvernement du Salvador, actuellement dominé par la droite. Les positions sont donc diagonalement opposées. On n'en est, actuellement, qu'à jeter éventuellement les bases d'un ordre du jour pour de futures rencontres.

Parallèlement à ces contacts entre M. Stone et la guérilla ont eu lieu des échanges de vue à Bogota entre révolutionnaires et représentants de la commission de paix salvadorienne instituée par le gouvernement de M. Magana pour favoriser la crédibilité du processus électoral prévu pour 1984.

M. Stone, qui devait rentrer à Washington ce lundi 5 septembre, près une dernière étape à Mexico, aura eu, en moins d'une semaine, des entretiens avec les principaux dirigeants des pays des groupes de Contadora et d'Amérique centrale.

Cependant, M. Langhorne Motley, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires interaméricaines, a, lui aussi, commencé une tournée en Amérique centrale le 2 septembre. Il a eu un entretien avec le général Mejias, nouveau chef d'Etat du Guatemala depuis le renversement, le 8 août, du général Rios Montt. Cette visite manifeste le regain de bonne volonté de Washington envers un pays-clé de la région, mais dont les mauvaises « performances » en matière de droit de l'homme ont parfois indisposé l'opinion américaine. Cette fois, semble-t-il, les Etats-Unis sont prêts à aider le Guatemala sans réticence.

M. Motley devait se rendre, ensuite, au Nicaragua, mais il a annulé cette étape, faute d'avoir eu l'assurance qu'il rencontrerait un représentant de haut niveau du régime révolutionnaire sandiniste.

Enfin, M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, se rendra à partir du 6 septembre en Amérique centrale, pour une tournée d'inspection des forces armées de Panama, du Salvador et du Honduras. Une visite d'un ministre de la défense américain dans cette zone est un événement très inédit.

Salvador : la guérilla attaque

Les guérilleros salvadoriens ont lancé, dans la nuit du 3 au 4 septembre, une attaque d'envergure contre San-Miguel, la troisième ville du pays, située à 150 kilomètres à l'est de la capitale. L'opération, qui a duré près de vingt-quatre heures, a fait, selon des sources officielles, cinq morts et une centaine de blessés dans les rangs gouvernementaux.

Un porte-parole du Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.) a indiqué que cette offensive visait à démontrer que ce n'était pas en raison d'un affaiblissement militaire de la guérilla que celle-ci avait engagé des pourparlers avec des représentants du gouvernement salvadorien, par le biais de la « commission de paix ».

De fait, l'affaiblissement militaire de la guérilla est fréquemment allégué ces derniers temps. Ce point de vue vient encore d'être soutenu à Washington par des responsables du Pentagone, à la veille du départ de M. Caspar Weinberger, ministre de la défense des Etats-Unis, pour l'Amérique centrale. Selon cette source, le vote, en juillet, du Congrès, accordant 30 millions de dollars supplémentaires d'aide militaire à l'armée salvadorienne, a fait l'effet d'un « électrochoc ».

Les forces gouvernementales ont repris l'offensive ces dernières semaines face à la guérilla. L'objectif américain est de porter de 25 000 à 33 000 hommes les effectifs de l'armée salvadorienne face aux 6 000 à 7 000 combattants du F.M.L.N. En outre, les Etats-Unis encouragent la nouvelle méthode « policito-militaire » des gouvernementaux, visant à une implantation « stratégique » dans les zones reconquises, au lieu de se limiter, comme ce fut le cas de 1980 au début de cette année, à des « opérations coup de poing », suivies de retrait.

Cependant les civils continuent de payer le plus lourd tribut à la situation troublée du pays. Selon le Secours juridique chrétien, organisation humanitaire proche de l'archevêché de San-Salvador, 434 civils ont été assassinés en juillet par les forces armées et les groupes paramilitaires, notamment dans le centre (San-Vicente) et le nord du pays (Chalatenango).

Chili

L'activité politique se ranime

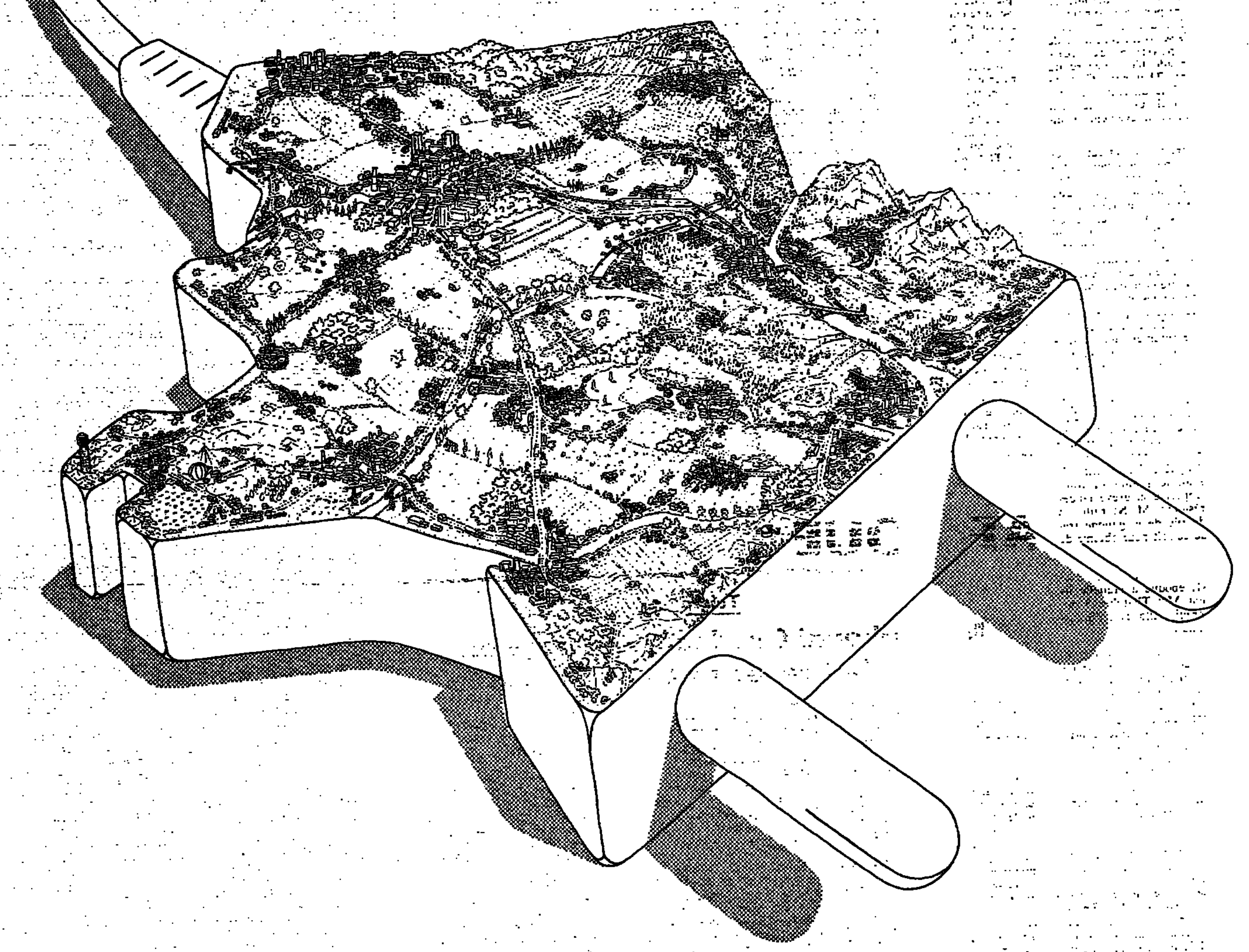
Quelques centaines de personnes se sont réunies le dimanche 4 septembre au cimetière de Vina-del-Mar, station balnéaire proche du port de Valparaiso, en hommage à l'ancien président Salvador Allende, qui y est enterré.

Ce rassemblement, qui avait lieu pour le treizième anniversaire de l'élection, le 4 septembre 1970, du candidat de l'Unité populaire, a été permis par la levée récente de l'état de siège ; jusqu'alors, tout rassemblement était interdit. Les participants, des sympathisants de l'Unité populaire pour la plupart, ont scandé des slogans hostiles au régime militaire. On notait la présence parmi eux de M. Eugenio Ballesteros, responsable de la démocratie chrétienne, un parti qui s'était vivement opposé à Salvador Allende, notamment dans les derniers mois de sa présidence.

D'autre part, trois importants dirigeants démocrates-chrétiens sont rentrés d'exil ces derniers jours en vertu des mesures d'apaisement prises par le nouveau ministre de l'intérieur, M. Onofre Jarpa. Après M. Jaime Castillo, ancien ministre de la justice d'Eduardo Frei (1964-1970), ce fut le tour, les 3 et 4 septembre, de MM. Fuentealba, ancien président du parti, et Zaldivar, président de l'Union mondiale démocrate-chrétienne. MM. Fuentealba et Zaldivar ont été accueillis à Santiago par des manifestations de leurs partisans. M. Zaldivar a annoncé qu'il rentrait pour se joindre à la lutte du Chili « *pour le retour à la démocratie* » et le redressement du pays, « *détruit politiquement, économiquement et moralement* » par dix ans de dictature militaire.

Enfin, plusieurs formations politiques clandestines de gauche ont annoncé, le 3 septembre à Santiago, la prochaine formation d'un « mouvement démocrate populaire », incluant le parti communiste, un secteur du P.S. (les socialistes chiliens sont divisés entre plusieurs formations), la Gauche chrétienne (I.C.) et le Mouvement d'action populaire unifié (MAPU, scission marxisante de la démocratie chrétienne). Cette formation entend agir comme un allié de l'Alliance démocratique (A.D.), présidée par le leader de la démocratie chrétienne, M. Gabriel Valdès, et qui regroupe, outre la D.C., plusieurs formations de l'ancienne Unité populaire non communistes, ainsi que des personnalités de la droite modérée.

ENERGIE : LA FRANCE EN PRISE SUR LA FRANCE



Cent cinquante milliards de francs, c'est ce que coûtent annuellement à la France ses importations d'énergie, c'est le prix de sa dépendance énergétique. Dépendance qui nous impose un double effort : consommer moins d'énergie importée, trouver des ressources nationales.

Cet effort serait plus rude encore si des mutations importantes n'étaient pas en cours dans la production et les usages de l'électricité.

UNE ENERGIE RAPATRIEE

Depuis 1973, 25 unités nucléaires sont entrées en service ; le charbon a repris le chemin des centrales thermiques ; des sites hydrauliques jusque-là inexploitables se sont prêtés à l'aménagement de centrales de pompage dont la production en heures de pointe est complémentaire de celle des centrales nucléaires.

Bref, ce sont des sources purement françaises qui fournissent déjà 80 % de notre électricité. Elles en fourniront la quasi-totalité en 1990.

UNE ENERGIE "FRANC" A LA PLACE DES ENERGIES "DOLLAR"

L'électricité devenant une énergie nationale, notre indépendance énergétique sera à la mesure de l'utilisation qui en sera faite.

Elle sera d'autant plus largement utilisée qu'elle est un facteur de liberté et de bien-être et que le progrès des techniques tend à la substituer aux énergies importées.

Il n'y a pas si longtemps, on craignait la pénurie. Aujourd'hui l'électricité est largement disponible, et le parc de production a 50 milliards de kWh à offrir aux nouveaux utilisateurs au cours des prochaines années.

Ces 50 milliards de kWh peuvent remplacer le pétrole actuellement consommé dans les foyers, les usines, les entreprises commerciales et les services publics. Dès lors, nous aurions 11 milliards de francs en moins à payer en devises étrangères.

En rapatriant les sources de son énergie au fil de l'électricité, la France gagnera sur tous les plans : sécurité de son approvisionnement en énergie, équilibre de son commerce extérieur, rajeunissement et compétitivité accrue de ses industries.

ELECTRICITE DE FRANCE

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU

• Les amis de M. Mauroy rejoignent les « mitterrandistes »
• Le CERES maintient ses analyses critiques

Trois des quatre courants du parti socialiste ont organisé, le week-end dernier, des assemblées de militants pour préparer le comité directeur de synthèse du 10 septembre. Ce comité directeur examinera la liste des motions déposées dans la perspective du congrès. Trois textes seront vraisemblablement discutés à cette occasion : celui élaboré par M. Lionel Jospin, signé par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et par les représentants du courant B (les amis de M. Pierre Mauroy) ; celui du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement ; celui d'une partie du courant C (rocardien) signé notamment par Mme Marie-Noelle Lienemann, membre du bureau exécutif, et M. Alain Richard ; député du Val-d'Oise. La plupart des dirigeants du courant rocardien continuent de souhaiter un accord rapide avec la motion que présenteront conjointement les amis de M. Jospin et ceux de M. Mauroy.

Dimanche 4 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement a tenu des propos qui, outre l'impact recherché sur l'opinion publique, s'efforcent de créer les conditions d'un accord éventuel d'ici au congrès de Bourg-en-Bresse avec le premier secrétaire du P.S. L'ancien ministre a ainsi parfaitement respecté la tonalité des débats qu'ont eus les militants du CERES, samedi à la Sorbonne et dimanche au Palais de la mutualité à Paris. M. Chevènement a dit que le texte qui sera vraisemblablement défendu par le CERES le 10 septembre ne poura en aucun cas être interprété comme une *« motion de censure »* envers la politique du gouvernement.

Bien qu'ils continuent de contester implicitement les orientations du plan de rigueur et de proposer une autre politique, radicalement différente pour l'avenir, les dirigeants du CERES évitent de se désolidariser ouvertement de la politique actuelle du gouvernement. *« Ce qui est décidé est décidé »*, constate M. Chevènement, qu'on le regrette ou non. L'*ancien ministre s'efforce* donc de gommer autant qu'il le peut ce que les amis de M. Pierre Mauroy considèrent comme son erreur politique majeure, c'est-à-dire la critique virulente *du plan de rigueur* qu'il avait exprimée en public devant la convention nationale du P.S. du 28 mai.

Cette attitude suffit à apaiser, apparemment, les plus réticents de ses amis, notamment M. Raymond Forni, député du Territoire-de-Belfort. M. Forni estime que les trois conditions qu'il avait posées pour donner sa signature à une motion du CERES sont remplies : il ne s'agira pas d'une *« motion de censure »*, elle ne comprendra pas d'analyse critique de ce qui a été réalisé par le gouvernement de la gauche depuis deux ans, elle sera suffisamment modérée pour laisser la porte ouverte à une synthèse éventuelle avec le premier secrétaire du P.S. lors du congrès.

La motion du CERES, *mise au* point pendant le week-end, insistera particulièrement sur les relations entre le parti et le gouvernement. Le P.S., selon l'un de ses rédacteurs, doit *se préoccuper des perspectives* d'avenir, du moyen terme, tâche plus aisée que celle du gouvernement qui doit, selon M. Chevènement, *« se colleter avec le quotidien »*. Rôle qui laisse en tout cas au P.S. un *« espace »* pour débattre. Lors de la réunion du courant A, samedi 3 septembre à Paris, M. Pierre Joxe s'est déclaré favorable à un accord avec le CERES dès le comité directeur du 10 septembre. Compte tenu de la difficulté que présente la poursuite d'un débat de fond entre socialistes dans la période actuelle — puisqu'il pourrait être mal compris par l'opinion et qu'il gênerait donc le gouvernement, — le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale milite pour la synthèse la plus rapide possible.

M. Mauroy : majoritaires par tempérament

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national (courant A) ne paraît pas partager cette hâte. *« Même si des débats sont possibles et parfois souhaitables, sur telle ou telle inflexion, sur l'opportunité de telle ou telle mesure, il n'y a pas au sein de la majorité présidentielle de politique alternative à la politique actuelle »*, a-t-il déclaré le 4 septembre. M. Pierre Mauroy non plus ne semble pas pressé. Samedi à Lille, devant cent soixante militants de son courant, qui va disparaître, le premier *ministre a posé en ces termes* les problèmes d'alliances pour le congrès de Bourg-en-Bresse : si l'on s'engage à soutenir le président de la République et le premier ministre, alors on est majoritaire, sinon, on se situe dans la minorité.

M. Mauroy a qualifié le congrès de Metz de *« péripétie »* (1). Sa démarche, a-t-il souligné, ne vise pas à fondre son courant dans celui de M. Jospin, mais à constituer *« le grand courant majoritaire »* dont la parti socialiste, selon ses amis, a besoin.

« Nous sommes des majoritaires par tempérament », a affirmé le premier ministre.

Les discussions entre les représentants de l'ex-courant B et ceux du courant A, officiellement ouvertes vendredi 2 septembre pour la mise au point définitive de la motion commune continueront cette semaine. Les amis de M. Mauroy n'ont que peu de modifications à proposer au texte de M. Lionel Jospin. Ils insistent notamment sur l'importance pour la gauche de lever les *« obstacles culturels au changement »* et sur le fonctionnement du parti. Ils estiment que le texte de M. Jospin n'est pas suffisamment clair sur ce point et suggèrent notamment de différencier le rôle du P.S. — qui *« éclaire l'avenir »* en se situant en amont du gouvernement — et celui des groupes parlementaires qui se situent en aval et contrôlent l'action gouvernementale.

J.-Y. L.

(1) Au congrès de Metz, en 1979, le courant de M. Mauroy et celui de M. Rocard avaient été placés en minorité.

LA MOTION DE M. JOSPIN

Importation et « appareil vertical »

M. Jean-Pierre Chevènement a fait référence, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, à deux passages du projet de motion élaboré par M. Lionel Jospin, l'un sur la politique d'importation, qui, selon l'ancien ministre, ne devrait pas plaire à M. Jacques Delors, l'autre sur le P.S. considéré ou non comme un *« appareil vertical »*, et qui devrait, selon lui, ennuyer M. Michel Rocard.

En fait, ces deux passages sont des reprises, mot pour mot, de la contribution déposée dès le mois de juin par M. Jospin et signée par M. Pierre Joxe. Le premier est le suivant : *« Aussi, devons-nous mener une politique d'importations qui permette de rééquilibrer les relations commerciales avec nos partenaires. (...) Nous n'avons pas de raison de subir les limitations que nous imposent nos partenaires commerciaux sans réagir, mais nous ne devons pas aller au-delà. (...) C'est dans la confrontation avec les autres pays que notre industrie trouvera les stimulants lui permettant de retrouver la compétitivité perdue au cours des dix dernières années. La musculation en chambre ne suffit pas à faire des athlètes. »*

Le deuxième passage mis en cause est le suivant : *« Certains ont cru voir dans le parti socialiste un « appareil vertical » éloigné des aspirations de la société et fonctionnant en vase clos. Nous le disons clairement : ce n'est pas l'opinion des signataires de ces lignes. »* Cela fait référence à une interview accordée par M. Michel Rocard le 4 février à *l'Expansion*, dans laquelle il estimait que les *« grands appareils verticaux »* (Etat, administration, organisations ouvrières ou patronales....) *ne seraient* plus adaptés aux *« problèmes du monde moderne »*.

Le projet de motion de M. Jospin, tel qu'il a été soumis, samedi 3 septembre, à quatre cents responsables du courant A, n'est que très peu différent de la *contribution* élaborée par le premier secrétaire (*le Monde* du 1er juin). On y remarque cependant que les signataires se déclarent *« en désaccord »* avec ceux qui *« se sont faits les théoriciens du « bon usage de la crise »*, allusion au titre de la contribution élaborée par Mme Marie-Noelle Lienemann, membre du bureau exécutif, et par M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, représentant du courant C, qui, contrairement à la plupart de leurs amis rocardiens, ont l'intention de défendre une motion devant le congrès.

Les langages « différents » du P.C.

Dans une partie consacrée à l'union de la gauche, les signataires ont également ajouté : *« Le P.C. doit montrer concrètement qu'il fait partie de la majorité présidentielle et qu'il soutient activement les choix opérés sous l'autorité du président de la République. Pour cela, il ne suffit pas que le P.C. répète sa volonté de rester au gouvernement. Encore faut-il que par ses votes au Parlement, par les déclarations de ses dirigeants sur des sujets cruciaux de politique intérieure ou extérieure, par son action au sein des organisations qui lui sont liées et sur les terrains de lutte sociale, il vise à rassembler et à renforcer l'union populaire qui a permis à la gauche d'exercer le pouvoir.*

« Devant la dimension des problèmes à résoudre, devant l'ampleur des réformes qui restent à accomplir, les travailleurs pourraient être désorientés si le P.C.F. devait accentuer la tendance à tenir un langage différent selon qu'il s'agit des fruits de la politique gouvernementale ou de ses contraintes. »

M. CHEVÈNEMENT : pour un débat sérieux

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'industrie et chef de file du CERES, a plaidé dimanche soir 4 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1 pour l'ouverture, au sein du P.S., d'un débat *« sérieux, serein, constructif et de qualité »*. Il a repris, au cours de cette émission, les thèmes qu'il avait développés dans la revue *En Jeu* (*le Monde* du 1er septembre) et qui constituent une « autre politique » économique. Ce schéma consiste notamment en une dévaluation compétitive et son corollaire, la sortie du S.M.E. (système coupable, selon lui, d'*« asphyxier l'industrie française »*) ainsi qu'une politique de l'importation. Il estime possible, avec ce schéma, d'atteindre une croissance de 2,7 %.

« Il est bon que le président de la République puisse avoir plusieurs scénarios », a-t-il commenté avant de souligner que M. Pierre Mauroy a accompli à l'hôtel Matignon un temps qui correspond « à la durée moyenne » des gouvernements sous la Cinquième République.

Concernant la politique actuelle du gouvernement, M. Chevènement a déclaré : *« Je partage les objectifs de ce plan : réduire le différentiel d'inflation avec l'Allemagne et surtout réduire et peut-être supprimer le déficit commercial, c'est nécessaire. Mais il faut avoir une vue plus longue des choses, voire également à moyen terme. Il ne faut pas obtenir ces résultats au détriment du tissu industriel. Il ne faut pas les obtenir si cela doit se traduire par un gonflement massif du chômage et, du point de vue de la gauche et du gouvernement, cela ne devrait pas entraîner des lésions irréversibles dans notre électorat. C'est la raison pour laquelle je propose, en effet, un autre schéma auquel je me suis toujours tenu parce que je crois qu'il est juste. Une monnaie forte n'est pas forcément une panacée. Salazar avait une monnaie forte mais une économie extrêmement faible. »*

Le maire de Belfort a ensuite justifié l'ouverture d'un débat sur ce sujet au sein du P.S. par le fait que le congrès de Bourg-en-Bresse sera l'*« occasion où jamais »*, compte tenu de l'approche des élections législatives de 1986. Il a toutefois ajouté : *« Si M. François Mitterrand nous faisait savoir qu'il est inopportun d'avoir un tel débat... nous nous inclinerions. »* Il s'est enfin prononcé, en vue du congrès, en faveur d'une *« synthèse dynamique »*.

Rendez-vous au printemps

« Je n'ai pas un iota à changer à tout ce que j'ai écrit », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement au Club de la presse d'Europe 1, dimanche 4 septembre. Ce propos s'appliquait, bien entendu, à son contre-plan économique dont les grandes lignes avaient déjà été exposées avant l'été (*le Monde* du 2 juin 1983). Tout en partageant les objectifs du plan de rigueur du gouvernement — réduire le différentiel d'inflation avec l'Allemagne et diminuer, voire supprimer le *déficit commercial*, — l'ancien ministre de l'industrie en refuse les effets s'ils doivent se traduire par un gonflement du chômage et des fermetures d'entreprises, sans compter des *« lésions irréversibles »* dans l'éclectorat du P.S. Il persiste à proposer un *« autre schéma »*, comportant une relance économique au lieu d'une compression de la demande.

Cette *relance serait* facilitée par une *« dévaluation compétitive »*, c'est-à-dire plus forte que les 8 % à 10 % octroyée à la France par ses partenaires de la C.E.E. (essentiellement l'Allemagne) en octobre 1981, juin 1982 et mars 1983, qui redonnerait à l'industrie française un avantage de change. Une telle dévaluation, selon M. Chevènement, serait plus facile aujourd'hui, lorsque le franc est fort au sein du système monétaire européen, et que les réserves en devises ont été, partiellement, reconstituées. Naturellement, elle devrait être accompagnée de mesures de protection temporaires aux frontières et assortie d'une aide accrue à l'industrie française.

Il n'y a rien de très nouveau dans tout cela, M. Chevènement l'a bien précisé, mais le fait que l'ancien ministre se préoccupe de tenir au feu une politique de rechange au cas où la crise de l'économie française s'aggraverait est tout à fait significatif. Une telle aggravation pourrait, en effet, bien se produire dans le courant de l'hiver prochain et au début du printemps 1984, la diminution de la consommation *« mordant »* cruellement sur l'activité des entreprises.

A ce moment, les pressions de la base du P.S. risqueraient de s'exercer avec une force accrue sur les instances du parti et ses représentants au Parlement, afin d'obtenir au moins une atténuation du plan de rigueur. A ce moment aussi la solution de *rechange* présentée par M. Chevènement, avec son côté *« gaullien »* et les *« complicités »* qu'il suscite dans certains milieux industriels, représenterait une forte tentation pour un pouvoir soucieux de ne pas se couper de son électorat. Bref, M. Chevènement veut prendre date *« en cas de malheur »*.

F. R.

• *M. Lionel Stoléru*, ancien secrétaire d'État aux travailleurs manuels et aux immigrés, a estimé, dimanche 4 septembre à La Plagne (Savoie), que *« la crise mondiale est terminée »* et qu'elle ne peut *« servir d'argument au gouvernement »*. Il a ajouté : *« C'est une véritable tromperie que de se flatter de faire 9 % d'inflation en 1983 quand, dans les autres pays, elle se résume à 2 % ou 4 %.*

L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE DREUX

	4 SEPTEMBRE 1983			6 MARS 1983			13 MARS 1983		
Inscrits	15 827			16 090			15 891		
Abstentions	32,50 %			30,10 %			23,64 %		
Suffrages exprimés	10 469			10 909			11 816		
Opp.	(M. HIEAUX)	4 467	42,67	(M. FONTANILLE) R.P.R.	3 356	30,76	(M. FONTANILLE)	5 904	49,96
				(M. ALIBERT) U.D.F.	2 055	18,83			
Un. g.	(M. PIQUET) P.S.	4 252	40,61	(Mme GASPARD) P.S.	4 383	40,17	(Mme GASPARD)	5 912	50,03
F.N.	(M. STIRBOIS)	1 750	16,72						
Mod.				(M. BRESSON)	580	5,31			
V.T. (LO+LCR.)				(Mme MAS)	279	2,55			
P.C.I.				(M. SANCHEZ)	256	2,34			

Un ballotage favorable à l'opposition. Tel est le résultat de ce « troisième » tour des élections municipales de Dreux, provoqué par l'annulation, le 13 juin, du scrutin de mars dernier, pour des irrégularités dans le comptage des bulletins. C'est la liste conduite par M. Hieaux qui arrive en tête avec 42,67 % des suffrages exprimés, en dépit de la présence d'ine liste du Front national conduite par M. Stirbois, qui recueille presque 17 % des suffrages exprimés. Dans les bureaux de vote des quartiers de la périphérie, les plus populaires, la liste de M. Stirbois a parfois atteint la barre des 22 %. La majorité aura bien du mal à confirmer sa courte victoire du 13 mars. La liste de M. Piquet ne retrouve pas les voix de gauche et d'extrême gauche du premier tour de mars (45,08 %).

La gauche en difficulté

(Suite de la première page.)

En effet, les immigrés qui avaient été la cible de l'opposition pendant la campagne municipale de mars dernier, ont été au centre de celle de M. Stirbois, candidat du Front national à Dreux.

La connotation raciste du débat gêne, malgré tout, l'opposition. M. Jacques Chirac lui-même avait, au mois de mars, désavoué la liste d'opposition, parce que celle-ci avait fait une place à M. Stirbois. De son côté, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., avait choisi, cet été, un ton plus sérieux et plus serien sur ce sujet, en proposant à M. Lionel Jospin d'en débattre avec lui. Ces efforts méritoires risquent d'être balayés par la tentation d'un retour à la démagogie, pauvre en arguments, riche en voix. Sur place, les représentants de la liste officielle U.D.F.-R.P.R. n'ont d'ailleurs pas attendu : le secrétaire général du Front national figurera en quatrième position sur la liste unique de l'opposition, le 11 septembre.

Pour M. Stirbois, c'est la consécration d'un travail de longue haleine. Déjà, aux élections législatives de 1978, il avait obtenu l'un des meilleurs scores de l'extrême droite, avec un peu plus de 2 % (1 332 voix). Aux élections cantonales de mars 1982, il obtenait, à Dreux-Ouest, 12,62 % des suffrages exprimés. Ces chiffres témoignent d'une implantation ancienne ; ils ne sauraient masquer le fait que le Front national et, avec lui, l'extrême droite connaissent, pour la première fois depuis les années 1950-1956, un succès d'importance nationale.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, lui-même député de la Seine en 1956, en profitant de la puissante vague poujadiste, est, depuis mars dernier, conseiller du vingtième arrondissement de Paris. La guerre d'Algérie, ses drames et l'action du général de Gaulle avaient cantonné l'extrême droite dans une marginalité activiste. Le Front national n'est, certes, pas encore, comme le voudrait M. Le Pen, la *« troisième composante »* de l'opposition, mais, si l'exemple de Dreux devenait contagieux, l'idéologie et la pratique de l'opposition ne pourraient pas ne pas s'en ressentir, au moment même où celle-ci s'efforce de modérer son langage.

J.M. C.

• *M. François Léotard*, secrétaire général du parti républicain qui participait samedi 3 septembre à La Plagne (Savoie) à la deuxième journée du campus d'été des jeunes giscardiens, s'est dit *« déçu de voir l'opposition s'enfermer elle-même dans le ghetto des présidentielles, déçu de voir des hommes politiques de l'opposition faire la cour à certains pour essayer de paraître se ranger actuellement derrière ceux qu'ils estiment les plus forts pour essayer d'avoir quelque place au moment venu »*. *« La France*, a-t-il ajouté, *n'a pas besoin de sauveur suprême quel qu'il soit, mais elle a besoin d'une génération nouvelle. »* M. Léotard s'en est pris aussi à certains notables de l'U.D.F., *« les dinosaures »*, ceux qui *« tiennent actuellement le haut du pavé »*.

LA PRÉPARATION

Loire-

Pour avoir dépassé le seuil des neuf cent mille habitants, le département de Loire-Atlantique s'est vu octroyer un cinquième siège de sénateur. Deux des quatre sortants, MM. André Morice, quatre-vingt-trois ans (Centre républicain), ancien ministre et ancien maire de Nantes, et Paul Guillard (C.N.I.), soixante-dix-huit ans, ne se représentent pas. En revanche, M. Bernard Legrand (C.D.S.), élu en 1974, et M. Michel Chauty (R.P.R.), qui achève son second mandat et vient d'être élu maire de Nantes, sont de nouveau candidats.

Le mode de scrutin — on votera cette fois à la proportionnelle sur des listes complètes — change bien des habitudes. Et la gauche espère pouvoir enfin compter un sénateur. Le P.S., pour sa part, a désigné M. *François* Autain, quarante-huit ans, secrétaire d'Etat à la défense.

A la veille de la désignation des grands électeurs, dimanche 4 septembre, trois listes ont été publiées. Celle de l'opposition unie que conduit le président du conseil général, M. Charles-Henri de Cossé-Brissac (U.D.F.), quarante-sept ans, et qui comprend les deux sénateurs sortants ; celle du parti socialiste sous la direction de M. Autain, et celle du parti communiste. Des négociations sont en cours au sein de la majorité pour tenter d'aboutir à une liste unique. Mais les stratèges s'irritent de la velléité de deux formations marginales qui ont choisi ce rendez-vous électoral pour régler des contentieux ou se faire entendre. A droite, la démocratie chrétienne, présidée par M. Alfred Coste-Floret, n'a pas digéré d'avoir été tenue à l'écart par le R.P.R. lors de la composition de la liste des municipales à Nantes. Elle s'efforce de mettre une liste sur pied. A gauche, l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) a annoncé son intention de constituer aussi une liste *« pour déranger le jeu des notables et dénoncer les insuffisances de la politique menée par la majorité actuelle qui ne prend pas assez en charge les intérêts des travailleurs en Bretagne »*.

« La proportionnelle nous oblige à serrer encore plus les boulons », affirme sans détour M. Michel Chauty. Il parle d'expérience pour avoir déjà passé avec succès deux fois l'épreuve du scrutin devant les grands électeurs. Premier à se mettre en campagne, il a visité pendant le mois d'août une à une les deux cent vingt communes du département pour y rencontrer les maires et les conseillers. *« Les municipalités ont été renouvelées à près des deux tiers en mars dernier. Les nouveaux*

CONGRÈS DU P.S.

I. – Pour ou contre le gouvernement

par JEAN-YVES LHOMEAU

Expliquer en trois minutes, devant une caméra vidéo, pourquoi le plan Delors est socialiste : décidément non, c'était trop difficile. Les animateurs d'une session de formation du P.S. consacrée à l'économie, et qui a réuni une trentaine de militants, fin août, dans le Vaucluse, ont renoncé à poser cette question à leurs camarades. Réflexion faite, la « colle » leur paraissait trop forte.

Ils ont manqué d'audace. Car il en faudrait beaucoup plus pour que ces socialistes-ci, même nouveau-nés au militantisme, restent secs. L'exercice du pouvoir aidant, rien ne les effraie plus. L'une des stagiaires – militante plus aguerrie que les autres, il est vrai – a choisi l'emprunt obligatoire de 10 % et le *prélèvement de* 1 % sur l'impôt afin d'illustrer l'exercice de remplacement jugé plus facile : « *Vous êtes interpellée sur la politique socialiste. Sélectionnez une mesure mise en œuvre dans les six mois écoulés qui vous paraît significative de la politique d'un gouvernement de gauche. Et défendez-la.* » Alors, pourquoi pas le plan d'austérité ?

Ceux-ci n'ont pas cédé longtemps – s'ils y ont cédé un jour – à la tentation de « *l'illusion lyrique* », comme dirait M. Jospin, pas plus qu'à celle du scepticisme sur l'action gouvernementale. « *Les optimistes, sortez par la porte de gauche ; les pessimistes par celle de droite !* » Si cette recommandation, lancée par un économiste permanent de la direction du P.S. au terme d'un débat sur la crise, n'avait pas été une simple plaisanterie, ils auraient tous respecté le sens unique. Ils seraient sortis à gauche, tous courants confondus.

« *Dieu venait de passer. Il allait tout régler en cinq minutes.* » C'est ainsi que M. François Freynet et ses copains ont vécu l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Il est vrai que ce militant n'avait que quinze ans en 1981 et que la victoire lui tombait du ciel alors qu'il venait tout juste de créer une section du Mouvement des jeunes socialistes, chez lui, dans l'Essonne, et d'adhérer, du même coup, au P.S. Juste avant mai 1981 et juste après, c'était « *plutôt délirant* ». La section M.J.S. de M. Freynet, boulimique, avalait les cent dix propositions de la campagne présidentielle et les restituait radicalisées. Le service militaire, c'est sûr, allait être carrément supprimé.

Espoirs « *démesurés* », espoirs « *un peu fous* », dit-il avec, à deux ans de distance, le regard ironique du jeune homme de dix-sept ans sur celui qui en avait quinze. François Freynet, physiquement à mi-chemin du « grand Duduche » et des héros de la collection « Signe de piste », disait « *y'a qu'à* ». Aujourd'hui, il considère qu'« *aucune solution n'est radicale* ». Il a, souligne-t-il, « *évolué* » : « *Au fur et à mesure que les choses étaient difficiles pour le gouvernement, j'ai simplifié, j'ai compris.* » François Freynet, qui a « *distribué des tracts avant de savoir marcher... ou presque* » – il a « fait » la campagne présidentielle de 1974 avec son père, ancien militaire, *premier socialiste d'une famille* traditionnellement de droite – n'est plus déçu. Il assume ses contradictions comme tout le monde, c'est-à-dire avec quelques difficultés, *sans* plus.

Entre deux réalismes

M. Michel Rocard était « le plus jeune », alors, avant l'élection présidentielle, il préférait M. Rocard. D'autant qu'il percevait « *un contact, une façon de parler plus appropriée à la réalité* ». Va pour Rocard et pour le courant C ! « *Je me situe au sein d'un courant,* dit-il, *mais très arbitrairement. Il faudrait que j'approfondisse pour confirmer ou infirmer.* »

M. Michel Weisz, pour sa part, a approfondi. Cet ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, cinquante-sept ans, « *intellectuel en marge* » jusqu'à son adhésion au P.S. au lendemain des élections cantonales de mars 1982, a consacré un voyage en avion – sept heures aller, sept heures retour – à l'analyse, à la loupe, des deux numéros spéciaux du *Poing et la Rose*, consacré aux textes des principales contributions préparatoires au congrès de Bourg-en-Bresse. Une bonne centaine de pages écrites petit. Il n'y a guère rencontré, dit-il, que des divergences d'ordre tactique : « *Entre le réalisme de Delors et celui du CERES, je ne sais pas trop...* » Il a pourtant un petit faible pour le CERES, majoritaire dans sa section de l'Essonne. « *Je souhaite éperdument que Delors réussisse,* dit-il, *mais peut-être les militants du CERES ont raison. A force d'imiter les autres, on risque peut-être d'oublier qu'on est socialiste.* »

Tout cela pourrait trouver un début de règlement dans une « *profonde réforme de la fiscalité qui montre bien que les socialistes ne font pas la même politique que Raymond Barre. De l'argent pour les patrons, d'accord. C'est nécessaire. Mais compensons par la fiscalité* ». M. Weisz, qui ne pouvait pas sentir la S.F.I.O. – « *l'épouvante* » dit-il – et n'a pas cru en Epinay (congrès constitutif, en 1971, du nouveau parti socialiste), a adhéré au P.S. parce que le recul électoral aux cantonales a montré que « *le système était fragile* ». Cet engagement s'accompagne naturellement d'une pratique professionnelle qui particpe du même état d'esprit : « *Pour que l'expérience socialiste réussisse,* dit-il, *il faut que l'économie suive, que l'industrie soit portée à bout de bras. Mettre toutes les ressources du Commissariat à l'énergie atomique au service d'industriels, même s'ils sont de parfaits réactionnaires, c'est participer à l'expérience. Cela donne à ma vie de tous les jours un sens très précis.* » Il se sent donc très à l'aise parmi les socialistes, malgré « *un monceau de petites histoires liées à l'existence des courants, un nombre assez important d'arrivistes et d'ambitieux* ». Malgré, aussi, quelques « *restrictions mentales* » : un léger relent de « *réformisme* » et le « *catholicisme ambiant* ». « *Tout cela est secondaire* », précise-t-il.

Satisfait, Antoine, soixante et onze ans, qui a voté socialiste pour la première fois, en 1965, lorsque M. François Mitterrand a affronté le général de Gaulle dans la première élection présidentielle au suffrage universel de la Ve République ? Parfaitement. Ce vieux monsieur qui ne veut *pas que son nom soit publié*, car, ingénieur conseil, il côtoie des industriels qui lui reprocheraient ses opinions, a adhéré au lendemain de l'échec de la gauche aux élections législatives de 1978. Le P.S., pour lui, cela n'a rien à voir avec cette S.F.I.O. « *malsaine* », « *pas propre* », « *pas nette* », bourrée d'« *arrivistes* ». Cet homme, dont ses camarades disent qu'il a un comportement « *prussien* » – un peu raide, – est passé, sans verser trop de larmes, par dessus ses premières amours. « *Plutôt sensible à Michel Rocard* » avant 1981, il aurait préféré, comme lui, que l'Etat se contente de prises de participations majoritaires plutôt que de nationaliser à cent pour cent.

Il a plu

Mais enfin... Supporter enthousiaste de M. Jacques Delors, il n'aimerait pas toutefois que ses espoirs sur l'aide à l'investissement, la réforme de la fiscalité, la formation professionnelle soient déçus. « *Ce qui est fait n'est pas suffisant* » dit-il. Quant aux communistes, « *tant qu'ils feront leur travail correctement, comme Fiterman, rien à dire.* »

« *Ça suit son cours* », remarque, tranquille, M. Jacques Moignard, trente-deux ans, qui a adhéré au P.S. « *sans aucune formation politique* » en 1976 et a été élu, en mars 1982, conseiller général du canton de Montech (Tarn-et-Garonne). « *La crise mondiale nous oblige peut-être à modifier le tir, mais enfin... Nous faisons les choses telles que nous les avions dites. Quand les gens seront rassurés, dans un an peut-être, quand ils verront que ça marche, qu'il n'y a pas eu de chaos, que le système fonctionne, alors ils comprendront mieux ce que nous voulons.* »

Les débats internes ? Attention ! Ça brûle encore. Militant du courant C (rocardien), M. Moignard considère que « *la période n'y est pas propice* » et que, dans deux ou trois ans, quand les Français se seront bien habitués à la gauche, il sera toujours temps « *de se relancer dans des histoires d'idéologie* ». Pour sa part, il n'a pas mis longtemps à surmonter les « *enfantillages* » de la période d'opposition qui poussent à penser au pouvoir en ces termes : « *Sitôt que nous y serons, ce sera fait.* » « *On ne creuse pas une carrière en un jour. Il faut en remuer, des cailloux ! Et des fois, il pleut.* »

Il a plu, et c'est justement parce qu'elle s'attendait à quelques mauvais grains que Mme Marie Ange Pinna, vingt-quatre ans, élue conseillère municipale à Aubervilliers, en mars 1983, sur une liste conduite par le P.C.F., est entrée au P.S. aussitôt après l'élection présidentielle de 1981. « *C'était le moment ou jamais de se mobiliser autour d'un gouvernement de gauche,* dit-elle. *J'ai adhéré parce que je savais que nous aurions des moments difficiles. J'attendais beaucoup de la gauche, mais sans me faire trop d'illusions.* » Institutrice, née d'un père cariste et d'une mère femme de ménage, les inégalités sociales, elle connaît. En 1981, elle était au chômage, venait de quitter l'Université où l'on enseigne « *une culture faite pour les riches* ». Il est difficile de parler des courants du parti socialiste, après cela. Mme Pinna se déterminera au congrès de Bourg-en-Bresse. Pour elle, le débat est simple : « *pour ou contre le gouvernement* ».

C'est « *pour* », évidemment. « *Pour* » aussi, et sans le moindre complexe, Yves-Jacky, trente-deux ans, cadre à E.D.F., dans le nucléaire, membre de la C.G.T. Militant socialiste depuis 1980, il a fait *partie d'une espèce rare, les* « *tristes du 10 mai* ». « *Triste* » parce que les autres étaient trop joyeux et qu'aux illusions succèdent les désillusions. Cet hommes-là est un peu compliqué, ou alors il manie gaiement le paradoxe. « *Moi, avant 1981, je n'étais pas d'accord avec le programme nucléaire du P.S. Et je disais que les socialistes auraient rempli leur contrat s'ils terminaient le septennat avec un million cinq cent mille chômeurs* ». Quand on s'est taillé, en 1980, sur mesure, le costume de l'hyperréalisme, on doit effectivement se sentir à l'aise trois ans plus tard et pouvoir dire, comme lui : « *Je suis un socialiste heureux.* » Ils ont, décidément, toutes les audaces.

DEVANT LES JEUNES DU R.P.R. EN AVIGNON

M. Chirac invite l'opposition à faire preuve de « sang-froid »

De notre envoyé spécial

Avignon. – M. Jacques Chirac a clos samedi 3 septembre en Avignon les Journées d'études des jeunes du R.P.R., qui étaient réunis dans la cité des papes depuis le 29 août. En organisant pour la première fois une telle manifestation réservée à ses plus jeunes militants, le R.P.R., qui ne possède pas de mouvement autonome de jeunes, a voulu offrir à ses adhérents les moins âgés une structure propre de débats.

Le chargé de mission national aux jeunes, M. Roger Karoutchi, affirme que plus de deux cent mille des sept cent mille militants du R.P.R. *ont moins* de trente ans. Chaque fédération a envoyé en Avignon ses délégués, au nombre d'environ deux cent cinquante, dont 40 % détiennent – *notamment* depuis *mars* dernier – des mandats locaux.

Accueilli par M. Jean-Pierre Roux, nouveau maire R.P.R. d'Avignon, considéré comme symbolique de la nouvelle vague des derniers élus municipaux, M. Chirac a effectué sa rentrée politique devant quelque sept cents auditeurs réunis dans la salle du conclave du Palais des papes, en confirmant le caractère résolu et absolu de son opposition. Si, selon lui, « *l'échec du gouvernement est patent sur tous les fronts* », en raison de sa politique « *irréaliste et incohérente* », cela ne doit pas pour autant inciter les opposants à « *compromettre davantage l'unité du pays* ». M. Chirac, qui ne pense donc plus, comme il l'avait déclaré à Nouméa, le 1er septembre 1982, « *que l'expérience socialiste durera deux ans* », appelle ses partisans à faire preuve de « *sang-froid* » et à ne pas céder inconsidérément à la montée des impatiences. Lui aussi assigne au R.P.R. de préparer les échéances normales tout en se tenant prêt à toute autre éventualité.

Le maire de Paris a commencé aussi à réfuter certains des reproches qui sont adressés à l'opposition : ses divisions, son manque de projet de remplacement, et même sa molesse. A ce sujet, M. Chirac a été formel en proclamant « *nous ne brûlerons pas les étapes* ».

M. Chirac a notamment déclaré : « *Certains vont jusqu'à nous exhorter à l'action immédiate, sans d'ailleurs bien mesurer quels pourraient en être les formes ni surtout les risques. A cette montée des impatiences et des périls, nous devons répondre par le sang-froid. Notre rôle n'est pas d'aggraver la dégradation de l'esprit public ni de compromettre davantage l'unité de notre pays. Notre vraie vocation, c'est de nous préparer à gouverner dans le strict respect des institutions de la République. Cela ne signifie nullement que nous devons nous démobiliser ou céder à la sinistrose. Nous vivons certes une expérience affligeante, et je partage l'inquiétude de nos concitoyens qui déplorent l'affaiblissement de la France.* »

Soulignant que « *l'impression d'hésitation et d'évanescence donnée en permanence par le gouvernement* » était due à l'attitude du parti communiste et de la C.G.T., il a assuré une fois de plus : « *Il est de l'intérêt national que les communistes ne soient pas au gouvernement.* » Il a conclu : « *On nous dit : « Mais » vous êtes trop mou. Il faut brûler » les étapes. » Eh bien ! Non ! Nous ne tomberons pas dans le piège où le pouvoir actuel serait trop heureux de nous prendre. On ne peut pas proclamer son attachement à la liberté et aux valeurs républicaines – et en prendre à son aise avec elles à la première occasion.*

Nous sommes respectueux des institutions de la République et nous le resterons en opposant notre sang-froid à l'impatience des uns et notre détermination au scepticisme des autres.

» *Ce que doit faire l'opposition, c'est se tenir prête à gouverner quand le suffrage universel le lui demandera. Ce moment viendra demain, c'est-à-dire au printemps 1986 ; il peut venir avant. Nous sommes prêts.*

» *En attendant, il faut convaincre. Et pour convaincre, il faut aller vers les autres, non point en cherchant à les agresser mais en s'efforçant de dialoguer.* »

ANDRÉ PASSERON.

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Atlantique : un espoir pour le P.S.

Les conseillers municipaux des trente départements de la série « B » (Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales) ainsi que ceux de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie ont désigné, dimanche 4 septembre, les 44 666 délégués qui composeront, avec 45 conseillers régionaux, 156 députés et 1 289 conseillers généraux, le collège des grands électeurs qui élira 102 sénateurs le 25 septembre (*le Monde* du 31 août).

Dans les départements où le nombre de sièges à pourvoir est égal ou supérieur à cinq, l'élection aura lieu à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel. Il en sera ainsi dans le Nord, le Pas-de-Calais et, pour la première fois, dans la Moselle et dans la Loire-Atlantique. Nous commençons aujourd'hui la publication de reportages sur ces départements.

élus ne me connaissent pas. Ils s'imaginent le maire de Nantes accablé de travail et très loin de leurs problèmes, ils ne savent de moi que ce qu'en disent les journaux. » Les tournées de M. Chauty ont précisément pour but de montrer aux élus ruraux que le maire de la grande ville sait être disponible. Il consacre ses entretiens à expliquer les modalités du scrutin, à raconter son expérience. Les élus locaux ont apprécié qu'il arrive à l'heure à ses rendez-vous. La ponctualité, politesse des rois, est aussi le charme des militaires. M. Chauty, colonel de réserve, a même trouvé le temps, en battant la campagne, de dégager quatre jours pour effectuer sa période annuelle à l'Ecole de guerre. Et c'est avec un grand sens de la discipline qu'il a cédé la tête de liste pour prendre le dossard numéro 2. « *C'était un problème d'union.* », explique-t-il.

Le chef de file de l'opposition, M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, lui, ne se soucie pas de campagne. Tous les dimanches, depuis des années il est déjà sur le terrain, de toutes les fêtes, inaugurations et kermesses. Il n'était pas initialement candidat. On est venu le chercher comme arbitre car il y avait pléthore de prétendants au printemps. En tout premier lieu, M. Loïc Le Masne de Chermont, président départemental de l'U.D.F., premier adjoint de M. Michel Chauty, et M. Louis Oger (C.N.I.), conseiller municipal de Nantes, président de la fédération du Crédit mutuel. Trois sénateurs à la municipalité de Nantes, c'était vraiment trop ! Le président du conseil général a donc été appelé à jouer les bons offices. Adhérent direct à l'U.D.F., il n'a pu départager les plaideurs qu'en descendant lui-même dans l'arène, et à la première place : celle du sage et du conciliateur qu'occupait M. André Morice. C'est d'ailleurs par amitié pour ce dernier, rappelle-t-il volontiers, qu'il a adhéré autrefois au parti radical valoisien.

Utilisant l'argument de la filiation politique, M. Louis Oger comptait bien, pour sa part, bénéficier de l'héritage d'un autre sénateur sortant, M. Guillard, C.N.I. comme lui. Les états-majors ont retenu d'autres critères : dosage politique et répartition géographique. C'est un maire du vignoble, M. Loïc Dejoie, très proche du R.P.R., qui fait le quatrième homme.

Deux U.D.F., deux R.P.R., le partage est équitable, même si les laissés pour compte rongent leur frein en silence. Aucun maire, aucun conseiller général ne prendra en effet le risque d'une fronde contre le président de Cossé-Brissac. « *Je suis de pensée libérale et j'avoue être séduit par Raymond Barre* », avoue-t-il. Pourtant, chacun sait que le président du conseil général tient le robinet des subventions aux communes et qu'il viendra – une fois élu sénateur – chaque mardi à Paris, son paquet de dossiers sous le bras, pour le palais du Luxembourg, en faisant les détours nécessaires dans les ministères. Cela explique que tous les maires sollicités par la démocratie chrétienne se soient récusés. Tout au plus l'entourage des candidats évincés se hasarde-t-il, abrité par l'anonymat, à persifler de dépit : « *Charles-Henri, c'est Raminagrobis. Les plaideurs sont allés le chercher et il les a croqués pour les départager.* » Mais la grogne déjà s'apaise. Les politiques savent cicatriser les blessures d'amour-propre.

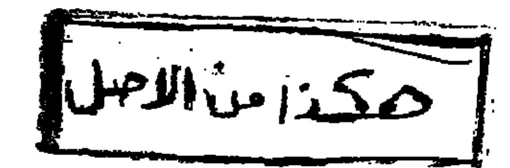
A gauche, ce n'est pas l'euphorie non plus. Notamment au parti socialiste, si l'on en juge par le score très serré qu'ont réalisé les candidats à la candidature au terme du vote dans les sections. M. François Autain, un des leaders locaux du CERES, n'a triomphé que de justesse, malgré ses lauriers de secrétaire d'État à la défense. Les séquelles de la perte de Nantes aux dernières élections municipales empoisonnent toujours l'atmosphère. La défaite du maire sortant, M. Alain Chenard (courant B), a réactivé entre les tendances une lutte d'influence à laquelle sa victoire en 1977 avait mis une sourdine. Le parti socialiste, en Loire-Atlantique, est bâti sur deux traditions ; le CERES, qui contrôle la fédération, et les « mauroïstes », héritiers de la vieille S.F.I.O., redopés par la conquête de la mairie de Nantes en 1977. Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement n'y avaient pas cru alors et ne figuraient pas sur la liste. Tirant les conclusions de son échec de mars dernier, M. Alain Chenard, député, n'a pas fait acte de candidature pour le Sénat. Il a mis en avant son ancienne adjointe à l'enseignement, Mme Éva Gendrault, sa suppléante de 1978, qui a laissé la place, en 1981, à M. Jean-Marc Ayrault, maire de Saint-Herblain, pour aller suppléer M. Jean Natiez (CERES) secrétaire fédéral, et l'aider à conquérir la première circonscription. Elle a fait à nouveau un « mariage politique de raison » en battant la campagne pour les sénatoriales avec M. François Autain qui, après une carrière brillante – maire en 1971, député en 1978 – souhaite « *prendre un peu de recul et revenir au travail parlementaire dans la sérénité* ».

Les mitterrandistes n'ont pas investi leurs forces dans cette bataille des sénatoriales. En laissant *le champ libre au* CERES, qui place ainsi ses hommes au Parlement et ne quitte plus des yeux la mairie de Nantes, ils espèrent recevoir en *échange la contrôle de la fédération* et disposer du temps dont ils ont encore besoin pour conforter leur implantation et imposer leurs chefs *de file. C'est d'ailleurs un des leurs* qui négocie avec le parti communiste pour tenter d'élaborer une liste commune le 25 septembre.

Le parti communiste a saisi l'opportunité des sénatoriales pour amener le P.S. à rouvrir des discussions et régler un certain nombre de litiges, notamment dans le fonctionnement des municipalités d'union de la gauche. C'est de bonne guerre. « *Notre position de principe est constante. Chacun va aux élections sous sa propre bannière. Sauf exception. Mais ici François Autain est membre d'un gouvernement auquel nous participons. Il ne peut pas être élu sans nos voix. Cela fait réfléchir tout le monde...* » dit-on à la fédération du P.C.

Plusieurs rencontres ont déjà eu lieu. Avec déjà un résultat : P.S. et P.C. se sont mis d'accord sur des listes communes d'union pour la désignation des grands électeurs. Ce n'est sans doute qu'un premier pas vers la liste unique. Le P.C., de toute façon, est sans illusion. En Loire-Atlantique, la gauche ne peut espérer qu'un seul siège de sénateur.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.



Le Monde

société

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE DANS LES RECTORATS

BRETAGNE : mieux qu'en 1982, mais...

De notre envoyé spécial

Rennes. — Au milieu du parc et des parterres de fleurs, le calme règne dans le long immeuble de béton. A quelques jours de la rentrée scolaire, aucun signe d'énervement ou de panique ne se manifeste à l'intérieur du bâtiment du rectorat de Rennes. Devant la porte, solitaire, un jeune trotskiste distribue des tract du parti communiste internationaliste, invitant à un meeting. Dans les bureaux, les fonctionnaires, presque tous à leur poste, travaillent sans manifester d'inquiétude.

« *Cette année, nous avons mieux maîtrisé les problèmes de la rentrée.* » Avec un léger sourire, le recteur, M. Paul Rollin, reconnaît qu'en 1982 des postes d'enseignants n'étaient pas pourvus le jour de l'arrivée des élèves. A Rennes et à Brest, parents et jeunes n'avaient pas hésité à descendre dans la rue pour « *exiger des maîtres dans le second degré* ». Des nominations nationales d'enseignants plus précoces ont permis aux académies de connaître dès le dernier trimestre de l'année scolaire les postes qui restaient à pourvoir. A Rennes, des commissions paritaires administration - enseignants ont siégé jusqu'au 17 juillet pour affecter des adjoints d'enseignement et des personnels titulaires.

Durant l'été, d'autres commissions se sont réunies pour nommer les maîtres auxiliaires. Au jour J −7, le recteur estimait que près de 94 % des postes de l'enseignement du second degré étaient pourvus. Un chiffre important selon lui, puisqu'il correspond à la gestion de quelque treize mille enseignants.

Mais la satisfaction n'est pas complète. « *Nous manquons d'enseignants formés dans les disciplines techniques et même dans quelques matières scientifiques* », remarque M. Rollin. En mathématiques ou en physique, il est difficile de recruter des maîtres auxiliaires, mais la situation est encore plus délicate dans les filières nouvelles comme l'électronique ou l'informatique. Dans l'académie de Rennes, une vingtaine d'emplois d'enseignants restent sans candidats dans ces disciplines. Le recteur, qui avoue « *se battre avec un autre ministère pour garder un agrégé dans une section de terminale F* », regrette cette situation. « *Il existe en France un faible noyau de formateurs qualifiés dans ces disciplines et tout le monde se les arrache* », explique M. Rollin, que les salaires proposés par l'éducation nationale n'avantagent pas cette administration lorsqu'elle est en concurrence avec le secteur privé.

4,6 % de classes surchargées

Dans certaines disciplines artistiques et en éducation physique et sportive, il manquait aussi quelques heures, dit-on au rectorat, en précisant que souvent il s'agit de matières optionnelles. « *Il y a une réalité,* reconnaît M. Rollin, *un passif difficile à rattraper, mais, comme je le répète souvent aux organisations de parents et aux syndicats, le ministère répartit les moyens en emplois de manière inégalitaire. L'académie de Rennes ne figure pas parmi les académies défavorisées. Elle ne bénéficie donc pas d'une priorité, comme, par exemple, certaines régions du nord de la France* ».

La solidarité nationale, même si elle est comprise, reste difficile à accepter par les enseignants. Les syndicats reconnaissent que des efforts ont été faits pour la mise en place des personnels, mais ils critiquent la faiblesse des créations d'emplois. L'augmentation des effectifs dans le second degré de près de trois mille élèves pour un total de cent cinquante-sept mille risque de provoquer une surcharge dans les classes. Les parents manifestent leur inquiétude et appréhendent que des enfants soient scolarisés au collège « *dans des classes de trente élèves et plus* ». Les responsables du rectorat ne nient pas les difficultés de quelques établissements et avancent le chiffre de 4,6 % de classes comptant vingt-neuf ou trente élèves, alors que 40 % en accueillent vingt-trois ou moins.

« *Des problèmes très locaux viennent perturber cette rentrée* », explique M. Claude Pineau, le secrétaire général du rectorat. Il évoque l'augmentation de la population dans les communes situées à la périphérie de Rennes, résultat d'une « *migration urbaine imprévisible* » qui vide des établissements et crée des demandes ailleurs. Il parle aussi des classes de seconde, où les redoublements ont été plus nombreux, de la nécessité de maintenir des classes élémentaires, même à faible effectif, dans les zones rurales, de l'enseignement technique, « *pas encore reconnu par des familles du Finistère* »...

Dans les bureaux, des fonctionnaires du rectorat répondent aux derniers appels des chefs d'établissement, qui utilisent les quatre lignes téléphoniques directes mises en place spécialement. D'autres personnes expliquent à des maîtres auxiliaires qu'ils ne recevront une affectation que le jour de la pré-rentrée. L'administration fonctionne. Sans précipitation, l'énorme machine se prépare à accueillir plus de 370 000 jeunes Bretons.

SERGE BOLLOCH.

● *Le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels de la C.G.T.* (S.N.E.T.P.) estime que plusieurs mesures ont été prises depuis deux ans « *pour faire face à l'héritage catastrophique laissé par la droite* ». Il n'en met pas moins « *solennellement en garde le gouvernement sur les conséquences scolaires, économiques, d'une politique de stagnation et,* a fortiori, *de régression des crédits, des créations d'emplois pour l'éducation nationale* ».

Inflation dans les cartables

Dix pour cent : la hausse moyenne du « coût de la rentrée scolaire 1983 », calculé comme chaque année par la confédération syndicale des familles (C.S.F.), marque un net tassement par rapport aux deux années précédentes (13 % d'augmentation en 1982 et 15 % en 1981), (*le Monde* du 4 sepembre 1982). La C.S.F. rapproche ce chiffre des « *engagements de lutte contre l'inflation signés en novembre 1982 et mis en application à la sortie du blocage des prix au 1er janvier 1983* » et qui « *auraient été tenus* ».

Au stade de la distribution, selon la confédération, la hausse a atteint 9 % pour les fournitures scolaires, 11 % pour les livres scolaires et 10,10 % pour les cantines scolaires. Un sondage effecfué par les correspondants de la C.S.F. dans toute la France au cours de la seconde quinzaine d'août et l'examen des fiches de frais remplies par les familles à la rentrée 1982 permet à la confédération d'avancer les chiffres suivants, incluant les livres, fournitures, équipement sportif et cotisations diverses : 1 186,10 F pour la rentrée en sixième, 1 196,60 F. pour la quatrième, 1 568 F pour la seconde dans un lycée d'enseignement général.

Dans l'enseignement technique, le coût de la rentrée par élève atteint 1 248 F (première année du C.A.P. ou B.E.P. — secteur industriel) et même 2 895,80 F en classe de seconde T1 en lycée technique. A propos des fournitures scolaires, la C.S.F. constate et se félicite du recul des gadgets et de la publicité tapageuse dans les magasins spécialisés.

La circulaire du ministre de l'éducation nationale du 27 août 1982, dont les orientations favorables à une « *limitation des prescriptions d'achat de fournitures scolaires* » ont été reprises cette année, donne satisfaction à la confédération. En période de rigueur, celle-ci milite en effet pour « *la suppression des gadgets et des fournitures scolaires inutiles* » et « *l'équipement des établissements en matériel collectif géré coopérativement par les élèves* ».

L'enquête de la C.S.F. constatant que « *le même article dans différents types de magasin, passe du simple au double* », la conduit aussi à dénoncer « *l'anarchie des prix* » et à demander « *la réforme de la distribution* ».

Ph. Be.

LORRAINE : on manque de professeurs scientifiques

De notre correspondant

Nancy. — « *Si vous pouviez faire passer le communiqué dans vos colonnes, cela m'arrangerait bien* », a déclaré, en guise de conclusion, aux journalistes présents le recteur Claude Chalin à l'issue de la conférence de presse précédant la rentrée dans l'académie de Nancy-Metz où 480 000 élèves sont attendus.

Le communiqué précise que l'académie recrute « *des maîtres auxiliaires dans les disciplines scientifiques et techniques (à l'exclusion des sciences naturelles) pour des emplois situés dans l'académie, hors des villes universitaires. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur ou posséder la qualité de technicien ou technicien supérieur. Les étrangers ne peuvent faire acte de candidature que s'ils sont étudiants dans un établissement d'enseignement supérieur* ».

Une situation insolite quand on sait que, par ailleurs, deux cents maîtres auxiliaires n'ont pas été nommés dans l'académie de Nancy-Metz et qu'ils « *serviront a éteindre au coup par coup* » les inévitables incendies de la rentrée.

Malheureusement, si le nombre est là, la qualification ne l'est pas. Depuis l'an dernier, la Lorraine manque de maîtres auxiliaires scientifiques. « *Les diplômés, à titre égal, trouvent facilement des emplois dans l'industrie pour des salaires de départ allant du simple au double*, explique le recteur. *Nous n'avons que la sécurité de l'emploi à mettre dans la balance* ». Plusieurs dizaines de postes, principalement en mathématiques, physiques et sciences et techniques — sauf en mécanique — attendent des postulants en Lorraine pour les premières semaines de la rentrée.

J.-L. B.

DOUZE MILLE « CAMPEUSES » A BIÈVRES

Le nouveau visage des Guides de France

« *Manifeste-toi* ». Douze mille jeunes filles de huit à vingt ans ont répondu à cet appel du 1er au 4 septembre, en plantant des centaines de tentes sur les quarantes hectares de l'ancien séminaire des Missions étrangères à Bièvres (Essonne). Appel lancé par les Guides de France à l'occasion de leur soixantième anniversaire, sur une affiche géante.

Ce slogan, conçu par des spécialistes du marketting, pouvait surprendre de la part de la branche féminine du scoutisme catholique. « *Il s'agissait de nous affirmer comme un mouvement national et même international aux prises avec tous les phénomènes de société que connaissent les jeunes, et de donner envie au public de mieux nous connaître* », explique Mme Monique Mitrani, responsable des relations extérieures aux Guides de France.

Les Jeannettes (8-12 ans), les Guides (12-15 ans), les Caravelles (15-17 ans) et les Jeunes en marche (17-20 ans), venues de toute la France et de trente pays étrangers, ont souhaité témoigner de la vigueur et de la popularité d'un mouvement, dont l'image de marque reste vieillote et guindée malgré les entreprises de rajeunissement successives. L'uniforme lui-même, symbole du rattachement à la morale de Baden-Powell, fondateur du scoutisme, est controversé dans les rangs des guides.

Laurence, douze ans, reconnaît que son foulard et ses insignes ne sont pas loin de la faire passer pour une « *débile* » auprès de ses camarades de classe à Avranches, mais elle revendique haut et fort ces « *signes distinctifs qui nous donnent aussi de l'importance* ». En revanche, Stéphanie, guide depuis neuf ans à Marseille, s'avoue farouchement « *anti-uniforme* ». Si à seize ans elle ne rate pas une activité de sa compagnie de Caravelles, c'est parce qu'elle aime se sentir utile et « *se prendre en charge* ». Entre deux sorties spéléologiques, elle garde de petites orphelines et, cet été, a parcouru cinq cents kilomètres à vélo à travers la Bretagne : « *un régal* », déclare-t-elle.

Au-delà d'une simple démonstration de dynamisme, l'immense camp de Bièvres, organisé malgré une pluie incessante grâce à des appuis financiers publics (ministère du temps libre, mairie de Paris notamment) et privés (une quarantaine d'entreprises mécènes), aura permis toutes sortes de confrontations et de bilans. Une des pionnières du mouvement en France l'a rappelé : le guidisme est né en 1923 parmi les ouvrières des grands couturiers parisiens. Aujourd'hui, il revendique soixante-dix mille adhérents, dont dix mille cadres bénévoles, chiffre en augmentation depuis trois ans après la crise de l'après-1968.

Autrefois, la promesse des guides de France précisait que « *le devoir de la guide commence à la maison* ». Aujourd'hui, leur loi parle de « *paix, justice et vérité* » et enseigne à « *ne pas baisser les bras* ». Mais la création d'une organisation fédérée avec les scouts masculins, projetée en 1981, n'a pu aboutir. « *L'égalité des sexes n'est pas encore une réalité dans la société* », remarque Mme Mitrani.

Le rassemblement du soixantième anniversaire a donné l'image composite et vivante d'un mouvement qui souhaite faire des enfants « *les agents de leur propre développement* » et les mettre en situation de réussite en leur montrant qu' « *il y a toujours un chemin* ».

Samedi, les douze mille participantes se sont dispersées dans les quartiers de Paris, animant des ateliers d'expression collectifs ou des jeux et participant à une information sur la vie professionnelle. Appareils photo à développement instantané et magnétophones en main, six cent cinquante guides ont ainsi découvert le Centre Georges-Pompidou à travers un jeu de piste.

PHILIPPE BERNARD.

MÉDECINE

NON COMMERCIALISÉ EN FRANCE

Un médicament anti-inflammatoire est interdit dans plusieurs pays

Le groupe américain Merck Sharp and Dohme (M.S.D.) a décidé de suspendre la distribution de l'un de ses médicaments dans les sept pays où celui-ci était commercialisé. Cette décision fait suite à une série d'effets secondaires dangereux observés en Grande-Bretagne (*le Monde* du 19 août) et en Allemagne fédérale après prescription de ce produit. Les autres pays concernés sont l'Argentine, la Hollande, la Nouvelle-Zélande, la Suède et la Suisse. Ce médicament était en attente de commercialisation aux États-Unis. En France, une autorisation de mise sur le marché avait été demandée il y a quelques mois.

Commercialisé sous différents noms, ce produit n'est pas à proprement parler un nouveau médicament. Il s'agit d'un principe actif connu pour ses grandes qualités anti-inflammatoires — l'indométacine — présenté sous une nouvelle forme qui, en théorie, aurait dû augmenter l'efficacité et diminuer les risques de toxicité. Tel n'a pas été le cas. On connaissait, en particulier, le risque potentiel de perforations intestinales. Il semble que la fréquence observée de ce dangereux effet secondaire ait été supérieure à ce qui était prévu.

La décision, indique-t-on chez M.S.D., ne concerne pas les autres présentations d'indométacine, principe actif commercialisé depuis dix-huit ans et qui, en dépit de quelques cas d'effets secondaires, a largement fait la preuve de son efficacité.

« *Nous avons une pleine confiance dans cette nouvelle présentation,* a déclaré M. P. Roy Vagelos, président des laboratoires de recherche M.S.D. *Nous continuons d'examiner toutes les données et souhaitons avoir la possibilité d'en discuter avec les autorités concernées. Nous espérons que ces discussions permettront de clarifier la situation et que nous pourrons reprendre la distribution.* »

● RECTIFICATIF. — La conférence mondiale des Nations unies sur la population avait eu lieu en 1974 à Bucarest, et non à Mexico comme il a été écrit dans *le Monde* daté 4-5 septembre. C'est à Mexico qu'aura lieu, comme nous l'avons écrit, la conférence de 1984.

RELIGION

LA DEMISSION DU « GENERAL » DES JESUITES A ETE ACCEPTEE

Rome (A.F.P., A.P.). — Le Père Pedro Arrupe, 28e préposé général de la Compagnie de Jésus, a présenté, samedi 3 septembre, sa démission aux deux cents vingt délégués de l'ordre réunis à Rome pour élire son successeur. Cette demande a été acceptée « *avec une profonde peine* », déclare un communiqué de la congrégation générale, qui rend hommage aux « *services extraordinaires rendus à la Compagnie* » par le jésuite espagnol.

Malgré l'hémiplégie qui l'avait frappé le 7 août 1981, le Père Arrupe gardait formellement sa place à la tête de la Compagnie. Celle-ci est dirigée provisoirement par un délégué du pape, à la suite de divergences de vues avec le Saint-Siège.

La congrégation générale s'est donné pour secrétaire le Père Marcelo Azevedo, Brésilien, et pour sous-secrétaire le Père Johannes Gerhartz, Allemand. La désignation du nouveau « général » est prévue avant le 15 septembre.

TRANSPORTS

L'État crée la société Autoroutes de France

Le *Journal officiel* du 1er septembre a publié un décret officialisant la naissance de l'établissement public Autoroutes de France, dont la présidence a été confiée à M. Gilbert Dreyfus, président de la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF). Le décret prévoit que Autoroutes de France aura pour mission d'« *assurer une péréquation des ressources des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes et de contribuer ainsi à l'équilibre de leur trésorerie* ».

Le gouvernement avait admis, en juillet 1982, la nécessité d'harmoniser la situation financière des différents concessionnaires, laquelle aurait comme conséquence, pour l'usager, un alignement progressif des péages. La loi de finances rectificative pour 1982 retenait, de son côté, le projet de la constitution d'un « *tronc commun* » qui alimenterait les sociétés d'exploitation bénéficiaires, à hauteur des avances consenties antérieurement par l'Etat, et qui servirait à « aider » les autres sociétés en difficulté.

Ce rôle de redistribution incombera donc au nouvel établissement public. En même temps, la création d'Autoroutes de France, marque la volonté du gouvernement d'assurer une certaine maîtrise publique sur le fonctionnement global du système autoroutier français qui s'est développé jusque-là, souvent, d'une manière assez anarchique.

L'effort de l'Etat ira au-delà. On note, en effet, que le décret ne donne compétence à Autoroutes de France que sur les sociétés d'économie mixte exploitant des autoroutes (elles sont au nombre de six), mais pas sur les sociétés privées concessionnaires de certains réseaux.

Historiquement, quatre groupes privés avaient reçu en charge la gestion d'autoroutes : la Société des autoroutes de la Côte basque (Acoba), la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (Apel), la Société des autoroutes Rhône-Alpes (Area) et Cofiroute. Cette dernière a parfaitement réussi dans son ambition. En revanche, d'erreurs de gestion en erreurs de prévisions, les trois autres se sont retrouvées dans des situations financières difficiles. Les pouvoirs publics ont alors profité de leurs demandes d'aide pour imaginer un dispositif permettant à l'Etat de reprendre, aux moindres frais, leur contrôle.

L'Apel, l'Acoba et l'Area s'entendirent proposer, soit leur transformation en sociétés d'économie mixte, soit leur intégration dans des sociétés d'économie mixte existantes. L'Apel a été la première à accepter de passer sous les Fourches Caudines : il y a quelques jours, la majorité de son capital est passée sous le contrôle de la Caisse des dépôts et consignations. Progressivement, l'Apel va maintenant être intégrée à une société d'économie mixte, la Sanef.

● *Six morts au cours d'une collision.* — Une collision entre deux voitures, survenue samedi 3 septembre, a fait six morts et un blessé grave près de La Ferté-Bernard (Sarthe). L'un des conducteurs, M. Alain Chartain, vingt-quatre ans, de La Ferté-Bernard, a perdu le contrôle de son véhicule à la suite d'un écart et a percuté de plein fouet contre une voiture arrivant en sens inverse. M. Chartrain est mort à l'hôpital. Un des passagers, M. Thierry Peau, vingt ans, a été grièvement blessé. Un second, qui n'a pu être identifié, a été tué sur le coup. La conductrice de la seconde voiture, Mme Odile Blot, trente-deux ans, a été tuée sur le coup ainsi que ses trois passagères : Claudine Rouillon, trente-quatre ans, Eliane Police, trente et un ans, et sa fille Olivia, huit ans.

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN MILITANT NATIONALISTE CORSE

Une pièce de plus dans le puzzle de l'affaire Orsoni

Ajaccio. – Signe d'un climat, sans doute : personne n'a songé, des enquêteurs ou du magistrat instructeur, à informer les Corses d'une nouvelle inculpation d'assassinat dans l'affaire Orsoni. Dans n'importe quel autre dossier criminel, on aurait claironné. Le fait, au moins, aurait été rapporté pour fruit des recherches entreprises. Mais, face aux énigmes en cascade de l'affaire Orsoni, cette charge supplémentaire apparaît au mieux comme une simple péripétie.

Un témoin aurait formellement reconnu la montre – retrouvée dans l'appartement de Lucien Andréani, l'un des *suspects écroués* – *que portait*, le 17 juin, le militant nationaliste Guy Orsoni, le jour de son enlèvement et, *sans doute, de son* « exécution » par une bande de malfaiteurs de Propriano (Corse-du-Sud). Une *montre* arrachée, cela peut laisser croire à un cadavre dépouillé. C'est, en tout cas, une *charge matérielle importante qui* pourrait peser en cour d'assises dans l'esprit des jurés.

Cette montre, pourtant, compte bien peu au regard des mystères que le juge et les enquêteurs du S.R.P.J. d'Ajaccio doivent encore éclaircir pour rendre à peu près compréhensible « *une des affaires*, selon un commissaire, *les plus embrouillées de l'histoire récente du crime en France* ». La découverte de la montre complique encore la reconstitution d'un puzzle invraisemblable. Andréani, dans les premiers jours de l'enquête, étatit plutôt localisé à Ajaccio et non dans le Sud avec le reste de la bande. S'il avait, pendant sa *garde* à vue, confirmé l'enlèvement puis le meurtre, c'est bien parce qu'il n'avait, en principe, participé ni à l'un ni à l'autre. Voilà qu'en ce début de sepytembre la présence d'une montre dans ses affaires le situerait plutôt parmi les membres du commando. Décourageant.

Pourtant, à l'origine de *cette* histoire, la chance avait plutôt servi les enquêteurs : ils soupçonnaient la

De notre envoyé spécial

bande de Jo Alfonsi, le caïd de Propriano, de préparer un mauvais coup et des écoutes téléphoniques allaient les attacher aux pas d'Andréani.

Lorsque, trois jours après l'enlèvement, le frère Alain et l'oncle Roger viennent signaler lac disparition de Guy Orsoni, les policiers possèdent largement de quoi confondre la bande.

Sauf un point essentiel, le mobile de cette affaire toujours insaisissable. *Les suspects* ont admis que Roger Orsoni s'était attaqué à l'un des caïds de la côte Sud, Jean-Marc Lecchia. *Mais ils se sont bien gardés* d'en dire la raison. Aussi, les policiers explorent-ils la vie et les affaires de cet honorable commerçant qui a pris le large. Ils recherchent aussi une demi-douzaine de personnes qui sont soupçonnées de connaître tout ou partie de la vérité et qui ont, elles aussi, préféré s'éloigner de Corse. Les enquêteurs doivent aussi remonter la liste des amis de prison de Roger Orsoni.

Le silence des victimes

Mais certains de ceux qui pourraient savoir ce qui se tramait entre Jean-Marc Lecchi et Roger Orsoni sont en prison pour d'autres méfaits et refusent obstinément de s'en laisser extraire. A croire certains commissaires, l'enlèvement par erreur du militant nationaliste aurait très *bien pu être organisé sans mobile réel*.

Chose très curieuse dans un dossier criminel : les victimes paraissent ne pas avoir *plus d'intérêt que* les suspects à éclairer la justice. Le courant nationaliste auquel appartenaient Alain et Guy Orsoni s'est emparé de l'enlèvement, en juillet, pour dénoncer sans la moindre preuve un « complot de l'Etat » destiné à liquider certains membres de l'ex-F.L.N.C. (Front de libération nationale de la *Corse*). *L'intérêt de la* famille est donc de taire tout ce qui pourrait, de près ou de loin, se *rapporter à une histoire* de droit commun.

Quant à Roger Orsoni, il a tout intérêt à brouiller les cartes. La thèse du complot politique va certainement servir longtemps dans cette étrange affaire corse. Certains des avocats entendent bien organiser la défense de la bande de Jo Alfonsi en reprenant à leur compte la thèse nationaliste. Oui, leurs clients ont bien agi pour le compte de l'Etat ; oui leur faute est donc minime.

Les enquêteurs ne rencontrent donc plus depuis deux mois devant eux qu'un épais silence et une foule de reculades. Faute de témoignage sur l'enlèvement et sur son mobile, ils n'avancent plus que très lentement. Ils n'ont guère envie de crier victoire pour une montre retrouvée.

PHILIPPE BOGGIO.

● *En Corse, deux camions militaires endommagés par un attentat.* – Deux camions du 2e régiment étranger d'infanterie, qui étaient en réparation dans un garage de Furiani, en Haute-Corse, ont été gravement endommagés, dans la nuit du 2 au 3 août, par un attentat à l'explosif. Deux charges d'environ 200 grammes chacune avaient été placées sous le pont avant des véhicules. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

DANS « LE QUOTIDIEN DE PARIS »

M. Roger Wybot dément que le nazi Ernst Misselwitz ait été un agent de la D.S.T.

Dans un entretien publié par *le Quotidien de Paris* daté 3-4 septembre, M. Roger Wybot, qui fut directeur de la D.S.T. après la libération, se défend d'avoir utilisé comme agent, au lendemain de la guerre, un ex-responsable de la Gestapo, Ernst Misselwitz. Dans un article publié dans *le Monde* du 26 août, Beate et Serge Klarsfeld avaient révélé que, à l'époque où les Etats-Unis utilisaient Klaus Barbie, les services spéciaux français en faisaient autant avec Misselwitz, le tortionnaire du résistant Pierre Brossolette.

Se référant à un rapport de la D.S.T. de 1947 sur lequel les Klarsfeld fondent leurs convictions, M. Wybot déclare : « *Il faudrait que le rapport prouve que la D.S.T. a utilisé elle-même MisselWitz sur le territoire national, et je ne pense pas que ce rapport dise jamais cela.* »

Me Klarsfeld, à qui nous avons demandé ce qu'il pensait de cette déclaration du fondateur de la D.S.T., nous a précisé que son épouse et lui n'avaient pas, à proprement parler, la preuve que Misselwitz avait été après la guerre un agent régulier du contre-espionnage. Ils ont simplement acquis la certitude que l'ancien gestapiste avait été utilisé à cette époque par les services spéciaux français. La commission d'enquête dont les Klarsfeld demandent la création devrait avoir précisément pour tâche de clarifier les liens de Misselwitz avec la D.S.T.

M. Wybot ne nie pas, cependant, que ses services aient utilisé à l'époque d'ex-gestapistes. Il affirme à nouveau dans *le Quotidien de Paris* qu'il était « normal » que la D.S.T. agisse ainsi « *pour essayer de prendre d'ex-agents de la Gestapo qui avaient échappé et qui se cachaient quelque part* », ou pour mettre la main sur des « *collaborateurs français* ». A la question qui lui est posée : « *Quelle est la moralité des services secrets ?* », M. Wybot répond : « *Il n'y a pas de morale. La morale est relative. Pendant la guerre vous êtes autorisé à tuer... Alors ?* »

Faits et jugements

● *Deux détenus de la maison d'arrêt de Strasbourg.* Pierre Pfleger, vingt-deux ans, et Serge Roos, vingt ans, ont blessé à la tête, dimanche 4 septembre, un surveillant de l'établissement qui les avait *surpris* alors qu'ils venaient de percer le plafond d'un dortoir pour s'évader. Les deux prisonniers qui avaient été récemment condamnés à cinq ans de prison, dont trois avec sursis, pour trafic de drogue ont été maîtrisés par un collègue de leur victime.

● *L'assassin présumé du couple retrouvé mort*, le 21 novembre 1982, dans un chalet isolé à proximité d'Andlau (Bas-Rhin), a été arrêté. Il s'agit d'un homme de quarante-six ans, M. René Anselm, qui vivait dans une caravane, non loin de la résidence secondaire des victimes, *un couple de Strasbourgeois*, M. et Mme Marly (*le Monde* du 23 novembre 1982). M. Anselm avait été suspecté dès le début et avait, pour cela, été placé en garde à vue.

● *L'auteur présumé du coup de feu contre un policier* toulousain, M. Michel Bagur, a été arrêté vendredi 2 septembre. Il s'agit d'un malfaiteur de vingt-deux ans, Merzoug Satry, déjà recherché par la police et qui avait été identifié peu après le drame (*le Monde* du 3 septembre).

UN AVION CIVIL S'ÉCRASE EN UNION SOVIÉTIQUE

Aucun survivant

Un biréacteur civil Tupolev-134 de la compagnie soviétique Aeroflot, assurant la liaison Kazan-Tcheliabinsk-Alma-Ata, s'est écrasé le 30 août dernier près de l'aéroport d'Alma-Ata, a annoncé dimanche 4 septembre la *Pravda* du Kazakhstan.

« *Tous les passagers et membres d'équipage ont péri dans l'accident* », écrit le journal, sans préciser le nombre de victimes. Selon ses versions, le TU-134 transportait de soixante-dix à quatre-vingt-dix passagers sur 2 000 à 3 000 kilomètres. – *(A.F.P.)*

UN PILOTE DE LA PATROUILLE DE FRANCE SE TUE DANS UN MEETING AÉRIEN A NIORT

Deux avions Alpha-Jet de la Patrouille acrobatique de France (P.A.F.) se sont heurtés en vol lors d'un meeting aérien à Niort (Deux-Sèvres), *dimanche après-midi* 4 septembre. Un des pilotes a été tué. L'autre pilote a pu faire fonctionner son siège éjectable et est indemne.

L'accident est intervenu au début du meeting. Le nez d'un des Alpha-Jet a heurté l'arrière d'un autre appareil au cours d'une figure appelée « croisement de boucle », exécutée par deux formations de quatre avions. Les deux Alpha-Jet se sont écrasés en bout de piste, à 1 500 mètres de l'endroit où étaient rassemblés plusieurs centaines de spectateurs. Le meeting a été immédiatement suspendu.

Le pilote qui a trouvé la mort dans cette collision est le lieutenant Jean-Marie Vuillamy, trente-deux ans, qui totalisait trois mille heures de vol (dont 600 sur *Mirage-3* et un *millier sur* Alpha-Jet).

ARCHITECTURE

POUR ENCOURAGER LA CRÉATION FRANÇAISE

Les habits neufs de l'Élysée

Une table et des fauteuils dessinés par Le Corbusier remplacent le traditionnel bureau Empire dans l'antichambre du ministre de la culture. Cinq designers créent de nouveaux meubles pour l'Elysée, en travaux *tout l'été. Les palais de la* République se donnent un air moderne.

Le palais de l'Elysée n'est pas un endroit plaisant à habiter : tous ses hôtes récents ont répugné à s'y établir. Georges Pompidou préférait le quai de Béthune, M. Mitterrand est resté rue de Bièvre. Peu suspecte de frivolité, Yvonne de Gaulle elle-même en parlait, dit Malraux, « *comme elle aurait parlé d'un camp de concentration* ». Revenue à la Boisserie, elle confiait à l'écrivain : « *Je me demande comment le général, même lui, a pu supporter cela si longtemps.* » Dormir sur son lieu de travail, si près des soucis, comme l'artisan dans son arrière-boutique, pas drôle. Lit de camp, salle de garde... Contraintes du métier.

Une chaise en tube d'acier et toile, dessinée par Philippe Starck, pour une des chambres.

Mais l'Elysée est aussi un lieu de représentation, une vitrine publique, une ambassade immobile du goût français. Est, ou devrait être. Chaque président l'entend à sa façon. Puritain et indifférent à ces choses subalternes, le général ne toucha pas à un bouton de porte. Ami des arts et sûr de *son goût personnel*, Georges Pompidou avait fait entrer le style contemporain dans les salons dorés. Des *aménagements réalisés* en 1972 – et largement publiés à l'époque, pour aider à promouvoir le mobilier moderne – *il ne reste* aujourd'hui sur place que le grand salon de Pierre Paulin : beige et blanc, lumière *douce* et chaises-tulipes raccourcies inspirées du célèbre siège de Saarinen. Le petit salon décoré par le peintre Agam *a été* envoyé par M. Giscard d'Estaing à Beaubourg, et les autres décors ont été démontés et rangés... dans les caves du château de Pierrefonds.

Amateur de XVIIIe siècle, Valéry Giscard d'Estaing se sentait sans doute plus à l'aise dans l'éclectisme Second Empire qui avait été prudemment conservé derrière des panneaux amovibles. L'Elysée retrouvait ainsi le collage de bronzes et de velours vert, de moquettes grises et de bureaux Empire, de girandoles et de faux Louis XVI qui, de préfecture en *ministère*, forme le décor banalisé du pouvoir républicain.

Changer l'atmosphère, faire entrer l'air du temps, donner aux artistes, architectes, designers, l'occasion d'une commande d'Etat qui pourrait en entraîner d'autres si les fabricants sont intéressés par le label « Elysée », telle est l'ambition à nouveau affichée en haut lieu : un *contrat a été passé avec cinq* professionnels qui étudient depuis un an la transformation des appartements *dits privés, c'est-à-dire deux salons* et trois chambres (environ 300 mètres carrés au total) situés à l'étage, au-dessus *des salons d'apparat* rénovés en 1972.

Les meubles et les objets (tous prototypes) sont fabriqués sous la *direction* du Mobilier national et seront, comme on le souhaitait en 1972, édités et commercialisés, pour *plusieurs d'entre eux*. L'État mécène veut encourager au sommet innovation et qualité. Mais il n'est *pas question* d'officialiser un style. L'époque n'est plus aux certitudes esthétiques ; la foi dans le progrès technique vacille ; on se méfie des matériaux nouveaux. Le classicisme a rajeuni, tandis que certaines créations actuelles portent en elles-mêmes à la fois l'exaltation de la technologie et une grande dérision à son égard.

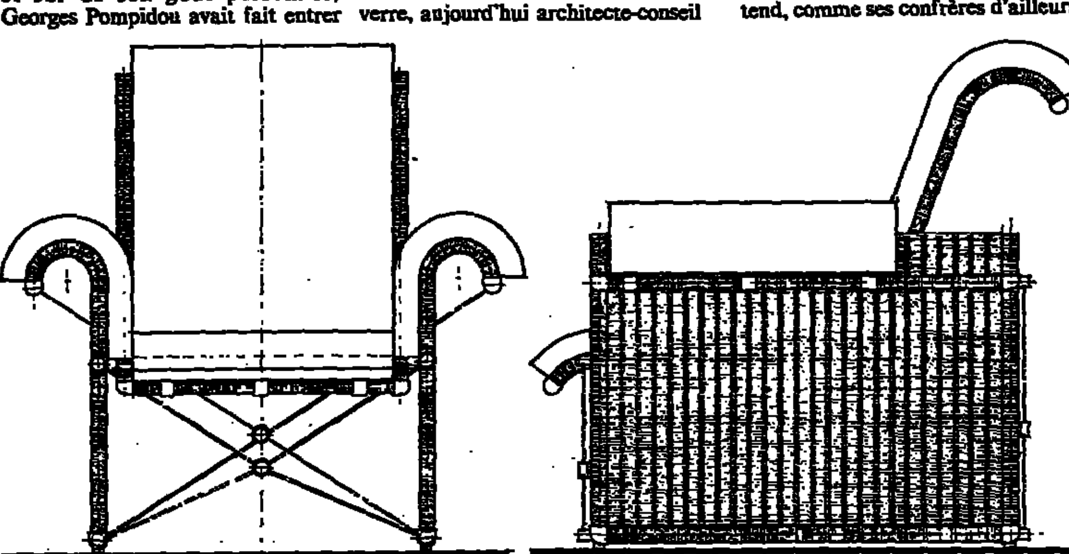
Les cinq artistes choisis parmi huit équipes consultées l'an dernier par le ministère de la culture représentent *ces diverses tendances* et exprimeront chacun une « manière ».

Du plastique au bois

A Annie Tribel, la quarantaine discrète et l'expérience du travail en *commun avec les architectes* de l'A.U.A., on a donné la chambre d'amis. Du plastique moulé des années 70 (*une devanture avenue* de la Grande-Armée, le restaurant du Théâtre de la Ville), elle est revenue au bois (« *On imaginait alors le polyester comme un matériau d'avenir* », dit-elle) pour le Palais des congrès du Mans et des cafétérias.

Elle continue de vouloir exprimer « *la franchise des éléments* » mais elle a complètement redessiné la pièce : avec une trame carrée de bois clair donne à la pièce l'air « sport chic » de certaines chambres d'hôtel, *à la place du fouillis* bourgeois des lits en cuivre et des tissus à ramages. Seule fantaisie : un soleil levant (*les lendemains qui chantent ?*) au-dessus du lit.

Marc Held est de la même génération. Celui qui fit la « une » du catalogue de meubles de Prisunic avec un lit blanc moulé en fibre de verre, aujourd'hui architecte-conseil d'I.B.M.-France, est chargé de l'aménagement du grand salon. Le parquet d'origine, un grand coup de blanc sur les murs et les moulures (purisme et souci d'économie) et un ciel peint au-dessus du coin-repas délimité par des colonnes existantes et des commodes. L'architecte a abandonné les matériaux nouveaux mais gardé le goût de la recherche technologique : il met au point un siège en bois sculpté par une scie-robot.



Un fauteuil en rotin tressé et tiges d'acier tendu, de Ronald Cecil Sportes, pour le petit salon.

Le tabernacle de l'information

« *Pas de machines sophistiquées, d'outillage spécial* », affirme au contraire Ronald Cecil Sportes, qui a choisi les tons gris clair et le noir mat (« *rien qui brille* ») pour le petit salon. Bon chic – bon genre, manipulateur de technologies sans excès, R.C. Sportes dit *préférer* les matériaux « *nobles, simples, impérissables* »

Métal et plaques de granit pour le petit meuble à double corps, « *tabernacle de l'information* », où seront enfermés la télévision et le magnétoscope. Cuir et *lamelles* de frêne pour un canapé. Tiges d'acier tendues pour un fauteuil en rotin tressé. Et des tables basses sculpturales : *un verre partiellement dépoli*, posé sur un bloc de pierres, dont la surface vire du brut au poli.

Jean-Michel Wilmotte, jeune architecte d'*intérieur lancé* dans la carrière en 1980 par un fabuleux chantier, le palais national d'Abu *Dhabi, travaille aussi les matériaux* bruts. Il blanchit le bois des sièges, décolore l'acajou à l'eau oxygénée et leur donne un *air de fantômes* des styles connus. Il a conçu la chambre-bureau du président de la Républi*que dans un esprit monacal et* très classique. Le motif géométrique des panneaux muraux répondra au *volume cubique* des canapés et au tracé de la bibliothèque. Pour les tables et les consoles, le piètement *en métal* (encore) *est légèrement* décroché du plateau, dans un style maigre (du Louis XIV au régime) *qui s'associe avec les luminaires à* hallogène. Une seule couleur, par petites touches, le bleu.

Humour acide

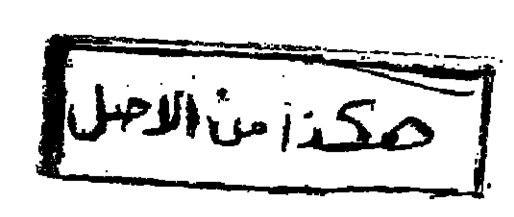
Mais le plus surprenant des créateurs *invités* à *décorer* l'Elysée, cet « appartement show-room » de la création française contemporaine, est *l'autre benjamin*, Philippe Starck, à qui l'on a confié la chambre de Mme Mitterrand. Diaboliquement inventif, armé d'un redoutable discours philosophico-mystique sur son travail, sûr « *la double et la triple lecture* » qu'il requiert, Philippe Starck a d'abord décoré des boîtes de nuit (la Main bleue, les Bains-Douches) et s'occupe actuellement d'un chantier à Dallas (Texas). Il a créé des sièges minimalistes, des tabourets et des fauteuils comme on aimerait en offrir à des fakirs et qu'on rencontre, assorties aux punks, dans le quartier des Halles.

Son projet pour l'Elysée est plein d'astuces plus ou moins lisibles (*qui* saura que le motif du tapis reproduit un message en morse destiné à d'éventuels extra-terrestres ?) et de symboles. Si les rideaux sont accrochés par un système de poulies et de contrepoids, c'est pour que « *le geste, tout bête, devienne théâtral* » et crée un « *drapé pompeux* ». Le plafond peint par Garroust sera peuplé de dizaines de personnages et d'animaux fabuleux qui seront dispersés dans la pièce, sous forme de bibelots « extraits » du décor... Tout cela est signé par quelqu'un qui prétend, comme ses confrères d'ailleurs, « *ne vouloir en aucun cas interférer dans la vie des gens, ni leur faire subir* [ses] *névroses* ». « *Je déteste,* dit-il, *les appartements bien finis. impeccablement morbides.* » « *Tout ce que l'on fait pour l'Elysée doit servir* », rappelle Philippe Starck.

Le fauteuil est déjà commandé pour des cafés. Le bureau sera vendu, à plat. Enfin, idée utile et belle, un lavabo « révolutionnaire » pourrait servir dans les hôpitaux : une borne en pierre noire, microporeuse, d'où monterait une bulle d'eau quand les mains rencontrent un rayon laser, invisible ; le chaud et le froid seraient commandés par des gestes en direction des murs où s'afficheraient du bleu, du rouge. « *On commence à se laver les mains, et cela finit comme un rituel ; un jeu de sémaphore qui oblige à une noblesse de gestes.* »

Reste à mettre dans le commerce toutes les idées de ces talentueux créateurs que l'Etat, par son mécénat, veut protéger et encourager.

MICHÈLE CHAMPENOIS.



Le Monde

sports

Un Américain, Greg Lemond, champion du monde de cyclisme sur route

Une évolution irréversible ?

Pour la première fois dans l'histoire du cyclisme, un Américain, Greg Lemond, est devenu champion du monde des routiers professionnels. Cet *événement exceptionnel* s'est produit dimanche 4 septembre sur le circuit accidenté d'Altenrheim, près de Saint-Gall, en Suisse, où le jeune coureur des Etats-Unis — vingt-deux ans— a franchi la ligne d'arrivée avec une minute d'avance, au terme d'une course de 270 kilomètres.

L'Italien Argentin et l'Espagnol Ruperez, un ancien vainqueur de la Vuelta, n'ont pu lui résister quand il a porté l'estocade décisive durant l'avant-dernier tour. La contre-attaque de Laurent Fignon est restée sans effet. Celle de Roche et de Van Der Poel à proximité du but n'a pas eu davantage de succès. Loin d'être inquiété, Lemond a creusé l'écart sur ses poursuivants au cours des 12 derniers kilomètres, et il a ainsi démontré sa supériorité dans une épreuve *difficile qu'il avait contrôlée* en permanence.

Ce résultat, qui fera date, n'est pas à proprement parler une surprise. Le talent du routier californien était connu. Lauréat du Tour de l'avenir en *1982*, gagnant, *cette* année, du Critérium du *Dauphiné libéré*, après le déclassement de Pascal Simon, *Greg Lemond avait déjà* terminé deuxième du championnat du *monde* l'an dernier à Goodwood dans le sillage de Giuseppe Saronni. Cyrille Guimard qui l'enrôla u sein du groupe Renault-Gitane à l'occasion de ses débuts professionnels, le présente, depuis lors, comme l'espoir numéro un du vélo et comme l'éventuel successeur de Bernard Hinault. Un pronostic qui prend, aujourd'hui, une plus large signification.

Les mérites de Lemond paraissent d'autant plus évidents qu'il se trouvait pratiquement livré à lui-même dans ce championnat du monde disputé selon la formule des équipes nationales. La sélection des routiers professionnels américains ne brille pas par la richesse de ses effectifs, et il ne pouvait guère compter sur l'aide de Jonathan Boyer avec lequel il entretient des rapports tendus (Greg Lemond l'accuse de lui avoir fait perdre le titre mondial *en* 1982).

Cyrille Guimard en position de force

L'Américain de la formation Gitane n'en a pas moins franchi un *nouvel échelon* avec la *méthode et* la régularité qui le caractérisent. Sa victoire est celle de la jeunesse mais *aussi du renouveau. Elle s'inscrit* dans un phénomène de mutation qui s'accélère et dans une évolution internationale du cyclisme sans doute irréversible.

Aux Etats-Unis, qui découvrent — ou redécouvrent — le sport de la bicyclette, son impact sera d'autant mieux ressenti que les féminines d'outre-Atlantique Connie Paraskevine, championne du monde de vitesse, Connie Carpenter, championne du monde de poursuite, et Rebecca Twigg, deuxième de la compétition sur route derrière la Suédoise Marianne Berlung, ont totalisé, pour leur part, deux médailles d'or et une médaille d'argent.

En France, l'exploit de Lemond contribue à consolider la position de force acquise par *Cyrille Guimard*, directeur sportif de Renault-Gitane, après la réussite de Laurent Fignon *dans le Tour de France... et cela* au moment même où les responsables de la Régie doivent choisir précisé*ment entre Guimard et Hinault*. Convaincus des qualités techniques du directeur sportif alors que le cou*reur est contraint* à l'inactivité et que les observateurs s'interrogent sur son avenir, sensibles au fait que *le titre mondial de Lemond* améliore l'image de marque de Renault, aux Etats-Unis en particulier, ils ont probablement dejà fait leur choix. On laisse entendre que le champion breton portera un autre maillot la saison prochaine, probablement celui de l'équipe Wolber.

Les Français, qui s'étaient distingués sur la piste, ont été décevants dans les épreuves routières. La 16e place obtenue par Pierre Le Bigaut chez les professionnels et la 21e place de l'espoir normand Philippe Bouvatier — un nouvel Anquetil, dit-on — *à l'issue du championnat* des amateurs, remporté samedi 3 septembre par l'Allemand de l'Est *Raab, sont toutefois moins affligeantes* que la triste production de nos représentants dans la course *contre* la montre collective des 100 kilomètres : 20e sur 22 (entre les Grecs et les Canadiens), à dix minutes des Soviétiques...

La meilleure performance fut encore celle de Jeannie Longo, 5e de *l'épreuve sur route réservée* aux dames et désenchantée au point de vouloir abandonner le cyclisme. Elle se juge, semble-t-il, avec une sévérité excessive.

JACQUES AUGENDRE.

[Greg Lemond, né le 26 juin 1961 à Lakewood (Etats-Unis), est venu au cyclisme après avoir pratiqué le ski. *Principales victoires* : Tour du Colorado, 1981 ; Tour de l'avenir, 1982 ; critérium du *Dauphiné libéré* et championnat du monde sur route professionnel, 1983.]

MOTOCYCLISME

Freddie Spencer enlève le titre mondial des 500 cm³

Spectacle hors série, dimanche 4 septembre, sur le circuit d'Imola, à l'occasion du Grand Prix de San-Marin (1). L'Américain Kenny Roberts (Yamaha) a gagné la dernière épreuve de la saison ; malgré sa défaite, son second, l'Américain Freddie Spencer (Honda), est devenu champion du monde. Les deux pilotes ont gagné chacun six Grands Prix du Continental Circus 1983, qui en compte douze.

De notre envoyé spécial

Imola. — Un jeune homme bien sous tous rapports et à peine sorti du cocon familial a été couronné, dimanche, à Imola, du titre de champion du monde des 500 cm3. A vingt et un ans, Freddie Spencer, qu'on appelle déjà « Fast Freddie » (le rapide), est en train de bouleverser le Continental Circus. Jamais, en effet, on n'avait vu sur les circuits un homme aussi *jeune rivaliser avec les sénateurs de* la profession. Or l'Américain a réussi, pour sa première année complète, à *gagner six Grands Prix. Autant que* Kenny Roberts, surnommé « The King » (le roi), pour avoir été cham*pion du monde en* 1978, 1979 et 1980.

Freddie Spencer n'est plus pourtant tout à fait un néophyte. *Le jeune* homme n'avait pas plus de cinq ans quand il a enfourché sa première moto : ce n'était pas bien sûr une 500 cm3. La voie du jeune prodige, dans une famille possédée par le culte de *la moto, était toute tracée*. Il est arrivé sur les circuits avec l'insolence de ses quinze ans et a fait ses premières *armes au cœur de la Louisiane* d'où il est originaire, puis en Floride où se retrouvent, chaque *année, les grandes stars américaines* de la vitesse. Il était déjà alors le numéro un. D'abord Kawasaki, qui *l'engage à dix-sept ans ; ensuite* Honda, qui lui offre 125 000 dollars avant de lui proposer de piloter la *fameuse N.S.-500. Plus rien désor*mais ne peut l'arrêter.

Ni boisson ni tabac

Ces années d'expérience *lui* ont appris à déjouer tous les pièges du sport motocycliste. Une première saison en 1982 lui servira de prise de contact avec les circuits européens. Résultats probants : deux victoires en Belgique et en Italie. Le jeune Américain a même réussi, le 7 août dernier, lors du Grand Prix de Suède, un coup d'audace qui a proprement stupéfié le « vieux » Roberts, âgé de trente-deux ans. Distancé de près de 10 secondes, Freddie Spencer a réussi, ce jour-là, à rattraper le pilote californien dans le dernier tour avant de l'attaquer *dans l'ultime virage. Un* combat de géants. Les deux pilotes, qui ont failli terminer leur course *dans l'herbe après s'être légèrement* accrochés, ont fini par retrouver la piste. « Fast Freddie » a trouvé, lui, *les ressources nécessaires pour franchir* la ligne d'arrivée avec... 16 centièmes de seconde d'avance sur King Kenny. *Commentaire un peu sec de* Roberts : *« Freddie a tout risqué. Je n'ai pas encore envie de mourir. »*

C'est pourtant bien ce jour-là que le Californien a perdu le titre.

Attachant personnage, Freddie Spencer, qui fréquente l'Eglise réformiste, ne s'adonne ni à la boisson ni au tabac.

Le jeune Américain qui, outre la moto, a une passion pour le basket-ball professionnel, a étonné cette fois les observateurs par son équilibre et par sa décontraction. Quelques heures avant *le départ* du Grand Prix, il plaisantait avec son entourage direct, recevait des journalistes, *signait des autographes, bref, répondait* à mille et une sollicitations. Pendant ce temps, Kenny Roberts interdisait à *toute personne l'accès de sa* caravane.

La lutte des deux Américains pour *la conquête du titre mondial est à la* mesure de la guerre commerciale que se livrent les quatre grands construc*teurs japonais*, Yamaha, *Honda*, Suzuki et Kawasaki pour la première place du marché mondial.

Honda, *le numéro un, n'a d'autres* ambitions que de contrecarrer les objectifs de ses adversaires dans une *conjoncture qui connaît depuis* le début de l'année une véritable récession (*le Monde* du 31 août).

En France, les immatriculations enregistrées au cours de la même période confirment la tendance : *moins 9 % pour Honda, moins* 11,5 % pour Yamaha, *moins* 36 % pour Susuki. Seul Kawasaki a enre*gistré une hausse (+31 %) de ses* immatriculations.

Reste que la compétition sportive est, *pour les constructeurs, le meilleur* moyen d'améliorer à la fois leur image de *marque* et les ventes de *leurs modèles. Les deux grands*, Honda et Yamaha, malgré la lourdeur des investissements, ne sont, *semble-t-il, pas prêts à abandonner* cette voie. Honda portera même ses efforts, la saison prochaine, sur la catégorie des 250 cm3. La firme japonaise n'engagera pas cependant de motos dites d'usine. On dit, en *revanche*, que Susuki renoncerait à participer aux prochains championnats du monde de vitesse.

GILLES MARTINEAU.

(1) Les Grands Prix automobile de formule I et motocycliste de San-Marin, organisés respectivement par l'Automobile-Club et le Moto-Club de San Marin, ont lieu sur l'autodrome Dino-Ferrari à Imola (Italie) en raison de l'absence de circuits sur le territoire de la République de San-Marin.

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Le genou de... Krickstein

De notre envoyé spécial

New-York. — Qui porte une genouillère orthopédique à la jambe droite ? Qui a fait sensation aux Internationaux des Etats-Unis dimanche 4 septembre ? Non ! ce n'est pas le Français Noah, bien qu'il ait battu assez nettement l'Américain Korita. Non ! le héros du jour est un grand dadais de seize ans qui a éliminé l'Américain Gerulaitis tête de série numéro 15 : Aaron Krickstein.

On ne pouvait pas imaginer sensation plus forte. Le milliardaire du tennis s'était amusé pendant deux matches avec le gamin débarqué de Grosse-Pointe, au Michigan, avec une énorme quantité de raquettes et un titre tout neuf de champion junior des États-Unis. Gerulaitis, qui s'était forgé un moral d'acier, ne pouvait pas se laisser impressionner par ce Krickstein. Le play-boy new-yorkais montait donc tranquillement au filet finir ses points lorsque le « jeunot » sortit brutalement de son sac à *malice* un *passing de revers* tiré à deux mains, comme il se doit désormais, et un lob lifté allié à un *retour de service diabolique*.

Comme dans un cauchemar, Gerulaitis dut se revoir en face du Suédois Borg qui naguère l'humiliait de la sorte. L'angoisse : de deux sets à rien il se retrouva à deux manches partout sans trop comprendre ce qui lui arrivait. Et la peur s'en mêla. Pour éviter les retours de l'enfant prodige, Gerulaitis opéra une sorte de suicide par surdose de double *fautes : mené 2-4, Krickstein obtint* la cinquième manche en alignant quatre jeux.

Où un adolescent est-il allé chercher une telle détermination et un tel jeu ? Chez l'entraîneur—enchanteur Nick Bolletieri, dont les produits de la ferme en Floride ont pour trait commun de grands coups de fond de court et un moral de parachutiste.

Autre particularité de Krickstein : il sera le prochain adversaire de Yannick Noah. Le champion de Roland-Garros est apparu contre Korita, autre élève de Bolletieri, dans une forme ascendante. Par rapport aux deux tours précédents son engagement *a été de plus en plus* efficace, et il a recommencé à se déplacer sans craindre la douleur au *genou*.

Les canonniers

Révélation de l'open, Krickstein n'a pas été le seul au cours du week-end à faire tomber une tête de série. *Le premier de la liste a été* l'Argentin Vilas, qui est resté pétrifié par le tennis à cent à l'heure d'un amateur *de vingt ans, Holmès. Gene* Mayer, lui aussi, a été éliminé par le Suisse Gunthardt.

En revanche, Tanner et Kriek furent dimanche soir à la hauteur de leur réputation de canonniers.

Les autres favoris connurent deux jours plus tranquilles pour atteindre les huitièmes de finale. Le Suédois Wilander qui continue trop modestement à dire qu'il n'est pas ici pour gagner, l'Américain Connors clame au contraire qu'il ne serait pas là si ce n'était pas pour gagner, le Tchécoslovaque Lendl qui se contente de dire qu'il est content d'être là, et l'Américain McEnroe qui préfère ne plus dire grand-chose, tous les quatre n'ont pas eu besoin de plus de trois manches pour gagner leur place en deuxième semaine.

ALAIN GIRAUDO.

Les Françaises à l'assaut de la citadelle américaine

De notre envoyé spécial

New-York. — Pascale Paradis, qui s'est qualifiée pour les huitièmes de finale des Internationaux des États-Unis en battant la Hongroise Temesvari, tête de série no 9, sera-t-elle bientôt classée parmi les cinquante meilleures joueuses mondiales ? Si le circuit féminin, contrôlé par l'Association *des joueuses* (W.T.A.), *était* organisé sur les mêmes critères que le circuit masculin, cela ne ferait pas *l'ombre d'un doute. Mais ce n'est* pas le cas : *« On n'est jamais sûr de rien »,* note Patrick Favière, *responsable de l'entraînement* des joueuses françaises.

Un système particulièrement complexe régit, en effet, le classement mondial féminin. Les points ne sont pris en compte que lorsqu'une joueuse a disputé six tournois pendant une période de douze mois. De surcroît, la W.T.A. décide, après coup, si des points sont attribués pour un tournoi et quel nombre de points vaut une performance. *« C'est un système protectionniste qui permet de limiter à deux cent soixante-quinze le nombre des joueuses classées, alors qu'il y a plus de sept cents hommes pris en compte par l'ordinateur de l'Association des joueurs (A.T.P.) »*, précise Patrick Favière.

Qui bénéficie de cette protection ? Les joueuses nord-américaines. Pendant neuf mois sur douze, les tournois ont lieu aux Etats-Unis et onze membres du comité de la W.T.A. sur douze sont américains. *« Il est frappant de constater que les Européennes, de plus en plus nombreuses, plafonnent dans les classements, alors que Tracy Austin, par exemple, ne descend pas, alors qu'elle est très souvent blessée et ne peut pas jouer »*, note l'entraîneur national. C'est une formidable course d'obstacles que doivent disputer les Européennes pour être prises en compte par l'ordinateur.

« L'investissement est tellement important pour un bénéfice au classement, ou en argent tellement aléatoire que cela ne pouvait plus durer », ajoute Patrick Favière.

Face aux protestations des Européennes, de plus en plus nombreuses à se bousculer sur le circuit, la W.T.A. a envisagé de clarifier à partir de 1984 son système de classement. Hélas ! le nombre de points attribués dans le projet aux petits tournois, — les seules auxquels les débutantes peuvent espérer accéder — est ridicule : un demi-point pour la gagnante d'un tournoi de 10000 dollars, alors qu'un tournoi à 100000 dollars rapporte cent points. *« Cela reviendrait encore à favoriser les vingt premières, qui accèdent à tout coup au tableau final des grands tournois »*, note encore l'entraîneur national.

Pour remédier à cette situation, la Fédération française de tennis a proposé aux autres fédérations européennes d'organiser un circuit de tournois dotés de 25000 dollars au moins, auxquels la W.T.A. attribuerait un nombre raisonnable de points. *« Pour que l'opération réussisse, il faut que le public suive, c'est-à-dire que les filles aient un jeu attractif*, estime Patrick Favière. *Avec des joueuses comme Pascale Paradis, nous sommes sur la bonne voie. »*

A. G.

Les résultats

Aviron

CHAMPIONNAT DU MONDE A DUISBURG (R.F.A.)

Avec trois titres, les Allemands de l'Ouest (skiff, quatre de couple, quatre sans barreur) et ceux de l'Est (double scull, deux sans barreur, deux barré) ont dominé les épreuves masculines des championnats du monde. Les Néo-Zélandais ont gagné les deux autres épreuves (quatre barré et huit). Les Français ont qualifié deux embarcations pour les finales, où le quatre de couple (Body, Peltier, Fornara, Boudoux) a terminé sixième et le huit (Chevalier, Pons, Martigne, Imbert, Bremer, Taborski, Lecointe, Louvet) a pris la cinquième place.

Boxe

Le Mexicain Kiko Bejines est mort dimanche 4 septembre, à Los Angeles, quatre jours après avoir été mis K.-O. par l'Américain Albert Davila, à la douzième reprise d'un combat pour le championnat du monde des poids coq (version W.B.C.).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième division

Groupe A.
(Huitième journée)

*Besançon b. Nice 3-1
*Sète et Montpellier 0-0
Limoges b. *Villefranche 2-1
*Cannes et Gueugnon 0-0
Marseille b. *Angoulême 2-1
*Martigues et Lyon 0-0
*Alès et Thonon 0-0
La Roche-s.-Yon b. *Cuiseaux 2-1

Classement. — 1. Limoges, 12 pts ; 2. Marseille, Montpellier, 11 ; 4. Nice, Cannes, Lyon, 10.

Groupe B
(Septième journée)

*Sedan b. Mulhouse 1-0
*Tours b. Abbeville 4-0
Le Havre b. *Racing C.P. 2-0
*Guingamp b. Reims 3-1
*Orléans b. Valenciennes 3-0
*Stade Français b. Red Star 2-0
Quimper b. *Montceau 1-0
*Angers b. Dunkerque 1-0
Châteauroux b. *Roubaix 3-1

Classement. — 1. Tours, 11 pts ; 2. Orléans, Mulhouse, Stade Français, Le Havre, 10 ; 6. Guingamp, 9 ;

Jeux méditerranéens

Les Jeux méditerranéens, qui rassemblent jusqu'au 17 septembre près de mille sept cents sportifs venus de seize pays pour concourir dans vingt disciplines, ont débuté le 3 septembre à Casablanca. Dans les épreuves de natation, la France a obtenu deux médailles d'or par Claude Jambet sur 100 mètres dos messieurs (58 s 88) et par Sophie Kamoun, qui a gagné le 100 mètres nage libre en 58 s.

Les Français ont obtenu deux autres médailles d'or, dans le concours par équipes de gymnastique et en sports équestres par Hubert Bourdy dans l'épreuve de saut d'obstacles.

Tennis

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX *DES ÉTATS-UNIS*
SIMPLES MESSIEURS
(Seizièmes de finale)

Scanlon (E.-U.) b. Cash (Austr.), 7-5, 6-3, 6-2 ; Llyod (G.-B.) b. T. Moor (E.-U.), 6-3, 5-7, 2-6, 6-0, 6-1 ; Dickson (E.-U.) b. Visser (Afrique du Sud), 6-3, 6-4, 6-4.

Connors (E.-U.) b. Manson (E.-U.), 6-0, 6-4, 6-0 ; Gunthardt (Suisse) b. G. Mayer (E.-U.), 6-1, 6-0, 6-0 ; Teltscher (E.-U.) b. Jarryd (Suède), 6-7, 6-3, 6-2, 6-4 ; Holmes (E.-U.) b. Vilas (Arg.), 6-2, 6-2, 6-3.

Noah (Fr.) b. Korita (E.-U.), 5-7, 6-3, 6-3, 6-4 ; Arias (E.-U.) b. Ocleppo (It.), 7-6, 6-1, 6-2 ; Krickstein (E.-U.) b. Gerulaitis (E.-U.), 3-6, 3-6, 6-4, 6-3, 6-4.

Lend (Tch.) b. Levine (E.-U.), 6-2, 6-2, 6-2 ; Wilander (Suède) b. Lluna (Chili), 6-4, 7-5, 6-1 ; Gomez (Equat.) *b. Denton (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-1.*

McEnroe (E.-U.) b. Van Patten (E.-U.), 6-1, 6-2, 6-1 ; Nyström (Suède) b. Warwick (Austr.), 6-0, 6-3, 6-3 ; Kriek (E.-U.) b. Tanner (E.-U.), 6-7, 3-6, 7-6, 7-6, 7-6.

SIMPLES DAMES
(Seizièmes de finale)

M. Navratilova (E.-U.) b. K. Gompert (E.-U.), 6-2, 6-2 ; P. Vasquez (Pér.) b. P. Hy (Hongkong), 6-4, 6-2 ; P. Paradis (Fr.) b. A. Temesvari (Hongr.), 6-4, 6-0 ; S. Hanika (R.F.A.) b. G. Kim (E.-U.), 6-3, 6-0.

A. Jaeger (E.-U.) b. M. Jausovec (Youg.), 6-3, 6-7, 7-6 ; B. Gasusek (E.-U.) b. H. Sukova (Tch.), 6-2, 7-6 ; L. Bonder (E.-U.) b. C. Suire (Fr.), 6-2, 7-5 ; P. Shriver (E.-U.) b. K. Shaefer (E.-U.), 6-0, 7-6.

Madruga-Osses (Arg.) b. P. Teeguarden (E.-U.), 4-6, 6-1, 6-1 ; J. Durie (G.-B.) b. T. Phelps (E.-U.), 6-4, 3-6, 6-2 ; A. Leand (E.-U.) b. W. Turnbull (Austr.), 7-5, 4-6, 6-2.

C. Evert-Lloyd (E.-U.) b. M. Maleeva (Bulg.), 6-4, 6-0 ; Z. Garrison (E.-U.) b. C. Bassett (Can.), 6-4, 6-3 ; *K. Jordan (E.-U.) b. T. Holladay* (E.-U.), 4-6, 6-3, 6-3 ; H. Mandlikova (Tch.) b. K. Cummings (E.-U.), 6-0, 6-1 ; A. White (E.-U.) b. R. Casals (E.-U.), 6-2, 7-5.

ATHLÉTISME

Steve Ovett reprend son record du monde du 1 500 mètres

Décevant en finale du 1 500 mètres des Championnats du monde, où il avait pris la quatrième place, le Britannique Steve Ovett est revenu au premier plan, dimanche 4 septembre à Rieti (Italie), en battant en 3 mn 30 s 77 le record du monde détenu depuis une semaine par l'Américain d'origine sud-africaine Sydney Maree en 3 mn 31 s 24. Au cours de la même réunion, la Française Maryse Ewanje-Epee a amélioré de 3 centimètres son record de France du saut en hauteur avec un bond de 1,95 mètre.

Sébastian Coe, le grand rival britannique de Steve Ovett, connaît, depuis le 3 septembre, l'origine du mal qui avait entraîné son forfait aux Championnats du monde. Il s'agit d'une toxoplasmose. C'est une maladie d'origine parasitaire qui peut être provoquée par des viandes mal cuites. Il ne devrait pas être rétabli avant le printemps prochain.

JEUX OLYMPIQUES DE 1984

La délégation française sera restreinte

Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a affirmé dans une interview publiée le 4 septembre par le Journal du Dimanche *que la France serait représentée par une* « délégation restreinte » *aux Jeux olympiques de 1984. Elle a précisé que deux cent cinquante à deux cent soixante-dix athlètes* — « ceux qui peuvent envisager une place en finale ou des espoirs de haut potentiel » — *participeraient au J. O. d'hiver à Sarajevo et d'été à Los Angeles.* « Notre souci est d'être efficaces », *a-t-elle ajouté.*

Mme Avice a précisé qu'elle avait fixé un seuil de médailles à atteindre, mais a estimé qu'il était trop tôt pour en faire état.

Interrogée sur les mauvaises performances des représentants français aux récents Championnats du monde d'athlétisme à Helsinki et aux Championnats d'Europe de natation à Rome, Mme Avice a estimé que globalement, la santé du sport français est moins préoccupante qu'on pourrait le craindre ».

« Certes, *a-t-elle ajouté* en athlétisme et en natation, nous avons des problèmes fondamentaux. (...) Ils sont surtout d'ordre technique, comme le manque de relations entre le sport scolaire et les clubs. (...) Il s'agit également d'un problème psychologique et moral. Nous avons des gens de talents, mais il n'ont pas suffisamment confiance en eux. »

Le Monde

culture

CINÉMA

FESTIVAL DE DEAUVILLE

Un triomphe pour les valeurs reaganiennes de « Flashdance »

La projection de *Flashdance*, première séance du Festival du film américain à Deauville, le 3 septembre, a failli tourner à l'émeute. Jamais la manifestation n'avait connu d'avant-première aussi recherchée. La bousculade où ont été précipités public payant et festivaliers a fait *plusieurs blessés*.

Incontestablement, *Flashdance*, d'Adrian Lyne, représente un événement sociologique. Le scénario donne une large place aux thèmes de la volonté et de la réussite professionnelle, valeurs individualistes d'Hollywood autrefois.

A Pittsburg, Alex Owens, une fille de dix-huit ans, travaille la journée comme soudeuse sur un chantier, le soir comme danseuse de cabaret. Son rêve est d'être admise à l'académie de danse de la ville. Elle apprend toute seule, par des exercices intensifs de gymnastique, invente ses propres figures, semi-acrobatiques, sur la musique d'aujourd'hui. Elle habite un loft minable avec son gros chien fidèle. Elle reste pure et indépendante malgré sa liaison amoureuse avec le chef du chantier. Catholique, elle va de temps en temps se confesser. Elle trouve un soutien professionnel auprès d'une vieille dame qui fut jadis girl de revue.

Alex Owens, jouée avec conviction par une brune et jolie débutante, Jennifer Beals (doublée pour les scènes de danse), est l'image exemplaire d'une nouvelle jeunesse – faut-il dire reaganienne ? – dont *on célèbre l'énergie, l'ambition*, le goût du travail, la faculté de surmonter tout état de crise: Adrian Lyne a traité tout cela en couleurs rouge et bleu filtrées, avec une alternance de scènes réalistes en décors naturels et de séquences dansées filmées en studio sous divers angles, syncopées, montées au rythme de musiques au synthétiseur.

L'audition d'Alex *par le jury vieillot* de l'académie est, après un inévitable suspense destiné à mieux chauffer le public, *un morceau de bravoure* du metteur en scène et de la danseuse. *Flashdance* est un film bien « *ciblé* » *pour plaire aux adolescents*. Après le triomphe de Deauville, son lancement devrait être foudroyant (1).

War games, de John Badham, déjà présenté en clôture du Festival de Cannes (*le Monde* du 21 mai), a connu également un grand succès avec ses effets techniques spectaculaires, mais sans bousculade. Le film prend parti contre la civilisation des ordinateurs et, là encore, les adolescents sont des héros responsables.

Nouvelle affluence dimanche et nouvelles complications à l'entrée pour *Explosed* de James Toback, avec Nastassia Kinski, et Rudolf Noureev dans un rôle de violoniste. Il s'agit d'une coproduction franco-américaine dont l'action est située *tantôt aux Etats-Unis, tantôt à Paris*, sans doute pour faire bonne mesure d'images de chaque pays différemment saisies par Henri Decae, véritable créateur des atmosphères urbaines. James Toback a sorti Nastassia Kinski de ses rôles un peu trop hiératiques. Mais comment s'attacher à une histoire invraisemblable — sauf dans la première partie : l'ascension d'Elizabeth, une étudiante américaine qui devient cover-girl, — et semée de poncifs ?

Daniel Jelline (Noureev), qui est juif, veut se venger d'un terroriste, Rivas (Harvey Keitel) qui a causé la mort de sa mère. Comme dans un film de Lelouch, il finit par rencontrer Elizabeth et se sert d'elle pour appâter Rivas. Piètre acteur en dépit de ses efforts, Noureev est à la vérité un personnage en trop, et il aurait fallu un autre scénario pour amener l'affrontement d'Elizabeth avec Rivas, ce destructeur *fanatique* séduisant des femmes pour leur faire poser des bombes. Harvey Keitel, lui, reste un *grand comédien*.

Au cours de ce week-end tumultueux, on a pu voir des œuvres plus intimistes, moins prestigieuses mais révélatrices — nous y reviendrons — d'un nouveau courant sentimental du cinéma américain. Ainsi *Reuben Reuben* de Robert Ellis Miller, histoire d'un poète écossais vieillissant, alcoolique, parasite des conférences chez les bourgeoises de la Nouvelle Angleterre. Il est interprété par Tom Conti, l'officier anglais de *Furyo*. Ainsi, *Ces enfants sont à moi*, de Robert Lieberman, où un divorcé, père futile et irresponsable, découvre, au cours d'une croisière rendue dramatique par la mort de son ex-femme, son amour pour ses enfants, et surtout *Avis de recherches*, premier film de Stanley Jaffe, *cas douloureux* d'une jeune femme new-yorkaise divorcée également, dont le petit garçon de sept ans a disparu un jour sur le chemin de l'école. Ce film policier et psychologique est entièrement construit sur un personnage de femme joué avec beaucoup de sensibilité et de sang-froid par Kate Nelligan.

Mais Deauville vaut également par ses stars : On a pu voir Joan Fontaine, toute rose et blonde dans un manteau vert pomme, venue présenter cette merveille qu'est resté *Lettre d'une inconnue*, adaptation d'un roman de Stefan Zweig, tourné à Hollywood en 1948 par Max Ophüls.

JACQUES SICLIER.

(1) Sortie le 14 septembre.

« Streamers » ou la folie militaire

(Suite de la première page.)

Ils sont trois au départ, Billy, Richie, pédéraste timide qui devient la risée de ses camarades, Roger, un Noir bien sage. Un quatrième, Noir, entre en scène, Carlyle, qui sème la zizanie et crée le drame.

Deux sergents, anciens du Vietnam, passent rendre visite à ces bleus ; au lieu de calmer la tension, ils ajoutent à l'angoisse avec leurs grossièretés, leurs rodomontades. L'un d'eux explique au passage le *sens du mot streamers, qui a donné* son titre au film. Les streamers (de *stream*, courant, flot), ce sont d'abord ces parachutes qui se mettent en torche après que vous avez sauté dans le vide, vous laissant juste le temps de gigoter, impuissant, avant de plonger à pic vers la mort. Ce sont également les parachutistes eux-mêmes, la métaphore désignant, selon David Rabe, la mort certaine qui nous attend tous les jours, plus ou moins proche au bout du chemin.

Le sens trop évident, ce nihilisme facile de la pièce endossé par le cinéaste, ne parviennent pas à gâcher *notre plaisir tant l'action est resserrée* dans le temps et dans l'espace. Le tournage a duré dix-neuf jours seulement. Dans la brochure de presse, le metteur en scène indique seulement qu'il a filmé avec une caméra très mobile, qui lui accordait une certaine liberté de mouvements dans ce lieu clos. Les acteurs jouent, la plupart du temps, sous une tension insoutenable. Comme le récit est découpé en un nombre considérable de plans, le tournage semble inconcevable sans l'utilisation de plusieurs caméras fonctionnant simultanément, où, à la *rigueur*, d'une seule caméra, qui a filmé à plusieurs reprises sous des angles divers la même scène. A l'arrivée, le film tire une bonne part de sa force de cet éclatement de la narration en mille fragments où les acteurs se prodiguent avec l'énergie du désespoir.

Car *Streamers* est un film désespéré, étalage permanent de violence et de trivialités comme si l'armée, la vie collective, libéraient en l'homme les pires instincts. Les acteurs, s'ils nous sont presque tous inconnus, ont prouvé leur talent sur des scènes new-yorkaises, *on et off* Broadway. Michaël White, dans le rôle de Carlyle, le Noir, l'intrus, écœuré par l'armée, surgi comme de nulle part, avait devant lui une tâche impossible. Il s'en tire avec les honneurs. Mais ces comédiens ainsi rassemblés à égalité nous révèlent le dynamisme latent de tout un secteur du théâtre américain, peut-être seul capable de redonner vie à Hollywood affadi par trop de conventions, *sous le regard* de producteurs cloués devant leur ordinateur dans l'espoir de faire rentrer un maximum de dollars en prenant le minimum de risques.

Grognon, mal dans sa peau d'Américain, Robert Altman nous étonne et donne à son travail des allures de pamphlet. Ses propos ne contredisent nullement cette impression : « *J'ai tourné* M.A.S.H. [le film qui lui valut la Palme d'or à Cannes, en 1969] *il y a treize ans. Avec* Streamers, *c'est en gros la même histoire que je raconte. Simplement, elle n'est plus drôle du tout. J'ai fait l'armée, je n'ai pas aimé ça. Mais j'aime encore moins les jeunes aujourd'hui enrôlés dans les armées politiques lancées à travers le monde. Je ne pense pas que j'aurais fait* Streamers *s'il ne se passait pas ce qui se passe actuellement en Afrique et au Nicaragua.* »

LOUIS MARCORELLES.

■ A *l'affiche du Capitole de Toulouse* la saison prochaine, *Carmen, la Sonnambula, Salomé, le Chemineau, Don Carlo, Rigoletto*. Le 29ᵉ concours international de chant se déroulera du 2 au 8 octobre.

■ *Le Festival de Saint-Lizier*, en Ariège, réunira, du 9 au 18 septembre, le Duo Pekinel, Edda Moser, Francis Hardy et Haru Yamagami, Christian Ivaldi, Gérard Caussé et Yvan Chiffoleau, Michel Béroff et le Quatuor Amati, dans la belle cathédrale romane aux fresques du maître de Pedret du douzième siècle. Renseignements : mairie, 09190 Saint-Lizier ; téléphone (61) 66-14-11.

■ Le guignol d'or du huitième Festival international des marionnettes de Lyon a été remporté le 3 septembre par le Créa Théâtre, une compagnie belge.

■ Répondant aux vœux de M. Jean-Pierre Roux, maire R.P.R. d'Avignon, M. Chirac a annoncé la mise à l'étude d'une coopération en matière culturelle entre la Ville de Paris et le chef-lieu du Vaucluse. M. Chirac a notamment affirmé : « *Après notre victoire ici, le Festival a peut-être été le plus grand et le plus libre qui se soit déroulé en Avignon. Alors que cesse cette fable selon laquelle la culture ne saurait être que de gauche* ».

Woody Allen en phénomène historique

Le principe du nouveau film de Woody Allen, Zelig, étant en soi un gag prodigieux, il faut bien le dévoiler, en priant les futurs spectateurs qui seraient aussi, par hasard, des lecteurs, d'oublier ces quelques lignes. Ils ont le temps ; la présentation dans les Festivals de Venise et de Deauville précède d'assez loin la sortie en France, prévue le 14 septembre.

Il s'agit d'un documentaire en noir et blanc, construit avec des actualités de l'époque, sur un phénomène qui défraya la chronique des années 20 et 30 : Leonard Zelig, l'homme-caméléon. A la manière de Warren Beatty dans Reds, *l'auteur intercale des entretiens (en couleurs), avec des témoins et des sommités intellectuelles (Suzan Sontag, Bruno Bettelheim, Saul Bellow).*

Leonard Zelig, naturellement, est une pure invention, qui permet à Woody Allen de se traiter lui-même en personnage historique. Déjà dans Stardust Memories, *il était un cinéaste malade de sa gloire.*

Près d'un Noir, il est noir, près d'un Asiatique ses yeux se brident, il devient gros en présence d'un obèse, et comment soigner sa névrose quand, face aux psychiatres, il se pose en collègue ? Tel est le sort peu enviable de Zelig. La médecine s'empare de lui, et les médias, et Hollywood, et sa famille : tout le monde l'exploite. L'amour d'un docteur (Mia Farrow) lui rendra sa vraie personnalité après un ultime revirement du sort.

Zelig avec Fitzgerald, Zelig entre Coolidge et Hoover, Zelig à la tribune d'Hitler : l'illusion est parfaite, chef-d'œuvre technique. On imagine sans peine quel régal ce doit être pour les Américains. Les Français seront sans doute plus sensibles aux métamorphoses de Woody Allen lui-même, et à certaines séquences où, au fond de l'image, on devine que Zelig sème les troubles les plus graves : ainsi lors d'une bénédiction papale. Commentaire et dialogues à base d'humour juif sont d'une égale drôlerie.

Certains voient dans Zelig un conte philosophique, la métaphore du caméléon renvoyant à une névrose familière de notre civilisation. D'autres, plus lucides, à notre avis, estiment que Woody Allen a réalisé là un film de famille, Mia Farrow étant sa femme dans la vie, et mère de nombreux enfants. Il existe en tout cas une parenté entre cette farce documentaire et le faux policier de Truffaut, Vivement dimanche ! *C'est du cinéma qui se nourrit de lui-même, et nous offre le divertissement le plus charmant, en attendant que l'œuvre suive son cours.*

CLAIRE DEVARRIEUX.

THÉATRE

« L'ARCHIPEL SANS NOM », d'après Jean Tardieu

Sais-tu seulement ce que tu dis ?

C'est un peu pour fêter le quatre-vingtième anniversaire du poète Jean Tardieu *que les animateurs du* Théâtre du Barouf portent aujourd'hui à la scène une brassée de ses poèmes, de ses dialogues, sous le titre *l'Archipel sans nom*.

Les mots que Jean Tardieu a choisis pour nommer ses livres nous mettent déjà dans le vif du sujet : *Une voix sans personne, Six mots rayés nuls, Un mot pour un autre, la Première Personne du singulier*...

Ces pancartes placées à l'entrée des œuvres préviennent le passant que le docteur en poésie Jean Tardieu est spécialisé dans les maladies et les santés de la parole, les tumeurs ou les pertes de paroles.

Le fait est *que nous sommes tous* assez gravement atteints de ce côté-là, la parole. Notre organisme *sécrète de la parole, du matin au* soir, tous les jours, par téléphone, par la poste, de vive voix entre deux *portes et partout, et cette substance*, la parole, nous échappe plus que nous le croyons.

Si nous nous arrêtons juste une seconde sur le dernier titre de Jean Tardieu cité plus haut, *la Première Personne du singulier*, il apparaît que, sur les bancs de l'école, en culottes courtes (ou en jeans longs de nos jours), pendant les leçons de grammaire, l'institutrice nous a casé ces paroles, « la première personne du singulier », dans un tiroir bien *défini, celui de la conjugaison des* verbes : j'ai, je suis, je me baignais cet été. Les cinq paroles de cette expression n'en font qu'une, ou du moins ne font qu'un tout, qui renvoie au mot « je ».

Jamais plus nous ne lirons, n'entendrons, ne dirons, ces cinq paroles à la suite d'une autre manière. Or « la première personne », ce peut être aussi « la première personne que j'ai aperçue sur la route », et « singulier » ce peut être aussi « le regard singulier qu'avait maman lorsqu'elle est montée dans le train ». Ce peut être mille autres choses aussi, et « la première personne du *singulier* » devient alors, dans la tête, l'image, le départ, de quantité de tableaux, d'histoires, à *imaginer, ou à se rappeler*.

Or il ne s'agit pas, ici, chez Jean Tardieu, *de couper les cheveux en* quatre. Car la parole, ce n'est pas des mots. Des mots en l'air ou pour rien. La parole, parler, *écrire, écouter*, lire, c'est sans doute l'acte premier du vivre, c'est dans la parole que la chair et l'esprit ensemble se mettent à respirer, à faire. Notre vie, de la naissance à la mort, tient à ce fil : ce fil de paroles qui se file entre nous-même et autrui, ou entre nous-même et nous-même, dans des silences, des solitudes. Jean Tardieu met sans cesse *le doigt sur le souffle* crucial de la vie.

Il y a un souvenir d'enfance de Jean Tardieu, marquant. Lorsque ses parents recevaient des amis, l'après-midi, pour « causer », ils envoyaient Jean Tardieu petit garçon dans sa chambre, à l'étage au-dessus. Un jour, Jean Tardieu découvrit que dans cet immeuble ancien se trouvait un système de tuyaux acoustiques, *dans la maçonnerie*, qui lui permettait d'entendre, de sa chambre, ce qui se disait dans *le salon. Les paroles que ses parents* ne lui permettaient pas d'entendre.

Dans le tuyau, ces paroles, seules, telles quelles, isolées des gestes ou des expressions qui les accompagnaient en bas, ne voulaient rien dire... « *Ils ne disent rien du tout, pensais-je au comble de la joie, ils font semblant de parler* », écrit Jean Tardieu.

Et, des années plus tard, Tardieu écrira, à force d'avoir entendu, lu, « un mot pour un autre » :

Bien souvent les hommes
se trouvent mêlés
à leur propre vie
sans avoir compris
ce qui s'est passé.

Voici à quoi s'est appliqué Jean Tardieu : *cette interdépendance du* vivre et du dire. Pas de souffle de vie sans parole, prononcée ou écrite, ou à tout le moins pensée, et néanmoins ce fait que sans cesse la parole et la vie ne coïncident pas, ces dérapages, ces malentendus, ces oublis. Cette parole sans cesse à l'envers, dans le vide, machinale, à l'aventure. Cette obligation instinctive d'aérer, peut-être, de rafraîchir, le souffle de vie, par les surprises de la parole, ses folies. Comme si seuls les êtres déjà morts avaient sans cesse le mot juste...

Isa Mercure et Gilles Guillot ont assemblé un choix d'échanges de paroles, ou de soliloques, écrits par Jean Tardieu, qui nous projettent sur cette orbite inhabituelle, à côté de la routine inconsciente des mots. Les acteurs, Jacques Lalande, Rémy Darcy, Liliane Rovère, Nicole Vassel, Philippe Le Mercier, et les deux pilotes du spectacle cités ci-dessus, « disent » on ne peut mieux ces dires et ces non-dires. C'est une soirée profitable, et très gaie, parce que Jean Tardieu sonde un grand mystère avec une vraie modestie.

MICHEL COURNOT.

★ Carré Silvia-Monfort, 21 heures.

RENTRÉE

Jérôme Savary à Mogador : Un nez quelque part

Cyrano de Bergerac à Mogador : les vers d'Edmond Rostand et les duels de mousquetaires remplacent à partir du 30 septembre les chansons et les claquettes des Américains de « Dancin... »

Jérôme Savary met en scène Cyrano de Bergerac, sans le Magic Circus, mais avec ce mélange d'émotion à fleur de peau, de poésie candide, d'invention débridée qui font partie de lui autant que son œil bleu et sa voix d'opéra. Il n'a pas besoin de micro pour se faire entendre des quelque quarante personnes qui, pour l'instant, répètent le siège d'Arras. Il a choisi la distribution sur audition : des gens capables de faire des acrobaties, de l'escrime, de prendre l'accent gascon. Des comédiens *infatigables et imaginatifs*.

Jérôme Savary embrasse d'un seul regard les mouvements des cadets, leur respiration, les galops du cheval qui, sur un tapis roulant (*« l'effet Châtelet, il ne faut pas le rater »*, dit-il) apportera le carrosse de Roxane, l'apparition de celle-ci (Charlotte de Turkheim) sous les regards avides des soldats privés de femmes, les réactions de Christian, de Cyrano...

Jacques Weber joue Cyrano. Le projet date de son arrivée à la direction du Centre dramatique de Lyon, Théâtre du VIIIᵉ — qui d'ailleurs coproduit le spectacle. Il aime le panache des héros exemplaires, *« qui se veulent parfaits »* dit-il. La perfection n'est pas de ce monde, elle est une illusion théâtrale. On peut la raconter avec juste ce qu'il faut d'ironie, de regret et d'admiration. Jacques Weber avait parlé de Cyrano, chevalier affublé d'un nez disgracieux, à Jérôme Savary, qui voyait tout de suite un appendice énorme, porté par un nain. Mieux, le nain serait lui-même le nez...

Entre-temps, Fernand Lumbroso prend la direction de Mogador, et comme il s'entend bien avec Jérôme Savary, il lui suggère la pièce d'Edmond Rostand. Du coup la conception du nez et du spectacle bascule à cent quatre-vingts degrés : il ne s'agit plus d'une difformité, mais d'un complexe, un blocage là où chacun est mal dans sa peau. C'est peut-être moins frappant, mais plus intéressant et plus riche. Jacques Weber est rassuré. Il aura un faux nez, mais qui le laissera libre de ses *mouvements et de porter son rôle*, un des plus longs du répertoire : mille vers.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Mogador : à partir du 30 septembre.

LETTRES

LE CENTENAIRE D'IVAN TOURGUENIEV

L'ironie, le style et le charme

Tourgueniev est mort à Bougival *le 3 septembre 1883*, à l'âge de soixante-cinq ans. Après de très nombreux séjours en France, il *s'était définitivement installé à Paris* en 1871. Il fut l'ami intime de George Sand, de Mérimée, surtout de Flaubert. Sa gloire, en Russie, était inégalée ; elle y est restée intacte ; en France, il était l'auteur russe le plus célèbre, toutes ses œuvres y paraissaient en même temps qu'à Saint-Petersbourg et Moscou. Fascinés par Dostoïevski, Tolstoï et Tchekhov, les Français l'ont quelque peu oublié. Pourtant son œuvre reste insurpassée par certains côtés.

Il a décrit de façon incomparable la nature de la Russie centrale qu'il a parcourue inlassablement comme son chasseur : aucun spécialiste de chasse, d'ornithologie, de botanique ne trouvera d'erreur quand il parle d'un chien, décrit un oiseau ou une plante. Son pouvoir d'évocation poétique faisait s'incliner Tolstoï, qui, pourtant, n'admirait guère ses œuvres, ses phrases ondoyantes, chatoyantes, infiniment riches et nuancées qui font le désespoir des traducteurs.

Il a beaucoup parlé de l'amour, ressort de la plupart de ses œuvres, l'amour naissant, l'amour comblé, l'amour esclavage. Il a aussi *chanté le renoncement*, voilé de mélancolie discrète, l'amitié, la fidélité. Il émane de toute son œuvre « *un parfum âcre et doux, une tristesse charmante* », comme le lui écrivait Flaubert.

Il a beaucoup décrit la vie russe de son temps. Pour savoir ce *qu'étaient* les horreurs feutrées du servage, qui étaient les nihilistes, les jeunes révolutionnaires, les ultra-conservateurs, les populistes, il faut *lire les Mémoires d'un chasseur, Moumou, Pères et fils, Fumée, Terres vierges.* Observateur avisé et critique, il a prêché le bon sens, la raison, la civilisation.

Son talent était aussi fait d'ironie et de cruauté. Il a eu la dent dure pour certains types de Français ou d'Allemands ridicules, et surtout pour ses compatriotes, qui ne le lui ont pas pardonné, en particulier dans *Fumée*. Il s'y est moqué d'une science russe originale, où deux fois deux font aussi quatre, mais où le *quatre russe a comme un air plus* crâne ! Il n'a pas non plus été inaccessible au fantastique, à l'irrationnel.

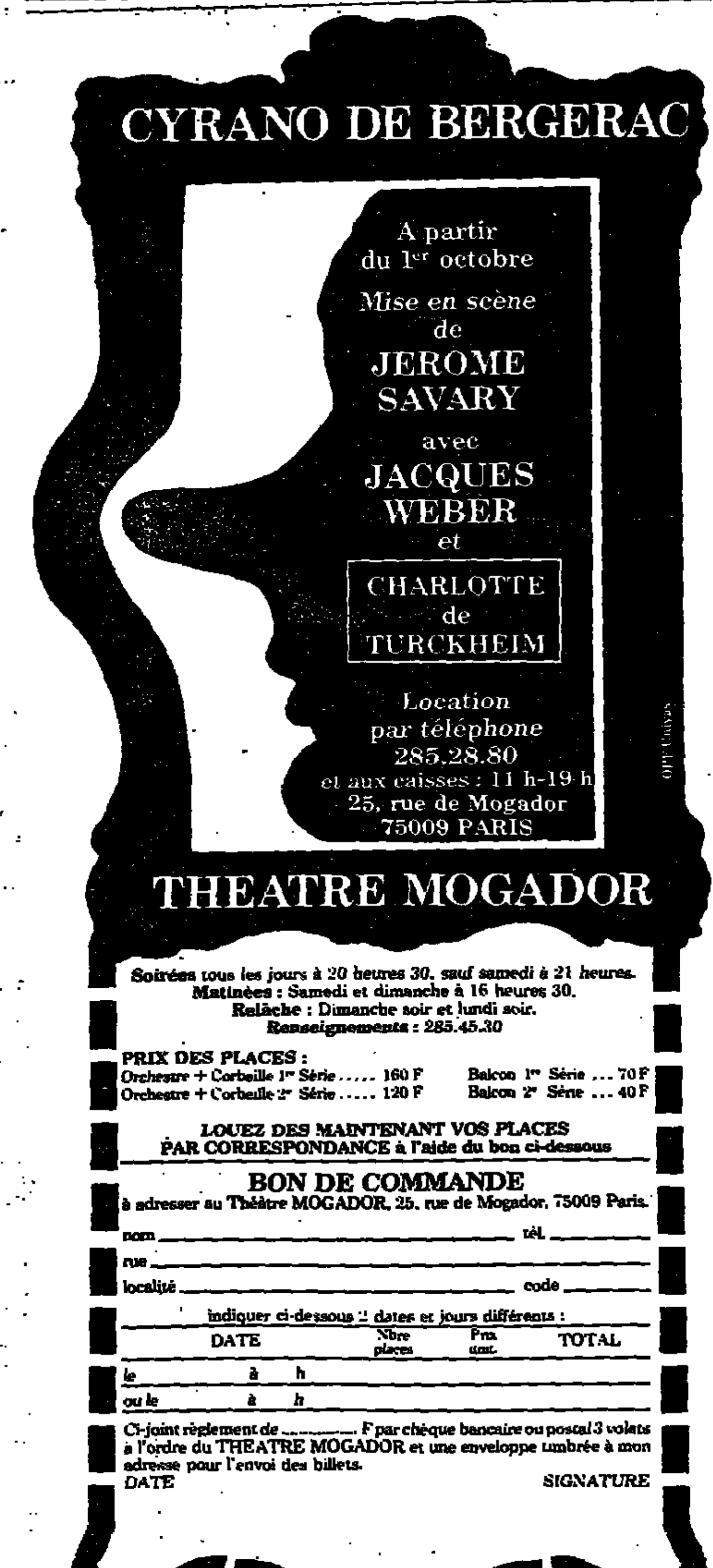
Auteur d'une dizaine de pièces de théâtre, il s'y est montré novateur, et fut donc méconnu. Il a inventé le théâtre « sans action », psychologique, où le plus important est sans doute ce qui n'est pas dit. Aussi soucieux de faire connaître les écrivains russes en France que les écrivains français en Russie, il a lui-même traduit en russe la *Légende de Saint Julien l'Hospitalier* et *Hérodias*, de son grand ami Flaubert.

Etranger à l'envie, à la jalousie, il était d'une infinie générosité, d'un désintéressement exemplaire. « *Je n'ai jamais touché de droits d'auteur en France ; l'honneur d'y être lu me suffit* », a-t-il écrit en 1867.

Il demeure un admirable artiste, un grand maître du style, à la sensibilité *profonde*, au *sens parfait* de la mesure, à l'extrême distinction. Il faut le relire et se pénétrer de son charme enveloppant.

EDITH SCHERRER.





SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

BEAUBOURG (277-12-33). *Débat* : 19 h : Table ronde sur la culture au Chili. – Concerts - 18 h 30 : Recherche pour un *nouveau son instrumental II. Théâtre* : 20 h 30 : La Classe morte, de T. Kantor.

Les autres salles

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34) I : 22 h 30 : Visages de Cocteau ; II : *20 h 15 : Six heures au plus tard ; l'Esprit* qui vole.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : l'Emourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) 21 h : *l'Extravagant* Mr. Wilde.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE A BOURVIL (373-47-84). 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), *20 h 30 : l'Opéra de quat' sous.*

Les cafés-théâtres

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 21 h 30 : L'Orchestre ; 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : Le Propriétaire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.

Le music-hall

ALCAZAR (329-02-20), 22 h 30 : Spectacle.

CRAZY HORSE SALOON (727-32-32), 21 h 15 et 23 h 45.

ÉLÉPHANT BLANC (562-05-67), 21 h : Frissons d'Hawaï.

Lundi 5 septembre

ÉLÉPHANT BLEU (359-58-64), 22 h 30 : Tahiti.

HUCHETTE (326-38-99), 21 h30 : J.-Claude Darnal, « C'est Woody qui l'a dit ».

PARADIS LATIN (325-28-28) 22 h 30 : Paradisiac.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : C. Bronzetti (Bach, Ysaïe, Serban).

STE-CHAPELLE, 18 h 30 : Ars Antiqua de Paris (musique élizabéthaine).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre français des jeunes, dir. J. Kaltenbach, H. Command, soprano (Xenakis, Ravel, Bartok).

Jazz, pop, rock, folk

A. DEJAZET (271-44-10), *20 h 30* : J. Barrense Dias.

PANAME (297-52-67), 21 h 30 : H. Tapscott, E. Brown Jr.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), *23 h* : P. Artero / E. Daniel / D. Lemerle / P. Lemoal / T. Théophile.

Les festivals

XVIIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
(227-12-68)

Église St-Louis-en-l'Isle, 18 h 30 : Piccoli tori della Turrita, dir. : E. Destraminelli (Palestrina, Lassus, Monteverdi).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre français des jeunes, dir. : J. Kaltenbach (Xénakis, Ravel, Bartok).

RENCONTRES THÉATRALES
DU CARREAU DU TEMPLE
(274-46-42)

20 h 45 : Fastes d'enfer.

20 h 15 : Historia de um amor ; 22 h : Je, François Villon.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche :

BEAUBOURG (278-35-57)

Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h, Cœur fidèle, de J. Epstein ; 17 h, Seven Cities of gold, de R.D. Webb ; *19 h, Cinéma chilien : Ils* n'étaient rien, de S. Bravo-Ramos ;

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS *(Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ;* Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ARGENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE ***PERDUE*** *(A., v.f.) : Trois Haussmann,* 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp), 14e (321-41-01).

CARBONE 14, *LE FILM* (Fr.) : *Le Marais* (H.sp.), 4e (278-47-86).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – *V.f.* : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CHALEUR ET POUSSIERE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-09-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : *Colisée, 8e* (359-29-46).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CUJO (A., v.f.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DARK CRYSTAL *(A., v.f.) : Trois Haussmann,* 9e (770-47-55).

DEBOUT LES CRABES, LA MER MONTE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

DE SI GENTILS PETITS MONSTRES (A., v.f.) (**) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DIEU ME SAVONNE (Bots., v.o.) : Quintette, 5e (639-79-38) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 14e (288-62-34).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

ENIGMA (Fr., A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; *Maxéville*, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; *Gaumont* Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; *Victor-Hugo, 16e* (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-57-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EVIL DEAD (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 2e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, *18e (606-34-25).*

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : *Olympic* Luxembourg, 6e (633-97-77).

FANNY HILL (**) (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Forum O. Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. (Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FRAGMENTS POUR UN *DISCOURS* THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FURYO *(Jap., v.o.) : Ambassade, 8e* (359-19-08) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Miramar, 14e (320-89-52).

GALJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H.sp.) 14e (321-41-01) ; Châtelet-Victoria (H.sp.) 1er (508-94-14).

GANDHI (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERA (Franco-it., v.o.) (*) : Noctambules, 5e (354-42-34).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aus., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

LE JUSTICIER DE MINUIT (A., v.f.) (**) : Gaîté Boulevards, 2e (233-67-06) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

KOYAANISQYATSI (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : *Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).*

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic (H.sp.), 14e (542-67-42).

LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

LA MONTAGNE MAGIQUE (All., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

NEWSFRONT (Aust., v.o.) Saint-André-des-Arts (H.sp.) 6e (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

PATRICIA (Aut.), (**), (v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6e (633-10-82).

PORKY'S II (A.), (v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

LES PRÉDATEURS (Brit.) (*), (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE ROI DES SINGES (Chinois) (v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

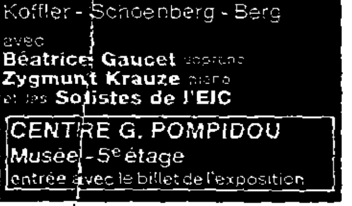
STELLA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

SUPERMAN III (A.), (v.o.) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (V.f.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

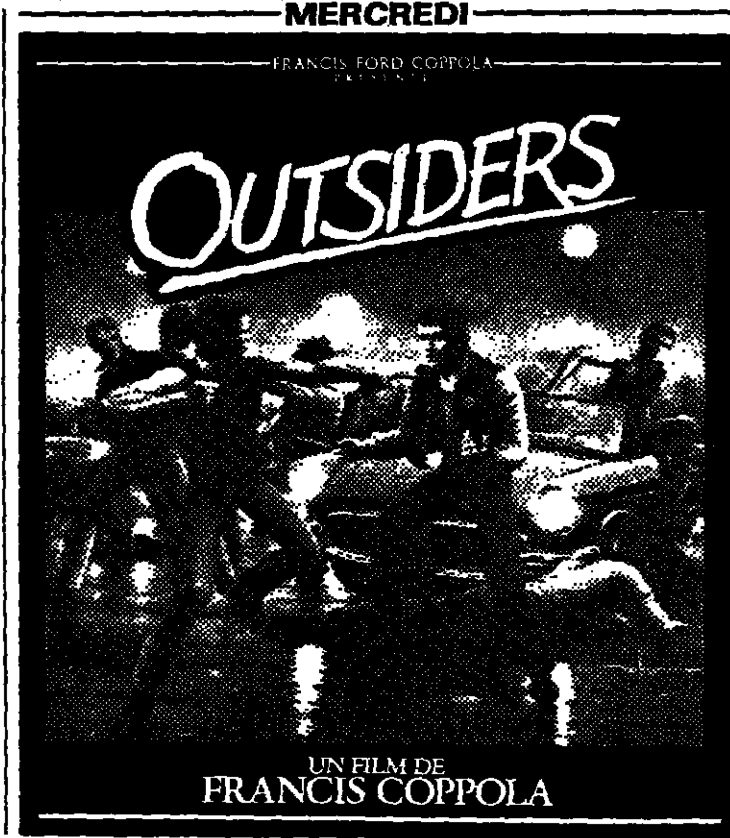
TONNERRE DE FEU (A.), (v.o.) ; *Ciné* Beaubourg, 3e (271-42-75) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

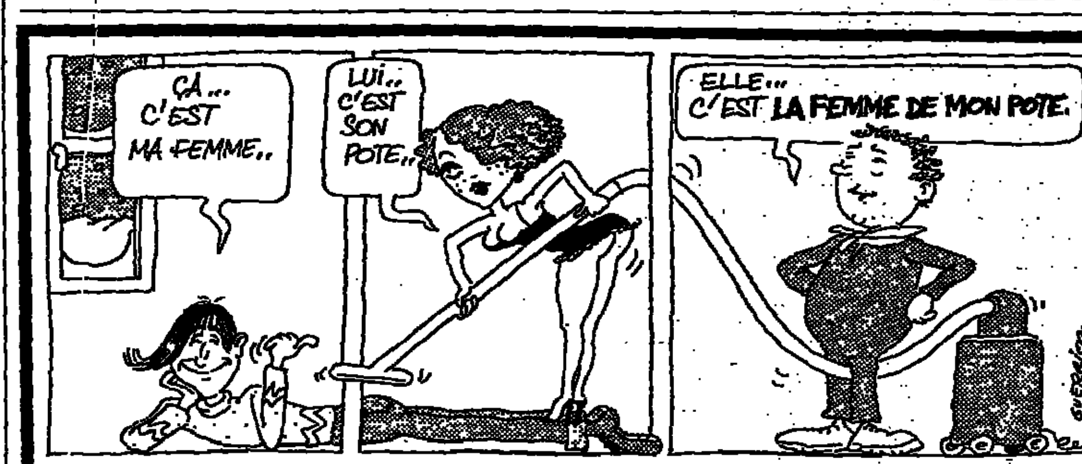






MERCREDI







SPECTACLES

TOOTSIE (A.), (v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It.), (v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind.), (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 1re, 2e, 3e partie, 6e (326-58-00).

LA ULTIMA CENA (Cub.) (v.o.) : H. sp. Denfert, 14e (321-41-01) ; Hsp Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

UN FLIC AUX TROUSSES (A.) (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A.), (v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LES FILMS NOUVEAUX

BARBE D'OR ET LES PIRATES, film américain de Mel Damski (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e, (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA FEMME DE MON POTE, film français de Bertrand Blier : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

FRÈRE DE SANG (*), film américain de Franck Henenlotter, (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Images, 18e (522-47-94).

LA JAVA DES OMBRES, film français de Romain Goupil : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

PERSONNE N'EST PARFAIT, film italien de Pascale Festa Campanile (v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

RÉVOLTE AU PÉNITENCIER DE FILLES (**), film français de Gilbert Roussel : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.), (H. sp.) : Olympic, 14e (542-67-42).

VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

YOR LE CHASSEUR DU FUTUR (A.), (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – (V.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Studio de la Harpe, 5e (634-20-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

AGENT SECRET (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).

BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Olympic Balzac, 6e (561-10-60).

BEN HUR (A., v.f.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e (321-41-01).

CANNIBAL HOLOCAUST (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Escurial (H.sp.), 13e (707-28-04).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp), 17e (622-44-21).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07)).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13 (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FLESH (A.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Action Christine (H.sp.), 6e (325-47-46).

GEORGIA (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H.sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA GRANDE BOUFFE (Franco-It.) (**) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

HAIR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94.

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : La Boîte à Films (H.sp), 17e (622-44-21).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÉLAND (v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It. v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

MOROCCO (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).

NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).

NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

REBECCA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

RIZ AMER (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

SPARTACUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Tourelles, 20e (364-51-98).

SUPERVIXENS (A.) (**) : Hollywood boulevard, 9e (770-10-41).

TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

TRAQUENARD (A., v.o.) : Action Christine (H.sp.), 6e (325-47-46).

THE ROSE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

YOYO (Fr.) : Denfert (H.sp.), 14e (321-41-01).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : les Lois de l'hospitalité.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Plumes de cheval.

LES FEMMES DE FASSBINDER (v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). 16 h 5 : Lili Marleen ; 18 h 10 : Lola, une femme allemande.

NEW YORK VU PAR (v.o., v.f.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91). 16 h : Next Stop Greenwich Village ; 18 h : les Bas-Fonds new-yorkais (v.f.) ; 19 h 45 : Sept ans de reflexion (v.o.) ; 21 h 45 : Un après-midi de chien.

DOSTOIEVSKI (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h : l'Idiot (de Lampin) ; 18 h : l'Idiot (de Kurosawa) ; 21 h : Crime et Châtiment.

BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h 40 : le Septième Sceau ; 17 h 20 : la Source ; 19 h : De la vie des marionnettes.

HITCHCOCK (v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50), le Procès Paradine.

JOHN FORD (v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50), la Route du tabac.

LE CINÉMA ITALIEN (v.o., v.f.) République Cinéma, 11e (805-51-33), Et pour quelques dollars de plus.

LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL : Escurial, 13e (707-28-04), 17 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 21 h 30 : les 55 Jours de Pékin ; 19 h 30 : l'Homme de la rivière d'argent (v.o.).

POLAR STORY (v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (542-67-42), Quand la ville dort ; mar. : Magnum force.

LUIS BUNUEL EL REY (v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (542-67-42), Los Olvidados – le Chien andalou.

RICHARD DREYFUSS : (v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 30.

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.

ALIEN (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h 10.

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 45.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15 + v.f. Opera Night, 2e (296-62-56), 16 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h 50.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 15.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

CUTTER'S WAY (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 20 h 50.

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

DIALOGO DI ROMA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.

LES GENS DE LA PLUIE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 22 h 40.

LE JAPON DE F. REICHENBACH (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 17 h 30.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 30.

MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 30.

MORT A VENISE (It., v.f.) Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.

PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Péniche, 16e (527-77-55), 19 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

QUERELLE (All., v.o.) (**) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h.

RÊVE DE SINGE, (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

THE HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40.

TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

VA TRAVAILLER VAGABOND (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 15.

XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 18 h.

YOL (Turc, v.o.) : Saint-Ambroise, 2e (700-89-16), 22 h 30.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h.

COMMUNICATION

L'AUDIOVISUEL EN AQUITAINE

Un banc d'essai pour les nouveaux médias

Lacanau (Gironde). – On peut être un vieux mouvement d'éducation populaire et réussir à faire, pendant une semaine, d'un petit village de vacances des Landes le haut lieu de la communication régionale. C'est le pari gagné depuis trois ans par M. Marcel Desvergnes, directeur du CREPAC (Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle), avec son université d'été de Lacanau. La recette est simple. D'abord la pâte : une centaine de stagiaires, animateurs socioculturels de la Ligue de l'enseignement, qui évolue lentement du traditionnel ciné-club vers la vidéo et le micro-ordinateur. Pendant sept jours, ils vont plonger dans un univers d'images électroniques, suivre des ateliers sur la production régionale ou l'économie du cinéma, manipuler des bancs de montage, des terminaux télématiques mis à disposition par la direction générale des télécommunications.

Cette concentration d'associations, d'individus porteurs de projets, attire inévitablement les délégués régionaux des grandes institutions, de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) au ministère de la recherche et de l'industrie, en passant par celui de la culture ou celui du temps libre. Eux, c'est le levain : depuis deux ans, ils parcourent l'Aquitaine pour monter des centres de ressources, des expériences de télématique ou des ateliers de production. Géographes avisés de la vie régionale, ils en connaissent les réseaux souterrains, politiques ou affinitaires, capables de vivifier l'expérimentation audiovisuelle. Pour ces «institutionnels», Lacanau, c'est, juste avant la rentrée, l'occasion de monter de nouveaux projets, de redéfinir des stratégies.

Pour que le mélange prenne, il faut ajouter enfin quelques personnalités nationales ou locales, de celles qui ont compris l'articulation décisive entre la loi sur la communication audiovisuelle et celle sur la régionalisation. M. Bernard Schreiner, par exemple, qui est venu présenter à Lacanau les progrès de la mission télédistribution : sur les douze réseaux câblés choisis par la mission, quatre seront en mesure de diffuser des programmes en avril 1984. D'autres les rejoindront peu à peu, et, à la fin de l'année prochaine, soixante dix mille foyers pourront bénéficier de la télédistribution. Mais, dès janvier des expériences de préfiguration auront lieu sur trois réseaux. Parmi eux, Biarritz, le seul site câblé en Aquitaine.

La nomination d'un délégué régional de la mission devrait permettre, selon le vœu de M. Schreiner, *« la mobilisation du secteur associatif de la presse et de FR3 autour de la programmation des quatre canaux locaux de Biarritz et éviter ainsi la multiplication des chaînes étrangères sur le réseau »*.

De notre envoyé spécial

Mais commment orienter la production régionale ? Vers des programmes thématiques et spécialisés, comme le souhaite M. Schreiner ? Ou vers des émissions spécifiquement régionales, comme le fait M. Jean Suhas, directeur de FR3 Aquitaine, qui étudie pour Biarritz un journal télévisé local ? Pour M. Michel Fansten, directeur du développpement de l'INA, la production régionale ne peut lutter à armes égales contre « Dallas » ou « Dynastie », ces produits industriels stéréotypés qui envahissent les antennes nationales. Protégés pour quelque temps par leur faible audience, les réseaux locaux devraient, selon M. Fansten, *« servir de banc d'essai à une programmation originale qui réinvente un rappport au public et reconstruise, à partir des cultures régionales, un service public de la télévision »*.

Trois centres serveurs ?

Au nom du ministère de la culture, M. Daniel Populus défend un modèle de croissance différent en proposant un développement volontariste de quelques secteurs porteurs : le dessein animé, les jeux vidéo, les programmes interactifs, la production spécifique pour le câble et la vidéo, la création informatique. Les apppels d'offres auprès des directions régionales de l'action culturelle ont déjà permis de sélectionnner quelque trois cent vingt dossiers. L'intervention de l'Institut de financement des industries culturelles devrait aboutir, selon M. Populus, à la création avant la fin de l'annnée, dans le pays d'une soixantaine de petites entreprises dans ce domaine.

Le développement de la télématique, secteur où l'Aquitaine jouit d'une confortable avance, pose aussi des problèmes aigus. En créant son centre serveur avec la Caisse des dépôts et consignations *Sud-Ouest* a permis la naissance de banques de données professionnelles et attend maintenant de pied ferme l'équipement de la région en terminaux Minitel. Cette position dominante de Télésud est contestée par de nombreux responsables régionaux, qui souhaitent la création d'un autre serveur autour de l'information culturelle et associative (*le Monde* daté 28-29 août).

Sans compter FR 3, qui songe aussi à se diversifier du côté de la télématique. Trois serveurs pour l'Aquitaine ? *« C'est un investissement disproportionné,* plaide M. Jean-Paul Cassagne, directeur de Télésud, *pour un marché dont la rentabilité est aléatoire ». « Un centre serveur n'est pas un outil neutre,* lui rétorquent les responsables de la région, *leur multiplication est une garantie de pluralisme »*.

Choix nécessaires

C'est encore au nom du pluralisme que les soixante radios locales autorisées en Aquitaine revendiquent le droit de survivre. En décembre, les emplois d'utilité publique sur lesquels la plupart d'entre elles subsistent viendront à échéance. Les unes espèrent une libéralisation de la publicité. Les autres se tournent vers les collectivités territoriales pour qu'elles étudient un régime de subvention.

Mais elle ne sont pas les seules à compter sur l'aide de la région. Il y a aussi l'Agence pour le développement de l'informatique (ADI), qui veut implanter d'ici à la fin de 1984 un millier de centres de ressources en France. Ou l'Agence pour la promotion du cinéma en milieu rural, qui entend mobiliser les énergies autour de la création de nouvelles salles. Comment faire un choix dans cette prolifération d'initiatives, dans ce déploiement technologique tous azimuts ?

« L'université de Lacanau, remarque M. Michel Eymer, délégué régional de l'INA, *joue un peu le rôle du conseil régional de la communication audiovisuelle, tel qu'il est prévu par la loi de juillet 1982. L'Aquitaine y prend conscience de ses nouvelles responsabilités en matière de communication et de la nécessité d'effectuer des choix. »* Un rôle que M. Philippe Madrelle, président du conseil régional, a officialisé en intervenant dès le premier jour des débats. L'année prochaine, la région pourrait consacrer une part importante de son budget à favoriser certaines initiatives liées à l'aménagement du territoire, au développement économique ou à la formation. La mission télédistribution a déjà confié au conseil régional une étude sur l'évaluation des ressources audiovisuelles. Le conseil régional s'intéresse aussi à la création dans le Sud-Ouest d'un pôle de fabrication de jeux vidéo.

M. Marcel Desvergnes peut être satisfait. Si l'Aquitaine n'est pas encore « la Californie de la communication », comme le voulait l'intitulé d'un des débats, le mouvement associatif a prouvé qu'il servait de catalyseur à la dynamique régionale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 5 SEPTEMBRE

– *Mme Simone Veil*, ancien président de l'Assemblée européenne, est l'invitée de l'émission «L'heure de vérité» sur Antenne 2, à 20 h 35.

– *M. André Bergeron*, secrétaire général de Force ouvrière, est reçu au journal de FR 3, à 22 heures.

MARDI 6 SEPTEMBRE

– *M. Georges Sutra*, député socialiste au Parlement européen, participe à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 15.

– *M. Pierre Mauroy*, premier ministre, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

– *M. Bernard Hanon*, P.-D.G. des usines Renault, est reçu au journal de TF 1, à 13 heures.

– *M. Alain Savary*, ministre de l'éducation nationale, participe au journal de FR 3, à 22 h 30.

CATASTROPHES

TEMPÊTE

Quinze morts sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique

La tempête qui a soufflé vendredi 2 et samedi 3 septembre, sur la Manche et l'Atlantique, a provoqué la mort de quinze personnes en France, en Irlande et en Grande-Bretagne.

Un chalutier français, *Reine des Berceaux*, qui avait six hommes à bord, a disparu au large de l'Irlande. Les recherches menées pendant quarante-huit heures par les appareils de la Royal Air Force ont été abandonnées dimanche soir. Au cours de la journée de samedi, deux jeunes Angevins, surpris par la violence de la mer, se sont noyés au cours d'une baignade sur la plage d'Erquy (Côtes-du-Nord). La veille, un jeune marié de Haute-Saône avait été enlevé par une lame, sur les rochers de la pointe du Raz (Finistère), sous les yeux de son épouse. Un pêcheur, originaire de la région parisienne, a subi le même sort dimanche matin sur la côte sauvage, à Quiberon, dans le Morbihan.

La tempête a, par ailleurs, causé la perte de plusieurs navires au large des côtes françaises : trois voiliers, un thonier – qui a coulé au large de l'île de Sein, mais son équipage a été secouru, – et un cargo panaméen. Celui-ci, *l'Hydo*, qui était remorqué vers un chantier de démolition, a rompu ses amarres et, drossé vers la côte, s'est disloqué vendredi soir près de Camaret (Finistère).

Plusieurs dizaines de tonnes de fuel se sont échappées des soutes de l'épave. On redoute qu'une mini-marée noire n'atteigne la baie de Camaret, où se trouvent de nombreux élevages d'aquaculture.

Autre conséquence du mauvais temps, la deuxième manche de la « Multicup » qui devait se dérouler à La Baule a été annulée samedi. De même, les montgolfières participant aux cinquièmes championnats du monde à Nantes (*le Monde* du 30 août) n'ont pu prendre l'air.

En Grande-Bretagne et en Irlande, cinq personnes sont mortes depuis vendredi, soit que leur voilier ait coulé, soit qu'elles aient été balayées par une lame sur le rivage. Les vents étaient si violents que le paquebot *Queen-Elisabeth-2* n'a pu accoster, samedi, à Southampton, et a dû reprendre le large, en attendant une accalmie.

COMMUNICATION

Lundi 5 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinévasion : la Loi de la prairie.
Film américain de R. Wise (1956), avec J. Cagney, D. Rubbins, S. Mac Nally, I. Papas, V. Morrow, J. Griffith (Rediffusion.)
Un fermier du Wyoming, imbu de sa puissance et de son autorité, entre en conflit avec un jeune homme qui lui avait sauvé la vie et qu'il avait recueilli. Duel psychologique et moral pour un « sur-western » qui n'est pas allé jusqu'au bout de ses ambitions, malgré l'habileté du réalisateur (incidents de tournage et remplacement des interprètes d'abord prévus).

22 h 10 Journal.

22 h 20 Document : Le dix-neuvième siècle ou la peinture en liberté.
Une émission de M. Droit et R. Huyghe.
Corot et les peintres de Barbizon.

23 h 5 Journal.

23 h 20 *Un soir une étoile.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

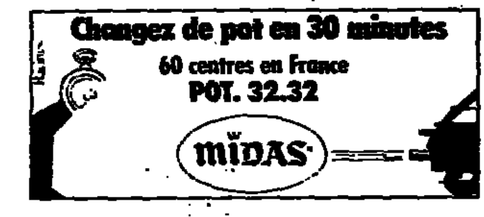
20 h 35 Magazine : L'heure de vérité,
de F.-H. de Virieu.
Avec Mme Simone Veil, ancien ministre, ancienne présidente du Parlement européen.

21 h 55 Ballet : Gisèle,
de T. Gauthier et Saint-Georges, d'après H. Heine.
Le célèbre ballet réalisé par T. Young sur une chorégraphie de Jean Coralli et une musique d'A. Adam, avec L. Dayde, M. Numes, J. Urbain.

22 h 50 Concert : Haydn.
Emission de Eve Ruggieri.
Symphonie 104 « Londres », par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 35 Film : l'Insoumis.
Film français d'A. Cavalier (1964), avec A. Delon, L. Massari, G. Géret, M. Garrel, R. Castel (N. rediffusion).
En 1961, en Algérie, un légionnaire déserte, rejoint l'O.A.S. et participe à l'enlèvement d'une avocate venue défendre des membres du F.L.N. Il la libère sur un moment de pitié et, plus tard, ayant regagné la France, blessé, il se réfugie chez elle, à Lyon. Les conséquences de la guerre d'Algérie sur le comportement d'un homme « perdu » et impulsif. Mise en scène sobrement dramatique, grande interprétation d'Alain Delon.

22 h Journal.

22 h 20 Magazine : Thalassa.
De J. Pernoud. (Rediffusion.)
Le printemps des vieux gréements, un reportage de W. Garlt et J. Boulen.

22 h 50 Prélude à la nuit.
Tarquinia, de C. Chaynes, par le trio Deslogieres.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h Présentation des programmes.

17 h 17 Documentaire : Quand les pinceaux s'en mêlent.

17 h 32 Variétés : *Hors-d'œuvre variétés.*

18 h 16 Extraits de « la Veuve joyeuse » (à Nancy).

18 h 30 Extraits de « la Veuve joyeuse » (au T.M.P.).

18 h 48 *Sport et jeunesse.*

19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : les peintres de l'écriture.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : la symbolique des jeux ; à 8 h 32, Mes Egypte.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Les lundis de l'histoire** : Mers-El-Kébir.
10 h 45, **Le texte et la marge.** « *Elisabeth ou la fatalité* », de J. des Cars.
11 h 2, **Musique** : musique au vingtième siècle.
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, ***Le royaume de la musique.***
14 h, **Sons.**
14 h, 5 **Un livre, des voix** : *la Fête écarlate*, de P. Naudin.
14 h 47, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, laboratoires ; à 16 h, exposition de l'été ; à 17 h, Raisons d'être.
17 h 30, **Instantanés**, magazine musical.
18 h 30, **Feuilleton** : le Nommé Jeudi.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Présence des arts** : musée national de la coopération franco-américaine : Blérancourt-Chauny.
20 h, **Les navigateurs du temps**, de V. Pennigton-Ferguson.
21 h, ***L'autre scène ou les vivants et les dieux*** : *pensée rationnelle et pensée méditante selon Heidegger.*
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères.**
6 h 30, ***Musiques du matin*** : œuvres de Vivaldi, Bach, Rossini, Weber...
8 h, **Le journal de musique.**
8 h 15, **Autour de...** la *Sonate en si mineur de Liszt* : œuvres de Ockeghem, Liszt, Bruckner, Stockhausen.
12 h, **La table d'écoute.**
12 h 35, **Jazz** : « Tout Duke ».
13 h, **Opérette.**
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Schubert, R. Strauss, avec G. Raphanel (soprano) et A. Pondepeyre (piano).
14 h 4, **Musique légère** : œuvres de Luigini, Ponchielli.
14 h 30, **Autour de...** *Ileana Cotrubas* : œuvres de Verdi, Mozart, Cavalli, Puccini, Bach, Haydn.
17 h 5, **Repères contemporains** : Michel Decoust.
18 h, **Jazz** : actualités.
18 h 30, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** (donné le 9 juillet 1983 à Angers) : œuvres de Messiaen, Gabrieli, Vercken, Purcell, Guillou, par l'Ensemble de cuivres Bernard Soustrot, avec J. Guillou à l'orgue.
22 h 30, **Fréquence de nuit** : musiques des Antilles et de la Polynésie françaises.

Mardi 6 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.

12 h 30 Le bar de l'été.

13 h Journal.

13 h 35 Action : Colditz.

16 h 30 Croque-vacances.

18 h Le rendez-vous.

18 h 10 Revoir : Tigris.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Jeu : Super-défi.

19 h 45 Jeu : Marions-les.

20 h Journal (et à 21 h 35).

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Mardivertissement : Laissez passer la chanson.
Emission de M. et G. Carpentier.
Spécial Alice Dona, avec Michel Sardou, Sylvie Vartan, Claude François...

21 h 45 Télévision de chambre : Hughie.
Film de F. Compain, d'après E. O'Neil et adaptation A. Téchiné. Avec J.-P. Kalfon, F. Atkine.
Un habitué d'un vieux palace niçois entreprend le nouveau gardien pour tromper son insomnie. Un huis clos qui ressemble plutôt à une prise d'otage, mais la victime a ses instruments de fuite.

22 h 40 Camera de l'I.N.A. : Lettre à Michel Petrucciani.
Film de F. Cassenti.
Révélé au Festival de Paris en 1982, Michel Petrucciani est aujourd'hui un des pianistes de jazz français le plus demandés. En voix off, Petrucciani raconte son itinéraire.

23 h 25 Journal.

23 h 40 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Platine 45.

12 h 30 Série : Les amours des années grises.

13 h 30 Série : Le Virginien.

14 h 45 Aujourd'hui la vie.
La saga des faiseurs de fric.

15 h 45 Dessin animé.

15 h 50 Sports été.

18 h Récré A 2

18 h 40 Flash info.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Audrey Rose.
Film américain de R. Wise (1977), avec M. Mason, A. Hopkins, S. Swift, J. Beck, N. Llyod, J. Hillerman.
Un homme vient réclamer une petite fille à ses parents. Il prétend qu'elle est la réincarnation de la sienne, brûlée vive douze ans plus tôt dans un accident d'automobile. Or, l'enfant se met à faire des cauchemars étranges.

22 h 30 Débat : La réincarnation.
Avec S. Rimpoche grand maître tibétain, les écrivains D. Desjardins, J.-F. Crolard, le comédien J. Le Poulain, l'ethno-psychanalyste T. Nathan...

23 h 30 *Journal.*

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des régions.

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 35 film : la Femme du prêtre.
Film italien de D. Risi (1970), avec S. Loren, M. Mastroianni, V. Venantini, P. Starnazza, M. Campa, G. Cavalieri. (Rediffusion.)
Le délicat problème des prêtres pouvant obtenir du Vatican le retour à la vie civile, traité en comédie sarcastique « à l'italienne » avec pas mal de mauvais goût. On peut en retenir l'interprétation fantaisiste des deux vedettes.

22 h 20 Journal.

22 h 40 Prélude à la nuit.
4e excursion et 1re excursion, de S. Barber, par Jo Alfidi (piano).

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h Présentation des programmes.

17 h 6 Série documentaire : la vie de château (Azay-le-Ferron).

17 h 11 Documentaire : Record au Kilimandjaro.

17 h 27 Film : la Main du diable,
de Maurice Tourneur.

19 h 15 *Informations régionales.*

19 h 35 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : *Comme le temps passe*, de P. Brasillach.
14 h 47, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires retrouvés ; à *15 h 20, Rubrique internationale* ; à *16 h 25*, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : le nommé Jeudi.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La géographie humaine** : les hautes latitudes.
20 h, ***Dialogues*** : Corps de femmes, science des hommes, avec M. Laget et Y. Knibiehler.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

12 h, **Archives lyriques.**
12 h 35, **Jazz** : *Tout Duke.*
13 h, **Les nouvelles muses en dialogue.**
14 h 4, **Chasseurs de son stéréo.**
14 h 30, **Autour de...** Samson François.
17 h 5, **Repères contemporains** : A. Gaussin.
18 h, **Jazz** : Où jouent-ils ?
18 h 30, **L'imprévu.**
19 h 55, **Concert** (en direct de la Philharmonie de Berlin) : *les Fonderies d'acier*, de Mossolov, *Concerto pour piano et orchestre nº 3*, de Prokofiev, *Manfred*, poème symphonique de Tchaïkovski par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. R. Chailly ; sol. : M. Argerich, piano.
22 h, **Fréquence de nuit** : Feuilleton « Wilhelm Backhaus » ; 22 h 30, Le tour du monde en 35 rêves « de toutes mes Amériques » : œuvres de Gismonti, Debussy, Villa-Lobos, Brel, Verdi, Yupanqui, Purcell, Cohen, Chostakovitch ; vers 0 h 10, Musiques du Groenland.

Le Monde

ECONOMIE

LE DROIT DU LICENCIEMENT A L'ÉPREUVE

Le dilemme de la compétitivité

AVEC, dans un monde ouvert, des marchés qui ne croissent plus ou plus guère, la concurrence internationale s'est exacerbée. Elle oblige donc les entreprises – des plus petites aux plus grandes – à être compétitives sous peine de décliner, voire de disparaître.

Etre compétitif, c'est investir pour améliorer l'appareil productif, c'est aussi adapter autant que faire se peut les effectifs à la production. Cette adaptation à la crise comme aux mutations technologiques, certains pays l'ont prévue : le Japon a su créer autant d'emplois dans les technologies nouvelles qu'il en perdait dans ses vieilles industries. D'autres ont réagi brutalement : aux Etats-Unis, les syndicats ont dû accepter dans la sidérurgie comme dans l'automobile, en plus des licenciements massifs, des réductions de salaires et l'abandon de jours de vacances. Outre-Atlantique, il est vrai, on peut licencier du jour au lendemain.

Plus protectrice par tradition, l'Europe a hésité. Elle se voit désormais, la *crise durant, contrainte de suivre, en désordre, le mouvement* de la compétitivité. Entre la nécessité pour les entreprises de s'adapter *et la volonté d'un syndicat comme la* C.G.T. *de préserver coûte* que coûte l'emploi, l'opposition est-elle irréductible ?

En France, pour appuyer sa demande d'une libéralisation d'un dispositif de licenciement pour cause économique qui serait *« le plus contraignant de la C.E.E. »,* le C.N.P.F. peut avancer quelques exemples convaincants : imposer un délai de trois mois à une entreprise – TRW-France Jeudy – qui perdait un million de francs par semaine, c'était accentuer le mal ; tarder à autoriser les licenciements chez Gautier quand le marché du meuble avait chuté de 30 %, c'était à *coup sûr provoquer le dépôt de bilan.*

Est-ce une raison pour demander une libéralisation qui – en dehors de la Grande-Bretagne au sombre record de chômage – n'a été réclamée dans aucun pays européen, comme le montre le dossier présenté aujourd'hui ? *« Trop nombreux,* écrivait M. Mauroy la semaine dernière, *sont les chefs d'entreprise qui semblent croire que le retour à la prospérité ne dépend que du nombre de licenciements qu'il conviendrait d'effectuer (...). A l'inverse, il n'est pas vrai que le refus, par principe, de tout licenciement favorise la politique gouvernementale de lutte contre le chômage. »*

Il est des secteurs comme l'automobile ou la sidérurgie où le déclin prévisible doit être programmé, comme le fut en son temps celui des houillères. Ailleurs, plus que par des licenciements parfois inéluctables – et dont le corollaire doit être la formation, indispensable quand on sait que, dans l'automobile par exemple, 30 % des métiers qui seront pratiqués dans dix ans sont aujourd'hui inconnus, – la souplesse nécessaire sera trouvée par la suppression des freins à l'embauche, particulièrement pour les P.M.E. qui, seules *en* 1982, *ont continué à créer des emplois* : *mise entre parenthèses* temporaire des seuils à partir desquels apparaissent certaines obligations *légales (comité d'entreprise, par exemple), assouplissement* des règles du temps partiel, développement des contrats à durée déterminée, notamment.

Des mesures qui n'empêcheront pas le chômage de rester à un niveau élevé dans les années à venir, mais éviteront de restreindre le débat de la compétitivité au seul licenciement.

BRUNO DETHOMAS.

FRANCE : la pratique en cause

QUE recherchait donc M. Yvon Gattaz quand, à la sortie de l'Elysée, le 16 août, il remettait en cause la procédure de licenciements, l'accusant d'être responsable d'une partie des maux dont souffrent les entreprises et, partant, l'économie ?

Le thème, certes, n'était pas *nouveau*. Il devait d'ailleurs revenir *dans les conversations qu'eurent* le président de la République et le *président du C.N.P.F., lors de leur nouvelle* rencontre, le 30 août. Mais *évoquer ce sujet, depuis* le perron de l'Elysée, confère à l'opinion émise *une tout autre solennité* : elle est reçue comme un éclat, ce qui lui vaut *une meilleure audience.*

De toute évidence, M. Gattaz avait calculé son effet. D'autant que, à l'heure de la rentrée, l'état d'esprit des partenaires sociaux est mesuré à l'aune de leurs déclarations...

Enoncée avec fermeté, la critique de la procédure de licenciements, émise par M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., recouvrait des griefs plus bénins.

Etaient seuls en cause les licenciements économiques, d'une part, et la tendance à l'accroissement des délais d'autorisation, d'autre part. A *aucun moment, en fait,* l'organisation patronale n'avait eu l'intention de *réclamer une modification* des textes législatifs sur ce point, et moins encore le désir de renier l'accord interprofessionnel qu'elle avait elle-même signé en 1969, et accepté de compléter par un avenant en 1974.

Après tout, la situation créée aujourd'hui, en France, en matière de licenciement, ne doit-elle pas beaucoup à l'attitude du C.N.P.F., partenaire social exigeant s'il en est... Il lui est en outre difficile de s'attaquer à *un dispositif qui a été mis* en place sous le précédent septennat, surtout *quand il sait que* le gouvernement de gauche ne peut accepter un recul sur ce *terrain,* d'autant *que* le secteur entreprises du P.S. a lui-même demandé une modification de la législation sur les licenciements, dans un sens plus contraignant pour les employeurs (*le Monde* du 28 juin 1983).

Pourquoi tout ce bruit ?

A y regarder de plus près, M. Yvon Gattaz aurait cherché à provoquer les réactions de ses interlocuteurs, tant gouvernementaux que syndicaux. Un test en quelque sorte qui aurait permis, de plus, une sensibilisation du patronat sur le sujet. On pense en effet, au C.N.P.F., que certains employeurs seraient bloqués psychologiquement au moment de procéder à des embauches, par crainte de ne pouvoir ensuite licencier. Cette attitude s'observe en particulier chez les petits patrons.

Déjà, la campagne a eu quelques effets. Dans les ministères comme dans les états-majors syndicaux, on a regardé de plus près ce qu'il en était, réellement. Ici ou là, on a admis du bout des lèvres que les délais pouvaient, en effet, préoccuper le patronat. Des instructions – sous forme de circulaire – pourraient même être données, dit-on, qui auraient pour objet l'accélération des procédures.

Petit à petit, donc, le C.N.P.F. aurait fait reconnaître la réalité du problème et c'était sans doute l'*objectif poursuivi*. Cela étant, le débat est désormais ouvert et il est certain *qu'il alimentera une polémique* au cours des prochains mois.

Peu de refus

Qu'en est-il donc du dossier? Tout d'abord, il faut savoir qu'on peut licencier en France. Les statistiques du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale sont éclairantes à ce propos.

En 1980, pour 203 683 licenciements demandés pour motif économique, 193 450 licenciements ont été finalement autorisés dont 2 186 après un recours hiérarchique. Autrement dit, 94,8 % des demandes formulées par les employeurs ont été acceptées par l'administration ; pourcentage qui a peu varié les années suivantes puisque l'on constate qu'il était de 92 % en 1981, de 89 % au premier trimestre de 1982 et de 91 % au second trimestre.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 20, ainsi que les articles consacrés à la R.F.A. et à la Suède, pages 18 et 19.)

GRANDE-BRETAGNE : un patronat à peu près satisfait

UN habitant du Kent est licencié pour avoir prolongé ses vacances à Majorque en se faisant passer pour souffrant. Il est renvoyé de son entreprise. Le tribunal industriel (conseil des prud'hommes) juge qu'il a été victime d'un licenciement abusif.

Autre exemple : un ouvrier de Birmingham en congé maladie est aperçu, à 300 *kilomètres* de son lit de souffrance, à Brighton en train de porter une banderole à l'occasion d'un congrès syndical. Il est renvoyé *de son entreprise. Le tribunal, tout* en considérant que l'employé est *totalement dans son tort, lui accorde* néanmoins 2 000 francs de dédommagement.

Des histoires de ce genre, régulièrement mises en exergue dans la presse conservatrice britannique, contribuent à renforcer la croyance populaire selon laquelle il est impossible de licencier qui que ce soit en Grande-Bretagne en raison de la protection excessive dont jouirait la main-d'œuvre. Ni les syndicats ni les organisations patronales ne croient à ce *mythe*.

Les syndicats pensent même que la protection des travailleurs face aux licenciements arbitraires a été continuellement érodée depuis dix ans par la façon *« propatronale »* dont les tribunaux interprètent les lois sociales. *« Il est de plus en plus difficile à un employé de gagner un procès pour licenciement abusif. Seulement le tiers des travailleurs qui poursuivent leur employeur en justice obtiennent gain de cause et moins d'un pour cent d'entre eux sont rétablis dans leur emploi »*, dit-*on* au Trades Union Congress, la centrale syndicale britannique.

Les organisations patronales, en revanche, sont à peu près satisfaites de la législation et de la pratique en matière de licenciement, même si un certain nombre de leurs adhérents demeurent irréductiblement pessimistes. *« Nous sommes raisonnablement satisfaits de la situation actuelle, car nous avons obtenu du gouvernement conservateur l'essentiel des réformes que nous souhaitions dans ce domaine »*, dit-on à la Confédération de l'industrie britannique (C.B.I.), la principale organisation patronale. Même écho, légèrement moins positif, à l'Institut des directeurs, une autre association de chefs d'entreprise : *« La législation introduite dans les années 70 a été généralement acceptée par nos membres et le sujet n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Cependant, certains aspects de la loi restent controversés et nous continuons à demander des réformes. »*

De l'avis du fondateur d'une société d'assurance spécialisée dans la protection des entreprises contre les demandes de compensation pour licenciement abusif, il n'est pas trop difficile de renvoyer quelqu'un d'une entreprise britannique si l'on respecte scrupuleusement les procédures *ad hoc*. De nombreux licenciements apparemment justifiés comme ceux cités au début de cet article sont jugés abusifs par les tribunaux simplement parce que l'employeur, par *négligence ou ignorance*, n'a pas respecté les formalités d'usage.

Une multitude de lois

La législation britannique sur la protection de l'emploi est formée *d'une multitude* de lois, pour la plupart dues aux différents cabinets Wilson et introduites dans les années 60 et 70. Elles couvrent une grande variété de problèmes allant de la discrimination sexuelle à la discrimination raciale, en passant par les indemnités de licenciement pour motif économique. Voici les grandes lignes de cette législation en ce qui concerne les droits des employés et les devoirs des employeurs :

● **Avant le licenciement**

Un employé qui est en passe de perdre son poste en raison d'une réduction de personnel et qui a travaillé au moins deux ans de façon continue dans la même entreprise est en droit de prendre du temps libre pendant la période de préavis, tout en étant payé normalement, pour chercher un nouvel emploi ou *suivre des cours de reclassement.*

L'employeur doit accorder à l'employé « licenciable » au moins une semaine de préavis après un mois de présence dans l'entreprise, deux semaines après une année, trois semaines après trois ans et ainsi de suite jusqu'à un maximum de douze semaines pour douze ans d'ancienneté ou plus. Les employés sont en droit d'exiger de leur patron une déclaration écrite expliquant les raisons de leur licenciement ou du non-*renouvellement* de leur contrat arrivé à terme.

Lorsqu'il projette de procéder à une compression de personnel, l'employeur est tenu de consulter les syndicats concernés de façon que ceux-ci puissent étudier la question en temps utile. Le chef d'entreprise doit prendre en considération et commenter les remarques faites par les représentants de ses employés. S'il choisit d'ignorer telle ou telle objection, il doit expliquer pourquoi.

Enfin, les employeurs doivent informer le ministère de l'emploi de leur projet de réduction de personnel s'il concerne dix employés ou plus dans un même établissement et dans un laps de temps relativement bref. Cela pour permettre aux services généraux de la main-d'œuvre de prendre les mesures nécessaires au reclassement des employés.

JEAN-MARIE MACABREY.

(Lire la suite page 18.)

ITALIE : un système perverti

DEPUIS l'entrée en vigueur de la loi sur le divorce en Italie, il est, dit-on, plus difficile de se séparer d'un employé que de sa femme. Une boutade qui témoigne de la protection très étendue dont bénéficie le salarié italien en matière de licenciement.

Le problème se pose, en Italie *comme ailleurs, sous* deux angles : celui du licenciement individuel (pour faute dans le *travail* ou des motifs inhérents à l'activité productive) et les licenciements pour cause économique, c'est-à-dire collectifs et rendus nécessaires par la *crise* de l'entreprise.

Dans le premier cas, la législation italienne est très avancée. Deux textes protègent le salarié : d'abord la loi sur les licenciements, datant du 15 juillet 1966, puis celle de 1970, dite *« statut des travailleurs »*, qui contient toutes les dispositions relatives à *« la sauvegarde de la liberté et de la dignité des travailleurs, de la liberté et de l'action syndicale »*.

La loi de 1966, qui s'applique aux entreprises de plus de 35 employés, stipule que le salarié ne peut être licencié que pour *« une juste cause »* (manque aux obligations contractuelles par exemple). Mais il est prévu que la charge de la preuve de cette juste cause ou du *« caractère réel et sérieux du motif de licenciement »* incombe à l'employeur. (C'est là une différence notable avec la législation française qui dans un premier temps fit porter la charge de la preuve du caractère *abusif du licenciement* sur le salarié, puis, à partir de 1973, a laissé au juge la responsabilité d'apprécier la nature des motifs invoqués.)

L'indemnité de fin de contrat est due au salarié dans tous les cas de rupture du contrat de travail. Lorsque le licenciement est jugé injustifié, l'employeur est tenu de réintégrer le travailleur dans un délai de trois jours et de *« réparer le dommage subi en lui versant une indemnité d'un montant équivalent à un minimum d'un mois et à un maximum d'un an du dernier salaire, compte tenu de la taille de l'entreprise, de l'ancienneté du salarié ou du comportement des parties en présence »*.

La loi sur le *« statut des travailleurs »* renforce ces dispositions en prévoyant une réparation du dommage subi pour licenciement injustifié *« non inférieure à cinq mois de salaire »*. En ce qui concerne en outre le licenciement à la suite d'un refus de mutation par un représentant syndical, le juge peut décider *« par voie d'ordonnance la réintégration du travailleur dans son emploi »*.

La cause juste

Cette législation qui, à l'origine, avait pour objectif d'éviter les licenciements abusifs, et traduit en outre la modification du rapport de forces entre patronat et syndicats au début des années 1960, rend dans la pratique très difficiles les licenciements en raison de la rigidité de la définition donnée par la magistrature de la « cause juste ».

On cite souvent l'exemple de ce boucher romain qui, ayant surpris sa femme avec un commis et ayant licencié celui-ci, s'était vu contraint par le juge de le réintégrer. Ou cette autre décision d'un juge reconnaissant à un employé *« porté malade »* le droit de pratiquer la course cycliste parce qu'elle était salutaire à sa santé... Une telle réaction aux *« licenciements représailles »*, courants au lendemain de la guerre, a en fait conduit à ligoter l'employeur, notamment en ce qui concerne la mobilité intérieure à l'entreprise.

En ce qui concerne, en revanche, les licenciements pour cause économique (en raison soit d'une crise, soit d'une restructuration de l'entreprise), les textes prévoient des procédures, mais sont moins normatifs et détaillés que dans le cas de licenciement individuel. C'est sur les modalités d'application de ces procédures (choix des licenciés, par exemple) que peuvent réagir les syndicats. Mais dans les P.M.E., où les syndicats sont par définition plus faibles ou inexistants, l'employeur est beaucoup plus libre d'agir à sa guise.

Les problèmes que posent les licenciements pour cause économique recoupent en réalité ceux de la *cassa integrazione* (caisse d'indemnisation du chômage partiel), qui est devenue en quelque sorte l'antichambre aux licenciements. Conçue en 1941 pour pallier quelques difficultés locales, la *cassa* est devenue *au fil des années* un « rouage » du système économique italien, offrant *une soupape de sécurité (et de rentabilité)* aux entreprises de grande taille, *et rejetant* sur l'Etat la charge de la main-d'œuvre en surnombre. En 1982, *six cent vingt millions* d'heures ont été indemnisées et cinq cent mille à *six cent mille personnes* ont été concernées, ce qui équivaut à trois cent mille chômeurs à *temps* complet. Pour le premier semestre 1983, ce sont quatre cent trois millions d'heures qui ont été indemnisées, en augmentation de 26 % par rapport à l'année dernière.

Tant pour la réduction de personnel pour cause économique que pour la mise en *cassa integrazione*, l'entreprise doit communiquer au préalable son projet au syndicat. Une première négociation a alors lieu. Même sans accord, la direction peut continuer la procédure.

On distingue deux types de mise *en cassa integrazione.* D'abord, l'intervention ordinaire lorsque les difficultés traversées par l'entreprise sont dues à des événements passagers, sans que sa vie soit *mise en* cause. C'est la commission provinciale de l'Institut national de sécurité sociale (I.N.P.S.) qui donne son autorisation. L'entreprise doit faire l'avance des prestations, celles-ci étant par la suite déduites de ses charges sociales mensuelles. L'indemnisation est accordée par périodes successives de trois mois, et le maximum autorisé est six mois consécutifs. *La rémunération* est fixée à 80 % du salaire brut.

L'intervention extraordinaire, en revanche, a pour motifs soit une restructuration de la production, soit une crise sectorielle ou locale, soit une crise limitée à l'entreprise (la majorité des cas). C'est le bureau régional du travail, sur avis de l'inspection du travail et des syndicats, qui étudie la demande faite par l'entreprise ; mais c'est le ministère du travail qui prend la décision (il étudie ainsi près de cent cinquante dossiers par mois, et n'en refuse que 20 %).

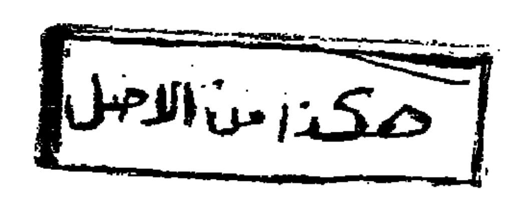
Il n'y a pas de limite de temps à l'*intervention* extraordinaire et la prorogation est accordée en fonction du *motif invoqué initialement* par la direction de l'entreprise. Au-delà du *douzième mois*, le *ministère* du travail doit consulter semestriellement le *comité interministériel* pour la politique industrielle (CIPI) sur les travaux de *restructuration entrepris* par l'entreprise conformément au programme *qu'elle lui a soumis*. L'entreprise n'est pas tenue de faire l'avance des prestations à la caisse.

Le système qui théoriquement maintient le lien entre l'employeur et le salarié est une antichambre aux licenciements dans la mesure où, de prorogation en prorogation de la *cassa integrazione*, l'entreprise finit, parfois au bout de plusieurs années, par dire qu'elle n'est pas en mesure de réintégrer ses *cassa integrati* qui deviennent alors de vrais chômeurs. Le système place en outre le syndicat dans une position de faiblesse pour défendre ses adhérents, car, dans le cas des *cassa integrati*, il ne dispose plus de la force que constituent les salariés à l'intérieur de l'*usine*. *En outre*, l'ampleur du chômage technique partiel a fini par entamer la représentativité du syndicat à la base.

Devant la croissance démesurée des interventions de la caisse d'indemnisation, le gouvernement et la Fédération unitaire, qui regroupe les principaux syndicats, se sont mis d'accord pour *une révision des mécanismes* du chômage technique. *Mais cette réforme est actuellement* bloquée par les négociations en *cours* pour *le renouvellement* des conventions collectives. La législation *italienne* en *matière* de licenciement conduit donc à une situation paradoxale.

Il y a, d'un côté, une législation qui garantit le travailleur d'une manière particulièrement efficace, mais qui, selon le patronat, conduit à une rigidité excessive de l'emploi et a, en outre, encouragé l'absentéisme abusif. De l'autre, il y a un système, qui visait à alléger temporairement les effectifs des entreprises en difficulté ou désireuses de se restructurer, perverti au point d'être devenu non plus un moyen, mais *une fin*. Le système de la *cassa integrazione* est devenu un gouffre budgétaire *sans* que les avantages qu'en retirent les entreprises *soient suffisants* pour relancer l'appareil productif. Cela dit, d'un point de *vue* global, il *existe* aussi un lien indiscutable entre le *chômage partiel* et l'économie immergée.

PHILIPPE PONS.



Le Monde de l'économie

LE DROIT DU LICENCIEMENT A L'EPREUVE

R. F. A. : une procédure acceptée

EN Allemagne fédérale, la procédure de licenciements, réglée par des textes regroupés sous le nom de *« protection contre les licenciements »*, adoptés en 1969, puis complétés en 1974, ne fait pas l'objet d'un débat acharné entre partenaires sociaux. Si les syndicats lui reprochent de ne pas offrir de garanties suffisantes aux employés des petites entreprises (moins de vingt personnes) et souhaitent la voir renforcer, le patronat n'avance pas de projet concret pour la modifier.

Les patrons estiment cependant que, depuis 1979, la pratique a accru la protection des ouvriers, les jugements rendus ayant souvent imposé aux entrepreneurs de verser des dédommagements qui pèsent lourd dans leurs charges. De plus, le dédale administratif de toute procédure dure au moins quatre à cinq mois, affirment-ils.

Une longue marche

En règle générale, avant de licencier, les entreprises recourent au chômage partiel, précise la puissante confédération des syndicats ouest-allemands D.G.B., qui regroupe près de huit millions de membres. L'employeur doit alors demander une autorisation à l'Office du travail (Arbeitsamt), qui assume les fonctions de l'agence pour l'emploi et de l'inspection du travail. Cette administration est partie prenante dans l'affaire et, si elle donne son aval, elle prendra en charge les indemnités allouées aux employés pour les heures chômées.

La confédération des syndicats ne cache pas ses réticences face au chômage partiel : *« Les patrons utilisent trop souvent cette méthode pour régulariser la production. Ils ont très vite compris qu'un employé travaillant six heures par jour ou quatre jours sur cinq est plus productif »*, affirme-t-elle.

Si ces mesures n'ont pas suffi à pallier les difficultés d'une entreprise, l'étape suivante est celle des licenciements :

● Les employés d'une toute petite usine se voient alors purement et simplement *signifier leur congé*, avec respect du préavis légal, proportionnel à leur ancienneté : quatre mois pour huit ans de présence dans l'usine, cinq mois pour dix ans, six mois pour douze ans...

● En revanche, dans les entreprises de plus de vingt personnes, qui ont droit d'élire un comité d'entreprise, une longue marche administrative commence. Le C.E. doit être réuni, et informé *« aussitôt »*, affirment les textes, qu'un patron prévoit des modifications dans l'entreprise qui entraîneront des conséquences pour les salariés.

Pour préciser ce flou, cinq exemples sont cités dans la loi de protection : la réduction ou l'arrêt d'une usine ou de certains de ses ateliers ; le transfert d'une usine ou de certains de ses secteurs ; la fusion avec d'autres entreprises ; des changements fondamentaux dans l'organisation du travail ; l'introduction de nouvelles méthodes de protection.

En principe donc, tout licenciement est soumis à l'approbation du comité d'entreprise. Le patron doit, en outre, demander une autorisation, toujours à l'Office du travail, dès que le nombre des emplois supprimés fait entrer son plan dans la catégorie *« licenciements collectifs »* : plus de 5 employés pour une entreprise de moins de 60 personnes ; 10 % du personnel pour une entreprise de 60 à 500 personnes ; plus de 30 employés au-dessus de 500 personnes.

Les syndicats déplorent que l'Office du travail autorise pratiquement toujours les suppressions d'emplois. *« Il se contente d'envoyer un inspecteur du travail dans l'usine concernée pour indiquer aux personnes menacées comment s'inscrire au chômage »*, affirme un juriste du D.G.B. à Bonn, se référant à un cas qu'il a traité.

Même muni de cet accord, un patron ouest-allemand ne peut alors licencier arbitrairement tel ou tel employé de son choix. Il doit établir une liste nominative, ultérieurement soumise à l'approbation du C.E., qui tient compte de critères « sociaux » – l'âge de l'employé, sa situation de famille, le revenu de son conjoint, – sinon un licenciement pourra être déclaré *« socialement injuste »* par le tribunal du travail.

Ce marchandage peut s'avérer pénible, reconnaissent les syndicats. Mme Goetz, juriste du D.G.B. à Bonn, raconte l'exemple d'une employée licenciée dans une usine de céramique de Bonn : pour retrouver son emploi, elle a dû prouver qu'elle se trouvait dans une situation plus défavorisée qu'une de ses collègues, gardée dans l'entreprise. Quand elle a effectivement repris son travail dans l'usine, elle a été accueillie par des manifestations d'hostilité, et des réflexions, ajoute-t-elle.

Tout en établissant cette liste, patron et comité d'entreprise élaborent un « plan social » qui permettra d'offrir un recyclage et des indemnités aux licenciés. L'entrepreneur met dans la balance une enveloppe globale que le C.E. répartira. Une « bonne prime » de licenciement peut varier entre 25 000 marks et 30 000 marks (75 000 francs et 90 000 francs) par personne, indique le D.G.B.

Mais il est hasardeux d'établir une moyenne : *« Quand une entreprise est très endettée, obtenir le moindre pfennig de compensation pour la perte des emplois s'avère très difficile. Même des jugements du tribunal du travail, obligeant un employeur à indemniser ses ouvriers licenciés, peuvent rester lettre morte pendant des mois, voire des années »*, ajoutent les syndicats.

Si l'entrepreneur et le comité d'entreprise n'arrivent pas à s'entendre sur ce plan social, ils peuvent demander la médiation du directeur de l'Office du travail, puis – recours ultime – la constitution d'une commission de conciliation. Celle-ci, toujours constituée d'un nombre impair de membres, comprend des représentants des employés et du patronat à parité, et un juge du tribunal du travail, qui tranche.

Quatre par quatre

Le patronat se plaint que, depuis 1979, la pratique du plan social soit devenue *« quasi systématique »*, alors que la loi ne le stipulait pas expressément, affirme-t-il. En revanche, selon les syndicats, bon nombre d'entrepreneurs essaient de tourner la loi, congédient quatre personnes par quatre personnes pendant plusieurs mois de suite – afin de ne pas tomber sous le coup des licenciements collectifs, – puis, quand ils n'ont plus que dix-neuf employés – donc plus de C.E., – ils ferment l'usine. C'est alors au syndicat de faire la preuve devant le tribunal du travail qu'il est confronté à un cas de licenciement collectif déguisé pour bénéficier du plan social.

Mme Goetz cite également l'exemple – *« mais cela constitue vraiment une exception »* – d'une usine de matériel médical des environs de Bonn, n'employant que douze personnes, où elle a pu arracher un plan social. Le patron voulait fermer cet établissement pour regrouper la production auprès de la maison mère à Munich. Le tribunal du travail a octroyé un plan social en se fondant sur le chiffre d'affaires réalisé par cette petite unité, soit plus d'un tiers du résultat global du groupe.

Pour le D.G.B., la loi ne mérite pas son nom de « protection contre les licenciements » et devrait être rebaptisée « loi sur les indemnisations ». La puissante confédération syndicale souhaite en effet que, lorsque un licenciement est controversé, l'employé garde sa place jusqu'à la décision ultime du tribunal du travail.

Une enquête réalisée de 1973 à 1980 par le ministère du travail du gouvernement social-démocrate du chancelier Helmut Schmidt semble lui donner raison. Elle avait établi que, seulement dans 1,7 % des cas de licenciement, un ouvrier qui s'estime injustement licencié et entame des poursuites réussit à retrouver sa place dans l'entreprise. La majorité d'entre eux – il faut le reconnaître – ne le souhaitent même pas : ils préfèrent être dédommagés financièrement par leur ancien patron que de revenir dans leur usine après plusieurs mois de procès.

L'enquête du ministère du travail montrait aussi clairement qu'on risque beaucoup plus d'être licencié lorsque l'on travaille dans une toute petite usine que dans un grand groupe. Dans les entreprises de deux mille personnes, où la cogestion instaurée dans les année 50 est en vigueur, 1 employé sur 48 était licencié, alors qu'1 sur 7 l'était en moyenne dans les petites entreprises de moins de 5 personnes. Dans les grands groupes, il existe une protection supplémentaire, la commission économique, où direction et syndicats discutent de la marche de l'entreprise.

Les femmes sont plus souvent licenciées que les hommes : elles représentent 43 % des cas, alors que la proportion des femmes au travail est de 38 %. Leur salaire compte souvent comme second revenu, donc socialement moins important pour une famille. L'enquête laissait également transparaître que la décision de fermer un atelier ou une usine est *« chose patronale »* contre laquelle les syndicats ont peu de recours : seulement dans 8 % des plans de licenciement, le comité d'entreprise rejette le projet. Dans 66 %, il accepte. Le reste du temps, il demande à réfléchir ou émet des réserves.

Enfin, les syndicats indiquent qu'ils sont plus durs pour exiger des compensations quand ils sont confrontés à un patron *« qui a fait des erreurs de gestion flagrantes »* ou continue à *« se payer royalement »* malgré des difficultés de trésorerie que lorsqu'une entreprise est en difficulté *« parce que c'est la crise »*. Les personnes licenciées n'ont ensuite plus qu'à se tourner vers l'Office du travail pour les indemnisations de chômage. Elles s'élèvent en R.F.A. à 68 % du salaire pendant la première année.

NICOLE MARTICHE.

GRANDE-BRETAGNE : un patronat

(Suite de la page 17.)

● **Les indemnités de licenciement**

L'employeur doit verser une somme forfaitaire à tout employé privé de son emploi pour des raisons économiques et possédant au moins deux ans d'ancienneté. Le montant des indemnités est obtenu en multipliant le salaire hebdomadaire de la personne licenciée (ou, suivant l'âge de celle-ci, la moitié du salaire, ou bien le salaire augmenté de 50 %) par le nombre d'années d'ancienneté.

L'État accorde à l'employeur une ristourne égale à 41 % des indemnités versées aux employés débauchés ; la ristourne en question est prélevée sur un fonds spécial alimenté par une petite fraction des charges sociales payées par les employeurs et les employés. Le chef d'entreprise est autorisé à inscrire les 59 % restants au chapitre des frais de sa société. S'il se trouve face à des problèmes de trésorerie tels que le versement d'indemnités de licenciement pourrait mettre son affaire en péril, il peut demander au gouvernement de prendre en charge provisoirement la totalité des indemnités, étant entendu qu'il remboursera sa part aussi rapidement que possible.

● **Les licenciements abusifs**

S'il juge qu'il a été privé de son emploi de façon inique, l'employé est en droit de plaider sa cause en justice. Aux termes de la loi, un licenciement ne peut pas être considéré comme juste s'il n'est pas lié à la conduite de l'employé, à ses capacités professionnelles ou à une réduction d'effectif pour motif économique, ou bien à d'*« autres raisons importantes susceptibles de justifier le débauchage d'un employé »*.

Ces conditions sont nécessaires, mais pas *forcément suffisantes*. Ainsi, un licenciement pour motif économique sera jugé arbitraire si la personne qui en est victime a été choisie en raison de son sexe, de sa race ou de son appartenance à un syndicat. Ou de sa non-appartenance à une organisation ouvrière dans le cas où les relations sociales de son entreprise sont régies par un système de *closed shop* (affiliation obligatoire à un syndicat) *« non approuvé »* (1).

Les réformes des conservateurs

Cette dernière disposition fait partie des réformes introduites par les lois conservatrices de 1980 et 1982 sur les relations industrielles, destinées principalement à réduire le pouvoir des trade unions. En ce qui concerne la question des licenciements, ces deux lois visent à alléger le fardeau des entreprises, et à étendre aux non-syndiqués le bénéfice de la législation sur l'emploi.

Ainsi, aujourd'hui, l'employeur n'est plus tenu – comme il l'était

LE DROIT DU LICENCIEMENT A L'EPREUVE

SUÈDE : des syndicats compréhensifs

TOUT licenciement en Suède suppose une négociation préalable entre les délégués syndicaux et l'employeur. En cas de désaccord local, le litige peut être porté au niveau des confédérations respectives et devant le tribunal du travail, dont les sept membres sont nommés par les syndicats, le patronat et le gouvernement.

Les partenaires sociaux doivent observer une panoplie de lois sur les modalités de la participation dans l'entreprise : statut des élus syndicaux, représentation des travailleurs au conseil d'administration, droit des salariés au congé-éducation, environnement du travail, codétermination et protection de l'emploi. Ces textes, votés par le Parlement entre 1973 et 1977, sont venus – au grand regret du patronat – réglementer des questions qui étaient jusqu'alors traditionnellement réglées par des accords paritaires, dans les conventions collectives.

Toujours est-il que les lois Auroux existent ici depuis belle lurette et personne, en fait, ne s'en plaint. Au contraire, les P.-D.G. estiment qu'il est préférable d'associer les syndicats aux décisions, plutôt que de les avoir contre soi. Il n'y a pratiquement pas de grèves.

Le principe fondamental de la participation « à la suédoise » est qu'un patron ne peut prendre une décision concernant l'« *activité de sa société* », dans le sens le plus large du terme, avant d'avoir informé les syndicats de ses intentions, *même s'il garde le dernier mot.* Le processus est « *plus laborieux* » ou « *plus démocratique* » – selon à qui l'on s'adresse.

Cette obligation est aussi valable dans le domaine de la protection de l'emploi. Aux termes de la loi, un salarié en Suède est « *employé jusqu'à nouvel ordre* », « *embauché pour la réalisation d'un projet* » (cas courant dans le bâtiment par exemple), « *stagiaire* » ou « *vacataire* ». Pour « *mettre fin à cet emploi* », un patron doit invoquer des motifs « *valables* », qui peuvent être liés à la réduction de la capacité de production ou à des problèmes personnels, tel qu'absences trop fréquentes, alcoolisme ou difficultés de collaboration en équipe.

Dans le cas d'une compression de personnel, un chef d'entreprise doit donc présenter, chiffres à l'appui, les raisons pour lesquelles une telle mesure à ses yeux s'impose. Le syndicat prend connaissance du dossier, fait appel si besoin à un expert en comptabilité de sa confédération, et donne son avis. Généralement, il ne cherche pas à faire de l'obstruction systématique, pense d'abord à la survie de l'entreprise et s'efforce de limiter seulement le nombre de mises à pied.

La liste des « victimes »

Cette attitude « *réaliste* » peut souvent donner du fil à retordre aux délégués syndicaux lorsqu'ils doivent expliquer à leurs membres pourquoi ils ont accepté la décision de la direction et contribué ainsi au *renvoi de leurs collègues...* Toutefois, ce mécontentement à l'égard du syndicaliste « *allié du patron* », bien que très répandu, ne débouche que rarement sur des grèves sauvages. Mais les réunions syndicales sont loin de faire le plein...

La décision, de principe, d'une compression des effectifs étant approuvée par les deux parties, il s'agit dans un deuxième temps de dresser la liste des « *victimes* » des mauvaises affaires de l'entreprise. La règle est que « *les derniers employés doivent sortir les premiers* ». Et cela pose de sérieux problèmes aux patrons soucieux de conserver le personnel le plus compétent et le plus qualifié possible – indépendamment de l'âge et de l'ancienneté.

En pratique, cette règle est appliquée avec une certaine souplesse. Chez Sandvik, groupe sidérurgique multinational, les syndicats ont par exemple accepté, au printemps dernier, des mises en retraite anticipées à partir de cinquante-cinq ans, pour éviter le licenciement d'employés plus jeunes. Pour ceux-ci, le chômage aurait aussitôt suscité des problèmes financiers, la plupart s'étant endettés pour l'acquisition d'une villa ou d'une voiture. « *C'est une solution relativement satisfaisante à court terme*, dit-on à L.O. (Confédération générale du travail, de tendance social-démocrate), *mais nous ne devons pas capituler pour autant.* »

La compagnie nationalisée des mines de fer L.K.A.B. a offert, avec l'accord des syndicats, la somme de 60 000 couronnes à tous les « *partants volontaires* », et plusieurs centaines d'employés ont choisi cette solution. Un patron peut également faire valoir que le travail assuré par un ouvrier embauché depuis quelques mois seulement – étant très « *spécialisé* » – ne peut être effectué par un autre, pourtant plus âgé et bénéficiant de plus d'ancienneté dans l'entreprise.

La loi sur la protection de l'emploi de 1974 était particulièrement restrictive. Toute personne employée bénéficiait en réalité d'une sécurité « *à vie* » et l'embauche pour une période probatoire était pratiquement exclue. Résultat : les entreprises hésitaient à augmenter leurs effectifs et préféraient jouer la carte des heures supplémentaires. La « *protection de l'emploi* » ne stimulait pas la création de nouveaux emplois. Au contraire. Ces textes ont été maintenant assouplis – les syndicats admettent d'ailleurs que cela était nécessaire – et des accords ont été passés sur des embauches limitées dans le temps lorsqu'une PME, par exemple, doit honorer une grosse commande.

Enfin, cette série de discussions terminée, l'employeur doit donner un préavis de licenciement. Les délais varient entre un et six mois, selon l'âge des employés. En fait, il est assez rare que les partenaires sociaux fassent appel au tribunal du travail pour trancher leurs différends sur les compressions de personnel résultant de difficultés financières ou d'une chute des commandes.

Cet été, cependant, la cour a condamné la compagnie maritime Johnsons Line, qui avait licencié abusivement dix-neuf employées finlandaises d'un ferry-boat en prétextant que ces femmes, « *ne parlant pas le suédois* », pouvaient mettre en péril la sécurité des passagers en cas d'avarie du navire... Il s'agissait d'une discrimination, a estimé le tribunal.

Celui-ci est plutôt mis à contribution dans les affaires « *individuelles* » lorsqu'un employé dérobe du matériel ou se voit accusé de négligence au travail, d'absences répétées (les Suédois peuvent s'absenter jusqu'à cinq jours sans être tenus de présenter un certificat médical à leur retour), ou encore de mauvais esprit de collaboration et d'alcoolisme. Dans ces cas précis, et assez nombreux, il incombe encore à l'employeur d'informer le délégué syndical en temps utile et de fournir une raison « *valable* » au renvoi d'un « *fautif* ».

Le patron est également obligé, par la loi, avant de licencier un travailleur – ou un cadre – pour une conduite qu'il estime inacceptable, de lui proposer un autre poste dans l'entreprise, car son comportement s'explique peut-être par une insatisfaction dans son travail et un désir de changer de tâche.

On cite souvent le cas de ce ramoneur de la ville de Malmö qui tentait de cambrioler des pavillons déserts « *pendant ses loisirs* ». La commune, soucieuse de sa réputation, avait licencié ce personnage, mais avait dû revenir sur sa décision parce qu'elle ne lui avait pas proposé, d'abord, un autre poste dans les services municipaux. Le jugement du tribunal explique pourquoi ce ramoneur travaille aujourd'hui dans une compagnie municipale de sapeurs-pompiers...

Alcoolisme ou maladie

Le fait d'être un « *buveur excessif* » est-il un motif de licenciement ? L'alcoolisme doit-il être considéré comme une maladie ? Compte tenu de l'ampleur du fléau en Suède, ces deux questions sont souvent discutées par le tribunal du travail, et les jugements qu'il a rendus sont plutôt contradictoires. Il n'y a pas de règle absolue. Tout dépend des conséquences entraînées par ce penchant pour la boisson : des absences longues et répétées ou un travail mal fait. Ainsi, la cour d'arbitrage a-t-elle donné raison à un employé, d'évidence éthylique, qui comptait trente-six jours d'absence en 1978, cent quarante en 1981 et deux mois et vingt-huit jours depuis le début de l'année en cours. Cet homme était malade et une maladie n'est pas une « *raison de licenciement* », a décrété le tribunal.

Dans ces cas « *individuels* », un travailleur ou un cadre abusivement licencié peut exiger sa réintégration. Mais l'employeur a aussi la possibilité de ne pas satisfaire à sa demande en versant des indemnités, des dommages et intérêts pouvant représenter jusqu'à quarante-huit mois de salaire.

Il convient également de mentionner qu'en Suède, dans ce type de litiges, il est préférable d'être syndiqué. Environ 90 % des travailleurs et des cols blancs le sont, certes, mais 10 % choisissent de rester à l'écart, soit par principe, soit parce qu'ils ne veulent pas devenir automatiquement membres du parti social-démocrate. Dans ce cas, ce sont les tribunaux publics qui prennent en charge le dossier.

Une firme textile avait ainsi décidé de licencier un certain nombre de ses représentants itinérants. L'un d'entre eux avait été mis à pied, bien qu'employé depuis de nombreuses années. Il porta plainte et obtint finalement gain de cause en juin 1983. Mais les syndicats avaient, dans une phase antérieure, approuvé son licenciement. Peut-être une punition parce qu'il n'était pas membre de la fédération des employés de commerce ?...

Lorsqu'ils évoquent la « *crise* » actuelle, les syndicats rappellent volontiers que cent soixante mille emplois ont disparu dans l'industrie suédoise au cours des six dernières années. Mais il faut constater que ces suppressions de postes ont été décidées, sinon avec leur accord, du moins avec leur « *compréhension* » pour les problèmes de l'entreprise. C'est un aspect de la participation à la scandinave.

ALAIN DEBOVE.

à peu près satisfait

théoriquement avant – de faire la preuve absolue du bien-fondé de sa décision dans un procès relatif à un licenciement abusif. A la C.B.I. cependant, on ne pense pas que cette réforme ait de grandes conséquences dans la pratique « *car, dans le passé, les juges se prononçaient déjà en tenant compte de façon égale des témoignages des deux parties* ».

Plus importante, selon la confédération patronale, est la réforme qui a allongé la période d'ancienneté minimale nécessaire pour qu'un employé puisse poursuivre son patron en justice pour licenciement arbitraire. La période en question est passée de six mois à un an pour la plupart des entreprises et d'un an à deux ans pour celles qui emploient vingt personnes ou moins. Cette réforme, tout en réduisant le nombre des cas en attente de jugement, a permis à nombre de petites entreprises d'éviter de grosses pertes de temps et d'argent. Les syndicats, pour leur part, la trouvent néfaste car « *le recours à un conseil de prud'hommes est très important pour les employés des petites entreprises, où les organisations ouvrières sont généralement absentes* ».

Le gouvernement conservateur a accédé à une autre revendication patronale en réformant le fonctionnement des tribunaux industriels de façon à stopper les actions « *futiles* » avant qu'elles n'atteignent le stade « *coûteux à tous points de vue* » des auditions. Si une plainte pour licenciement abusif lui apparaît d'emblée peu sérieuse, le tribunal est autorisé à inciter le plaignant à abandonner son action en lui faisant comprendre qu'il risque fort d'avoir à payer les frais du procès. Cependant, rien ne peut empêcher l'employé de maintenir sa plainte si tel est son désir.

Si la C.B.I. estime que les lois de 1980 et 1982 vont « *modifier de façon radicale la législation sur le licenciement* », la Confédération des entreprises britanniques pense au contraire que celle-ci n'a été que légèrement changée. Selon l'Institut des directeurs, les effets des nouvelles lois conservatrices du point de vue patronal sont surtout psychologiques en ce sens que les modifications apportées à la législation ont aidé les employeurs à se débarrasser du « *complexe de persécution qu'ils nourrissaient à l'égard de cette législation* ».

JEAN-MARIE MACABREY.

(1) Jusqu'au 31 octobre 1984, tout accord de *closed shop* qui a pris effet avant le 15 août 1980 est considéré comme « *approuvé* ». En revanche, un accord entré en vigueur après le 14 août 1980 n'est considéré comme « *approuvé* » que s'il a été accepté par au moins 80 % des employés concernés. A partir du 1er novembre 1984, tout accord de *closed shop* – quelle que soit la date de sa création – devra bénéficier du soutien d'au moins 80 % des personnes concernées ou de 85 % des votants.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

LE DROIT DU LICENCIEMENT A L'EPREUVE

LA SITUATION EN FRANCE

Le cas des A.R.C.T. : un blocage syndical

Les salariés des Ateliers roannais de construction textile (A.R.C.T.) auraient dû apprendre officiellement, le 1er septembre en comité d'entreprise, les mesures de licenciement qui frappent quatre cents d'entre eux. Mais ce comité n'a pu se dérouler, les syndicats en étant absents. Les usines sont occupées depuis le 24 août. La direction, soutenue par les pouvoirs publics, semble devoir rester ferme sur cette décision. La situation de l'entreprise, en crise depuis presque... dix ans, la motive.

LES A.R.C.T. doivent être placés, comme Manufrance ou La Chapelle-Darblay, au rang des entreprises-test de la C.G.T. Des sociétés, qui furent florissantes, qui gardent un potentiel technique et qui, surtout, sont désormais seules, ou presque, sur leur marché. Leur liquidation signifierait une perte sèche, à l'heure de la reconquête du marché intérieur.

Dans les années 60, les A.R.C.T., entreprise familiale, jouissaient d'une formidable réputation mondiale dans le domaine des machines de texturation. La société exportait près de 90 % de sa production et détenait un quasi-monopole, y compris aux États-Unis, premier marché textile du monde. Dès 1974, la concurrence s'avive. Faute d'évolution, à cause d'erreurs répétées, les A.R.C.T. se retrouvent patientes du CIASI en 1977.

Depuis lors, les plans d'aides succèdent aux plans d'aides, dans une ambiance sociale surchauffée. L'État et les banques paient un total proche, sans doute, de 400 millions de francs actuels, mais sans jamais exiger de plan industriel ni d'ailleurs sans restructurer le capital. En 1982, la société a perdu quelque 90 millions de francs. Le « trou », cette année, est sur la pente des 150 millions, soit l'équivalent du chiffre d'affaires ! Il fallait trancher.

La moitié suffit

Sous la pression des pouvoirs publics, un nouveau responsable, M. Bader, est nommé en octobre 1982. Il est chargé de bâtir un plan dont les grandes lignes sont aujourd'hui connues : licenciement de 400 personnes sur 950 (2 000 employés dans les années 60), abandon de deux usines sur trois à Roanne et aide financière de l'État. M. Bader réclame 450 millions de francs sur trois ans, mais à Matignon, où l'on pilote le CIRI (l'ex-CIASI), qui est chargé du dossier, on estime que la moitié devra suffire : la somme demandée est disproportionnée au « coût » de 550 emplois (950 — 400) dans le secteur de la construction textile.

Obtenir 450 millions de francs pour maintenir 550 emplois, soit 820 000 francs par emploi, serait en effet quelque cinq fois trop cher si l'on en croit une étude de l'INSEE sur les investissements et les créations d'emplois (*Économie et Statistique* de juin 1983). L'INSEE a calculé que 100 millions de francs permettaient de créer en moyenne 631 emplois dans la machine-outil, secteur proche de la machine-textile. Un emploi dans ce secteur ne « coûterait » donc que 158 000 F. *« La reconquête du marché intérieur a tout de même des limites »*, explique-t-on, à Matignon.

La C.G.T., de son côté, s'oppose aux licenciements. Elle souhaiterait trouver une voie de diversification pour l'entreprise et/ou créer d'autres entreprises à Roanne. Mais ni l'une ni l'autre solutions n'ont pu être réalisées dans la conjoncture actuelle.

La C.G.T. fait valoir également le nouveau procédé mis au point par l'entreprise sous le nom de *Novacore*, qui fabrique un fil textile alliant fibres textiles et fibres naturelles. Cette innovation, pleine de qualités réelles, a, en fait, compliqué toute l'affaire parce qu'on y a vu une « solution miracle » aux problèmes de l'entreprise.

Une première machine, la RS 200, utilisant le procédé *Novacore*, est mise au point dès 1980, en avance sur la concurrence. Mais avec des fils « à deux bouts », elle s'adresse surtout aux lainiers, hélas en crise et qui ne représentent que 10 à 15 % du marché. Le miracle manque de marketing. Il ne peut à lui seul faire repartir l'entreprise.

Aujourd'hui, une seconde machine (la RS 100) à destination des cotonniers — cette fois le gros du marché — est en préparation. Rhône-Poulenc Textile y contribue. La direction mise tout sur cette machine et veut forcer l'allure de sa mise au point pour la présenter en octobre à l'exposition mondiale de Milan : International Textile Machinery Association (I.T.M.A.), qui se tient tous les quatre ans. *« Dernière chance pour les A.R.C.T. »* que l'occupation des locaux réduit de jour en jour.

C'est peut-être exagérer l'importance de cette exposition. Les fabricants et les acheteurs de machines textiles forment un petit monde qui se connaît bien et toutes les décisions des clients ne seront pas prises à Milan.

Il reste qu'il faut trouver une solution viable. L'avance technologique a été comblée. Les japonais Murata et Torey Ing., l'américain Holling-Worth et d'autres présenteront, à Milan justement, des machines à procédé *Novacore*. La direction et Matignon sont persuadés que les nouvelles machines ne pourront générer un chiffre d'affaires suffisant que pour payer 550 personnes, *« ce qui est déjà très optimiste »*. Et Matignon menace : c'est ça ou la liquidation. Pas de miracle, ni technique ni financier, dans l'industrie.

ÉRIC LE BOUCHER.

La pratique en cause

(Suite de la page 17.)

Ensuite, viennent les problèmes liés aux délais maximum d'autorisation qui sont plus compliqués. Il y a la loi et la pratique, très différentes.

La loi et l'accord interprofessionnel prévoient que si le licenciement collectif intervient pour des raisons conjoncturelles (1), les délais d'information et de consultation des représentants du personnel ou du comité d'entreprise vont de quinze jours pour 10 à 99 licenciements à un mois pour plus de 100 licenciements. En cas de recours à une commission paritaire de l'emploi, ce délai peut passer, respectivement, à un mois et cinq semaines, sachant que la commission aura quinze jours pour examiner le dossier.

Si le licenciement collectif intervient pour des raisons structurelles (2), les délais sont portés à un mois pour 10 à 199 licenciements, à deux mois pour 200 à 299 licenciements et à trois mois pour plus de 300. Là encore, si la commission paritaire est consultée, les délais passent respectivement à cinq semaines, neuf semaines et quatorze semaines.

Les délégués du personnel ou le comité d'entreprise consultés (ils ne peuvent s'opposer à la décision puisque les lois Auroux n'ont pas repris la proposition socialiste initiale sur le « droit de veto »), le dossier parvient alors à l'inspection du travail qui dispose de quatorze jours au maximum pour se prononcer si l'entreprise licencie moins de 10 personnes, de trente jours si elle licencie plus de 10 personnes.

Théoriquement, l'employeur peut alors procéder aux licenciements. Mais, en cas de refus d'autorisation, il devra présenter un « *recours hiérarchique* » auprès du ministère de l'emploi qui aura alors quatre mois pour trancher, c'est-à-dire soit confirmer la décision de l'inspection du travail, soit l'annuler. Si la décision ministérielle est négative, l'employeur peut encore introduire un recours auprès du tribunal administratif.

Dans l'hypothèse où le ministre annule le refus de l'inspection du travail, l'employeur aura attendu de cinq mois et demi à huit mois pour pouvoir appliquer la mesure qu'il estime conforme aux besoins de l'entreprise. Mais il faut aussi reconnaître que le recours hiérarchique, peu fréquent tout de même, n'intervient qu'en cas de divergence d'appréciation entre l'employeur et l'inspecteur du travail.

Cependant, le parcours d'un dossier de licenciement peut encore suivre d'autres méandres. C'est ainsi que des *conventions* de branche ont parfois prévu des délais allant *jusqu'à six mois*, s'il s'agit de raisons structurelles, comme dans la chimie, *par exemple.*

Manœuvres dilatoires

Plus généralement, la pratique a amené des allongements que le C.N.P.F., bien sûr, incrimine. On parle de manœuvres dilatoires, d'utilisation abusive de la procédure pour qualifier des actions que le patronat juge de retardement. L'exemple de Peugeot, cet été, alimente la contradiction patronale : on y retrouve divers moyens, parfaitement autorisés d'ailleurs, qui allaient jusqu'à la saisie du juge des référés pour obtenir la nomination d'un expert, avant les lois Auroux, à la désignation souvent, depuis 1982, de ce même expert par le comité d'entreprise.

Tout naturellement, l'inspection du travail attend que cet examen soit achevé pour s'accorder, à son tour, un délai de réflexion...

S'agissant de l'emploi de leurs *mandants*, il paraît toutefois logique que les représentants du personnel soient passés *maîtres* dans l'utilisation de la procédure. A bon droit, ils *en exploitent toutes les possibilités.* Le contraire serait parfaitement inattendu.

Leur comportement est d'ailleurs facilité par les imprécisions juridiques que recèle la législation actuelle et qui fait l'objet d'une imposante jurisprudence. Les spécialistes du droit du travail écrivent fréquemment sur ce thème, ou organisent des journées d'études pour comparer leurs expériences.

Ainsi, la notion de licenciement économique serait floue et ne permettrait pas toujours d'établir la réalité du motif de licenciement. De même, les notions de « conjoncturel » et de « structurel » pourraient s'interpréter de diverses manières. Enfin, la législation en vigueur, qui impose un contrôle administratif que certains estiment intolérable, ne fournit pas de réels moyens d'investigation pour l'inpection du travail.

A propos de ces retards apportés par les délais de procédure, le C.N.P.F. évoque aussi les coûts qui en résultent pour les employeurs. Mais il est tout aussi vrai que la décision de licencier implique pour le régime de l'assurance chômage, comme pour les pouvoirs publics qui y participent, des dépenses également importantes. Il est donc normal que l'administration ne s'engage que si la nécessité du licenciement est établie.

De plus, le C.N.P.F. a souhaité ces dernières années, comme la plupart des partenaires sociaux confrontés à la crise économique et à la montée du chômage, que soit assurée une gestion *sociale* du dossier de l'emploi. Cela permettait d'éviter des risques majeurs dont chacun avait bien conscience et c'est la raison pour laquelle le patronat s'est engagé dans cette voie, au travers de multiples négociations et accords, comme par exemple sur la garantie de ressources accordée aux préretraités.

Connivence

Aujourd'hui, les motifs d'hier sont remis en cause. Le poids des difficultés amène le patronat à refermer la parenthèse de cette gestion sociale — et contractuelle — de l'emploi, pour retrouver davantage de souplesse. Pourtant, cette souplesse existe déjà — du moins en partie — faite de connivence et de choix délibérés.

Par exemple, on sait que les entreprises ont de plus en plus recours aux contrats de travail à durée déterminée. A tel point que, selon les statistiques de l'UNEDIC, 50,4 % des personnes « entrées » en chômage, indemnisées au titre de l'allocation de base entre le 1er octobre 1981 et le 30 septembre 1982, (de loin la catégorie la plus importante), l'étaient à la suite d'une fin de contrat. Parallèlement, 7,4 % des indemnisés l'étaient devenus à la fin d'une mission d'intérim.

Souplesse, encore, quand on sait que les départs négociés sur la base d'accords spécifiques, telles les conventions F.N.E. de pré-retraites, se sont multipliés, ces dernières années. Licenciements déguisés ou démissions négociées, ces dégraissages d'effectifs se sont souvent faits à la limite du cadre juridique prévu, avec la complicité des représentants du personnel et la bienveillance de l'inspection du travail qui n'y mettait pour seule condition que la consultation du comité d'entreprise.

Or, si la connivence de chacun n'avait pas été acquise, il y aurait bel et bien eu, dans certains cas, fraude. Et, bien souvent, il a fallu suspendre les séances officielles de comité d'entreprise pour expliquer la situation à huis clos...

Dès lors, il apparaît délicat pour *le C.N.P.F. de profiter* tout à la fois de ces facilités implicitement accordées *et de réclamer une plus grande* rigueur pour les licenciements économiques *dont il a, par ailleurs,* participé à l'élaboration du cadre conventionnel. *Il lui faut aussi accepter* la contrepartie des accommodements qui sont offerts par les pouvoirs publics aux entreprises en difficulté.

Ne restait donc plus à M. Gattaz qu'à tempêter sur le perron de l'Élysée, dans l'espoir que son mécontentement amènerait quelques assouplissements pour les délais de procédure. Tout en sachant qu'il n'y avait rien à gagner sur l'essentiel.

ALAIN LEBAUBE.

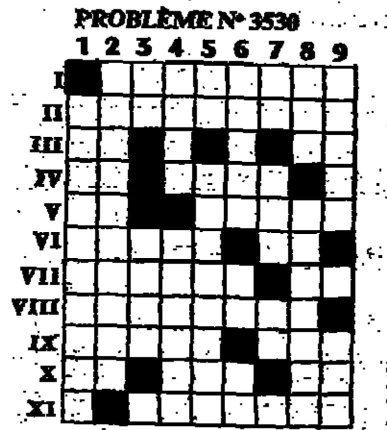
(1) Les raisons conjoncturelles peuvent être invoquées quand l'entreprise doit faire face à une difficulté imprévue : écroulement du marché, hausse des prix des matières premières ou événement extérieur.

(2) Les raisons structurelles peuvent être invoquées quand le licenciement intervient dans le cadre d'une restructuration, d'une fusion ou d'une concentration.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3530



HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui se font suivre. – II. Mis à la porte par un huissier. – III. Son jour est férié. Vieille ville. – IV. Cuvette. Fleuve côtier du Roussillon. – V. Est souvent sur la planche. Bien vrais. – VI. Poussa un peu. Mal reçu (épelé). – VII. Quelque chose qu'on peut avoir à l'œil. Circulaient à Rome. – VIII. Se fait à la tête du client. – IX. Un amoureux de comédie. Poème. – X. *Préposition. Fit l'innocent.* N'a pas un grand lit. – XI. S'attrapent souvent par la queue.

VERTICALEMENT

1. On y met des plantes à l'abri du froid. – 2. Se font souvent sur le champ. – 3. Préposition. Dans l'Ardèche. – 4. Procéda à une inscription. Où il y a une certaine huile. – 5. Préposition. Utile pour celui qui veut effacer ses fautes. – 6. Commune de Belgique. En *Savoie*. Ignore la presse. – 7. Pronom. Un canton dans l'eau. Réservoir. – 8. Peut couler de source. Un autre amoureux de comédie. – 9. Pas flottantes. D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 3529

Horizontalement

I. Refroidissement. – II. Arriération. Con. – III. Ise. Ur. Léda. – IV. Invaincue. Loi. – V. Néris. Et. Aa. – VI. Nièces. Idéalisé. – VII. Résonne. Tas. – VIII. EC. Nansouk. – IX. Maisons. Usagés. – X. Eprises. As. Pile. – XI. Et. État. On. – XII. Ta. Ein. Ur. OK. Me. – XIII. Simuler. Ost. Der. – XIV. *Luxe.* Ornières. – XV. Mer. Saie. Crasse.

Verticalement

1. Raisonnements. – 2. Ers. Cap. Aile. – 3. Freiner. Ire. Mûr. – 4. Ri. Nécessiteux. – 5. Œuvres. Os. Iles. – 6. Irraisonné. Ne. – 7. Da. Is. Nasse. Roi. – 8. Iton. Inn. Tu. Râ. – 9. Si. Cédés. Aaron. – 10. Solité. Oust. Sic. – 11. Enée. Abus. Oter. – 12. Al. Kapok. Râ. – 13. Ecalait. Gin. Dés. – 14. No. Sahel. Mess. – 15. Tulipes. Semer.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

« Musée du Louvre », 10 h 30.

« Les chefs-d'œuvre », 15 heures, musée du Louvre.

« Les thermes gallo-romaines et les caves gothiques », 15 heures, Musée national des thermes et de l'hôtel de Cluny (Musées de France).

« La *nature morte et l'objet, de* Delacroix à Picasso », 14 h 30, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« Les salons de réception de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue *Lobau* (*Arts et curiosités de* Paris).

« L'hôtel de Sully et la place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, métro Saint-Paul (Mme Allaz).

« Illuminations des hôtels du Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Les chefs-d'œuvre du Louvre », 15 heures, musée du Louvre, porte Denon (Paris et son histoire).

« Les portails de Notre-Dame », 15 heures, porte de gauche de Notre-Dame (Paris et son histoire).

« La Butte aux cailles », 14 h 30, sortie métro Corvisart (Paris pittoresque et insolite).

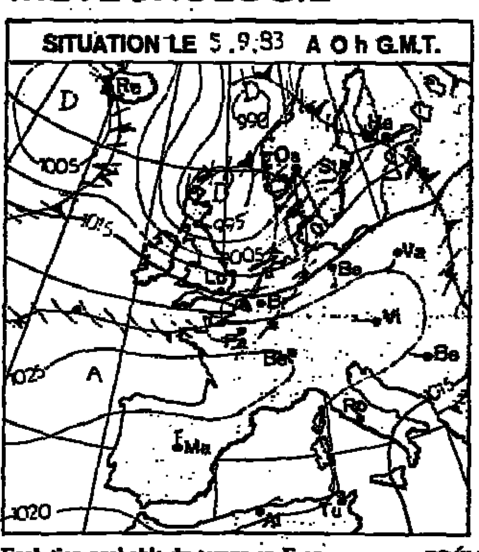
« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Mme Romann).

« La crypte archéologique de Notre-Dame », 15 h 30, entrée du parvis, près parking (Tourisme culturel).

MÉTÉOROLOGIE

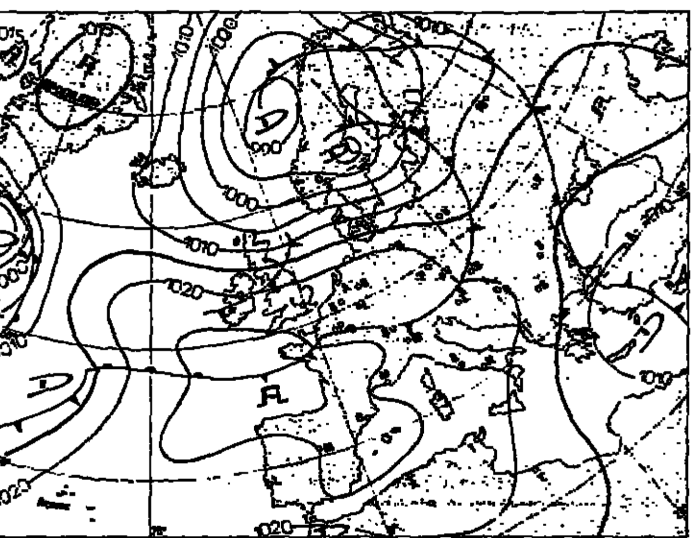
SITUATION LE 5.9.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 6-IX-83 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 septembre à 0 heure et le mardi 6 septembre à minuit.

Le champ de pression sur la France reste élevé, et l'activité des perturbations atlantiques qui circulent sur le nord du pays est très atténuée.

Mardi matin, sur une moitié nord de la France, le temps sera doux, humide et nuageux avec des éclaircies locales près des côtes de la Manche ; plus au sud, le ciel sera dégagé, mais avec un temps légèrement brumeux de l'Aquitaine au sud-ouest du Massif Central.

Au cours de la journée, les périodes ensoleillées prédomineront, excepté près des côtes du nord-ouest où la nébulosité redeviendra importante. Des passages nuageux seront tout de même observés sur la moitié nord du pays et un faible risque d'averses existera du nord des Alpes aux Ardennes. Les températures, assez basses le matin (10 à 12 °C) sur les régions du centre, avoisineront l'après-midi 18 à 27 °C du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 septembre 1983 à 8 heures, de 1022,2 millibars, soit 766,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre ; le second le minimum de la nuit du 4 septembre au 5 septembre) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 15 ; Bordeaux, 24 et 11 ; Bourges, 21 et 15 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 20 et 14 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 15 ; Dijon, 19 et 16 ; Grenoble, 24 et 11 ; Lille, 20 et 15 ; Lyon, 21 et 15 ; Marseille-Marignane, 25 et 14 ; Nancy, 20 et 15 ; Nantes, 20 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 19 ; Paris-Le Bourget, 18 et 17 ; Pau, 24 et 12 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 19 et 16 ; Strasbourg, 22 et 16 ; Tours, 20 et 16 ; Toulouse, 24 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 16 degrés ; Amsterdam, 18 et 15 ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 21 et 14 ; Bonn, 20 et 16 ; Bruxelles, 19 et 14 ; Le Caire, 34 et 22 ; îles Canaries, 26 et 22 ; Copenhague, 19 et 14 ; Dakar, 30 et 26 ; Djerba, 30 et 23 ; Genève, 21 et 14 ; Jérusalem, 28 et 16 ; Lisbonne, 34 et 20 ; Londres, 23 et 13 ; Luxembourg, 16 et 14 ; Madrid, 31 et 15 ; Moscou, 26 et 10 ; Nairobi, 22 et 10 ; New-York, 27 et 22 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 29 et 16 ; Stockholm, 21 et 13 ; Tozeur, 35 et 25 ; Tunis, 30 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Naissances

– Catherine et Emmanuel BINOCHE, Mélanie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Anastasia

Le 3 août 1983.

Mariages

– Annick DESCAMPS et Bernard DELAYE ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Paris le 3 septembre 1983.

Villa Rose-Jeanne,
9, avenue de Chambéry,
74000 Annecy.

– *Le docteur Alec PROCHIANTZ* et Mme, née Florence VIEU,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, à Paris, le 19 juillet 1983.

5, rue Volney,
Paris-2e.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Léo ANTEBI,

ancien chef de clinique à la faculté, médecin à la clinique la Roseraie à Aubervilliers,

survenu accidentellement lors d'une course en montagne, le 23 juillet 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 27 juillet 1983, au cimetière de Bagneux.

– Jean et Colette Basse,
Denyse et Henk Verschuur,
Colette et Thanh Ta-Thu,
Marie-Thérèse Basse,
ses frères et sœurs,
Dominique et Yannik,
Claudine et Alain,
Hervé,
Christine, Eric, MarC, Hendrik et Arnauld,
Annie-France,
ses neveux et nièces,
Les amis de la famille,
ont la tristesse de faire part de la mort accidentelle de

René BASSE,
ancien résistant
des Forces Françaises de l'Intérieur,
engagé volontaire
dans les Forces Françaises
de Libération,
croix de guerre,

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 septembre 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue de Siam,
75016 Paris.

– Mme Félix Bernard,
sa mère,
Delphine Maillac et Clothilde Diet,
ses *filles*,
M. Didier Maillac,
M. J.-P. Diet,
Les familles Bernard, Matile, Maillac, *Diet*,
Et tous ses amis,

ont le grand chagrin d'annoncer le décès, survenu à la suite d'une cruelle maladie, le 24 août 1983, de

Catherine BERNARD-MAILLAC,

à l'âge de quarante ans.

Les obsèques ont eu lieu le 2 septembre au cimetière du Père-Lachaise.

26, rue des Boulangers, Paris-5e.
61, rue Claude-Bernard, Paris-5e.
29, boulevard de Port-Royal,
Paris-13e.

– *Mme Louis Bosano*,
née Jacqueline Borel,
Jean-Yves et Paulette Bosano
et leurs enfants,
Françoise Bosano
ont la douleur de faire part du décès de

Louis BOSANO,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur civil des mines,

survenu le 28 août 1983 en son domicile à Menton.

20, route de l'Annonciade,
06500 Menton.

– M. James Brown,
M. Frédéric Brown
et Mme Monique Chapotin
et leur fils Cyrille,
Mlle Caroline Brown,
M. et Mme Thomas Brown
et leurs enfants Julie, Mathieu et Marie,
Les familles Nugues et Rigot,
Et ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Edith BROWN,
née Nugues,

survenu à Paris le 30 août 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, le vendredi 2 septembre, suivie de l'inhumation au cimetière de Bagneux-Parisien.

– Henri et Maryse Coste,
Anne Laurence Coste,
Mme Alfred Espert,
Et toute leur famille,

font part du décès accidentel de

Olivier COSTE,

survenu le 13 août 1983.

Olivier, né le 18 août 1961, a été incinéré et ses cendres reposent au caveau familial de Chennevières-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

56, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.

– *Mlle Henryane de Chaponay*
a la douleur de faire part du décès de sa mère

la marquise de CHAPONAY,

le 22 août 1983 à Rio-de-Janeiro, dans la paix du Seigneur.

Une messe de requiem, à Paris, sera annoncée ultérieurement.

– Raoul Fenykovy,
son époux,
Mmes Suzette et Violette Desty-Schenck,
ses tante et cousine,
Marie, Mayda et Maurice Fenykovy,
ses belles-sœurs et beau-frère,
Ses neveux et nièces,
Les familles Martin, Mongin, Fiquet, Massot, Confalonieri, Caskey, Mollard et *Guyanton*,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline DORMAND,
épouse Fenykovy,

survenu le 31 août 1983.

L'inhumation a eu lieu le 5 septembre 1983, *au cimetière du Chesnay, dans la* plus stricte intimité.

– Mme Camille Ernst,
née Yvonne de Moroges, son épouse,
Mlle Marie-France Ernst,
M. et Mme Christian Ernst,
M. et Mme Jean-Jacques Ernst,
ses enfants,
Nathalie, Aurélia, Géraldine, Mathieu,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille ERNST,
Préfet honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
médaille de la Résistance,
médaille de la Résistance belge,
commandeur
de l'ordre de la Couronne de Belgique
et de l'ordre du chêne du Luxembourg,
médaille des justes
décernée par le Conseil des justes
de Jérusalem,

endormi dans la paix du Seigneur, le 1er septembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, boulevard Suchet,
75016 Paris.

– Pierre GUTMANN,
Claudie et René Arlabosse,
ont la douleur de faire part du décès de

Roby,

leur épouse et mère,
à la suite d'une douloureuse maladie.

L'inhumation aura lieu le mardi *6 septembre* 1983, vers 9 h 30, au cimetière de Haute-Isle (Val-d'Oise).

22 *bis*, avenue Rapp,
75007 Paris.

– *Le docteur et Mme P. Bernheim*
et leurs enfants,
M. et Mme P.-L. Cahen
et leurs enfants,
M. et Mme J. Gougenheim
et leurs enfants,
M. et Mme H. Louna
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Marthe JOSEPH,

survenu le 31 août 1983 à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 septembre.

Réunion à 11 heures à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

6, rue Félix-Huguenet,
75020 Paris.

– Mme Christiane Vincent,
Mme Catherine Vincent,
M. Enrico Forti,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Edouard, France VINCENT,

secrétaire
des Amis de Paul Verlaine,
médaille d'argent
de la Ville de Paris.

Le service religieux aura lieu le jeudi 8 septembre 1983, en l'église Saint-Sulpice, à 14 heures, Paris-6e.

Remerciements

– M. Roger Braunstein,
M. Philippe Braunstein,
M. Richard Kurtz,
très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

Mme Simone BRAUNSTEIN,
née Kurtz,

prient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs envois de fleurs, leurs messages affectueux, se sont associées à leur douleur de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

79, rue du Faubourg-Poissonnière,
75009 Paris.

– Isabelle Bernard Dutreil et Aurélien,
Philippe et Jany Thiébaut,
profondément émus par les innombrables témoignages de sympathie qu'ils ont reçus pour le décès accidentel de

Pierre-Emile

souhaitent, avant de répondre personnellement, exprimer ici leurs remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur immense chagrin.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire de

Bernard CAMU

sera célébrée le mercredi 7 septembre, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame de la Chapelle, place de la Chapelle, à Bruxelles.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire du décès de

Luc-Philippe ROUSSELLE,

une messe sera célébrée le mercredi 7 septembre à 12 h 15, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 4 septembre :

DES DÉCRETS

● Instituant un comité interministériel chargé de favoriser l'insertion en métropole des personnes originaires des départements et des territoires d'outre-mer.

● Modifiant le décret du 9 mars 1970 relatif au pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation en mer, dans les ports et rades, sur les étangs ou canaux salés dépendant du domaine public maritime et dans les estuaires, fleuves, rivières et canaux en aval du premier obstacle à la *navigation des bâtiments* de mer.

● Relatif à la cotisation professionnelle destinée aux formations initiales dans les métiers de l'automobile, du cycle et du motocycle.

MODE

LES SALONS DE SEPTEMBRE

Les salons de la mode d'été 1984 *se succèdent au Parc des expositions* de la porte de Versailles, dès le début de septembre.

Du 8 au 13 septembre : Bijorhca, Salon de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et cadeaux.

Du 10 au 13 septembre : la quarante et *unième Semaine internationale* du cuir s'étale sur 88 000 m², avec 2 000 exposants attendant quelque 70 000 visiteurs.

Du 10 au 13 septembre : à Nice, l'envoi de la mode féminine d'été avec le Salon de la mode Côte d'Azur.

Du 24 au 28 septembre : le Salon *international* du *prêt-à-porter féminin*, dans son nouveau cadre simplifié.

Du 12 au 19 octobre : les présentations des couturiers et créateurs sous les chapiteaux élevés dans la cour Carrée du Louvre.

N. M.-S.





BREF

AUTOMOBILE

LE MAGAZINE « L'ACTION AUTOMOBILE » publie dans son numéro *daté de septembre un guide-catalogue* de deux cents essais de voitures.

PHOTOGRAPHIE

EDUCATEL-ORIENTATION met à la disposition des personnes intéressées une documentation gratuite sur les métiers de la photographie : portraitiste, reporter, photographe publicitaire, photographe de mode ou technicien de laboratoire. *Le certificat d'aptitude* professionnelle, avec ses deux options, sanctionne la formation de base. Le choix d'une spécialisation dépend essentiellement de la personnalité des candidats. Portraitiste, reporter, photographe publicitaire, photographe de mode : ces professions, pour la plupart exercées *à titre indépendant, attirent* de nombreuses vocations. Les débouchés sont rares. *La spécialité* de technicien photographe de laboratoire offre plus de possibilités dans le cadre d'une activité salariée.

★ *Educatel-orientation*, 5, *rue* Gabriel-Péri, 92110 Clichy. Tél. : 208-50-02.

SANTÉ

VACCIN CONTRE LA GRIPPE. – La caisse primaire d'assurance maladie des Hauts-de-Seine informe les assurés *sociaux et leurs* ayants droit, nés en 1908 et antérieurement, *qu'ils peuvent*, durant la période du 1er septembre au 30 novembre, bénéficier de la prise en charge du vaccin contre la grippe. A cet effet, ils recevront à leur domicile un imprimé leur permettant, sur prescription médicale, de se procurer *gratuitement* chez leur pharmacien ce vaccin.

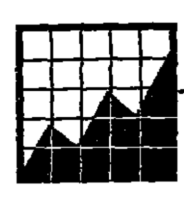
La consultation au cours de laquelle sera prescrite la vaccination ainsi que l'injection du produit seront remboursées par le centre de paiement dans les conditions habituelles. Les personnes visées par ces dispositions qui n'auraient pas reçu la prise en charge pourront en faire la demande auprès de leur centre de paiement à partir du 15 septembre, et ce jusqu'au 30 novembre.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur général 250.000 F

Complexe médico hôtelier · *Un important institut de thalassothérapie* recherche son directeur général. Il assumera la gestion de cet établissement et coordonnera son fonctionnement avec celui des deux *hôtels faisant partie* de ce complexe (deux et quatre étoiles), le tout employant plus de 80 personnes. Il veillera à la qualité de l'accueil et des soins rendus aux curistes, et aura *à cœur d'assurer* la «*promotion*» de l'Institut. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, et *disposant d'une solide expérience hôtelière ou hospitalière.* Des qualités de contact, une bonne autorité naturelle et le sens de la gestion sont indispensables. La rémunération qui pourra atteindre *250.000* francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience et des performances du candidat retenu. Le poste est situé au Touquet. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2416M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur administratif et financier Aveyron

Une PMI (230 personnes, 50 millions de francs de chiffre d'affaires) technique*ment évoluée,* exerçant son activité dans la transformation des métaux, et filiale d'un grand groupe français, recherche son directeur administratif et *financier. Appuyé par les services centraux du groupe* et à la tête d'une très bonne équipe de collaborateurs, il aura sous sa responsabilité : la comptabilité, le contrôle de gestion, les *finances*, les *questions juridiques et fiscales*, la gestion du personnel et les achats. Nous recherchons un candidat diplômé d'études supérieures, titulaire du DECS et possédant une expérience préalable de la fonction en entreprise. Un passage en cabinet sera un atout apprécié. Ce poste, basé en Aveyron, demande une personnalité ouverte, capable de s'inté*grer dans une équipe de direction très concentrée et très active.* La rémunération ne sera pas inférieure à 200.000 francs et dépendra de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Ecrire à D. DELRIEU. *Réf. A/T7014M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour villes CENTRE OUEST et SUD OUEST

Nous *sommes* un *groupe* de 39 sociétés décentralisées sur plusieurs pays. Notre C.A. consolidé est de 1,8 Milliard de FF.

Pour chacune des 2 filiales qui se développent fortement (C.A. :160.000F) et ont plusieurs centres de profit, nous recherchons

le BRAS DROIT
du DIRECTEUR GENERAL

Afin d'animer la GESTION et de dyna*miser* l'*administration*, la comptabilité et l'informatique.

Nous souhaitons une *formation* supérieure *Grande Ecole* et une *expérience* réussie d'entreprise de quelques années.

NOUS RETIENDRONS
LES CANDIDATS CAPABLES
D'EVOLUER DANS LE GROUPE
VERS UN POSTE DE
DIRECTION DE FILIALE.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) s/réf. 777549 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

directeur commercial

INDUSTRIE DU PAP

Notre département, avec un C.A. de 150 M., est le N° 2 français de son secteur d'activité. Nous distribuons nos produits auprès d'un réseau de détaillants et de boutiques sélectionnées, sous une marque à très forte notoriété. Rattaché au Directeur de département, ce nouveau collaborateur (c'est une création de poste) participe à la définition de la politique commerciale, encadre et anime les équipes de vente : 3 chefs des ventes, 20 représentants en France, 10 agents sur les marchés Export — dialogue avec le service création en ce qui concerne l'évolution du produit. Ce poste convient à un homme de 35 ans environ ayant une expérience réussie de Direction Commerciale dans une entreprise de biens de consommation, sensible à une politique de marque, et capable de s'adapter à des produits influencés par la mode. Le poste est à pourvoir à PARIS ; la rémunération peut être élevée pour un candidat performant.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence *290.83 M à notre conseil 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.*



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC — Organisation et Publicité



Société agro-alimentaire de produits frais de grande consommation
(750 personnes - CA 350 MF) située en proche banlieue parisienne sud.
nous créons dans le cadre de nos nouvelles structures un poste de

DIRECTEUR LOGISTIQUE

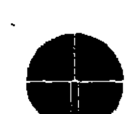
Directement *rattaché* au Directeur Commercial, il dirigera les services Entrepôt et Logistique Transports (effectif d'une centaine de personnes).

Son objectif sera de veiller à la bonne circulation des produits frais (coût - délais - qualité) depuis la prise de commande *jusqu'à la livraison finale.*

Dans un premier temps, sa mission portera principalement sur la conception et la mise en place d'un nouveau système permettant notamment d'améliorer la planification des commandes et leur préparation, la gestion des stocks et la liaison avec les usines.

Ce poste conviendrait à un candidat de *30-40 ans*, de *formation supérieure, Ingénieur ou Ecole Supérieure* de Commerce, possédant une première expérience des problèmes de logistique et sachant optimiser l'utilisation de l'informatique.
L'esprit de *synthèse, un très bon sens de l'organisation* et le *goût d'animer une équipe sont indispensables.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions, sous référence 83.40 M à EUREQUIP à qui *nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.*



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél: 553.84.73

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT



Société agro-alimentaire de produits frais de grande consommation
(750 personnes - CA 350 MF) située en proche banlieue parisienne sud.
notre *expansion nous amène à rechercher notre*

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Directement rattaché au Directeur Commercial, vous participerez à la définition de la politique commerciale et en *assurerez l'application.*

Vous aurez pour objectifs principaux :
- de dynamiser, animer, gérer et coordonner l'ensemble de la force de vente : 10 responsables régionaux, *50 livreurs-merchandisers, 12 animateurs de vente,*
- de mener une stratégie de développement commercial active auprès des centrales d'achat, de conquérir de nouveaux clients...

Vous avez *30-35* ans environ, diplômé d'une *Ecole* Supérieure de Commerce. Vous possédez une expérience acquise dans des sociétés travaillant avec la grande distribution.

Dynamique, habile négociateur et solide gestionnaire, vous avez le goût de la performance et de l'animation des hommes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions, sous référence 83.41 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

Directeur Général presse internationale

L'actionnaire principal de cette maison de presse et d'édition en plein développement sur un marché porteur cherche le dirigeant auquel confier sa société. D'ailleurs il lui *offrira de participer dans de bonnes conditions* au capital car ce n'est pas un simple salarié qu'il souhaite mais bien un véritable patron.
Ce patron, quelle que soit sa nationalité, devra impérativement avoir un véritable esprit *international et pratiquer évidemment* l'*anglais comme* le français. *Marketing* et ventes ne pouvant être pensés qu'à l'échelle internationale.
C'est un professionnel de la presse. Passé maître dans l'art de la négociation, il exercera *ses talents à tous les niveaux tant à l'intérieur* de la structure d'une soixantaine de personnes constituant la société dont il sera responsable qu'au sein du groupe. Et surtout dans ses relations avec l'extérieur : clients, prescripteurs, fournisseurs, presse... Homme *de publicité* aussi, il aura à *lancer* très rapidement de nouvelles publications.
Les candidatures seront traitées très confidentiellement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS. Ceux-ci ne communiqueront pas les dossiers à leur client sans l'autorisation *des postulants. Ecrire* rapidement sous réf. 8343.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

directeur industriel

lingelor

Nous sommes leader Français du secteur lingerie de nuit et robes de chambre. Notre actuel Directeur Industriel part à la retraite et nous recherchons son successeur. Notre outil industriel est composé de 3 unités de *fabrication, d'un effectif de 380 personnes. Nous souhaitons confier à ce nouveau collaborateur la respon*sabilité complète de la production (coupe - piquage - finition), les méthodes, la gestion du personnel, les relations avec les façonniers, les investissements industriels. Son action s'inscrit dans le cadre d'un budget de fonctionnement. Rattaché à la Direction Générale, ce collaborateur est étroitement associé à la définition de la politique générale de l'entreprise. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme ayant une expé*rience réussie de la Direction d'une unité de fabrication importante (300 p.), excellent technicien du vête*ment, connaissant les méthodes, capable de s'adapter à des matériels modernes (gradation automatique, alimentation aérienne E TON, etc.), et dont les qualités personnelles lui permettront de maintenir le très bon climat social de l'entreprise. Le poste est à pourvoir à NANCY.



Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 293.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann 75001 PARIS.

Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC — Organisation et Publicité

Association NORD recherche

DIRECTEUR (TRICE)

FOYER D'HÉBERGEMENT ADULTES
Expérience : Gestion, animation.
Connaissances pbs sociaux et immigrés.

Env. lettre motivée + C.V. + ph. à APEC, ss n° 12.921/06, B.P. 1208, 59013 Lille.

GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche

DIRECTEUR ACHAT

Lieu : Cher, formation : A.M. ou *expérience équivalente.*
Age min. 35 ans, expérience min. 10 ans service achat, *dont* 5 niveau chef de service. Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 3.628 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

AVIS DE CONCOURS

La Ville de SAINT-QUENTIN
(Aisne - 65.000 habitants)
recrute

1 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Possédant une formation juridique bien établie et une *expérience des affaires communales* dans tous les domaines.
Le poste est à pourvoir à compter du 1er janvier 1984.
Candidature avec curriculum vitae, références et copies des diplômes à adresser à :
M. le Sénateur-Maire,
Hôtel de Ville, 02018 Saint-Quentin Cedex.
Dépôt des candidatures avant le 15 octobre 1983
Renseignements complémentaires auprès du Cabinet de *M. le Sénateur-Maire* ou de M. le Secrétaire Général.
Téléphone : (23) 64-72-44.

Ville de Saint-Denis (93200)

recherche
pour son centre soins infirmiers à domicile

DIRECTEUR(trice)

diplômé(e) cadre santé publique ou niveau équivalent.
Extension prochaine au maintien à domicile des personnes âgées. Logement à titre onéreux.
Traitement net mensuel début de carrière : 5.699,74 F.

Envoyer candidature + C.V. à : M. LE MAIRE.




emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

DOCTEUR-INGENIEUR CHIMISTE

POUR SON USINE AUX ETATS-UNIS

Nous sommes un des leaders mondiaux de la fabrication des encres et vernis d'imprimerie et

NOUS OFFRONS :
- une formation minimum de 6 mois à la technologie des encres offset dans nos laboratoires de recherche en Haute-Savoie,
- *un poste à très haute responsabilité d'une durée minimale de 2 ans dans le New-Jersey,*
- à la suite, possibilité de poursuivre sa carrière dans une autre usine du groupe.

NOUS DEMANDONS :
- une formation supérieure avec spécialisation physico-chimie,
- une connaissance parfaite de la langue anglaise,
- un goût prononcé pour la compétition industrielle,
- un esprit dynamique et imaginatif.

SICPA

Adresser CV, photo et prétentions au Service du Personnel
SICPA, B.P. 66 - 74101 ANNEMASSE CEDEX.

MAINTENANCE en AFRIQUE et au MOYEN ORIENT.

200 à 300 000F net d'impôt

INGENIEUR MECANICIEN (AM, INSA, EEMI, Marine Marchande...) *vous avez une première expérience d'entretien et travaux neufs dans* l'industrie agro-alimentaire, pharmaceutique ou plastique par *exemple...*

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière. Nous vous confierons la responsabilité de nos activités de maintenance au NIGERIA ou en ARABIE SAOUDITE. Vous négocierez des nouveaux contrats d'entretien de bases-vie, en organiserez la réalisation et le suivi, serez l'interlocuteur privilégié de nos clients...

Ce poste conviendrait à jeune ingénieur ayant le goût du travail sur le terrain, l'esprit d'équipe et d'entreprise.

Nous sommes un groupe international de service aux entreprises, employant plus de 10.000 personnes et réalisant plus de 50 % de son C.A. à l'étranger.

CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 nous adressera votre candidature avec photo et salaire actuel sous la référence 76.129.
Nous vous garantissons la discrétion de rigueur et vous proposons de mentionner sur l'enveloppe les entreprises que vous ne souhaitez pas contacter.

RESPONSABLE DE FABRICATION

Transformation des Plastiques

GABON : Un important groupe industriel très diversifié (500 Millions de Francs Français de C.A.), implanté en FRANCE et en AFRIQUE, *principalement* au GABON, poursuit une forte expansion et recherche pour son activité de transformation des matières plastiques, implantée à LIBREVILLE, un *responsable de fabrication.*

Répondant au Directeur de l'usine, ce cadre prendra en charge le *développement des emballages en Polysthyrène expansé, assurera le démarrage* d'une nouvelle ligne de thermoformage et de sérigraphie. Il proposera et mettra en œuvre les évolutions techniques nécessaires en particulier pour ce qui concerne *l'extension soufflage.* L'ensemble des investissements représentent 20 Millions de F.F. et suppose un doublement du chiffre d'affaires plastique dans les 2 ans qui viennent.

Ce poste intéresse un candidat, Ingénieur ou BTS Plastique, âgé de 28 ans minimum. Il possèdera une solide expérience de la transformation des matières plastiques et sera motivé pour participer activement à un développement industriel à l'étranger. A une rémunération de très bon niveau *et aux intérêts liés au statut de cadre expatrié s'ajoutent les avantages* sociaux propres à la Société. LIBREVILLE comprend une importante communauté Française et un cadre de vie très agréable.

Si vous désirez de plus amples informations sur cette opportunité de carrière, adressez votre candidature, sous *référence 9242-M* à : REALISE
B.P. 2233 - 69002 Lyon ou
2, avenue Hoche 75008 PARIS
qui traite confidentiellement cette recherche.

L'AGENCE COOPERATION ET AMENAGEMENT recherche pour l'élaboration du plan directeur d'urbanisme de l'agglomération de BEYROUTH deux experts seniors confirmés devant résider sur place pendant 18 mois et s'intégrer à l'équipe franco-libanaise d'étude en cours de constitution *auprès du ministère des travaux publics du LIBAN* :

— **UN INGENIEUR DES TRANSPORTS URBAINS**

— **UN ECONOMISTE URBAIN**

Les candidats devront être disponibles immédiatement.

Env. CV s/réf. 11149 à PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Vous êtes médecin spécialisé dans les maladies tropicales

Proposer et mettre en œuvre un programme de développement de produits nouveaux pour l'Afrique : c'est la mission que souhaite vous confier **un groupe pharmaceutique international de tout premier plan,** fortement implanté sur le continent. Outre la responsabilité d'assurer le développement médical et scientifique de notre activité, *vous coordonnerez et animerez des commissions de travail* au plus haut niveau avec les autorités médicales et les responsables de la Santé des principaux pays africains, en liaison avec les organismes internationaux de la Santé.
Entrepreneur de tempérament, avec toutes les qualités requises pour organiser et mettre en route un projet important, vous avez le goût des voyages et une bonne connaissance de l'anglais. Une expérience hospitalière en médecine *tropicale est indispensable.*

Poste basé en proche banlieue Ouest.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions s/réf. 76919 à CONTESSE PUBLICITE - 80, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le Golfe Persique : Mécaniciens, Electriciens sur plateforme offshore

Plusieurs postes de mécaniciens et d'électriciens sur plateforme pétrolière offshore sont proposés à des spécialistes de la maintenance ayant une expérience de 2 à 15 ans.

Le travail est difficile, demande une grande disponibilité et un esprit d'équipe très développé. L'environnement est international, il faut pratiquer **couramment l'Arabe,** le Français et, si possible, l'Anglais.

Quant aux conditions offertes, salaires, congés, voyages, contrat, elles sont particulièrement intéressantes.

Mécaniciens Seniors (réf. 1.21/1 M) et Juniors (réf. 1.21/2 M)

● *Aux seniors, nous demandons un CAP ou un* Bac *technique* ; 10 à 15 ans d'expérience en industrie lourde, pétrochimie ou *chantier.*
Des connaissances, indispensables en : compresseurs, vannes, pompes.
Des connaissances complémentaires en diesel, turbines, hydraulique, soudure, manutention lourde seront appréciées.
● Les juniors *doivent être titulaires d'un CAP mécanicien d'entre*tien et d'une formation complémentaire en oléohydraulique et *pneumatique. Expérience minimum* : 2 ans en entretien dans l'industrie lourde ou sur chantier.

Electriciens Seniors (réf. 1.21/3 M) et Juniors (réf. 1.21/4 M)

● Seniors : BTS ou équivalent. 8 à 10 ans d'expérience en maintenance sur pannes et préventive sur : tableaux de distribution MT et BT, moteurs jusqu'à 500 kW, turbogénérateurs, transformateurs, *installations à courant continu.*
● Juniors : BTS, DUT ou équivalent. 2 ans d'expérience au *moins, en milieu industriel* ou sur chantier.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence à

SIASS 28, rue Bayard — 75008 PARIS



DIRECTIONS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
de l'arrondissement de FOUGERES
recherche son



secrétaire général

40 ans mini, de formation supérieure : DESS droit / Sciences Eco, IEP Paris, Grandes Ecoles d'ingénieurs ...

Il aura fait preuve dans sa carrière de ses capacités d'organisateur rigoureux, méthodique, tout en sachant créer autour de lui un climat de dialogue et de concertation.

Veuillez adresser lettre manuscrite + CV, sous référence J.O./S.G., à Jean Ollivier - BP 28 - 35740 PACÉ.

URGENT
Ville moyenne région parisienne
RECRUTE

à l'occasion mise en place structure associative insertion sociale et *professionnelle des* jeunes

DIRECTEUR

chargé coordination équipe, animation, gestion
Salaire selon expérience
Adresser candidature + C.V. + photo.
Ecr. s/nº 8.742 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens,* 75009 Paris.

IMPORTANTE ASSOCIATION A VOCATION SOCIALE CHERCHE SON

DIRECTEUR TRANSPORT

d'un parc de 30 véhicules.
Expérience *indispensable* dans les activités de gestion et commandement, connaissances *informatiques* souhaitées.

Adr. C.V. man., photo et prét., *s nº 8.780, le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux




BERTHIEZ saint-étienne

dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française lourde
recherche

pour son bureau d'études mécaniques

INGENIEURS MECANICIENS CONCEPTEURS

Chargés dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles *solutions* et de conseiller les clients.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens

EXPERIENCE : 3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine *outil.*

Réf. I.M.C.

pour sa direction technique

INGENIEUR POLYVALENT

POUR SERVICE ESSAIS

Ayant des connaissances mécaniques, électriques, électroniques et hydrauliques.

Une expérience des méthodes et moyens d'essais. Un goût pour l'expérimentation, l'analyse et le développement des techniques expérimentales, la connaissance des matériels et moyens de contrôle sera appréciée.

Expérience souhaitée : 3 à 5 ans dans une activité d'essais de matériel.

Réf. I.P.S.

INGENIEUR METHODES INDUSTRIELLES

Responsable du département montage
Diplômé Arts et Métiers ou équivalent
âge minimum 30 ans.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant une expérience réelle de quelques années des problèmes suivants : • organisation du travail, • productivité, • investissements, • installations, acquise dans une société industrielle du secteur mécanique ou électrique.

Réf. I.M.I.

Adresser candidatures avec CV à BERTHIEZ ST-ETIENNE - Service du Personnel - en précisant la référence choisie
BP 119 - 42003 ST ETIENNE Cedex.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PROFESSIONNELS DU MARKETING

Les fonctions de **Chef de Produit, promotion des ventes démonstration de performance et relations avec les SSCI** sont disponibles dans les domaines suivants : terminaux, ordinateurs personnels, produits de support à la clientèle en matière de logiciels, ordinateurs scientifiques et techniques, ordinateurs de gestion, réseaux, périphériques, techniques d'impression laser.

Une première expérience marketing, vente ou contact client est nécessaire. En ce qui concerne les ordinateurs scientifiques, une connaissance UNIX serait un atout supplémentaire.

Si vous souhaitez contribuer à la création, puis au développement de nos nouvelles activités de marketing tant au niveau français qu'européen, si une entreprise en forte croissance, un secteur technologique de pointe, le «management par objectifs» et de réelles possibilités d'évolution vous intéressent, écrivez à Martine GAUTHIER s/réf. MG 027 Service Recrutement, HEWLETT PACKARD 5 avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

hp HEWLETT PACKARD
GRENOBLE

AFFLUENTS

IBM

Propose pour son
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE

DES POSTES D'INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT

de produits de télécommunication (modems, contrôleurs de communications). Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs débutants diplômés de Grandes Ecoles, Electroniciens ou Informaticiens.

UN POSTE D'INGÉNIEUR

convenant à un candidat expérimenté dans les domaines suivants : Téléinformatique — réseaux d'ordinateurs — réseaux — commutation de paquets — architecture de contrôleurs de communication pour participer à la définition, l'architecture et le développement de nouveaux Produits/Systèmes de télécommunication.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise, et une mobilité géographique pour des missions hors de France.

Envoyer votre candidature détaillée à PH. ROUGIER - Service du Personnel, IBM France 06610 La Gaude.

MASH

CHEF DU PERSONNEL

200-230.000 F. **80 km Ouest Paris**

Une société française (1.000 personnes - CA 360 millions de francs), *spécialisée dans la fabrication d'équipements et systèmes hydrauliques* électrohydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe *(aéronautique, spatial,...)*, recherche UN CHEF DU PERSONNEL pour son unité industrielle principale employant 800 personnes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'usine il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application. En vue de maintenir un bon climat social, il assistera le directeur de l'établissement dans l'animation d'une équipe d'agents des relations du travail et dans ses relations avec les représentants du personnel et les organismes officiels. Il sera chargé de la gestion du personnel (recrutement, paie, suivi des carrières, tenue de tableaux de bord,...). Il supervisera les actions de formation et de communication avec mise en application d'un plan d'expression des salariés. Il suivra en permanence l'évolution de la législation sociale et il traitera les problèmes juridiques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de *formation supérieure, juridique ou sciences humaines*, possédera plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue acquise *en milieu industriel. Ecrire s/réf. 606/M à :*

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

---

assistant (e) contrôleur de gestion

Nous sommes le premier groupe privé français d'assurance, l'un des plus dynamiques aussi, dit-on : 9,25 milliards de C.A., 4500 salariés, des investissements à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'assurance (Europe, Amérique du Nord, Afrique...).

Dans le cadre d'une forte croissance, nous recherchons un jeune assistant du Contrôleur de Gestion, diplômé d'une Ecole Supé*rieure de Commerce ou équivalent, débutant ou ayant une première* expérience professionnelle.

Nous offrons à un candidat de bon niveau un poste formateur, évolutif et la possibilité de développer ses compétences dans un environnement stimulant.

Il aura pour mission de participer :
- à l'établissement et au suivi du budget prévisionnel,
- à l'analyse des écarts et à l'élaboration des mesures correctives,
- à la mise au point des applications informatiques nécessaires.

Le poste est à pourvoir à **ROUEN**, au *Siège de la Société.*

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions *sous référence AE 18 à :*

mutuelles unies



MUTUELLES UNIES
Mme Mauhourat
3037 X
76029 ROUEN CEDEX

Vous êtes de formation supérieure ou équivalent, vous possédez plusieurs années d'expérience dans le domaine du transport, des stocks et de la gestion de magasin.

Nous vous proposons de devenir au sein de notre société filiale du groupe Thomson

LE RESPONSABLE

de notre centre de stockage et d'expéditions

à la tête de cet établissement décentralisé, vous aurez l'entière responsabilité de l'activité des 25 personnes qui y travaillent et vous participerez à la mise en place de notre nouveau système informatique.

Ce poste situé en Eure-et-Loir est à pourvoir rapidement.

Ecrivez avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :
E.CONSTANT - SEH 44, Avenue de Chatou - BP 239
92504 RUEIL-MALMAISON CEDEX

bleu

IMPORTANTE SOCIETE
AGRO-ALIMENTAIRE LYONNAISE
recherche

diplômés enseignement supérieur

pour études des circuits administratifs et *mises en place d'outils de gestion.*

Ce poste convient à diplômés Enseignement Supérieur (type Sup. de Co. ou Sciences-Eco) expérimentés ou désireux d'acquérir cette nouvelle expérience (débutant accepté).

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 12125/L à CONTESSE PUBLICITE
74, rue Béchevelin
69363 LYON Cedex 02.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SONY®

usine de Dax

recherche
pour sa nouvelle usine
de production de cassettes vidéo

SON

CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE

Rattaché au directeur d'usine, ce cadre doit jusifier d'une expérience réussie de quelques années en gestion approvisionnements et stocks/ordonnancement/transports. Il possède des aptitudes réelles à l'organisation et une personnalité ouverte au travail en équipe.

Il anime un serv. de 10 pers. L'anglais courant est exigé.

Veuillez adresser votre dossier de cand. (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) s/réf. LO/01 à : Service gestion sociale, B.P. 10, PONTONX-SUR-L'ADOUR, 40180 DAX (discrétion totale assurée).

INGENIEUR PRODUCTION
RESPONSABLE D'UNE UNITE MOULAGE PLASTIQUE

Cette Société (850 personnes, 275 Millions de francs de C.A.) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique de distribution ; elle connaît une croissance rapide grâce à une politique d'expansion, une gestion très rigoureuse et un souci constant de qualité.

La production est organisée autour de 2 ateliers : moulage et assemblage. Elle souhaite confier la responsabilité de l'atelier moulage à un Jeune Ingénieur. Sous l'autorité du Directeur de Production, il prend en charge la gestion industrielle de l'atelier et en assure le fonctionnement en terme de quantité, qualité, délais et coûts.

Il dirige et anime une équipe de 75 personnes.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur mécanicien (AM, INSA ou équivalent). Agé de 28 ans minimum, il justifie d'une expérience significative dans ce type de production et dans l'animation des hommes.

Le poste est basé dans une agréable ville du Sud-Ouest.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 5670 F à

EGOR MIDI-PYRENEES «Le Sully» 1 place Occitane 31072 Toulouse Cédex.
EGOR INDUSTRIE 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Rhône-Alpes

CADRE DE GESTION
en milieu industriel

2 milliards de CA, 4 000 personnes, 6 unités industrielles en France, 9 Directions Commerciales régionales : ce sont quelques éléments significatifs concernant cette Société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français. Elle porte une attention particulière à la gestion industrielle, déjà largement informatisée. Dans chaque usine, un cadre de gestion assiste le Directeur d'Etablissement.

Il anime un service de 20 personnes qui prend en charge : les comptabilités (analytique principalement), la gestion budgétaire et son contrôle, les achats, la paie, les services généraux, les stocks, la fiscalité locale, etc. Par ailleurs, il intervient pour tout ce qui relève de l'organisation au sens large du terme.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur (ESC, option finances/compta ou équivalent). Une première expérience industrielle (5 ans environ) lui a permis d'appliquer avec succès ses connaissances. Il a une parfaite maîtrise des procédures informatisées. Basé dans une des usines de la région Rhône-Alpes (600 personnes, 250/300 millions de CA), les possibilités d'évolution sont multiples et variées sous réserve de succès à ce poste et de... mobilité géographique.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4212 AN à

EGOR S.A. 8 rue de Berri 75008 Paris. ou **EGOR RHONE-ALPES** Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Entreprise secteur parapublic de LYON recherche, pour assurer le développement, la maintenance et la diffusion d'une importante application :

1 ANALYSTE DE CONCEPTION Réf. A
1 PROGRAMMEUR SYSTÈME Réf. B
2 ANALYSTES D'APPLICATION Réf. C
2 PROGRAMMEURS Réf. D

Ces candidatures s'adressent à des informaticiens ayant :
- soit une formation de type IUT et une expérience au moins égale à trois ans ;
- soit une formation du type BAC + 4 et une expérience au moins égale à un an.

Ces postes requièrent :
- la maîtrise du COBOL et des outils évolués de développement de programmes et d'applications ;
- une pratique acquise dans un environnement IBM (DOS/VSE, CICS, VSAM),
- une connaissance du SGBD TOTAL,
- pour la référence B, la maîtrise du DOS/VSE et des logiciels IBM associés ;
- des qualités d'ordre et de méthode ;
- une aptitude pour le travail d'équipe.

De plus, une expérience G COS 64 et TDS constituerait un atout supplémentaire.

En fonction des postes à pourvoir, le recrutement se fera après contrôle des connaissances.
De courts déplacements sur le territoire national sont à prévoir.

SALAIRE ANNUEL D'EMBAUCHE :
- 124.000 F (Réf. A. et réf. B).
- 106.300 F (Réf. D).
- 112.300 F (Réf. C).

Les lettres de candidature, C.V., photos et copie des diplômes sont à adresser en rappelant la référence choisie, à Pierre LICHAU S.A. 12, rue du Président-Carnot, 69002 Lyon, qui transmettra.

Vichy

INGENIEUR
RECHERCHE DEVELOPPEMENT CONTROLE QUALITE

Cette entreprise de taille humaine, 50 personnes 45 MF de C.A. élabore et commercialise des produits aromatiques destinés à l'industrie alimentaire.
Elle a acquis une forte notoriété dans le domaine des produits laitiers, des boissons sans alcool et des produits glacés.
Elle recherche aujourd'hui son RESPONSABLE RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET CONTROLE QUALITE.
Le titulaire du poste a pour mission la création, la mise au point et le développement des formulations aromatiques. Il anime une équipe de trois personnes. Par ailleurs responsable du contrôle qualité à tous les stades de la fabrication, il travaille en relation étroite avec le Chef d'Etablissement.
Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons un Ingénieur option alimentaire (type ENSIA, ESBANA, ...) ayant acquis une expérience significative dans le domaine des arômes.
Le poste, situé à Vichy, est susceptible de motiver des candidats de valeur.
Pour informations complémentaires, merci d'écrire sous référence M 3516 D à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Lyon

SECRETAIRE GENERAL

Avec ses 8 sociétés spécialisées dans le domaine de l'habitat et de la construction, ce holding offre une évolution particulièrement dynamique à un jeune financier intéressé par des fonctions élargies.
Rattaché au président, le secrétaire général propose les politiques financières, administratives, de gestion et d'information du groupe. Il est chargé de leurs applications dans les sociétés du groupe, soit dans un rôle hiérarchique, soit dans un rôle d'assistance et de contrôle.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans minimum. Diplômé de l'enseignement économique supérieur, il justifie d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction financière. Il maîtrise l'informatique.
La rémunération liée à ce poste, les perspectives de l'entreprise et sa volonté de développement sont de nature à intéresser un excellent professionnel.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21911 C. à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Première étape : développer la gestion industrielle

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION
Morbihan

Cette société créée en 1977 (130 personnes, CA de 35 MF, cashflow de 2 MF) est la filiale d'un important Groupe Industriel français, spécialisé dans la transformation de matières plastiques. Elle conçoit et réalise des petites pièces d'aspect de haute qualité en moyennes séries, destinées à une clientèle fortement exportatrice (parfumerie, cosmétologie). Ayant prévu un développement de 50 % dans les 3 ans à venir, la direction, à vocation technique et commerciale, renforce sa structure et recherche un contrôleur de gestion.
Sous son autorité et en collaboration étroite avec elle, il a pour première mission de développer la comptabilité analytique et mettre en place le système d'information de gestion industrielle. Il participe très concrètement à l'informatisation de la société.
Il assure le contrôle de gestion budgétaire et prépare le reporting. A court terme, il devient le responsable administratif et financier de cette entreprise.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou du DECS, justifiant d'une première expérience de gestion industrielle de 3 à 5 ans, acquise si possible en PMI.
Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 7916 A. à

EGOR OUEST ATLANTIQUE
5, rue Crébillon 44000 Nantes.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Toulouse

CONTROLEUR DE GESTION

AEROFORMATION filiale d'Airbus Industrie est spécialisée principalement dans la formation des équipages et du personnel de maintenance de l'avion Airbus. Son C.A. approche les 175 millions de Francs et son effectif est d'environ 300 personnes.

Sous l'autorité directe du Directeur Financier, ce Contrôleur de Gestion aura pour mission principale la mise en place et le contrôle des budgets annuels, et la planification. Il sera, en outre, chargé de la supervision de la comptabilité (générale et analytique) et des achats.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'Enseignement Supérieur HEC, SUP DE CO... ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle et une pratique approfondie du contrôle de gestion, de la comptabilité et des connaissances d'informatique. Parmi les qualités requises : facilité de communication, rigueur, hauteur de vue. La maîtrise de l'Anglais est indispensable. Le poste est basé à Toulouse.

Les conditions offertes et les perspectives du poste à l'intérieur de cette Entreprise en pleine expansion (+ 20 % par an) sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 20830 A à :

EGOR MIDI-PYRENEES
«Le Sully» 1 place Occitane
31072 Toulouse Cédex.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

TRW

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES S.A.
BORDEAUX

recherche

dans le cadre du développement de ses activités hyperfréquences

UN INGÉNIEUR MARKETING

POUR ASSURER LA RESPONSABILITÉ D'UNE GAMME DE SEMI-CONDUCTEURS

Ce poste nécessite :
- Une expérience professionnelle :
  - Dans des activités commerciales et de marketing dans les semi-conducteurs ;
  - Ou dans des domaines techniques avec une bonne expérience dans les systèmes de radiocommunication.
- Une formation d'ingénieur ou équivalent.
- Une pratique souhaitée de l'anglais parlé et écrit.
- Des déplacements fréquents en Europe.

Si vous désirez vous révéler dans un poste à responsabilité dans une société leader en rapide expansion,

Adr. votre cand. avec c.v. détaillé et prétentions à :

Service du Personnel
TRW COMPOSANTS ELECTRONIQUES S.A.
avenue de la Jallère, 33300 Bordeaux-Lac.

---

responsable adjoint production informatique



Strasbourg. Banque du groupe C.I.C., le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine (2.700 personnes), 160 agences, recherche un Adjoint au Responsable de la Production Informatique.

Sa mission : dans le cadre de la gestion courante d'un service de 150 personnes, organiser les procédures de travail et veiller à la compétence technique du personnel,
proposer et mettre en oeuvre les outils nécessaires à la mesure de la performance, de la charge et de la disponibilité des systèmes informatiques et des réseaux associés, prévoir et contrôler leur évolution,
en liaison avec les équipes des études et du système, étudier et mettre en oeuvre les moyens visant à améliorer la productivité et la sécurité du centre.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, diplômé d'une école d'ingénieurs, a une expérience des systèmes d'exploitation CII/HB. Le poste requiert des qualités d'animation, de créativité et un esprit de décision.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 11084/M à H. Bouet, Sema-sélection Centre Metra 16/18 rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

REGION CENTRE OUEST

USINE du secteur METALLURGIE FINE

recherche

ingénieur
service
contrôle qualité

- Bénéficiant d'une formation de base technique, de préférence chimie, métallurgie, ou électrochimie (ENSEEG, ENSIC), cet ingénieur doit prendre en charge la **responsabilité du contrôle qualité.**
- Dépendant directement du Chef de Fabrication, ses interventions énergiques vis-à-vis des problèmes techniques tant en laboratoire qu'en fabrication, doivent aboutir à une **assurance qualité** performante tant du produit fini qu'aux diverses étapes de fabrication.
- Il dispose d'une équipe de 20 personnes qu'il doit animer et développer et du support informatique.
- L'**Anglais courant** est indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 727-M à GUILLON Selection (réponse et discrétion assurées)

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Banque Populaire de Lorraine

recherche

Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur

H.E.C. - E.S.S.E.C. - Sup de Co

Pour compléter son équipe de chargés d'études et d'analystes financiers.

Possibilités d'évolution vers des fonctions à responsabilités commerciales.

Ecrire lettre manuscrite avec CV détaillé et prétentions à la Banque Populaire de Lorraine
Direction Centrale du Personnel
3 rue François de Curel 57021 METZ CEDEX

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ NON CONFESSIONNEL (contrat d'association) recherche

PROFESSEUR

6e – 5e – 4e
Temps complet possible Mathématiques-Sciences physiques.
Expérience professionnelle souhaitée. Enfants difficiles petits effectifs.

Envoyer lettre de candidature CV et photo à Monsieur le Directeur de l'Institut psycho-pédagogique de Saint-Maximin 60740 St-MAXIMIN.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Groupe Ingénierie Français recherche pour Rhône-Alpes

Ingénieur diplômé

pour responsabilité GROUPE GÉNIE CLIMATIQUE (études chauffage, climatisation, plomberie-sanitaires, économies d'énergie).

Ce poste, à pourvoir le 1er oct. 83, requiert 5 à 10 ans expérience ingénierie ou entreprise, pratique moyens modernes de conception et anglais.
Ecr. s/no 8891 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CABINET JURID. & FISCAL NORMANDIE
Recrute Collab. Stag. Diplômé fiscal et jurid. Env. C.V. Ecr. s/no 8730 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris

---

LA MAIRIE DE POITIERS (Vienne)

recrute par voie de concours sur titres et sur épreuves, pour l'École régionale des Beaux-Arts :
- un professeur d'Arts Plastiques à temps complet, chargé de l'approche scientifique des arts plastiques et pouvant intervenir en cellule audiovisuelle (vidéo)
- un professeur de photographie à mi-temps (8 heures par semaine) sur la base de l'indice brut 433.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 30 septembre 1983 dernier délai.

Renseignements et dépôt des candidatures à la Mairie de POITIERS – Service du Personnel – 86021 POITIERS CEDEX – tél. (16.49) 88-82-07 poste 1381 ou 1361.

NOUS RECHERCHONS UN JEUNE INGÉNIEUR
Pour prendre immédiatement la responsabilité de notre entretien mécanique
(effectif commandé : 80 personnes)

Nous sommes une société dynamique et inovatrice, d'importance moyenne.
Notre domaine est la première transformation des métaux.
Localisation : PICARDIE
Nous recherchons un homme de caractère, prêt à prendre ses responsabilités sur les plans humain et technique.
Quelques années d'expérience seront un atout supplémentaire.
Envoyer C.V.
Ecr. s/no 8735 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

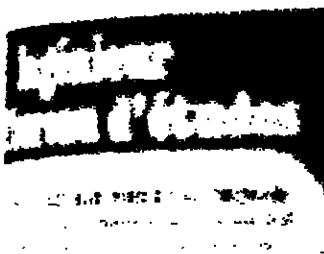
recherche

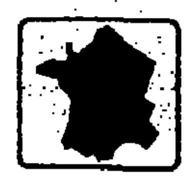
- INFORMATICIENS PROJETS
- INGÉNIEURS SYSTÈME MVS, IMS/VS
- ANALYSTES PROGRAMMEURS avec expérience
- INGÉNIEURS INFORMATICIENS confirmés
- INFORMATICIENS DÉBUTANTS (miage, ingénieur).

ADRESSER CANDIDATURE AVEC CV DÉTAILLÉ ET PRÉTENTIONS
S/no 8747 Le Monde Pub
service annonce classées
5, rue des Italiens – 75009 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



- **VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :**
  - une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP de CO, Sciences PO, etc...)
  - *le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E.*
  - une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.
- **VOUS RECHERCHEZ :**
  - une vie active qui suppose une certaine mobilité.



LE GROUPE

bail équipement

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES DE CREDIT BAIL MOBILIER

recherche

attachés de direction

aptes, après formation au sein d'une equipe dynamique, à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'equipement et de financement de voitures.

Résidence : grandes villes de province.

Envoyer lettre man., C.V., photo et prétentions sous réf. 76666 au Service du Personnel BP 35 22, Place Vendôme 75021 PARIS Cedex 01.



Responsable d'atelier de production — Nord-est

Cette société (300 personnes) est la filiale française d'un très important groupe international. Elle est spécialisée dans la fabrication de produits élaborés pour la sidérurgie et la fonderie et occupe la première place sur son marché. Elle recherche un Cadre Technique pour prendre en charge, sous tous ses aspects, un atelier de production d'environ 100 personnes. Le candidat retenu sera un collaborateur immédiat du directeur d'usine. Une connaissance de la mise en œuvre des techniques proches de celles que l'on rencontre en papeterie constituerait un atout certain, mais les capacités d'adaptation et d'innovation dans ce cadre seront déterminantes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, possédant le niveau d'un ingénieur et ayant déjà acquis une expérience en production. La connaissance de l'anglais est très souhaitée. La rémunération, motivante, sera essentiellement fonction de l'acquis. *Ecrire à C. SANCHEZ.* *Réf. A/4650M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19 Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable marketing — 170.000 F

Ouest - transports publics - Un organisme assurant la conception, la gestion et le développement du réseau de transports publics d'une ville universi*taire et de son agglomération, situé dans la vallée de la Loire, recherche le* chef de son service marketing développement. Dépendant du directeur général, responsable de son budget et de l'encadrement d'une petite équipe, il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie marketing complète : étude du marché des transports, définition des services, étude et réalisation de nouveaux produits, politique tarifaire et de distribution, campagnes d'image, information et relations publiques... Ce poste implique une formation supérieure et une bonne maîtrise des techniques du marketing appliquées aux produits grand public. Homme de terrain et homme de conception, le candidat devra créer de bonnes relations avec les élus locaux, la clientèle et à l'intérieur de l'entreprise. La rémunération proposée, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 170.000 francs. Ecrire en précisant le salaire actuel, à Ph. LESAGE. Réf. A/2366M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur chef bureau d'études

est recherché par **ECLAIR PRESTIL INDUSTRIES S.A.** leader de la fermeture à glissière (3 usines en Normandie - 1 250 personnes - 300 MF de C.A.).

Dans le cadre d'un développement technique important vous aurez à prendre en charge les études et la mise au point de machines automatiques à haute performance.

Vous devez :
- connaître aussi bien la petite mécanique que la pneumatique, l'électronique, la programmation numérique, les études de fiabilité des automatismes,
- avoir l'esprit curieux et créatif,
- *être très attentif aux nécessités de réduction* des coûts de production.

Une évolution à terme vers d'autres responsabilités est possible.

Une expérience de 10 ans dans l'industrie est *indispensable.*

Lieu de travail **ROUEN.**

Ecrire manuscrit (+ photo) à

I. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA BA

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur — 100.000 F

BANQUE SCALBERT DUPONT groupe CIC **Commerce - finances - gestion** - Membre du groupe CIC, la Banque Scalbert Dupont de par sa structure (160 agences - 2600 personnes) et sa vocation, contribue activement au développement économique des régions Nord et Picardie. Elle souhaite, dans le cadre de sa politique de gestion des ressources humaines et pour couvrir ses besoins en encadrement à moyen terme, intégrer de jeunes diplômé(e)s de l'enseignement supérieur économique et commercial. Après une période de formation personnalisée s'étalant sur 12 mois, conçue pour leur permettre de maîtriser l'ensemble des activités bancaires, ils ou elles pourront se voir affecté(e)s à un premier poste de responsabilité soit en agence, soit au siège. A terme, c'est une carrière évolutive qui s'offre à eux tant dans le réseau, au sein des groupes d'exploitation, que dans les services centraux, au sein des différents départements administratifs et financiers. Ces postes qui s'adressent à de jeunes diplômé(e)s EDHEC, ESCAE ou titulaires d'une maîtrise à orientation finances-gestion, même débutant(e)s, sont à pourvoir dans les cinq départements du Nord. Les perspectives de carrière imposent une totale disponibilité géographique. La rémunération, la première année, ne sera pas inférieure à 100.000 francs. Ecrire à JP FRAY. Réf. A/4649M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Adjoint direction financière — 130.000 F

Nantes - Une importante entreprise industrielle (effectif : 800 personnes réparties en 5 établissements), filiale d'un groupe international, recherche pour son siège social basé à Nantes, un jeune assistant de gestion. En qualité d'adjoint au directeur administratif et financier et intervenant en position fonctionnelle, il sera chargé de mener à leur terme différentes tâches, dont certaines ponctuelles, dans le domaine financier : gestion des assurances, plans de financement, calculs de rentabilité, trésorerie, bilans prévisionnels, investissements, etc... Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCAE ou équivalent) débutant ou possédant déjà une première expérience professionnelle en matière de gestion, et extrêmement motivé par l'incidence des stratégies financières dans la gestion d'une entreprise. Une grande rigueur, un esprit de synthèse développé, liés à une bonne aptitude relationnelle sont nécessaires pour une parfaite réussite dans la fonction. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à G. MINS. Réf. A/1228M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



PAPETERIES DE GASCOGNE

PAPETERIES DE GASCOGNE - Groupe Industriel de première importance dans le Sud-Ouest (1.200 Pers. - CA 600 MF) leader dans le domaine du papier Kraft écru frictionné, recherche pour la division Papier de son usine à **MIMIZAN (40)**

UN RESPONSABLE PRODUCTION PAPIER

(Réf. 2639 / LM)

Il animera un ensemble de 150 personnes sur 4 machines produisant au total environ 130.000 T / an. Véritable professionnel de la fabrication du papier, sa formation (Ingénieur EFP), sa pratique confirmée (minimum 40 ans) dans ce domaine, lui permettront de s'exprimer dans ce poste à la fois sur le plan technique (il devra faire sien notre objectif d'amélioration constante de la qualité de nos produits) et sur *le plan humain (il devra savoir communiquer notre passion du métier* à ses équipes) dans le cadre d'une large délégation de responsabilités.

UN RESPONSABLE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

(Réf. 2640 / LM)

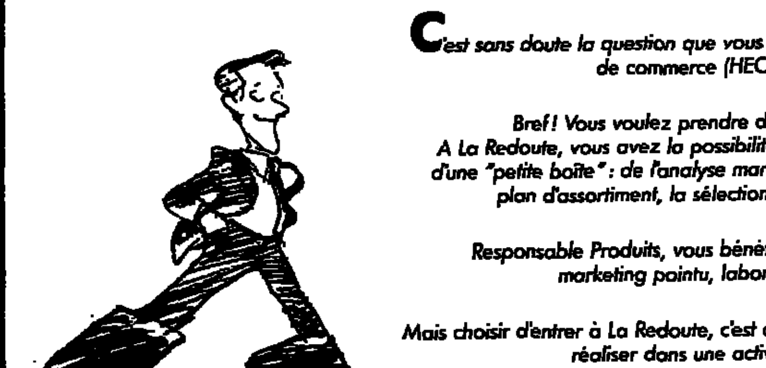
Pour dynamiser et gérer ce service important (190 pers. budget 55 MF), une formation d'Ingénieur Généraliste avec des compétences solides en thermodynamique, électricité, automatisme... est bien sûr indispensable. Une expérience longue de l'Entretien, en milieu industriel lourd (à feu continu si possible), facilitera l'intégration de ce meneur d'hommes, pour qui les impératifs de la production (délais-qualité) et la sécurité des personnes doivent constituer une véritable philosophie.

Pour ces deux postes de haut niveau, votre candidature accompagnée d'un C.V. complet avec photo et prétentions, et indiquant la référence choisie sera à adresser à **OCS** notre Conseil.



1, rue Guillaume Brochon
BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex.

OSWOR



C'est sans doute la question que vous vous posez. Vous, vous sortez d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), votre diplôme en poche et des projets plein la tête.

Bref! Vous voulez prendre des responsabilités et nous voulons vous en donner. A La Redoute, vous avez la possibilité d'exercer très vite les responsabilités d'un patron d'une "petite boîte" : de l'analyse marketing au compte d'exploitation, en passant par le plan d'assortiment, la sélection, la négociation et la gestion d'un chiffre d'affaires de 150 à 200 millions de francs.

Responsable Produits, vous bénéficierez aussi des moyens de la grande entreprise : marketing pointu, laboratoires de qualité-produits, simulations de gestion, ouverture sur les marchés internationaux.

Mais choisir d'entrer à La Redoute, c'est aussi choisir une qualité de vie et les moyens de se réaliser dans une activité où les relations humaines ne cèdent en rien au pouvoir de décision.

Contactez-moi en adressant votre courrier sous référence 11. On pourra peut-être monter une affaire ensemble. Véronique SILVAIN - 57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Entreprise industrielle, spécialisée dans la fabrication d'emballages souples,
recherche

un (e) ASSISTANT (E) du CONTROLEUR DE GESTION
diplômé(e) grande école de commerce-ESC (ou équivalent)

ayant déjà une première expérience, possédant au moins des notions d'allemand, et attiré(e) par la comptabilité analytique et le marketing industriel.

Lieu de travail : Haute-Savoie (15 km de Genève).

Salaire en *fonction* de l'expérience.

Réponse et discrétion assurées.

Écrire s/nº 8739 LE MONDE Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens – 75009 PARIS.



LES FROMAGERIES BEL
recrutent

DOCTEUR INGENIEUR ou INGENIEUR

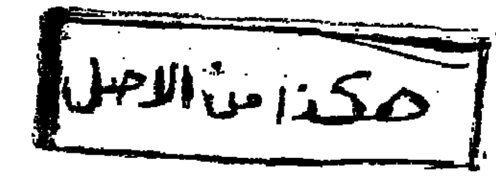
pour leur centre de recherche VENDÔME (Loir et Cher)

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'une au moins des spécialités suivantes est souhaitée :
- **Biochimie et Microbiologie du lait**
- **Techniques à Membranes**
- **Génie Chimique ou Génie Microbiologique.**

*Un esprit d'entreprise, une volonté de participer activement au développe***ment du Groupe, associés au goût du travail en équipe.**

Merci d'envoyer candidature au :
Centre de Recherche des Fromageries BEL
21, avenue Ronsard - 41100 VENDOME.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FORMATEUR-CONSEIL LYON

MICRO-ORDINATEURS ET BUREAUTIQUE

Société de Conseil et Formation en bureautique et micro-informatique en plein développement recherche un jeune Formateur + Conseil
- possédant une solide formation et une expérience en entreprise,
- passionné par la bureautique et ses développements,
- capable de prendre en mains seul au départ, puis avec une équipe à créer :
  - la formation des utilisateurs aux progiciels micro,
  - l'assistance à la mise en place d'applications spécifiques sur micros, et sur matériels de bureautique et traitement de textes.
- *Zone de travail : Région* **RHÔNE-ALPES.**

Écrire avec CV manuscrit + photo et prétentions à : AMOS - 104, boulevard du 11-Novembre 69100 VILLEURBANNE.

HAVAS CONTACT



Le leader mondial de l'outillage électro-portatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22 000 personnes. La société française (1 200 personnes ; 2 usines ; CA 800 MF) occupe une position *prépondérante* au sein de la *structure* européenne. Réputée pour le dynamisme de sa politique marketing, elle recherche dans le cadre du développement de cette structure et pour son siège près de LYON :

3 CHEFS DE PRODUITS

(Réf. 766)

Ils assureront la responsabilité de la gestion de lignes de produits existants relevant de l'outillage grand public ou seront affectés *à l'élaboration* de cahiers des charges marketing pour le développement de nouveaux produits.
Ces opportunités s'adressent à de jeunes candidats justifiant d'une formation de type H.E.C. ESSEC, SUP. DE CO. ou INGENIEUR + ISA ou CESMA et d'une première expérience en *marketing et/ou vente.*

UN CHARGE D'ETUDES (H.F.)

(Réf. 767)

Rendant compte à la Direction des Services Généraux Marketing, il (elle) prendra en charge les *études de marché* et de produits permettant l'obtention des informations nécessaires à l'élaboration des stratégies commerciales.
Cette fonction convient à un(e) *jeune candidat(e)* de formation école de commerce et présentant une première expérience, même brève, acquise dans le domaine des études commerciales.

La dimension internationale de la société implique des contacts divers et de haut niveau qui rendent nécessaire *une bonne maîtrise de la langue anglaise.*

Ecrire en précisant la référence, avec C.V. et prétentions à BLACK et DECKER – A l'attention de C. NICOLAZZI – B.P. 0633 – 69239 LYON CEDEX 02.

ENTREPRISE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION (6 points de vente) AYANT SON SIÈGE A

DIJON

recherche

INFORMATICIEN

Dans le cadre de l'acquisition d'un ordinateur ICL S25 ou IBM 34.

Il sera responsable de la mise en place du système (comptabilité, gestion, etc.), de la formation des utilisateurs et des développements futurs.

Le candidat idéal aura une expérience de programmation, d'études et de formation des utilisateurs de 3 années minimum sur un matériel similaire.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel à

DIVET Boîte Postale 98 21800 QUETIGNY.

Nous sommes une importante entreprise à caractère industriel et commercial implantée dans le sud-est de la France.
Dans le cadre de l'expansion de nos SERVICES TECHNIQUES nous recherchons :

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

âgé de 30 ans environ, pour prendre la responsabilité *d'un Département fonctionnel, coordonnateur* des responsables de projets de grandes opérations de courants faibles et assurer la gestion administrative du Service.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant l'expérience de la conduite des projets d'équipement dans le domaine de l'électronique et une bonne aptitude à la gestion et au travail en équipe.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN-INFORMATICIEN

âgé de 30 ans environ, pour notre SERVICE COURANTS FAIBLES, spécialité Péage automatique et Commande centralisée informatique.

Il possédera une bonne expérience en électronique microprocesseurs et *mini-calculateurs temps réel*, ainsi qu'en péages automatiques, télétransmissions, commandes centralisées, et en conduite de projets.

Merci d'adr. votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) et vos prétentions en précisant le poste, sous le nº 270.447 M, à **RÉGIE-PRESSE,** *85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.*

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cabinet expertise comptable recrute

RÉVISEURS CONFIRMÉS

(formation supérieure + D.E.C.S.) pour travaux variés et formateurs (audit, commissariat, expertise).

Envoyer curric. vitae détaillé à Cabinet Gramet Nahum, 23, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Association nationale de jeunesse et d'éducation populaire recherche

Adjoint(e) au Secrétaire général

Ayant expérience : Gestion du personnel, informatique, gestion et comptabilité. Aimant le travail en équipe, le goût d'être formateur dans son travail. Ayt expérience de la vie associative. Poste libre de suite.
Envoyer C.V. et prétentions. Ecr. s/nº 8.746, *le Monde Pub., service* ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE IGS *RECRUTE* POUR SON ÉTABLISSEMENT PRÉPARANT AU B.T.S. ACTION COMMERCIALE

PROFESSEURS VACATAIRES DE :
- COMPTABILITÉ (analytique et financière)
- INFORMATIQUE

Expérience pédagogique similaire exigée.

Envoyer curric. vitae à I.C.D., 63, avenue de Villiers. 75017 Paris.

GFI

Choisissez la diversité

Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE?** *une des premières S.S.C.I. en France,* **un développement dans un contexte international**, une gamme de services très diversifiés (conseil, études et réalisation sur matériels IBM et CII-HB, minis et micros, ingénierie, logiciels de base, télématique...).

Notre offre? rejoindre à Paris nos Divisions Conseil, Études et Réalisation, Ingénierie pour **INTERVENIR DANS LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET INDUSTRIELS** et profiter, ensuite, pour votre carrière, des perspectives d'évolution de notre Groupe.

chefs de projet

INDUSTRIE ET BANQUE **réf. M 26**

Vous aurez, dans des Sociétés importantes, la responsabilité de projets. Ces applications, *souvent précédées d'intervention de conseil*, impliqueront l'emploi des techniques les plus avancées : **Temps réel, Bases de Données, réseaux, informatique graphique.** Progressivement, nous vous confierons des responsabilités *"sectorielles" par types d'entreprises ou de prestations.* Vous recevrez une formation aux méthodes, en particulier de conduite de projets.

Ingénieurs diplômés, d'une grande École de préférence, ou titulaire d'une MIAG, vous avez plus de cinq ans *d'expérience professionnelle. La connaissance* des matériels IBM, HP ou BURROUGHS serait appréciée.

ingénieurs analystes

BANQUE **réf. M 46**

Vous acquerrez de solides compétences en participant à la conception et à la mise en œuvre d'applications dans un secteur d'activité financier, ou en contribuant à la réalisation de grands projets.
Vous recevrez **la formation méthodologique nécessaire** et nous *favoriserons* votre évolution vers la prise de responsabilité de projets.

Titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, vous avez, au cours d'une première expérience professionnelle dans le secteur financier, participé à la conception et à la *réalisation* de projets, si possible sur matériel IBM ou BURROUGHS.

Nous vous garantissons une totale discrétion.
Nous remercions d'écrire, en précisant la référence, à P.A. DUJARDIN.

GFI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

---

groupe **école supérieure de commerce de lyon** recherche

SPECIALISTE DU RECRUTEMENT

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, *30 ans minimum, avec au* moins 5 ans d'expérience acquise dans un Cabinet de Conseil et/ou dans une entreprise, pour diriger son

SERVICE CARRIERES

- Conseil et orientation des diplômés dans leur recherche d'emploi et leur évolution de carrière (350 demandes/an),
- Conseil et services aux entreprises dans leur recrutement de cadres de gestion (1500 offres/an),
- Participation à l'adaptation de l'enseignement en fonction des besoins des entreprises.

Envoyer C.V. et prétentions à Mlle COTTIN - B.P. 174 69132 Ecully Cedex

responsable études et développement transport

260.000 F +

Organisation professionnelle de TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS pour la région parisienne, nous fédérons des entreprises privées dynamiques. Notre Président cherche son Responsable Etudes et Développement.

Sa mission principale est de participer à l'élaboration d'une stratégie de développement, en particulier de création de lignes, de réaliser des études et d'assurer des missions de représentation auprès des élus locaux.

Ce poste convient à un homme ou une femme de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant acquis son expérience dans une organisation professionnelle, une entreprise de transport, un service public ou une société d'études. Ses qualités personnelles et ses résultats lui permettent de s'assurer une place d'avenir dans notre organisation. Le poste est basé dans l'ouest de la région parisienne.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 321 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris 

membre de syntec

HAVAS CONTACT

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche, pour son siège à PARIS 7ème, plusieurs

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

DEVELOPPEMENT LOCAL

Ils participeront à la conduite de projets organisation et informatique *importants recourant aux techniques de pointe (réseau, micro-informatique, etc...)* soit au siège de l'établissement, soit dans ses implantations régionales (des déplacements fréquents sont à prévoir).
Les candidats recherchés auront une formation supérieure de gestion (Ecole Supérieure de Gestion ou de Commerce, Maîtrise) incluant, de préférence, une connaissance des techniques d'organisation. Ils devront, en outre, disposer d'une compétence avérée de formateur.
Ils auront développé, à l'occasion d'une première expérience (1 à 4 ans) une bonne capacité de synthèse et des qualités de contact.
Merci de nous adresser votre Curriculum-Vitae sous référence DU 39 en précisant votre *salaire actuel*, à :

CGS CARRIERES
PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

HYPERELEC

Société d'un *important ensemble industriel* recherche pour BRIVE (Corrèze)

ingénieurs informaticiens

Expérimentés gestion-production sur 43XX pour postes :
- responsable informatique gestion
- chef de projet.

BTS Comptabilité ou DUT Finances-Comptabilité

pour comptabilité et contrôle budgétaire dans unité industrielle (développement et production).
DECS souhaité.

Dégagés OM - Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à HYPERELEC
Secrétariat du Département du Personnel
Av. E. Freyssinet - 19106 BRIVE.

SOCIETE DE DISTRIBUTION AGRICOLE
recherche, pour étoffer son équipe de vente, un

DELEGUE COMMERCIAL

Il sera chargé de la commercialisation de semences de grandes cultures sur un secteur couvrant la Haute-Normandie et la région parisienne.

Ce poste conviendrait à un homme de terrain ayant acquis des *qualités* de négociation prouvées, si possible, par une première expérience réussie de la vente en culture ou au niveau de la distribution.
La résidence se situe sur le secteur.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 275 M** à **PUBLIPANEL** 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche, pour son siège à Paris 7ème, de jeunes

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

qui seront chargés, soit sous la responsabilité d'un organisateur informaticien confirmé, soit directement, de coordonner la conception, l'exécution et la mise en place de plusieurs projets informatiques *importants.*

Les candidats recherchés ont une formation supérieure soit de gestion (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise ou Doctorat de Gestion) soit scientifique *avec un goût affirmé pour la gestion.*

Ils auront 1 à 5 ans d'expérience en informatique, une bonne capacité de synthèse et des qualités de contact.

Merci de nous adresser votre Curriculum-Vitae sous référence BR 39 *en précisant votre salaire actuel*, à

CGS CARRIERES
PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

TUILLET et Cie

CABINET DE REVISION COMPTABLE
recherche
pour faire face à son développement

REVISEURS CONFIRMES

- 2 à 4 ans d'expérience en Cabinet français ou international
- Formation supérieure exigée

ASSISTANTS

AYANT DEJA CONNU UNE PREMIERE EXPERIENCE

- DECS complet
- Diplômés de l'enseignement supérieur

NOUS VOUS OFFRONS :

— la possibilité de vous intégrer dans une structure souple et évolutive
— une activité axée sur la région parisienne
— une variété de missions permettant une préparation adaptée aux exigences des certificats supérieurs.

Ecrivez-nous :
Cabinet TUILLET et Cie
22, rue de la Banque
75002 - PARIS

PA

Transports routiers — Paris

Cette importante société de transports (plusieurs milliers de personnes), solidement implantée sur toute la France, est leader européen incontesté dans sa compétence. En constante progression, elle recherche un :

Responsable du personnel et des relations sociales - Il prendra en charge la gestion du personnel au plan administratif et au niveau des carrières, il assurera toutes les relations avec les partenaires sociaux, il définira une politique et la fera appliquer d'une manière cohérente et harmonieuse (notamment au niveau des rémunérations) au sein des différentes agences. La rémunération ne sera pas inférieure à 250.000 francs. Réf. A/3751M

Responsable administratif et juridique - Il assurera la totale responsabilité des assurances, du contentieux, de l'immobilier, ainsi que de tous les contrats d'affaires. Il suivra les assemblées générales et les conseils (préparations et procès verbaux). La rémunération sera de l'ordre de 220.000 francs. Réf. A/3752M

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur, âgés d'au moins 35 ans, possédant une réelle expérience des fonctions concernées acquise de préférence dans les transports ou la grande distribution. Ecrire à M. FOBY.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Futur chef comptable — 150.000 F

Un très important organisme de formation, employant 200 personnes en permanence et plus de 600 vacataires, disposant de 20 délégations régionales, et réalisant un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, recherche son futur chef comptable. Dans un premier temps, rattaché au contrôleur de gestion, puis sous l'autorité directe du directeur financier, il aura la totale responsabilité du service comptabilité générale, soit une équipe de 6 personnes. Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate), âgé d'au moins 28 ans, disposant d'un bon niveau de formation comptable (DECS) et possédant une solide expérience de la comptabilité générale. Une bonne maîtrise des relations avec l'informatique et des qualités d'animateur sont indispensables. La rémunération de l'ordre de 150.000 francs par an, sera surtout fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en très proche banlieue ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2420M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

europ assistance

adjoint au directeur comptable

Avec 250 Millions de chiffre d'affaires et un effectif de 300 personnes, nous sommes le nº 1 dans le domaine de l'assistance. Notre directeur comptable anime une équipe de 50 personnes avec l'aide de 5 cadres financiers. Il souhaite aujourd'hui recruter son adjoint. Ce dernier aura à intervenir dans toutes les activités comptables : comptabilité internationale, gestion de la trésorerie, élaboration du bilan... Il se verra confier différentes missions d'organisation en vue de développer l'activité du service : mise en place d'un service recouvrement, actions de formation du personnel... Ce poste conviendrait à un homme d'environ 35 ans, justifiant d'une solide formation comptable (DECS), et possédant une bonne maîtrise de la comptabilité analytique. Une expérience de chef comptable, d'au moins 5 ans, acquise soit dans une entreprise industrielle, soit dans la grande distribution, soit dans un organisme financier... serait très appréciée. Un candidat à fort potentiel trouvera chez nous une réelle possibilité d'évolution.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 280.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

(Organisation et Publicité)

chef comptable

PARIS PORTE EST — 200.000 F

Nous sommes un groupe de sociétés spécialisées dans la fabrication et la distribution de lingerie et de prêt à porter féminin : 120 magasins — CA de 420 Millions de francs. Notre directeur financier souhaite aujourd'hui recruter un Chef Comptable. Ce dernier animera une équipe de 12 personnes et sera chargé des comptabilités des 9 Sociétés du groupe. C'est un excellent professionnel que nous recherchons : il doit avoir une solide formation comptable (DECS ou équivalent) et posséder une bonne pratique de l'informatique (le service comptable dispose d'un CII-HB 6140).

Si cette proposition vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 285.83M à notre conseil 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

(Organisation et Publicité)

Ingénieur Electromécanicien

Chef Bureau Etudes Produits Nouveaux

Paris Ouest — Allemand courant

Spécialisée dans des biens d'équipement induisant une maintenance obligatoire, la filiale française (2600 personnes. CA 700 millions) d'une multinationale européenne, recherche l'ingénieur qui, après la période de mise au courant par le titulaire actuel partant en retraite, prendra la responsabilité du B.E.P.N. (8 à 15 personnes).

Dans un souci constant d'analyse de la valeur, il aura en charge la responsabilité de l'étude et du suivi des produits nouveaux et de l'amélioration des existants. Responsable de la conduite de projets et de développements dans le cadre du Groupe, il entretiendra des contacts étroits avec les B.E. et les unités européennes du Groupe.

Ingénieur diplômé en électromécanique, à 28—35 ans, vous avez quelques années de pratique et l'expérience d'études en mécanique ou manutention. Nous vous offrons de mettre à profit vos acquis et votre créativité technique au sein d'une Entreprise et d'un Groupe offrant de multiples possibilités à l'élément de valeur que vous êtes.

Le poste étant à pourvoir dans les meilleurs délais, nous vous remercions de faire parvenir votre candidature sous référence 83725 M à notre Conseil Michel BARBEY qui, après examen, et avant de vous rencontrer, vous adressera le descriptif de ce poste.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

AFFLUENTS





Jeunes ingénieurs, préparez les communications du futur

Membre d'un puissant groupe industriel français, dont nous sommes le fer de lance technologique, nous avons dans le secteur de l'électronique professionnelle une réputation qui nous permet d'être compétitifs sur les marchés internationaux. De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, une infinité d'applications temps réel passionnantes sont prises en charge par de petites équipes pluridisciplinaires et autonomes bénéficiant de moyens informatiques très importants. Nous pouvons intégrer et former :

Un ingénieur d'application sur micro-ordinateur

Au sein d'une cellule de deux à trois ingénieurs et techniciens, il travaillera aussi bien l'aspect soft que hard d'applications de radio-communication basées sur 6800 ou 68000. Réf. A/2423M

Un ingénieur logiciel de base

En liaison étroite avec l'ensemble des équipes, il aura pour mission d'élaborer les logiciels communs aux différentes applications. Familier du pascal, il travaillera généralement sur systèmes VAX sous VMS ou UNIX mais pourra également utiliser l'assembleur pour les applications basées sur micros. Réf. A/2424M

Un ingénieur projet

Il s'intégrera dans une petite équipe travaillant déjà sur un projet très complet de surveillance radio-aéroportée et développant des applications spécifiques essentiellement sur MITRA 225. Réf. A/2425M

Un ingénieur système

Déjà sensibilisé à l'architecture des gros systèmes, il se familiarisera progressivement avec notre système VAX 11-780 afin d'en étendre encore les possibilités d'exploitation. Réf. A/2426M

Ces différents postes sont basés en région parisienne. Ils conviendraient à des ingénieurs diplômés en électronique ou en informatique, débutant ou ayant une première expérience dans le domaine considéré. Leurs rémunérations de début s'échelonneront de 120 à 160.000 francs par an. Téléphoner ou écrire à J. SCARINOFF.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur — Paris

Bâtiment et travaux publics - Cette société est filiale d'un des tout premiers groupes français de bâtiment et de travaux publics. Animée par une équipe jeune, très motivée et volontaire, elle a su trouver dans un environnement défavorable des marchés porteurs et connaît une progression remarquable. Dans le cadre de son développement, elle crée à Paris deux postes de cadres débutants offrant de réelles perspectives d'évolution au sein de la société ou du groupe.

Contrôle de gestion

Après formation, il assistera le directeur de travaux dans la gestion des chantiers. Il participera à l'élaboration des documents mensuels (prévisions, situations intermédiaires, résultats et analyses) et fera remonter l'information au niveau des services administratif et financier. Il réalisera également des missions d'audit. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur ou à un jeune ingénieur T.P. ayant complété sa formation par un troisième cycle de gestion. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2421M

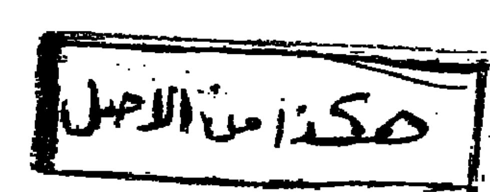
Gestion administrative

Il secondera le directeur administratif et financier dans la gestion administrative de la société. Il prendra progressivement en charge les dossiers relatifs aux assurances, aux problèmes juridiques et aux relations avec les organismes professionnels. Il participera à l'organisation des services généraux et à la mise en place des procédures administratives. A terme, il participera également avec le chef du personnel à la gestion des ressources humaines. Ce poste très complet et très formateur, s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de commerce, sciences po, maîtrise de gestion, droit...). Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2422M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SFENA

Nous sommes une entreprise française de 3000 personnes dont 650 Ingénieurs et Cadres.
Notre CA, 1 Milliard de Francs dont plus de 50% à l'exportation, est en développement.
Nous sommes spécialisés dans les études et la production d'équipements aéronautiques de très haute technicité (systèmes de pilotage automatique Airbus, Concorde, Mirage, etc...) et dans la construction de mini-ordinateurs pour le télé-traitement en Informatique, nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ingénieurs logiciels Réf. I 174

- Débutants ou confirmés.

Ils auront, en fonction des postes :
- à développer des outils de production de logiciels à la Division Pilotage et Systèmes,
- à concevoir et réaliser les logiciels,
- à analyser, assurer les tests, valider le logiciel au niveau d'un projet,
- à assurer le suivi méthodologique et la qualité logiciel.

Ces postes s'adressent à des candidats de formation supérieure ingénieur.

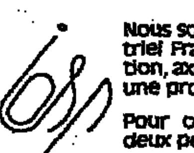
Ingénieur système réseau Réf. I 175

Intégré au Département Informatique, il sera chargé au sein de l'équipe système d'assurer la bonne marche et l'évolution du réseau de la SFENA.

Ce poste s'adresse à des candidats ayant une formation ingénieur ou maîtrise informatique. Une expérience de 2 ans serait appréciée.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution intéressantes dans une Société développant des technologies de pointe.
Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV et prétentions, en indiquant la référence choisie, à *SFENA - GESTION DES CADRES - Aérodrome de Villacoublay* - BP 59 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.





Nous sommes la filiale d'un important Groupe Industriel Français. Notre activité de Conseil en Organisation, axé sur l'informatique et la bureautique, connaît une progression rapide.

Pour compléter notre équipe, nous recherchons deux personnes, *ayant au moins 3 ans d'expérience.*

La connaissance de l'Entreprise *aura pu être acquise, soit au sein* d'un Service "Contrôle de Gestion" avec utilisation de l'informatique, soit dans un Cabinet Conseil ou une SSCI.

Les candidats, de formation supérieure, devront posséder le goût *du travail en équipe et avoir la volonté de participer au développement de l'Entreprise.*

Le lieu de travail est à PARIS.

Merci d'adresser C.V., photo et *salaire actuel sous réf. 59* à notre Conseil, ADEQUATION, 62/64, avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

Notre société implantée nationalement fabrique et distribue pour les *entreprises et les particuliers une gamme complète de biens* d'équipement.
La régionalisation de nos structures et notre expansion nous font *rechercher un cadre pour :*

Administrer nos ventes

Depuis notre siège social à Paris, il devra administrer, vérifier et contrôler les ventes transmises par les Directions Régionales et aura pour *mission de les informer, de suivre la facturation et les dossiers de* crédit, en liaison étroite avec la Direction Générale.
Pour ce poste clé, il est en relation avec les services fonctionnels et dirige trois *collaborateurs.*

De formation supérieure, et avec *des connaissances en droit commercial*, le candidat possède une expérience de l'administration des ventes et du crédit et se distingue par ses qualités de dynamisme, de diplomatie *et de fermeté.*

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 206/2M, 55 av. Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU

WANG France S.A. : C.A. 250 Millions de F., 320 personnes, 400 prévues en Juin 1984. Des ventes en progression de *56% cette année ; nous prévoyons 40% l'année prochaine.*

Dans le cadre de ce développement nous recherchons un

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

La fonction, rattachée au Directeur des Services Comptables, comprend :
- L'analyse financière des opérations.
- La coordination du processus budgétaire.
- *L'organisation comptable et informatique.*

Nous souhaitons rencontrer un **HEC, ESSEC, ESC... + DECS** justifiant *d'une expérience* de 2 à 3 ans de la Comptabilité et de l'Analyse Financière dans le cadre d'une société à caractère multinational. Quelques connaissances en informatique et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. à : **V. LAURENT Directeur des Relations Humaines**
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174, BAGNOLET CEDEX
qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion

---

Ingénieur débutant
Supelec, IEG

IMPORTANT groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, nous offrons à un INGENIEUR DEBUTANT (Supelec, IEG) une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Vous souhaitez assumer des responsabilités concrètes en usine.

Vous pourrez acquérir rapidement les connaissances nécessaires pour animer du personnel et assurer des responsabilités de production, ou d'entretien, ou de travaux neufs.

Votre personnalité affirmée, votre dynamisme et une mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions constitueront des atouts fondamentaux pour réussir au sein de notre société et prendre à terme des responsabilités importantes en fonction des résultats obtenus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) en précisant la référence M/2639 à



(réponse et discrétion assurées)

ASSISTANT AU CONTROLE DE GESTION
SC. ECO., IUT, OU MIAGE,... MÊME DÉBUTANT...

Vous souhaitez travailler en équipe et vous avez des qualités d'analyse.

Sous la responsabilité de l'animateur du service Contrôle de Gestion, vous serez chargé d'assister l'équipe en place dans la mise en œuvre technique *du traitement de l'information sur micro-ordinateur (consolidation* de statistiques périodiques, formation et assistance des utilisateurs, réalisation de programmes à la demande, gestion d'un mini réseau...).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + rémunération souhaitée) à Henry Yvan, Direction des Relations Humaines, CNCM, 88 - 90 rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel

SAFT Groupe CGE **Composants électroniques**

Chef des ventes internationales

Nos chercheurs ont mis au point une gamme de piles au lithium à très hautes performances parfaitement adaptées aux besoins de l'électronique industrielle et militaire (alimentation de mémoires RAM C-MOS, stimulateurs cardiaques, systèmes embarqués). Grâce à leurs caractéristiques, nos produits sont appelés à un développement considérable au cours des prochaines années.

NOUS RECHERCHONS UN PROFESSIONNEL CONFIRME DE LA VENTE DE PRODUITS LIES A L'ELECTRONIQUE.

Vous aurez à prospecter les milieux industriels concernés tant en France qu'à l'étranger ; vous étudierez leurs besoins et vous proposerez les solutions adaptées en liaison avec nos ingénieurs chefs de produits.

Vous êtes un homme de terrain, habile négociateur, vous parlez l'anglais couramment et une autre langue étrangère. Vous êtes *prêt à vous impliquer totalement, sachant que vos résultats justifieront votre salaire élevé.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) *sous référence* 1/SV/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Venez nous aider à gérer notre croissance : notre population double *tous les 3 ans, notre chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs.* Nous sommes aujourd'hui 1 200 personnes en France :

Responsable de formation

Au sein de la Direction du Personnel, vous imaginez, proposez et *réalisez les actions de formation en sciences humaines et management.*
Intervenant sur le terrain, vous assistez les responsables opération*nels dans la conduite d'actions aidant au développement de* l'organisation.

Psychologue praticien, votre expérience du *milieu industriel est* d'au moins 5 ans. Vous voulez concrétiser vos idées et réaliser des projets.

Ecrivez sous REF. M 57 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.



Le Groupe SLIGOS, *une des premières sociétés de services et de conseil* en informatique, recherche un jeune

Assistant Contrôle de gestion
pour sa Direction Technique

Sous la supervision du contrôleur de gestion, vous assurerez, avec la plus grande autonomie : le suivi des budgets, la tenue des tableaux de bord, le suivi des investissements, la gestion des prestations internes fournies aux divisions opérationnelles, la mise en œuvre des analyses nécessaires. Vos qualités de rigueur et de contact que vous avez le désir *d'exprimer*, votre première expérience de gestion budgétaire acquise en entreprise (de préférence dans un environnement technique) ou en cabinet seront les atouts pour réussir dans ce poste complet créé dans une structure en plein développement.
Vous voudrez bien adresser votre C.V. avec photo et prét. sous réf. DT à SLIGOS Direction du Personnel 91 rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

La filière idéale : un contrôle de gestion performant dans une société industrielle.

Importante société du secteur automobile, nous sommes filiale d'un groupe international de notoriété publique. Avec un effectif en France de *2.700 personnes, nous réalisons un CA de 600 Millions de Francs* et notre progression de 30 %/an est le fruit d'une gestion des plus performantes.

CONTROLEUR BUDGETAIRE — 130-180.000 F
HEC - ESSEC - ESCP — débutant ou 1ère expérience.

C'est cet environnement que nous vous proposons : directement rattaché au contrôleur de gestion votre activité vous permettra d'intervenir auprès de tous les services de notre siège Parisien pour
- PREVOIR l'élaboration des budgets et objectifs et la définition des moyens à utiliser.
- CONSEILLER les responsables opérationnels pour les assister dans leur gestion *et les sensibiliser en permanence sur les résultats obtenus.*
- CONTROLER à l'aide du tableau de bord les données financières pour analyser les écarts par rapport aux prévisions.
- *METTRE AU POINT les procédures qui s'imposent.*
- ASSURER le reporting mensuel.

Vous avez un bon esprit de synthèse, un très bon contact, un sens critique développé et le goût du travail en équipe. Nous vous demandons *avant tout de faire* vos preuves et vous proposerons en échange des perspectives d'évolution nombreuses et variées : contrôle industriel, trésorerie, audit interne...

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7308 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, *qui transmettra.*

Un financier pour Hewlett-Packard

Hewlett-Packard France est aujourd'hui le 3e fabricant de matériel informatique en France. Ses produits à la pointe des techniques nouvelles, son constant effort de recherche, son souci du service assuré par 24 implantations en France, et ses collaborateurs de valeur sont la meilleure preuve de son dynamisme. Aujourd'hui, notre développement nous amène à rechercher

Un adjoint du responsable financement des ventes

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
Evry

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine du financement ou de la vente des biens d'équipement, et vous êtes rompu aux techniques actuarielles.

Chargé de promouvoir nos solutions financières auprès de nos clients importants, vous serez, en outre, responsable de l'animation et du contrôle d'une équipe de spécialistes financiers.

Vous aurez également un rôle d'information et de formation auprès de notre force de vente dans ces domaines. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Les possibilités d'évolution sont à la dimension de nos performances et de notre renommée mondiale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. 093, à Hélène Ducongé, Direction du Personnel, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system

Mobil

recherche

CADRE COMPTABLE

DEBUTANT OU 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

HEC, ESSEC, ESCP
DECS SOUHAITE

POSTE EVOLUTIF ET OFFRANT DE GRANDES POSSIBILITES D'AVENIR.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Adresser sous référence 76938 lettre manuscrite, C.V. et photo à
MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion
92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9

Mobil. Avancez avec nous.

CONTESSE

BRED

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

JEUNES DIPLÔMÉS

(licence - maîtrise - école de Commerce)

VIVEZ AVEC NOUS VOTRE METIER DE BANQUIER

Nos clients attendent de notre part :
- un contact chaleureux.
- une relation personnalisée.
- une compétence technique affirmée.

Les Collaborateurs Commerciaux que nous recrutons :
- veulent mener des négociations et les conclure.
- s'intègrent facilement dans une équipe
- souhaitent développer leur potentiel personnel par l'acquisition de connaissances nouvelles.

Venez renforcer notre réseau

(Agences et Départements PME-PMI)
en Région Parisienne, Seine et Marne et Normandie

Merci d'adresser vos C.V. et photo à :

Direction commerciale
Simone GREBAN
18, quai de la Rapée
75012 PARIS

SOURCES

SAE

recherche pour une de ses filiales spécialisée en pose de pipe-lines, son

ATTACHE COMMERCIAL

De formation Ingénieur Grande Ecole du B.T.P. (option T.P.), bilingue anglais, vous avez une expérience en conduite de chantiers de pose de pipe-lines.

Vous souhaitez vous orienter vers une carrière technico-commerciale: études de prix, variances techniques, montage de projets, négociation des contrats.

Le poste est basé en région parisienne et de courtes missions à l'étranger sont à prévoir.

Si votre dynamisme vous incite à nous rejoindre, merci d'envoyer un CV convaincant avec photo sous référ. EV/PIL au Service du Recrutement

S.A.E. 32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16

COFAP

Jeunes ingénieurs chantiers

Hommes de terrain envolez vous

A Paris, mais aussi en Province

Démarrer du bon pied ? Une question que beaucoup se posent au moment où ils envisagent leur carrière.
Notre société est française - 5.000 personnes - 2 milliards de CA - elle est le n° 1 en France et dans le monde. Nous construisons des equipements destinés aux immeubles et bâtiments.

Nous vous proposons une formation de 6 mois, puis une responsabilité sur le terrain de 2 ans à travers laquelle vous découvrirez ce qu'est la conduite de travaux pour l'installation, l'entretien et la modernisation de nos équipements.
Vous apprendrez aussi l'encadrement et l'animation des hommes. Après cela, vous aurez acquis notre savoir-faire «maison» et comme notre groupe est important, un large éventail de propositions s'offrira à vous.

Alors, si vous êtes ingénieurs diplômés de Mécanique et/ou Electricité et si vous pensez comme nous qu'une solide expérience terrain promet une carrière de «haute volée», adressez nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 4269 à **rscg carrières** - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

Responsable Gestion Administration du Personnel

Notre groupe du secteur mécanique - 600 personnes - à audience européenne, conduit des évolutions rapides tant au plan des techniques mises en œuvre : électronique, informatique industrielle, que de la valorisation des ressources humaines. Nous renforçons notre fonction Personnel en intégrant, à notre siège proche Marne-la-Vallée, un Responsable Gestion Administration du Personnel.

Vous êtes de formation supérieure, avez acquis en entreprise une expérience d'environ cinq années de différents aspects de l'administration et de la gestion du personnel. Votre fort potentiel, votre disponibilité, votre ambition, vous font rechercher un poste à responsabilités plus globales dans la fonction.

Associé à tous les aspects de la fonction personnel, vous interviendrez en particulier dans les domaines suivants : emploi et outils de gestion du personnel, incidents de paye, statistiques, législation, études ponctuelles diverses.

Ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 10207 à Marion DELPARD qui garantit la confidentialité.



On aura toujours besoin d'électricité...

Jeunes diplômés, ESC, Universitaires, qui voulez réussir une carrière commerciale, choisissez

legrand

Leader européen de l'appareillage électrique d'installations nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique domestique et industriel. Nous employons 12.000 personnes. Notre chiffre d'affaires est en croissance régulière, 3 milliards de francs actuellement dont 30 % à l'étranger.

Nous offrons un métier passionnant à des JEUNES DIPLOMES débutants ou ayant une courte expérience commerciale, motivés pour la vente et l'action.

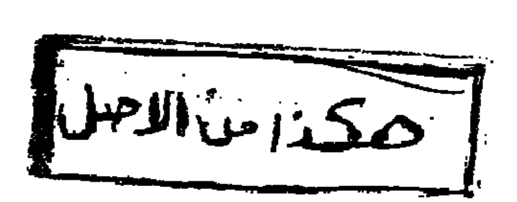
Vous serez formés à notre clientèle, nos produits, nos techniques de vente et intégrés dans une équipe régionale sympathique. Vous serez au contact permanent des professionnels de l'installation électrique et de la distribution. Nous vous confierons rapidement la responsabilité de votre secteur.

média system



Vous êtes mobile géographiquement et disponible pour de fréquents déplacements, n'hésitez pas, adressez votre candidature sous réf. 23 M 157 à notre Conseil CPA, 3 rue de Liège - 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeune afrique

Dans la presse, administrer les ventes

Etre le numéro deux de la direction des ventes, voici ce que JEUNE AFRIQUE, groupe de presse en pleine évolution, propose à un homme dynamique ayant aussi et surtout de grandes qualités de gestionnaire.
Il devra bien connaître les problèmes de fret pour pouvoir suivre le déroulement des opérations d'expédition. Il organisera les missions des inspecteurs, suivra la comptabilité du service et assurera la liaison avec les services généraux du groupe.
Ce poste, difficile mais stimulant, est à pourvoir à Paris dans cette entreprise très ouverte sur l'international, réalisant actuellement avec profit un C.A. de 100 millions de francs.
Les consultants du cabinet CLEAS étudieront avec discrétion les candidatures.
Leur écrire sous réf. 8340.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

jeune afrique

Traffic manager intercontinental

JEUNE AFRIQUE, Groupe de Presse et d'Edition implanté à Paris mais très ouvert sur l'international, recherche le responsable de toutes les opérations relatives au transport des marchandises ainsi qu'à la billetterie.
Il gèrera avec le plus grand soin un budget de l'ordre de 12 millions de francs.
Pour ce faire, il fera preuve d'un réel talent de négociateur avec les compagnies, supervisant toutes les réservations, suivant les contrats et traitant les litiges.
Une expérience préalable du transport à l'exportation lui sera particulièrement utile.
Les consultants du cabinet Cléas étudieront avec discrétion les candidatures.
Leur écrire sous référence 8344.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS



PRIORITÉ AUX HOMMES D'ACTION :

PARTICIPEZ À LA CROISSANCE DE CONTROL DATA.



CONTROL DATA aujourd'hui, grâce à sa politique systématique d'innovation technologique et sa compréhension globale de notre environnement, maîtrise les disciplines informatiques de pointe, porteuses des solutions aux grands besoins de notre temps.

Vous êtes un professionnel de la vente en informatique et vous désirez maintenant vous épanouir au sein d'un groupe multinational puissant dont la stratégie s'ingénie à repousser les limites de l'informatique.

Nous avons besoin de vous pour soutenir notre développement.

CONTROL DATA France – 900 personnes, 900 M de chiffre d'affaires, recrute des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

qui sont chargés de diffuser l'une de nos gammes de produits :

GRANDS SYSTÈMES
PÉRIPHÉRIQUES COMPATIBLES IBM
SERVICES TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Dans les domaines du pétrole, de la production et de la conception assistée par ordinateur, de la banque et des services publics.

Notre réussite commerciale repose sur la qualité des personnalités qui l'animent, c'est pourquoi nos exigences de sélection sont importantes :
• une formation : un diplôme de grande école scientifique, d'ingénieurs ou commerciale, de bonnes connaissances en anglais, et une expérience professionnelle dans les domaines industriel, bancaire ou informatique ;
• des qualités spécifiques : aptitude aux contacts de haut niveau, esprit d'initiative et de synthèse, sens de la méthode, imagination.

Envoyer votre dossier de candidature, en précisant le domaine de votre choix à : CONTROL DATA France – Service Recrutement – B.P. 139 – 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.



BANQUE ET INFORMATIQUE
LE CHOIX D'UN GRAND GROUPE

La Société Générale dispose des matériels les plus performants en matière de systèmes informatiques.

Elle vous propose de rejoindre ses équipes des ÉTUDES INFORMATIQUES en tant que :

INFORMATICIENS DÉBUTANTS (réf. 2D)

Ingénieurs ou Diplômés de l'Enseignement Supérieur, vous participerez aux développements d'importants projets informatiques.

A moyen terme, ces projets vous seront directement confiés en fonction de vos possibilités.

CHEFS DE PROJETS (réf. 3C)

Expérimentés ou confirmés, vous élaborerez et réaliserez des projets de nature très diverse qui concernent tous les secteurs bancaires.

L'importance de votre équipe et votre évolution au sein de Notre Groupe seront fonction de votre expérience et votre potentiel.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions en précisant la réf. du poste envisagé

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
7, rue Caumartin – 75009 PARIS

bleu

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

200 - 220.000 F. **PARIS EST**

Une société française, filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES pour l'ensemble de ses établissements employant plusieurs milliers de personnes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur des Affaires Sociales, il participera à l'élaboration de la politique de formation et il veillera à son application, ce qui impliquera : recensement des besoins, définition des plans de formation, mise en oeuvre des moyens, animation de stages, analyse et suivi des résultats. Il sera également chargé des actions à mener en matière de prévention des accidents du travail, d'amélioration des conditions de travail et de réduction de l'absentéisme. Il assistera les établissements pour la mise en place et le suivi de l'expression directe et collective des salariés devant déboucher sur la création de groupes d'amélioration. Il assurera les relations avec les organismes publics et professionnels spécifiques à son domaine d'activité. Il sera chargé de certaines déclarations (taxe d'apprentissage et formation professionnelle continue). Le poste sera offert à un candidat âgé d'au moins 38 ans, de formation supérieure option sciences humaines de préférence, et possédant plusieurs années d'expérience de la formation professionnelle acquise au sein d'une entreprise industrielle ou bien encore au sein d'organismes spécialisés.
Ecrire sous référence 615/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris
Discrétion assurée.

ADVANCED MICRO DEVICES

CIRCUITS INTÉGRÉS

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION EN FRANCE, ADVANCED MICRO DEVICES LEADER TECHNOLOGIQUE EN MATIÈRE DE CIRCUITS

recherche plusieurs :

Ingénieurs d'applications (Réf. T 101)

- Quelques années d'expérience en conception de systèmes digitaux à base de microprocesseurs bipolaires ou MOS.
- Attirés par contacts humains.
- Voyages brefs, mais fréquents.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.
- Séjours réguliers aux Etats-Unis.

Ingénieurs commerciaux (Réf. C 212)

- Formation supérieure technique indispensable.
- *Confirmés ou débutants dans la fonction.*
- Aimant contacts humains et attirés par la fonction commerciale.
- Voyages brefs, mais fréquents.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence à

ADVANCED MICRO DEVICES FRANCE
Silic 314, 74, rue d'Arcueil,
94588 Rungis Cedex.
Attention : Irina.

IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION INTERNATIONALE

recrute pour faire face au développement de son chiffre d'affaires

AGENTS ET COURTIERS EN PUBLICITÉ

Nos annuaires industriels et commerciaux mondialement distribués sont l'outil indispensable de l'industrie et du commerce international et sont de ce fait un support publicitaire de tout premier ordre.

Clientèle à visiter : l'industrie exportatrice française.

Profil désiré :
- *avoir la vente « dans la peau »* ;
- un sens aigu de l'organisation ;
- une expérience préalable de la branche ou à défaut,
- une bonne dose d'esprit d'entreprise.

Nous vous offrons :
- des commissions généreuses ;
- notre fichier ;
- notre soutien intensif.

Veuillez adresser curriculum vitae détaillé et photo à :

EXPORT ÉDITION AG
rue du Maupas 42 c,
CH-1004 Lausanne,
tél. (021) 36-22-02.

INRA

Concours Ingénieur - 3 postes

Biochimiste (M. Sc.).
Phytopathologiste (M. Sc.).
Chimiste (D.E.A.) (Ing. Grandes Ecoles).

Clôture le 15 septembre 1983

Renseignements : Département de Pathologie végétale, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05.
Téléphone : 535-54-72.

Jeunes diplômés

enseignement supérieur commercial et gestion (ESC, DESS Finance, I.A.E., DECS)

Des opportunités dans le secteur bancaire... ... à des postes de Direction d'Agence

... pour des candidats ayant le goût des **affaires** et de la **finance.**

Ecrire avec CV et photo
s/réf. 11144 à

PIERRE LICHAU S.A.
BP 220
75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra
Réponse rapide assurée.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Spontex

Société de CHARGEURS S.A.
recherche pour sa Direction Commerciale France

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE *HF*

Le titulaire du poste exerce sa fonction à trois niveaux :
- Il assure avec son service (10 personnes) la gestion quotidienne du flux et de la logistique des ventes (saisie, traitement, tarification, gestion promotions, conditions de vente, transports, litiges...).
- il développe de nouveaux outils de gestion commerciale notamment en liaison avec l'informatique.
- il participe pleinement à l'équipe de Direction Commerciale pour l'ensemble des décisions concernant la politique marketing et vente.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une expérience significative de la gestion des ventes de produits de grande consommation.
La connaissance de l'utilisation de l'outil informatique est vivement souhaitée.
Les conditions offertes, la notoriété de l'entreprise et les possibilités de développement de carrière au sein du groupe, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6626 S. à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Important groupe français de commerce international
(6 milliards de F. de CA)

Cette société, dans le cadre de nouveaux développements informatiques, recherche :

CHEF DE PROJET SIEGE

(Réf. M 22923 A)

Chargé du traitement des opérations commerciales et de la gestion des stocks centralisée, il encadre plusieurs analystes-programmeurs.
Il a une bonne connaissance du DPS 7 (IDS 2) et si possible de l'IBM 34 (GAP II).

CHEF DE PROJET FILIALES

(Réf. M 22923 B)

Il est le véritable patron de la gestion informatique des filiales du groupe.
Il est responsable des nouvelles applications et des matériels (IBM 34) et coordonne les équipes en place.

Ces postes, basés à Paris, sont directement rattachés au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, et impliquent de nombreuses relations avec les utilisateurs.
Ils s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles (ou équivalent), âgés d'environ 30 ans et justifiant de plusieurs années d'expérience dans l'environnement technique demandé.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence choisie à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Paris proche banlieue

COMPTABLE

Cette société appartient à un des premiers groupes européens d'automobiles, elle fabrique et commercialise des chariots élévateurs.
Le responsable des services administratifs renforce son staff et recherche un collaborateur.
Ce comptable assure l'ensemble des activités liées à sa fonction (comptabilité générale, trésorerie et bilans, comptes d'exploitation).
Le titulaire, par délégation du responsable administratif, bénéficiera d'une large autonomie.
Nous souhaitons rencontrer un jeune de 25 ans minimum, diplômé grande école de commerce option comptabilité, finances et de préférence titulaire du DECS. Il devra avoir un ou deux ans d'expérience professionnelle.
La pratique de l'anglais est souhaitée.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous réf. M 13519 C, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

RESPONSABLE SECTEUR SURGELÉ

PARIS
Agro-Alimentaire

Un des premiers groupes français du secteur agro-alimentaire recherche son RESPONSABLE SECTEUR SURGELÉ. Il sera responsable de l'ensemble des ventes et en particulier du développement d'une gamme leader en grande surface. Responsable de ses résultats, il assurera avec l'usine et le marketing les prévisions de vente, le suivi des fabrications et le lancement de produits nouveaux. Il animera une équipe de commerciaux, il sera l'interlocuteur du réseau concessionnaires et il contrôlera le service administration des ventes. Le candidat retenu, excellent négociateur, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale, possédera plusieurs années d'expérience commerciale impliquant l'encadrement d'équipes de vente.
Ecrire sous référence 589/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Devenir animateur de formation

Important groupe industriel de dimension internationale, notre présence sur le marché des biens d'équipements électro-ménagers se développe de façon continue. Nous fabriquons différentes lignes de produits finis, distribués par de nombreux réseaux.

Afin d'améliorer la qualité de notre service aux clients et d'accroître l'efficacité de nos équipes commerciales, nous venons de décider de la création d'un département interne de formation. Dans le cadre de ce projet, le formateur que nous recherchons aura pour mission de former un public varié de vendeurs à nos gammes de produits ; rattaché à la Direction marketing du groupe, il assurera environ 3 à 4 jours de formation par semaine sur le territoire national.

L'objectif « d'excellence » de ce projet nous conduit à rechercher un commercial performant possédant une bonne connaissance du secteur électro-ménager ; motivé par le métier de formateur, c'est un homme autonome, disponible et attentif.

Un programme de formation personnalisée d'un an est prévu. Ce poste offre par ailleurs au sein du groupe de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence GS/2 aux consultants d'INFRAPLAN qui la traiteront avec attention et confidentialité.

MEDIA PA



INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

un responsable informatique — 200 000 F/an

partisan de la communication

Une affaire d'exploitation et de distribution proche des milieux du cinéma (450 p., CA 300 MF) élargit le champ de ses activités et compte sur l'informatique pour contrôler son expansion.

Votre mission est claire : vous concevez le schéma directeur du groupe, remplacez probablement par un IBM 38 le 34 qui s'essouffle à supporter des applications vieillies et soudez la petite équipe informatique (4 p.).

Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis en cinq à sept ans votre expérience de la conduite de projet DB/DC mis en œuvre sur minis conversationnels et si vous n'êtes pas formé au 38, au moins avez-vous la pratique d'un matériel de la classe d'un 43 XX.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4398 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.

■■■

QUELLE ORLÉANS

venez créer la fonction SYSTÈME/RÉSEAU dans un environnement SIEMENS.

Spécialiste de la vente par correspondance, notre taille (1400 p., CA 1400 MF) nous classe dans le peloton de tête. Notre activité s'appuie sur une informatique en plein renouveau.

Vous vivez l'arrivée de nouveaux matériels haut de gamme, étendez le réseau de 50 à 200 terminaux et assurez la sécurité de nos volumineuses bases de données ; vous créez, de fait, la fonction système/réseau.

Vous êtes un ingénieur système confirmé et si vous ne pratiquez pas le BS 2000, vous avez, pour le moins, la pratique d'un OS comparable : VS 1 ou MVS chez IBM, VS 9 chez UNIVAC. Nous vous offrons de coiffer l'ensemble de la fonction système/réseau.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4397 LM) à **"Carrières de l'Informatique.**

■■■

NATHAN
deux chefs de projets confirmés

Grand éditeur d'ouvrages scolaires et de loisirs, nous abordons l'informatique grand public en concevant et éditant des jeux ou des logiciels d'EAO. Pour accompagner cette mutation, notre informatique doit prendre le virage du distribué.

Vous secondez (Paris, Port-Royal) notre nouveau directeur informatique dans l'élaboration du schéma directeur puis couvrez chacun un secteur d'études.

Le premier reconçoit la gestion des ventes de nos trois grandes activités puis crée notre outil marketing.
Le second s'attaque à la gestion de fabrication : ordonnancement/lancement, suivi de la production, stocks, prix de revient...

Vous êtes chacun de formation supérieure et avez acquis en sept ans une solide expérience de la conduite de projet DB/DC mis en œuvre en PL1 sur 4341 de préférence.

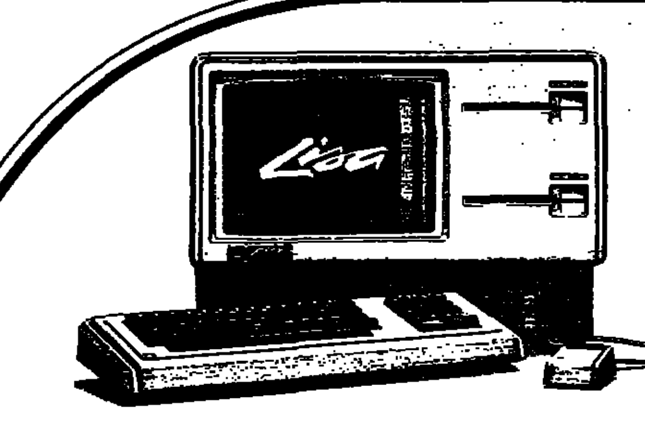
L'un vient plutôt de la grande distribution ou de la VPC, l'autre de l'industrie.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4342 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



SI LISA VOUS INTÉRESSE, VOUS NOUS INTÉRESSEZ

Nous recherchons actuellement des **Ingénieurs** capables de nous assister rapidement dans les divers aspects techniques, matériels et logiciels de Lisa :

Connaissant bien les systèmes de mini, voire de grosse informatique et les télécommunications, ayant déjà pratiqué Pascal et l'Assembleur (type 68000), ils ont la volonté de mettre leurs dons au service de l'informatique personnelle.

Responsables techniques de produits au sein de l'équipe Marketing Lisa, ils en assureront le support : Connaissance, assistance, présentation, formation, adaptation.

Écrivez à SEEDRIN, **Filiale d'APPLE COMPUTER, INC.**, Avenue de l'Océanie, Z.A. de Courtabœuf, 91944 Les Ulis Cedex, à l'attention du Service du Personnel avec la référence 4/LM.



HAVAS CONTACT

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique. Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

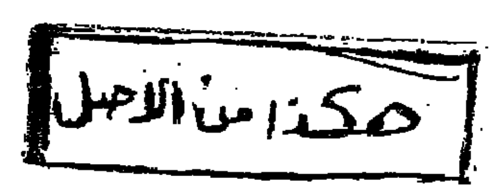
SG2 groupe puissant de 4000 personnes, poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40 % et vous propose d'acquérir son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : • conception et réalisation de systèmes de gestion • plan informatique • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • génie logiciel • conception et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données réparties • monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez, ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Ingénieurs grandes écoles et diplômés d'études supérieures scientifiques :
créez votre avenir informatique.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 15, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes



هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Réussissez dans l'Informatique côté affaires

Votre expérience de 2 ou 3 ans de la vente en informatique pour devenir Ingénieur commercial à Paris - Lyon - Marseille.

Une informatique accessible à tous.
Un système modulaire à intelligence répartie pour que l'entreprise s'équipe au rythme de son évolution.
Voilà l'esprit du réseau local Ethernet.

Accompagner les entreprises dans leur croissance, afin que chacune de leurs étapes soit une réussite.
Comprendre leurs structures, leurs contraintes, leurs attentes et les conseiller.
Voilà le rôle des ingénieurs commerciaux que nous recherchons.

Pour remplir cette mission, vous sont bien sûr indispensables l'expérience informatique, de réelles aptitudes relationnelles et la volonté de réussir.
Votre évolution ? Elle sera à la mesure de votre implication et de la dimension Rank-Xerox.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions), sous réf. ET 30, à Edith Legrand, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aulnay-Sous-Bois Cédex.

RANK XEROX

média-system

---

epsilog GSI-ALCATEL/CGE

LOGICIEL TEMPS REEL
ET INDUSTRIEL

recherche en permanence pour ses activités en :
▶ transmission ▶ commande numérique ▶ traitement de signal ▶ automatisme ▶ temps réel.

INGENIEURS

Informaticiens confirmés et débutants désirant participer aux grands projets actuels dans une ambiance dynamique pour des industriels exigeants, utilisant notamment les matériels DEC, BULL MINI 6, INTEL, MOTOROLA 68000 et leurs systèmes de développement.

Claudine FISBENNE vous remercie de lui écrire à EPSILOG 29, rue des Pyramides 75001 Paris, ou de noter ce numéro d'appel : 296.33.03

média-system

Créer la fonction personnel dans une PME performante

Après votre formation supérieure (DUT - DESS), vous avez appris le «métier» pendant quelques années auprès d'un grand directeur du personnel. Vous souhaitez maintenant prendre la responsabilité totale de la fonction et répondre directement au directeur général. Une PME de 360 personnes, à Vanves vous permettrait de vous exprimer pleinement et de mener une intelligente politique du personnel.

Si telles sont votre expérience et vos aspirations, vous devez adresser très vite votre curriculum vitae aux consultants de SIRCA sous la référence 524 961M en pensant bien aux arguments qui feront retenir votre candidature. En effet, nous recherchons un homme ou une femme, capable de créer la fonction personnel actuellement assurée par le directeur général. La profession est peu connue : installation des foires et expositions. Elle fait appel à toutes les techniques mises en oeuvre dans le bâtiment, mais se caractérise par le caractère éphémère et non répétitif des réalisations.

Vous aurez donc à gérer du personnel d'atelier et de montage ainsi que la paie informatisée. Tous les salaires sont supérieurs de 20 % du SMIG. La paix sociale est basée sur des relations confiantes d'homme à homme. Les projets d'expansion sont nombreux, des diversifications sont envisagées. A vous de concilier les aspirations des hommes et les exigences de l'entreprise par votre personnalité et votre savoir faire professionnel.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

JOURCLI

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE
proche banlieue Ouest
utilisant MVS-TSO-DL1-CICS-PL1-IPT
renforce son potentiel pour des développements de nouveaux projets, et recherche

2 ANALYSTES FONCTIONNELS
de très bon niveau

2 ANALYSTES ORGANIQUES
confirmés

4 ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 INGÉNIEUR SYSTÈME
expérimenté

Envoyer lettre de candidature, CV, photo sous référence 8134 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

THOMSON-CSF

LA BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
recherche pour
ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE CALCULS

de son département études, développement et imagerie nouvelle.

Le Centre de Calculs orienté vers le calcul scientifique, le traitement d'images et la conception assistée par ordinateurs comprend 2 ordinateurs DEC-VAX avec systèmes VMS et UNIX ainsi que des processeurs rapides spécialisés dans le traitement d'images.

Nous cherchons un candidat solide, capable d'assurer la mise en place et l'exploitation de ces systèmes, de former les utilisateurs et de proposer les extensions futures.

Adresser de toute urgence CV, photo et présentions à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF, 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



Jeune titulaire d'un diplôme scientifique

acquérez de solides compétences techniques en informatique dans un environnement agréable

Nous vous offrons cette possibilité au sein de notre Groupe de Distribution, **UNIDIS MAJOR à Bourges** : 1 800 personnes, 53 supermarchés, un C.A. de 1,7 milliard de F en 1982, une expansion constante.

Nous procédons à des développements informatiques importants en utilisant les outils IBM les plus récents : deux 4331-2 sous DOS/VM dans un environnement DB/DC. Nous travaillons également avec le concept d'infocentre. Vous rejoignez notre équipe système et, après une période de formation, vous assurez la mise au point technique des nouvelles applications de pointe de la Société, en particulier celles concernant l'emploi, dans les magasins, de caisses enregistreuses à scanner.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M560, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
recherche

VENDEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour prendre en charge un secteur et visiter une clientèle d'installateurs, sociétés d'ingéniérie et services électriques d'usines.

BTS ou DUT exigé, option électro-technique/automatisme.

Il est demandé une expérience de 3 à 5 ans minimum dans la vente en milieu industriel.

PRODUITS CONCERNES :
— Démarreurs et variateurs de vitesse pour moteurs asynchrones.
— Automates programmables.
— Transmetteurs d'alarmes.

4 postes à pourvoir basés respectivement à Lyon, Toulouse, Nancy et Nantes ou Rennes.

Adresser CV et prétentions à l'attention de M. Pinlaud
AOIP, B.P. 301, 75624 PARIS CEDEX 13.

L'ennui vous guette ?

Ingénieur développement, impliquez-vous chez Raychem.

Passionnés, créatifs, nos ingénieurs transforment leurs idées en réalité : plus de 300 produits nouveaux ont été crées en 1982.

Nous comptons sur vous pour conduire nos projets **fibres optiques et hautes fréquences** en relation avec les connexions dans le domaine de la télécommunication.

Vous êtes ingénieur électricien, peut-être docteur physicien. Vous avez fait vos preuves en tant que «développeur» : tant mieux si vos recherches ont été similaires aux nôtres. Ensemble, nous irons plus vite et plus loin...

Raychem est une société internationale d'origine américaine, présente dans 80 pays. Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermo-rétractables et des conducteurs à mémoire apporte des solutions originales dans de nombreux secteurs industriels, et soutient notre croissance.

Adressez-nous votre C.V. avec photo et rémunération sous référence 541 M à Raychem Pontoise S.A., Direction du Personnel, B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche pour **PARIS-OUEST**

CADRE INFORMATICIEN
CONFIRMÉ

Responsable du groupe **Base de Données Clients**, il coordonnera plusieurs projets réalisés par une équipe de 20-25 informaticiens et maintiendra de nombreux contacts auprès des Directions utilisatrices et de tous les autres Secteurs Informatiques.

De formation supérieure, environ 35 ans, il a acquis une solide expérience informatique, si possible bancaire, et a déjà conduit des projets importants. *Une bonne connaissance d'ADABAS serait un atout apprécié.*

Ce poste offrira de réelles opportunités d'évolution au sein du Département Informatique ou dans d'autres Départements de la Banque pour un informaticien de haut niveau.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et prétentions sous réf. CI à :
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu — MEMBRE DE SYNTEC

Aux portes de Paris nous disposons entre autres, d'une unité de fabrication d'une centaine de personnes qu'il vous faudra diriger. Vous connaissez le secteur

électronique/informatique

et vous bénéficiez d'une solide expérience en tant que

Chef de fabrication

Agé de 33/37 ans au moins, vous êtes à la fois un meneur d'hommes, un hiérachique responsable et autonome, un organisateur, un technicien de haut niveau (diplômé d'une école d'ingénieurs) du secteur électronique/informatique, donc capable de dialoguer avec vos équipes et vos partenaires sociaux, de maitriser la technique (*montage, intégration de systèmes, tests*) et l'*organisationnel* (coûts, planning, productivité, etc.).



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 68223 BM.

Jeune Chef du Personnel
Industrie Pharmaceutique

Agé d'environ 28 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Ecole de Commerce, Sciences Economiques...) et depuis environ 3 ans, vous évoluez dans la fonction Personnel.

Aujourd'hui, votre objectif est d'assurer au sein d'une Entreprise performante, les responsabilités de Chef du Personnel.

Nous sommes la filiale française (450 personnes; CA : 320 MF) de l'un des 10 premiers Groupes Pharmaceutiques mondiaux. Notre Directeur des Relations Humaines crée le poste de Chef du Personnel usine (effectif : 250). Dans le cadre d'une large autonomie, celui-ci assurera les différentes responsabilités inhérentes à la fonction (gestion du personnel, relations paritaires, recrutement, formation, ...) et veillera à maintenir un bon climat social.

Ses compétences et son potentiel devront lui permettre d'évoluer soit au sein de la filiale, soit au niveau européen. La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Poste basé à l'Ouest de Paris (environ 100 km).

Yves KERNEVEZ traitera confidentiellement votre dossier que vous lui ferez parvenir sous réf. **M 923**

KM — Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY

RESPONSABLE ADMINISTRATIF & FINANCIER

PARIS — **Industrie Laitière**
180.000 F.

Une société française, spécialisée dans la technique et la technologie laitière et qui met son savoir-faire (études, financements, réalisations, prise de participations et détachement de personnel) au service de pays étrangers, principalement méditerranéens, africains et américains, recherche UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF & FINANCIER. Sous l'autorité du Directeur Général de la société, il sera chargé de suivre la gestion interne de l'entreprise *notamment dans ses aspects financiers* (préparation de budgets...). A ce titre, il sera chargé de la mise en place des financements destinés à la réalisation des affaires prises en compte par sa société. Il assurera le suivi des recouvrements et suivra les problèmes de trésorerie, et il recherchera l'optimisation des investissements *réalisés. Il* entretiendra des relations avec les organismes d'intervention ainsi qu'avec les actionnaires industriels et la clientèle. Il assurera les relations avec divers organismes financiers. Il participera à la mise en place de procédures administratives et comptables et il aura un rôle d'assistance auprès des services financiers et comptables des entreprises considérées. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation ESC + DECS, possédera une première expérience acquise dans un service financier d'une entreprise industrielle ou dans un service administration export ou encore dans un organisme bancaire. La connaissance *de l'anglais est nécessaire.*

Ecrire sous référence 612/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS
Discrétion assurée.

EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 CONSULTANTS, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger ; le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- Vous possédez une expérience certaine de l'entreprise.
- Vous maîtrisez une langue étrangère.
- Vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8336 M au Département Recrutement d'EUREQUIP.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

HAVAS CONTACT

Nos forces vives triomphent de la force de la crise

Rosemount est l'une des plus importantes entreprises internationales dans l'instrumentation. Notre filiale française située à Rungis, près d'Orly, a une croissance de 50 % chaque année depuis 11 ans. Nous sommes fiers de contribuer à l'essor des techniques les plus avancées dans l'industrie et l'aéronautique.
Seuls, la compétence, la volonté et l'esprit d'équipe de chacun d'entre nous permettent d'être toujours plus performants.
Rejoignez nous!

REJOIGNEZ NOUS!

Un ingénieur-commercial à fort potentiel (code W)

Pour la vente de système de régulation numérique. Le candidat idéal est un entrepreneur ayant 10 ans d'expérience dans la vente de système. C'est un ingénieur à fort potentiel capable à terme de diriger un service de 6 à 8 personnes et de prendre la responsabilité totale d'une ligne de produit. Il sera fortement animé par le désir de réussir dans une ambiance jeune et dynamique. Il reportera au directeur des ventes, sera appuyé par la direction du marketing France et Europe, puis créera son propre département. Des voyages courts sont à prévoir en Europe et aux U.S.A. Le poste est à pourvoir dès le 1er janvier 1984.

Un technico-commercial confirmé sédentaire (code X)

Pour la préparation technique des devis, commandes et le suivi de projets. Le candidat idéal a au moins 8 à 10 ans d'expérience, une bonne formation technique en mesure, analyse physicochimique et régulation. Il a l'habitude de traiter avec des engineerings. Il est rigoureux et solide. C'est un poste sédentaire mais de très courts déplacements sont à prévoir.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
Il aura une formation de type IUT ou BTS ou Ingénieur.

Un technico-commercial débutant externe (code Y)

Ayant une formation solide en mesure physique, analyse et régulation. Il devra seconder un ingénieur commercial de terrain. Il parle anglais et a un bon profil de vendeur. Il aura une formation de type IUT ou BTS. De fréquents déplacements sont à prévoir, après une période de formation sédentaire de 12 à 18 mois.

Un chef comptable (code Z)

De formation BTS ou DECS le candidat a l'expérience du reporting et de la comptabilité anglo-saxonne. Il fera une expérience passionnante de démarrage d'un nouveau système comptable sur l'un des premiers IBM 36 installé en France. Il devra avoir au moins 7 à 10 ans d'expérience, et avoir déjà dirigé une petite équipe de 4 à 6 personnes. Il reportera au directeur administratif et financier. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Tous ces postes sont à pourvoir à Rungis (Orly).
Envoyez C.V manuscrit et photo sous les références indiquées à

Rosemount®
C. LAMOUREUX, Directeur Général.
1, place des Etats-Unis - SILIC 265 94578 RUNGIS.

Ingénieur confirmé PONTS, MINES

Prendre à terme la responsabilité d'une filiale

Une très importante Entreprise française offre des perspectives d'évolution de carrière très intéressantes à un **Ingénieur confirmé des Ponts et Chaussées ou des Mines.**

Agé d'au moins 30 ans, il possèdera :
- **une expérience de plusieurs années dans une société de Travaux publics ou d'exploitation de carrière,**
- ***une solide formation de gestionnaire.***

Ce poste, devant conduire à prendre la **responsabilité d'une de nos filiales**, conviendrait à un candidat ayant le profil d'un « **patron d'entreprise** ».

La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M/2635 et en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact à

Communiqué
9, Bd des Italiens. 75002 PARIS
qui transmettra.

Communiqué

Voulez-vous exporter du savoir-faire français?

Vendre du savoir français aux Américains comme aux Français et Européens. Utiliser votre bagage linguistique (anglais, allemand, espagnol). Apprendre un métier spécifique pour ensuite négocier des accords de coopération ou rechercher des partenaires de proximité. Travailler auprès d'une direction dynamique dans une affaire moyenne (360 personnes) qui pourra faire de vous, à terme, son Directeur Commercial...

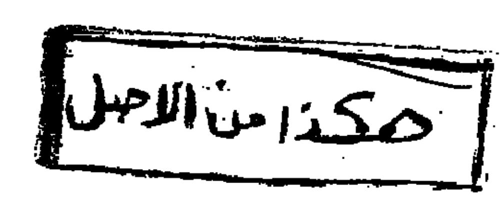
Le fin du fin serait que vous ayez déjà une première expérience dans une entreprise générale du bâtiment. En effet, le poste à pourvoir est à Paris dans une profession inconnue: celle de la préparation des foires et des expositions. Dans ce métier, les techniques sont celles de tous les corps d'état mais mises en oeuvre avec la mentalité du cirque (travaux éphémères, montage et démontage rapides, respect des délais à l'heure près, sécurité du public, etc). De plus, l'affaire en question s'est démarquée de ses quelques concurrents en innovant, en faisant preuve de beaucoup de créativité. D'où la possibilité de promouvoir son savoir-faire en France et dans le monde et aussi d'améliorer encore CA et rentabilité, déjà remarquables.

Quelque soit votre première expérience, comme vous êtes un ambitieux conscient, vous avez bien compris que vous devez vous préparer soigneusement à cette activité commerciale de promotion, de méthodes et de savoir-faire. Vous savez à la fois investir du temps (il n'y a pas deux expositions semblables dans une année) et prendre très vite des responsabilités en mettant la main à la pâte (toujours le cirque). Voulez-vous écrire une première lettre aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 254 960 M. Discrétion assurée en indiquant vos souhaits en matière de traitement.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC — SOURCES



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Jeune diplômé ESSEC
débutant ou 1ère expérience

Un grand Groupe industriel français, **11 usines en France et aux U.S.A.**, offre une très intéressante **opportunité de développement de carrière au sein de sa Direction commerciale** à un jeune **diplômé ESSEC** débutant ou première expérience.

Le candidat retenu possédera des **qualités marquées de négociateur et d'organisateur.** Elles lui permettront, après avoir fait ses preuves sur le terrain d'accéder à un poste de responsabilités élevées **à Paris ou en Province.**

Si vous êtes motivé par ce poste,

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) en précisant bien la référence MP/2636 à

C.V. Curriculum Vitae, 9, bd des Italiens, 75002 PARIS

(Réponse et discrétion assurées)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche pour sa **Direction Financière** (Paris)

UN ANALYSTE FINANCIER
EN VALEUR MOBILIÈRE

Ingénieur ou diplômé de l'enseignement supérieur, avec ou sans première expérience, il sera intégré dans une equipe jeune et motivée de spécialistes.

Après formation il sera responsable d'un secteur industriel (éventuellement construction électrique et électronique).

Bon niveau d'anglais requis.

Des connaissances en gestion et comptabilité seront appréciées.

Envoyer C.V. sous référence AF Service du Recrutement
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

Jeune diplômé (grande école ou université)
un avenir prometteur dans la Fonction Personnel

au sein de la première filiale européenne du groupe chimique **HENKEL : 2 000 personnes en France réparties dans six sociétés.**

Rattaché au Directeur des Relations Humaines, au siège social à Paris, vous contribuez au développement de la gestion du personnel en recueillant et en analysant les informations qui servent à établir les diagnostics sociaux, améliorer les situations de travail, préparer les modifications de structures, gérer les rémunérations et les carrières (méthode HAY)... Cette activité implique l'utilisation de l'informatique dont vous avez à promouvoir le développement dans la Division des Relations Humaines.

Si une première expérience professionnelle constitue un atout, elle n'est pas indispensable : nous vous formons et vous donnons les moyens d'évoluer vers des fonctions de Chef de Personnel.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/4223, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra, 75002 Paris

Responsable Logistique

Filiale (450 personnes) de l'un des dix plus grands Groupes *Pharmaceutiques mondiaux, nous recherchons notre Responsable* Logistique.

Rattaché au Directeur Usine, celui-ci animera une équipe constituée d'une quarantaine de personnes.

Il prendra en charge l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction logistique : achats, approvisionnements, importation, gestion des stocks, ordonnancement, magasins et distribution.

L'importance que nous attachons à ce poste nous amène à rechercher un cadre de valeur âgé d'au minimum 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur. Une solide expérience de la fonction acquise de préférence dans le milieu grande distribution ou pharmaceutique, de réelles qualités de manager et une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables pour réussir dans le poste.

Yves KERNEVEZ traitera confidentiellement votre *candidature sous référence* ***M 933.***



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY

MICRO-ARCHI

PME de conception avancée de micro-ordinateurs de grande diffusion travaillant dans un contexte international avec des sous-traitants européens, américains et japonais,

recherche :

1 INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Sous la responsabilité directe du responsable hardware, il participera à l'industrialisation d'ordinateurs de poche grand public et des périphériques associés.
Il mettra en œuvre des techniques avancées (circuits à la demande, fabrication en continu,...)

1 INGÉNIEUR SOFTWARE

Sous la responsabilité directe du responsable logiciel, il participera au développement du logiciel de base et des langages des systèmes.
Il mettra en œuvre des principes logiciels avancés (logiciel graphique multifenêtres, superviseur multitâches, architecture objet,...)

Adressez CV et lettre manuscrite à **MICRO-ARCHI**, 79 rue du Temple 75003 - Paris

---

Crédit du Nord

- 600 Agences en France -
crée le poste de

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE DE COMMUNICATION

A l'*intérieur de* la Direction de la Communication, le candidat sera chargé de la gestion de l'image de la banque à travers ses médias permanents (*enseignes, graphismes, etc ...*) *et de forger de nouveaux* outils de communication à usage interne et externe.

Cette fonction exige d'excellentes qualités relationnelles, beaucoup de méthode et un esprit de synthèse.

A 30 ans environ, ce candidat aura une formation supérieure et *plusieurs années d'expérience dans* un poste similaire.

Les lettres de candidature seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée *et adressées à la Direction du Personnel - CREDIT DU NORD -* 6/8, boulevard Haussmann 75009 Paris.

LE CREDIT NATIONAL

recherche
pour son DEPARTEMENT DES PRETS

CADRES FINANCIERS

(Grandes Ecoles de Commerce - I.E.P. - Université)

possédant quelques années d'expérience acquise dans une entreprise ou une banque.

Après une première affectation au siège social à PARIS, ces cadres financiers seront chargés d'instruire les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises dans une des onze délégations régionales du CREDIT NATIONAL.

Il leur est offert :
- *un travail intéressant et vivant*
- une rémunération et des perspectives de *carrière attrayantes.*

Prière d'envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo au Crédit National, Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue St-Dominique 75700 PARIS.

RTC

La Radiotechnique-Compelec
Composants Electroniques
recherche pour
ses Services Commerciaux
INGENIEURS Débutants ou Confirmés
diplômés d'Ecoles spécialisées en Electronique

- *Si vous êtes attiré :*
  - *par les techniques avancées de l'électronique et particulièrement des circuits intégrés*
  - *par les négociations commerciales - l'établissement de contrats et le suivi des clients*
- *Si la variété et la multiplicité des relations professionnelles vous intéressent.*
- *Si votre anglais est suffisant*

RTC se chargera de votre formation complémentaire.

Ecrire avec C.V.
RTC La Radiotechnique-Compelec
Service du Personnel
130, avenue Ledru-Rollin
75540 PARIS CEDEX 11.

ALLIBERT
DIVISION INDUSTRIE

Recherche pour son usine de MERU dans l'Oise, à 60 km de Paris, et employant environ 900 personnes, son

Responsable de Service Industrialisation

Ingénieur de formation - AM, ENSI, ENI ou équivalent - âgé de 30 ans au moins, ce cadre aura si possible, une expérience industrielle au sein d'entreprises à haute technologie plastique ou mécanique.
Nous lui confierons la responsabilité de la liaison entre le Bureau d'Etudes et la Mise en Oeuvre-Fabrication ainsi que la conduite des projets d'automatisation et de robotisation. Pour ce poste, la rémunération et les avantages sociaux *offerts sont de très bon niveau.*

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. n° 50906 M à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion.

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.
STRASBOURG — PARIS — LYON — NEW-YORK

---

afnor
association française de normalisation

recherche
pour sa division **FORMATION-ENSEIGNEMENT**

un cadre

Sa mission comportera l'organisation et l'animation de stages techniques dans le domaine de
la NORMALISATION et de la QUALITE

Une formation de niveau supérieur, une connaissance des outils et des techniques pédagogiques modernes, (audiovisuel notamment) qualifieront bien ce poste qui suppose :
- une part de travail d'organisation matérielle répétitive
- la capacité à s'adapter à des publics de niveaux variés
- le sens du travail en équipe.

Un première expérience sera appréciée.
Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 4071 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

Importante société d'exportation

recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pouvant prendre en charge un projet concernant la fonction achat dans un environnement informatique en expansion.
- Niveau DUT.
- 2 ans d'expérience dans les domaines DOS/VS - VSAM - PLI.
- Expérience temps réel appréciée.

Envoyer candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo d'identité récente à SOFRESA, 307, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

UNILOG

Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en informatique

- 8 Sociétés - 400 ingénieurs -

s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.
UNILOG recrute pour le 3 Octobre 1983, des

ingénieurs débutants

Grandes Écoles ou 3e cycle d'études supérieures scientifiques

Ils suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur.
Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les clients du Groupe, acquérant ainsi des compétences et un sens des *responsabilités les préparant à des postes de haut niveau.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 80286 à UNILOG, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris - Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

(MINES, ENSEEIHT, ENSIMAG, ENST,...)

1 à 4 ans d'expérience

intéressés par les techniques de pointe.

- Vous avez le goût de l'animation et des responsabilités.
- Vous souhaitez participer à la conception et à la mise en œuvre d'un important système de gestion.
- Vous serez amené dans le cadre de projets de grande envergure à diriger des équipes de 3 à 6 personnes.

Venez rejoindre à Paris un grand du secteur tertiaire.
Une rémunération particulièrement motivante sera proposée aux candidats de valeur.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions sous réf. CA 135 à Catherine ALLOMBERT.

Cabinet Derieux
Conseil en Recrutement
27, av. de St-Mandé 75012 PARIS

Emplois et Entreprises

L.E.R.S

Centre de Recherche du Groupe SYNTHELABO, recherche, en vue de pourvoir un poste à PARIS,

un responsable des dossiers d'enregistrement

Le/la candidat(e) :
• assistera le Chef de Service Dossiers en prenant en charge la préparation des documents nécessaires au dépôt des dossiers en France ou à l'étranger : • procédera à cette préparation et au suivi des dossiers d'enregistrement, en liaison avec les autres services de la Société et avec ses filiales étrangères.

Il/elle devra posséder :
• un à trois ans d'expérience professionnelle dans la fonction. • un diplôme d'Enseignement Supérieur : Pharmacien, Maîtrise de Biologie, etc... • une bonne connaissance de l'anglais.

Le salaire proposé sera fonction de l'expérience du/de la candidat(e) et de l'importance que la Société attache à ce poste.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées à : L.E.R.S.
Direction Administrative et Technique
58-60, rue de la Glacière 75013 Paris.



Informatique Industrielle et Télé-informatique

Une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

Chefs de Projet

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.
Nous vous offrons la possibilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
• Télé-informatique (réseaux)
• Informatique Industrielle

Ingénieurs Logiciels

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

answare Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. ASKENFELD, sous Réf IN/5, 135 Rue de la Pompe 75116 Paris.



P.M.E

Assumer la totalité de la fonction comptable, administrative et financière

Financial Controller

Filiale française du leader américain dans son domaine. Nos deux divisions Fabrication et Distribution réalisent un CA de 70 MF et emploient 130 personnes.

Collaborateur étroit du Directeur Général et appuyé par une équipe comptable de 5 personnes, ce Directeur Administratif et Financier assumera l'élaboration et le contrôle de la comptabilité générale (bilan, C.E.), le reporting américain (mensuel, annuel), les relations avec les Banques, la gestion de la trésorerie, la préparation des budgets et les déclarations fiscales et sociales.
Il sera en outre amené à développer les applications informatiques. Enfin, les tâches administratives relatives à l'organisation générale (Personnel ; préparation des assemblées générales, etc...) feront aussi partie de ses attributions.

Ce poste varié, aux responsabilités larges, s'adresse à un diplômé d'Etudes Supérieures (Finances, Comptabilité) ayant acquis au sein d'une société américaine une sérieuse pratique du reporting et des procédures anglo-saxonnes ainsi qu'une solide expérience de la gestion financière.
Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et salaire actuel sous la référence M 25809 à Nicole Le Breuilly
TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

division SYSTEMA — The Executive Group Management

Dessein

SOCIETE D'INGENIERIE
- 230 personnes -
Filiale de la Société Nationale des Poudres et Explosifs
recherche

TECHNICIEN-NE

BTS ou DUT de Chimie
pour seconder le Responsable du Département Ingénierie de sécurité.

Expérience de 2 à 3 ans en laboratoire ou usine.
Anglais indispensable.
Connaissances souhaitées en :
- Documentation
- Sécurité
- Informatique
- Allemand.

Lieu de travail : PARIS 12ème.
Envoyer C.V., lettre manuscrite avec photo sous référence 77107 à CONTESSE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

Saint Gobain Vitrage

recherche pour la Direction Commerciale Automobile un

ingénieur technico-commercial

Sa mission :
Définition et mise au point de nouveaux vitrages pour l'industrie automobile.
Rôle charnière entre les B.E des grands constructeurs, nos services de développement et nos usines de fabrication.

Les exigences du poste :
Qualités de contacts, capable de négociations techniques impliquant les connaissances générales d'un ingénieur.
La pratique de l'anglais et une expérience professionnelle dans le milieu automobile seront appréciées.

Envoyer CV manuscrit sous référence ITC M à

Saint-Gobain-Vitrage - Direction du Personnel
Cedex 27 - 92096 Paris la Defense

Importante société de
produits de consommation industriels
- exportatrice à 90% de son C.A. dans le monde entier - et filiale groupe américain recherche un

Cadre commercial
grand spécialiste export

Il prendra, pour plusieurs pays, la responsabilité des ventes et négociations à haut niveau avec une clientèle industrielle.

*Ce poste s'adresse à un **ESC, 30** ans minimum, ayant acquis une réelle expérience export sur le terrain, de préférence dans des produits techniques.*

Une parfaite maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. La bonne connaissance d'une autre langue est un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Paris.

Les déplacements sont assez fréquents mais toujours de courte durée.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions, sous réf. 5961, à :

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

Important groupe pharmaceutique situé à MARNE LA VALLEE
recherche

une chimiste !

- Niveau BTS.
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique.

Envoyer CV et photo sous référence **5776** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

Créée il y a cinq ans par l'un des premiers groupes de la presse informatique, notre revue destinée au grand public connaît un développement explosif et se trouve leader de son créneau.

Nous recherchons

CORRECTEUR-REVISEUR (H/F)

Dans une petite équipe, le candidat devra jouer un rôle déterminant pour la qualité du journal.
Rigueur, concentration et rapidité sont indispensables. Aucune connaissance préalable de l'informatique n'est requise.

Envoyez CV, prétentions salariales et lettre manuscrite à :

L'Ordinateur Individuel
Référence LOIMS-983
39 rue de la Grange aux Belles
75484 PARIS CEDEX 10

---

banque

BANQUE PARIS 8e
recherche un

ingénieur

souhaitant participer au sein d'une équipe au développement de son nouveau

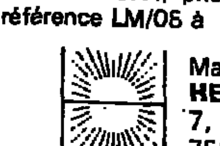
PLAN INFORMATIQUE

Utilise :
- le temps réel,
- des bases de données,
- des ordinateurs IBM 33XX,
- des mini-ordinateurs.

Formation : INSA - A & M - DEA...

Le poste peut convenir à un débutant, une formation complémentaire sera assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 182-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.



HELIOS

un des premiers Cabinets français d'Audit et de Conseil, membre d'Arthur Young International
recherche pour
Paris

Auditeurs seniors

- **Nous leur proposons :**
- le cadre de travail d'un cabinet international d'audit et de conseil,
- des missions variées en France et à l'étranger auprès d'entreprises privées et publiques,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité dans nos bureaux français et étrangers, pouvant conduire à l'association,
- une formation Audit de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.
- **Nous leur demandons :**
- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC...),
- une expérience Audit de 3 à 5 ans.

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.
Adressez C.V., photo et lettre sous la référence LM/06 à

Madame BENELLI
HELIOS
7, rue de Chaillot
75116 PARIS

MEDIA PA.

---

gfe

Société Française de Gestion d'Energie SARL

Notre Société implantée tant en France qu'en Europe, est, depuis plus de 10 ans, active dans la gestion d'énergie.
Pour notre expansion, nous recherchons

INGENIEUR THERMICIEN

Diplômé Grande Ecole

- Le candidat sera chargé des études techniques et économiques dans le but de réduire les consommations d'énergie.
- Une expérience de quelques années est souhaitable.

INGENIEUR

- Le candidat sera chargé des études financières pour réduire le coût d'achat de l'énergie.

Pour les deux postes les candidats effectueront de courts déplacements en province.
Une formation est assurée par la Société.

Ces postes conviennent à des personnes dynamiques, ambitieuses, ayant le sens des responsabilités et souhaitant l'autonomie dans leur travail.

Ecrire avec C.V. détaillé à GfE - 80, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

pmp

AMX APX GIAT

Etablissement situé à proximité de VERSAILLES

Chargé de l'étude et de la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes, l'AMX - APX qui assure au sein du GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres), les études de prototypes, le développement et le suivi des réalisations, les essais, recherche

INGENIEURS MECANICIENS

Débutants ou ayant une première expérience (2/3 ans).
Ces postes d'ingénieurs d'études vous offrent une grande ouverture vers l'extérieur, de nombreuses possibilités de contacts et vous permettent l'utilisation et la mise en œuvre de techniques nouvelles.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à l'Etablissement AMX-APX - Service du Personnel - Route de la Minière SATORY RP 1342 - 78013 VERSAILLES Cédex.

MATTEI

LOCATION DE VEHICULES

RECHERCHE POUR PARIS

ATTACHÉ DE DIRECTION

chargé des questions commerciales

Diplôme Ecole Supérieure de Commerce et 10 ans expérience dans prestations services exigés. Poste offrant des perspectives intéressantes.

Ecrire manuscrit avec C.V., photo et prétentions.

MATTEI - Direction du Personnel
111-121, Avenue du Prado - 13268 Marseille Cedex 8

Diriger et développer une photothèque

Oui la développer au point d'en faire d'ici quelques mois une véritable agence photo avec laboratoire de tirage. La diriger aussi, c'est-à-dire animer son personnel, 4 à 5 collaborateurs dont deux photographes et assurer sa gestion car elle doit être un centre de profit autonome au sein du groupe auquel elle appartient. Vous réussirez dans cette double mission si vous aimez la photo certes mais aussi si vous avez de solides qualités d'organisation et de gestion. Intéressé au bénéfice, votre rémunération annuelle se situera dans une fourchette de 120 000 à 150 000 francs. Le poste est basé à Paris. Ecrire sous réf. 8351 à notre conseil, le Cabinet CLEAS.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

EUROSOFT-SYSTEMES

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE
recherche
PARIS - TOULOUSE - RENNES

INGENIEURS
DEBUTANTS ET CONFIRMES

pour participer à différents projets concernant :

- LE TRAITEMENT numérique de l'IMAGE et de la PAROLE.
- LE DOMAINE DES LANGAGES (COMPILATEURS).
- LE CONTROLE DE PROCESSUS industriel.
- LA SIMULATION et le test d'équipements.
  Compétences recherchées : MITRA, SOLAR, MINI 6, PDP, VAX.
- LES SYSTEMES MICRO-INFORMATIQUES destinés à des applications de télécommunications.
  Compétences : MOTOROLA 6800 - 68000 - INTEL 8085 - 8086.

Envoyez vos candidatures, (C.V., lettres, photos, prétentions) :

Groupe EUROSOFT
Service Recrutement
38, Boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES.

CONTROLE DE GESTION BANCAIRE

Afin de renforcer notre équipe nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience dans ce domaine et possédez des connaissances en comptabilité et en informatique.

Vous serez chargé de l'analyse des coûts de l'intermédiation financière en suscitant et coordonnant les études et en favorisant les échanges entre groupes régionaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + rémunération souhaitée) à Henry YVAN, Direction des Relations Humaines, 88 rue Cardinet 75017 PARIS

Curriculum

Crédit Mutuel

INSPECTEUR DES VENTES

PARIS
Produits surgelés

Un des premiers groupes français de l'agro-alimentaire recherche UN INSPECTEUR DES VENTES. Sous l'autorité d'un chef de produits, il sera responsable du suivi et des négociations (référencements, promotions) auprès des grandes et moyennes surfaces. Il sera l'interlocuteur des équipes commerciales des concessionnaires. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale, *possèdera une expérience réussie de la vente de produits de grande* consommation ou de services. La connaissance de la grande distribution constituerait un atout supplémentaire.
Ecrire sous référence 588/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications
recherche pour son service Brevets

ingénieur électronicien

2 à 5 ans d'expérience dans la propriété industrielle, de préférence diplômé du CEIPI. Bonnes connaissances de l'anglais.
Nationalité française exigée.
Adresser CV (en précisant les domaines techniques où l'expérience à été acquise) et prétentions à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

SUBSTANTIELS REVENUS ADDITIONNELS

offerts à

PERSONNALITÉ DE PREMIER PLAN

par un important groupe de stés de services de bonne réputation - C.A. 200 millions de francs.

Désireux d'accélérer son développ. auprès des grandes entrep., administrations, organismes publics et privés.

Standing, ainsi que relations de haut niveau avec Dirigeants et organes décisionnaires indispensables.

L'activité est limitée à la mise en relation et n'implique aucune spécialisation technique.

Discrétion absolue garantie.

Ecr. à SPIRALE, 36, r. Ballu, 75009 Paris s/nº 125 qui tr.

hutchinson

12.000 personnes - 19 usines en France
3 Milliards de F. par an
rech. pour Siège à PARIS (8) et déplacements en Usine
JEUNE

CHARGÉ DE MISSIONS
au sein de la direction
RELATIONS SOCIALES

Sa 1re mission (pour un an environ) concernera un problème à étudier à l'échelle de TOUT LE PERSONNEL NON CADRE DU GROUPE (env. 9.000 personnes).

POSTE TRÈS FORMATEUR
ÉVOLUTION PRÉVUE A MOYEN TERME
VERS FONCTIONS de R.S. en *USINE*

- **Ecole de Gestion ou Universitaire + si poss. spécialisation PERSONNEL & R.S.**
- **Anglais pratiqué.**
- **DÉBUTANT fortement attiré par les R.S. en milieu INDUSTRIEL OU 1re EXPÉRIENCE en Sce Personnel d'une USINE.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 6032 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ASEA

Groupe suédois de construction électrique recherche pour sa filiale CARRIER - KHEOPS BAC (300 personnes - 80 MF CA) spécialisée dans les connecteurs électriques industriels, un

JEUNE RESPONSABLE COMMERCIAL

Essec - Sup de Co et/ou Ingénieur

Avec le Directeur Commercial, il sera responsable du lancement en France des prises de courant industrielles norme internationale auprès des grossistes en matériel électrique. Il assurera la promotion et la direction des ventes de ce produit.

Il sera appuyé dans son action par la force de vente France et une campagne publicitaire.

Nous confierons ce poste à un candidat qui nous apportera une expérience de 2 - 3 ans de vente auprès de grossistes de préférence dans le même domaine, et qui souhaite mettre son imagination *et son dynamisme au service d'une société en pleine expansion.*

Anglais indispensable.
Rémunération totale (fixe + intéressement sur résultats) pouvant dépasser 200.000 F.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et rémunération *actuelle sous* réf 398 M à
Catherine ROZES

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

Société de presse (Paris-8e)

FILIALE D'UN GROUPE D'ENVERGURE INTERNATIONALE

recherche

UN (E) ASSISTANT (E)

Appelé (e) à seconder le Directeur Général dans toutes ses activités

Le candidat possédera une formation économique et/ou financière (type HEC, Sup de Co...), complétée par quelques années d'expérience professionnelle et sera attiré par un poste varié, axé sur l'analyse et l'organisation.

Sa personnalité associera rigueur et souci de communication.

La pratique courante de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous nº T 041.822 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



INGENIEURS GRANDES ECOLES

VOTRE CARRIERE AU SERVICE DE LA SANTE

Vous débutez ou avez quelques années d'expérience,
vous souhaitez vous affirmer dans
un environnement technologique de haut niveau.

LES HOPITAUX DE PARIS
1er ensemble hospitalier européen,
vous proposent de vous associer à leur développement.

En relation permanente avec les Directeurs d'hôpitaux, les médecins, les entreprises et l'industrie, vous dirigerez les services techniques d'exploitation et de maintenance. Vous participerez aux décisions d'investissements dont vous conduirez la réalisation. Vous pourrez intervenir, en outre, dans la promotion de l'innovation technologique.

Différents postes sont à pourvoir :
Pour les équipements : DES INGENIEURS BIO-MEDICAUX
Pour les bâtiments : DES INGENIEURS DE TRAVAUX.
Salaires annuels de départ : 90 000 F NET.
Logement de fonction.

Ecrivez à la Direction du Personnel de l'Assistance Publique (bureau 32.A)
3, avenue Victoria - 75100 PARIS. -
pour de plus amples renseignements : Tél. : 277.11.22 postes 4401 et 4405



INNOVER - CONSTRUIRE

L.E.R.S
LABORATOIRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SYNTHELABO

Notre département de recherche clinique recrute un

Analyste programmeur confirmé HF

Vous êtes familier avec le matériel HP 3000.
Vous avez une solide connaissance des problèmes relatifs aux bases de données (la connaissance du langage SPL et du logiciel ASK serait un atout supplémentaire).
Venez nous rejoindre au sein d'un environnement médical de recherche. Vous travaillerez sur les données recueillies au cours d'essais cliniques menés sur de nouveaux médicaments, tant en France qu'à l'étranger.
Vous serez intégré à l'équipe informatique du groupe Biométrie et vous participerez au développement de nouvelles bases de données et de nouveaux logiciels. Lieu de travail : Paris.

Envoyer CV avec photo et prétentions à LERS,
Département Administratif et Technique,
58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



Société des Automates Programmables S.M.C.

1er Fabricant Français
recherche pour
LE PLESSIS-ROBINSON (zône industrielle)

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT — EUROPE SAUF R.F.A.

Dépendant du Directeur Commercial, il aura pour rôle : d'implanter et d'animer un réseau de distributeurs.

- Sa formation d'ingénieur en électronique ou électrotechnique facilitera ses contacts dans les milieux professionnels des automatismes.
- *Une expérience d'au moins 2 ans dans ce type d'activité et la pratique de l'anglais courant sont impératives.*

La zône d'intervention très large nécessite des déplacements fréquents. (Réf. DC0901)

INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

Un excellent début de carrière pour ingénieurs électroniciens ou informaticiens !

Leur formation sera assurée par la Société.
La croissance de celle-ci leur garantit une carrière en rapport avec leur ambition. (Réf. DC0902)

Pour faire acte de candidature, adressez lettre manuscrite +C.V. +photo et prétentions à Madame LE GUET, Directeur du Personnel, AUTOMATES PROGRAMMABLES SMC - Z.I. de Melou - B.P. 73 81103 CASTRES.

HENKEL FRANCE
filiale d'un Groupe Chimique Européen
développe son **SERVICE ACHATS**

ACHETEUR DÉBUTANT
EMBALLAGES INDUSTRIELS

Vous êtes un jeune diplômé ayant une formation ESCP-ESSEC, etc., ou d'ingénieur + I.A.E. et souhaitez orienter votre carrière vers la fonction "Achats".

Après une formation, vous assurerez la responsabilité de nos achats "emballages industriels".

Ce poste vous permettra à terme d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein du Service Achats (matières premières, etc.) ou de la société.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.



2 milliards de F.

Écrivez sous référence M 163
Direction des Relations Humaines, BP 111,
94258 GENTILLY CEDEX.

HAVAS CONTACT

Importante Société d'ingénierie filiale d'un puissant groupe industriel recherche :

Jeune DUT Gestion

Rattaché directement au responsable d'une direction technique et en liaison avec les unités fonctionnelles, il prendra en charge :
- la gestion des budgets,
- la comptabilité industrielle,
- le suivi des contrats,
- la gestion des documents techniques de l'unité.

Des connaissances en informatique et de bonnes aptitudes relationnels sont nécessaires pour mener à bien les missions proposées. Une première expérience professionnelle est souhaitée mais la motivation du candidat sera déterminante. La taille de l'entreprise autorise de réelles possibilités d'évolution et de formation complémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV + photo) sous la réf. 5897 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



1er producteur français de sources lumineuses, filiale de la Compagnie des Lampes (MAZDA) et PHILIPS

LES FABRIQUES REUNIES DE LAMPES ELECTRIQUES recherchent pour leur établissement d'AUBUSSON (Creuse)

JEUNE INGENIEUR

Pour Service Fabrication
Formation Mécanique - Electro-Mécanique E.N.I., I.N.S.A. ...
Anglais indispensable.

ACTIVITES : Tréfilage, spiralage tungstène
Formation spécifique assurée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à R.WEISSENBURGER - FRLE
31, rue Camille Desmoulins - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX

unicrédit banque du Groupe CREDIT AGRICOLE

Le Département de l'Exploitation recherche

POUR SON SERVICE PORTEFEUILLE

adjoint au responsable (classe III ou IV)

Principales fonctions :
- animer sous l'autorité du chef de service, un effectif d'une quarantaine de personnes
- participer à la conception et à la réalisation de nouvelles procédures ou de nouveaux produits.

Qualités demandées :
- technicité affirmée et capacité d'analyse/synthèse
- sens de l'initiative, de l'organisation et aptitude au commandement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

UNICREDIT - Mr Villaréal
128/130, Boulevard Raspail - 75289 PARIS CEDEX 06

LEVI TOURNAY



recherche

une secrétaire traductrice, anglais allemand

Au sein de la Direction Technique Internationale, la Secrétaire assurera le secrétariat du Responsable des Accords et des Licences pendant la moitié de son temps.
Elle sera occupée pour le reste du temps à des traductions à caractère technique, des contacts téléphoniques avec l'étranger, notamment pour l'organisation de voyages.

Des connaissances juridiques seraient appréciées.

Envoyer CV manuscrit à
SAINT-GOBAIN-VITRAGE
Direction du Personnel
Les Miroirs - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

Auditeurs internationaux

PARIS 180 - 250.000 francs

Un important groupe américain (CA supérieur à 5 milliards de $) anime un service d'audit opérationnel depuis son siège parisien.
Ce service couvre toutes les filiales du groupe hors U.S.A. : Europe, Sud-Est Asiatique, Japon, Australie, Amérique du Sud etc.
Plusieurs postes sont à pourvoir par des candidats possédant :
- une expérience de l'audit acquise soit en cabinet anglo-saxon, soit en entreprise américaine,
- l'anglais courant, plus d'autres langues si possible,
- une disponibilité pour voyager environ 80 % de son temps,

Envoyer C.V. détaillé précisant votre salaire actuel sous référence 7267 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Un important Cabinet International de recrutement de Cadres dirigeants recherche un

CONSULTANT

± 250.000 F

pour sa filiale orientée vers le recrutement de Cadres spécialisés par approche directe essentiellement. Celle-ci est en pleine expansion sur un marché porteur (avec des approches originales).

Ce Consultant mènera des missions pour le compte de clients français et étrangers (dans le cadre d'une très large autonomie).

Il participera étroitement au développement commercial de cette affaire à l'avenir très prometteur. En fonction des résultats obtenus, il pourra accéder ultérieurement à des responsabilité plus importantes.

Ce poste convient à un diplômé d'enseignement supérieur d'une trentaine d'années possédant au minimum cinq ans d'expérience en recrutement de Cadres, acquise de préférence en Cabinet ou en Entreprise.

La pratique d'une langue étrangère est très souhaitable.

Ecrire sous n° 8.755 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE GRANDE MARQUE EUROPÉENNE

recherche pour son service
DÉVELOPPEMENT RÉSEAU

UN CONSEILLER DE GESTION FINANCIÈRE

Agé d'environ 30 ans, il aura pour mission essentielle auprès du réseau de concessionnaires de la marque :
- De mettre en place un système comptable permettant l'établissement périodique d'un « tableau de bord ».
- De conseiller les concessionnaires dans l'évolution financière de leur entreprise.
- D'assurer le suivi de leur gestion financière.

Ce poste itinérant conviendrait soit à un candidat ayant acquis dans le secteur automobile l'expérience de cette fonction, soit à un jeune titulaire du D.E.C.S. ou un jeune de formation commerciale supérieure ayant 2 ou 3 années d'expérience de gestion financière.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite, prétent. s/n° 8.743 *le Monde* Pub., Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



THOMSON-BRANT

Branche Brandt Armements

recrute dès à présent pour sa
DIRECTION DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEURS DIPLOMÉS (ÉES)

E.N.S.T.A., E.C.P., E.C.L., E.S.E., E.N.S.E.R.G., E.N.S.A.E., E.N.S.A.M., E.N.S.M.A., E.S.P.C.I.

Débutants ou première expérience d'application pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements

Diverses possibilités d'évolution de carrière

Lieu de travail :
ST-DENIS (93) ou LA FERTÉ-ST-AUBIN (45)

Ecrire à Mme VENEAU, Service du Personnel, 32, boulevard Ornano 93204, SAINT-DENIS.

FILIALE SOCIÉTÉ SUISSE

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION :
- Vente de systèmes de manutention pour les papeteries et imprimeries.
- Vente de machines spéciales ou de procédés.
- Liaison clients/usines.

PROFIL : Ingénieur diplômé ayant une expérience en mécanique et en automatisme acquise en bureau d'études, sur chantier ou en tant qu'ingénieur d'affaires.
Dynamique et entreprenant, le candidat devra être capable d'assumer des contacts de haut niveau.
Connaissance de l'allemand souhaitée.
Aptitude à effectuer des déplacements fréquents.

C.V. + photo doivent être adressés sous le n° 8.756 à *Le Monde* Pub., SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BANQUE PRIVÉE (8e)

recherche

ADJOINT D'EXPLOITATION

GRADE CLASSE III ou IV

Mission :
- Etude dossiers sociétés,
- Assistance exploitation,
- Gestion comptes clients,
- Mise en place crédits.

Profil :
- Expérience bancaire minim. 2 ans,
- Goût pour travail en équipe.

Rémunération : environ 85.000 F brut.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à BANQUE DE L'ENTREPRISE, 28, rue Cambacérès, 75008 Paris.

jeune ingénieur d'études informatique

Paris

Le Centre de Programmation de la Marine, dépendant du Ministère de la Défense, a une double mission d'expert en systèmes informatiques spécifiques temps réel à dominante scientifique et technique, destinés à la Marine et à l'industrie. Il recherche un jeune ingénieur d'études qui sera chargé d'un des projets en cours.

Le candidat, diplômé d'une école d'ingénieurs ou au minimum d'un DEA scientifique, a de préférence déjà suivi un stage sur les réseaux informatiques. Dans le cas contraire, sa conversion et sa formation seront facilitées par la Marine.

Le poste requiert une capacité d'assimilation à des Systèmes nouveaux pour lui, le sens des contacts humains et des qualités d'expression orale. Il intéresse un candidat à fort potentiel, dynamique, autonome, appréciant les responsabilités et sachant décider.

Merci d'adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 11087/M à H. Bouet, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18 *rue Barbès* 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

GAMMA INTERNATIONAL

Ingénieurs grandes écoles



Age : 25-30 ans, ayant 3 à 5 ans d'expérience en organisation et informatique de gestion.
Désireux de valoriser et d'accroître leur compétence dans une discipline nouvelle : le ***développement des systèmes d'information.***
GAMMA INTERNATIONAL occupe une position de leader avec l'ensemble Mega-Isis, développé à partir de Merise.
Après une période de formation, ils assureront des missions de conseil et d'expertise auprès des Administrations et Entreprises privées.
Une rémunération attrayante et des perspectives d'évolution ouvertes et rapides sont offertes à des candidats de valeur.
Anglais lu, parlé, écrit très apprécié.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et lettre d'intention, sous réf. IG 83, à Mr Jacques Forget, Gamma International, 3 place de Valois 75001 Paris.

Formation à l'informatique de gestion sur petits systèmes

La micro-informatique devient aujourd'hui l'un des équipements majeurs des PME et PMI.

Nous proposons à des cadres ou agents de maîtrise confirmés en gestion d'acquérir une compétence en informatique leur permettant d'assurer le suivi de la conception et l'exploitation du système informatique d'une PME-PMI.

Une formation en 28 semaines, dont 8 en stage pratique en entreprise, débutera le 24 octobre 1983.
Date limite d'inscription : 30 septembre 1983.

Extrait du programme :
Structure de l'entreprise et fonctions de gestion, programmation et utilisation de l'ordinateur, étude des matériels et du marché de l'informatique, conduite de projet et informatisation de la PME - PMI, utilisation des petits systèmes en informatique répartie...

Pour plus de renseignements, téléphonez au 505.14.10 poste 4423 ou écrivez à



UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Département Education Permanente
Place du Maréchal de-Lattre-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16.

MEDIA PA

CONSULTANT

Recherche de Cadres
PARIS

La Société G.R.H. Conseils spécialisée dans la recherche de cadres et dirigeants d'entreprises, soit par annonces, soit par approche directe, recherche UN CONSULTANT (H ou F) pour poursuivre *son développement. Après une période d'intégration, il prendra* en charge des missions complètes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation Sciences Humaines et possédant si possible une bonne pratique de la graphologie, aura exercé des fonctions semblables en cabinet ou en entreprise.
Ecrire sous référence 617/M à:

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Pour soutenir la forte croissance de notre Groupe, La Direction Financière propose à des diplômés de l'Enseignement supérieur de nouveaux postes de

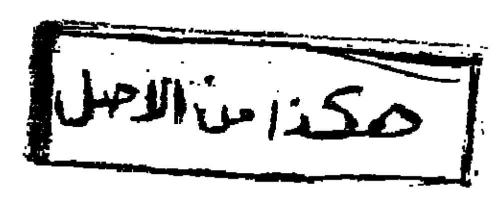
CADRES FINANCIERS

Vous êtes récemment diplômés d'une Grande Ecole (Gestion ou Ingénieurs) ou de l'Université, et vous voulez pratiquer les méthodes modernes de gestion. Nous vous offrons pendant 2 ans, dans le cadre de *notre programme de développement financier*, des rotations dans nos différents services financiers (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Analyse financière, Trésorerie ...), permettant d'acquérir la maîtrise des techniques nécessaires à votre accession à des responsabilités plus importantes au Siège, dans *les usines ou les filiales de la Compagnie.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 447 M à

Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

SOPAD Nestlé.

INGENIEUR SYSTEME

AUDIT DE GESTION

Ce spécialiste confirmé complètera l'équipe Système sur I.B.M. 30.32.
Connaissances souhaitées : MVS et/ou IMS et/ou VTAM/NCP.

Vous êtes jeune diplômé : HEC, ESSEC, ESCP *ou jeune ingénieur* INA, ENSIA, ENSAM...
Au sein de notre Service INSPECTION DE GESTION chargé de l'audit opérationnel de *nos différents établissements, vous aurez* la possibilité d'acquérir une large connaissance du fonctionnement, des activités et des structures de notre entreprise.

Rattaché au Siège Social, à Courbevoie, vous effectuerez des missions de contrôle et de conseil de 2 à 5 semaines sur l'ensemble de la France.

La diversité des connaissances acquises vous ouvrira par la suite, selon vos aptitudes et vos goûts, des débouchés variés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION, etc...

Adressez votre C.V. à SOPAD, Direction du *Personnel, 17 quai Paul Doumer,* 92411 Courbevoie.

Dans le cadre de son développement
LE CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE,
(2200 personnes, 200 agences) souhaite integrer un

CHARGE D'ETUDES DES CREDITS PROMOTEURS

Dans le cadre de votre fonction vous serez plus particulièrement chargé d'étudier et de définir les financements les plus appropriés à la *réalisation d'une opération de promotion immobilière, vous suivrez* ensuite l'evolution du programme sur les plans commercial, technique et financier.

Votre rôle en matière d'études comprendra par ailleurs l'analyse du marche de la zone du programme concerné.

Pour aborder cette fonction largement évolutive il nous parait souhaitable d'associer à une formation de type E.S.C. une réelle expérience similaire.

Votre capacité à négocier sera déterminante.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions au Service du Recrutement *sous référence M1 - Crédit Agricole Ile de France*

26, Quai de la Râpée
75012 PARIS.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.

CONTESSE

Importante Société d'Ingénierie à vocation internationale intervenant dans le domaine électro-nucléaire recherche

Responsable Audit Interne Comptable

Ecole Supérieure de Commerce ou maîtrise de gestion + DECS

Son activité se situera au niveau des établissements de la société et des filiales françaises et étrangères et concernera l'ensemble des procédures comptables, *financières et administratives. Il devra en outre animer une équipe de* 3 auditeurs.
Ce poste convient à un candidat ayant 5 ans d'expérience d'audit acquise en cabinet spécialisé ou dans une grande société industrielle.
Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 5629 à Média-System. 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

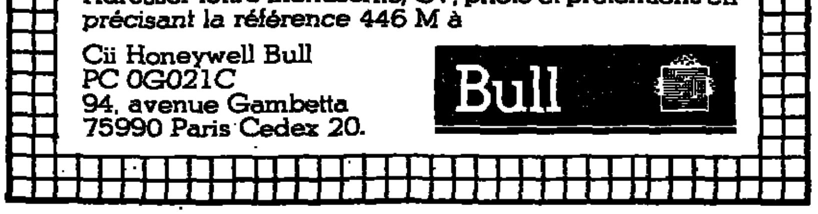
média-system

La Direction Recherche et Technologie recrute un

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Il prendra en charge le développement de procédés d'assemblage de semi-conducteurs complexes au sein d'une équipe travaillant sur des techniques de pointe dans ce domaine.
Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé débutant ou ayant quelques années d'expérience dans cette activité. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
Lieu de travail : Les Clayes Sous Bois (78).
Courts déplacements France et étranger à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en *précisant la référence 446 M à*


Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 Paris Cedex 20.



Nous sommes *la filiale française* d'une des plus importantes sociétés de commerce dans le domaine des produits chimiques et pharmaceutiques :

KARL O. HELM
(Hambourg)

Nous recherchons :

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Pour le négoce des matières premières pharmaceutiques, vétérinaires et alimentation du bétail.

Nous cherchons un candidat – 28-40 ans environ – dynamique, bien introduit dans un ou plusieurs des secteurs indiqués, ayant au moins deux ans d'expérience dans ce domaine.

L'anglais est nécessaire, des notions d'allemand seraient appréciées.

Nous offrons un salaire élevé et une participation aux bénéfices.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Veuillez nous contacter uniquement par écrit, en envoyant votre curriculum vitae et une photo à :

HELM FRANCE S.A.R.L., Tour Neptune,
Cedex 20, 92080 PARIS LA DÉFENSE.
Attention : M. D. Williamson.

ASSISTANT CONTROLEUR

Contrôleur financier filiale société américaine basée banl. nord à Sarcelles

recherche

son assistant(e). ***Position cadre.***

Il a environ 30 ans et une expérience antérieure de 5 ans au moins dans les domaines suivants :

- *Comptabilité ;*
- *Fiscalité ;*
- *Plans et budgets ;*
- *Traitements informatiques.*

Connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Env. lettre de candid. manus., C.V., photo, délai de préavis et niv. de rémunération souhaité s/nº 8.767 *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FILIALE FRANÇAISE
GROUPE INTERNATIONAL
recrute

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Fonction :

- Reporting, comptabilité, budgets, personnel, *fiscalité, administration* et finance.

Niveau D.E.C.S. et pratique de l'anglais.
Expérience similaire de quelques années.
Position cadre et salaire motivant selon compétences et expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à
RÉGIE-PRESSE nº T 041.853 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

120.000 PAR AN +

7 commerciaux du secteur BANCAIRE ou produits FINANCIERS ASSURANCES

Nous sommes le **1er GROUPE PRIVÉ** dans notre domaine, 10 milliards de C.A.

Pour donner les moyens de notre croissance à nos services commerciaux sur Paris, région parisienne et province.
L'âge et les diplômes importent moins que le tempérament résolument tourné vers l'action et la négociation.
- Rémunération très motivante, fixe et commission.
- *Formation permanente.*
- Possibilités importantes d'évolution de carrière.

Adr. lettre, C.V., photo sous référence 383 à Trendances, 30, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

média-system

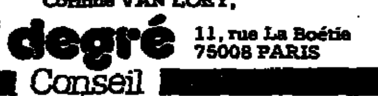
---

belokapi

Société de Production de séries TV recherche

un Jeune Responsable pour son activité droits dérivés HF

Agé (e) de 25 ans minimum, il ou elle apportera une expérience confirmée de la vente, des aptitudes de négociateur et la capacité de gérer le compte d'exploitation de son secteur.
Ce poste est évolutif pour candidat de valeur.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. et photo sous référence 255 M à Corinne VAN LOEY,



11, rue La Boétie
75008 PARIS

OSMOOR

Importante *Société d'Ingénierie* menant une politique sociale avancée recherche pour seconder son chef de service
Administration du personnel - paye



Il participera prioritairement à la mise en place de **moyens informatiques performants**. Progressivement sa mission s'élargira à d'autres aspects de la fonction.
Ce poste formateur et évolutif est à pourvoir en proche banlieue Sud.
Une première expérience dans un service du personnel est un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV + photo) sous réf. 5926 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

Dans le cadre de ses activités :
TELE-INFORMATIQUE, COMMUTATION, TELEMATIQUE, TERMINAUX
recherche pour son *CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT* de Cergy-Pontoise

Ingénieurs d'Etude Logiciel de haut niveau

De formation Grande Ecole ou Universitaire, débutants ou ayant quelques années d'expérience.
Tous ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique en pleine expansion, en adressant CV et photo sous réf. M 500 à M. Le Chef du Personnel - **SAGEM** - Chaussée Jules César - 95523 Cergy-Pontoise cedex -

---



Pour leurs Etudes et Réalisations en Systèmes micro-informatique, Systèmes temps réel, Télécommunications, Réseaux de Transmission de données, Bureautique, Productique...

Les grands groupes industriels font appel aux

Ingénieurs et Techniciens

de notre

DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCEES

- *Saisissez cette opportunité de développer, exercer,* prouver votre compétence dans des activités de pointe.
- Assurez votre avenir en intégrant nos équipes et en relevant un défi d'envergure nationale.

Contactez-nous, sous référence DTA 5, au 6 rue Paul Baudry 75008 Paris.

média-system

Jeune ingénieur

Société financière française multinationale, nous recherchons un jeune ingénieur pour notre département industriel.

Une expérience de deux à cinq ans sur des grands chantiers de génie civil, ou d'ensembles industriels, ou dans une société *d'ingénierie est nécessaire.*

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il aura pour mission d'apprécier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des projets dans lesquels la société peut éventuellement engager *une responsabilité financière.*

Cette activité à la fois technique et commerciale offre *l'opportunité de déplacements courts mais fréquents* à travers le monde entier. Anglais courant indispensable.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 4820M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.


Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

BANQUE PRIVÉE

L'UNE DES PLUS IMPORTANTES PRIVÉES
700 PERSONNES
rech. pour sa Direction du Personnel (PARIS)

Jeune Responsable FORMATION

Pendant un an, il travaillera en tandem avec l'actuel Responsable avant de lui succéder (suite promotion). DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION : participe à l'élaboration de la politique de formation, détecte les besoins et conçoit les moyens internes et externes. En assume la mise en place et tout le suivi administratif.

POSTE ÉVOLUTIF

INDISPENSABLE

- Formation supérieure UNIVERSITAIRE ou BANCAIRE (I.T.B. ou C.E.S.B.)
- EXPÉRIENCE (quelques années)
  - de la fonction FORMATION en BANQUE ou Et. financier ou éventuellement Cie ASSURANCES (nécessairement niveau Chef de Sce ou Adjoint selon taille de l'Établissement)
  - ou de l'EXPLOITATION BANCAIRE avec réelle expérience d'animation et affinités pour la formation

SC garantit une DISCRÉTION ABSOLUE
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous réf. 6021 à

SC sélection conseil
93, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Société succursaliste textile recrute

CHEF DES VENTES ADJOINT

Il sera chargé de diriger et d'animer une quarantaine de succursales dans lesquelles nous vendons des articles textiles aux consommateurs.

Nous recherchons une personne ayant au moins 26 ans.

Ce futur collaborateur devra impérativement avoir travaillé dans la vente d'articles textiles par magasins à succursales multiples ou dans des grandes surfaces.

La mission consistera à :
- superviser le recrutement du personnel,
- participer à la formation et à l'animation de ce personnel,
- contrôler et dynamiser nos succursales sur le plan commercial en améliorant l'implantation et en mettant en valeur les offres promotionnelles,
- suggérer les améliorations à apporter lors de l'établissement des plans d'assortiment.

Lieu de travail : Banlieue Nord de Paris,
nombreux déplacements à prévoir.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf. 4999 à
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.



SOFTWARES ET SYSTEMES SPECIAUX

SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET RÉALISATION EN INFORMATIQUE AUPRÈS DES CONSTRUCTEURS ET GRANDS UTILISATEURS

Recherche :

- **Pour la création de sa filiale au Brésil :**

UN DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant de bonnes connaissances en logiciel de base et réseaux bancaires.

- **Pour ses activités en région parisienne :**

DES INGÉNIEURS CONFIRMÉS ET DÉBUTANTS

spécialisés en logiciel de base, systèmes, réseaux et langages.

Pour ces deux postes, écrire à M. P. GANTET.
Société 3S, au 4, rue René-Barthélémy, 92120 Montrouge.

ASFOR

compagnie française des aciers spéciaux
CA F 2,5 Milliards

recherche

Technicien de Trésorerie Internationale

Sous l'autorité du Chef de service, il sera responsable de la Trésorerie Internationale et du financement à l'Exportation.

Sa fonction comportera notamment les tâches suivantes :
- opérations de change,
- gestion des crédits documentaires,
- gestion des crédits acheteurs,
- cautions bancaires,
- déclarations et relations avec la COFACE,
- déclarations au SAFICO.

Ce poste conviendrait à un candidat pouvant justifier d'une expérience de 3-5 ans dans une fonction similaire au sein d'une société ou groupe équivalent.

DUT de gestion, option Finance-Comptabilité souhaitable. Pratique courante de l'anglais commercial.

Poste pouvant évoluer en fonction du potentiel du candidat.

Adresser dossier de candidature et prétentions à CFAS, service du personnel, Immeuble Ile de France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-La Défense 9.

HAVAS CONTACT

La C.A.N.S.S.M.

recrute, fin 1983,
par concours ouvert notamment
aux titulaires d'une licence :

• 4 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION :

- 35 ans au plus.
- Traitement : 6.670 F environ (primes non comprises).

• 2 CHEFS DE SERVICE :

- Services de Paris et de Metz.
- De 21 à 30 ans.
- Traitement : 7.150 F environ (primes non comprises).

Clôture et inscriptions :
vendredi 30 septembre 1983.

Les notices contenant tous renseignements utiles sont remises ou envoyées aux personnes qui en font la demande à la : CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES, Service du Personnel, 77, avenue de Ségur, 75730 PARIS CEDEX 15.
Téléphone : 567-55-92, poste 737.

JEUNES INGÉNIEURS

Ponts, Centrale, AM, ETP, ENTIM, ENSAIS, INSA, ENISE...

Hommes de terrain par tempérament, vous souhaitez vivement contribuer à l'aménagement de nos régions.

Généralistes, vous accordez un égal intérêt aux divers composantes de l'activité d'un futur Directeur d'Établissement : chantier, gestion, relations commerciales, conduite des hommes.

Déterminés à accéder rapidement aux véritables responsabilités, vous choisissez le cadre dynamisant d'une entreprise largement décentralisée.

viafrance

ENTREPRISE NATIONALE DE CONSTRUCTION DE ROUTES
42 Établissements et Centres de Travaux

vous propose

UN AVENIR D'ENTREPRENEUR

Écrire à B. POUILLY, VIAFRANCE 92-98, Bd Victor-Hugo
92115 CLICHY

HAVAS CONTACT

VILLE DE MONTREUIL

recherche

UN RESPONSABLE

POUR LE SERVICE

ORGANISATION ET MÉTHODES

Il sera chargé du suivi des études d'organisation (organisation administrative, bureautique, liaisons avec le syndicat d'informatique de la coordination et de l'animation du système d'information interne).

Diplômes exigés : Ingénieur ou 3e cycle.

Envoyer c.v. à Mairie de Montreuil,
93105 MONTREUIL CEDEX.

Société fabriquant des biens d'équipement
(3 000 personnes)
recherche

RESPONSABLE COMMUNICATION

Mission :
- Coordonner et suivre la mise en place de l'Expression directe des salariés, en collaboration avec le service Formation et un organisme extérieur, pour l'ensemble des établissements de la société
- Développer la communication et le dialogue au sein de l'entreprise
- Élaborer des circuits et des outils d'information en réponse aux attentes d'interlocuteurs de tout niveau.

Profil :
- Une connaissance de l'entreprise acquise sur le « terrain » en milieu industriel
- Une pratique de l'animation et des techniques de communication
- Des capacités d'organisation et d'autonomie.

Perspectives d'évolution en Fonction Personnel.

Poste basé en région parisienne ; nombreux déplacements ; 180 000 F/an.

Une définition de poste sera adressée aux candidats intéressés, qui doivent écrire à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
25, rue François-Ier, 75008 PARIS

SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE réalisant 30 % de son CA à l'Export, dont 60 % en Europe, recherche un

RESPONSABLE EXPORT

ZONE EUROPE

SA MISSION :

• Entretenir sur le terrain des relations soutenues avec 2 équipes de V.M. et les agents européens • Faire toutes propositions sur la stratégie de développement et d'ouverture de nouveaux marchés.

LE CANDIDAT RETENU EST :

• Issu du milieu pharmaceutique • Fort d'une expérience réussie dans une activité marketing et commerciale • Capable de s'exprimer en allemand et en anglais.

Basé à Paris, il est disponible pour de courts mais fréquents voyages.

Si ce poste retient votre attention, merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle sous référence 237/M à :

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe 75015 PARIS



COFAP

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf 76806/B CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.



Contrôle Bailey — GROUPE CGEE ALSTHOM

recherche

INGENIEUR / TECHNICIEN SUPERIEUR MECANICIEN

ayant plusieurs années d'expérience industrielle de référence en étude de capteurs et d'actionneurs.

Envoyer CV et prétentions
Service du Personnel - 5 avenue Newton
92142 Clamart cedex.

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS SÉCURITÉ SOCIALE

recherche

ORGANISATEURS

Diplômés pour études en milieu administratif

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire annuel brut de début : 99.000 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à : 169.000 F.

Les candidats de nationalité française devront :
- Etre titulaires d'un diplôme en organisation du travail.
- Posséder, si possible, une expérience d'organisateur.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un c.v. détaillé, devront être adressées à la :
DIVISION DU PERSONNEL,
3, rue Franklin, B.P. 430, 93518 MONTREUIL.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL OU INGÉNIEUR COMMERCIAL EN INFORMATIQUE

PLESSEY MICROSYSTEMS, filiale française de l'important groupe PLESSEY (C.A. 12 milliards de francs) recherche un ingénieur rattaché au Directeur Commercial pour la vente de ses systèmes et sous-ensembles en France.

Le candidat devra être en mesure de contribuer vivement à l'implantation de cette nouvelle division et aura de bonnes perspectives d'avenir.

La société est active dans le secteur des puissants micro-ordinateurs à base de processeurs 68000, 8086 et multi Z80 et souhaite recruter un ingénieur ayant exercé chez un constructeur d'ordinateurs ou une SSCI.

L'anglais technique est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. au Directeur Commercial,
PLESSEY MICROSYSTEMS,
7-9, rue Denis-Papin,
78190 TRAPPES.



Importante société d'exportation

recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pouvant prendre en charge un projet concernant la fonction achat dans un environnement informatique en expansion.
- Niveau DUT.
- 2 ans d'expérience dans les domaines DOS/VS - VSAM - PL1.
- Expérience temps réel apprécié.

Envoyer candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo d'identité récente à SOFRESA,
307, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

AUDITEUR CONFIRMÉ

5 ans d'expérience bancaire indispensable.
Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

Envoyer C.V. et prétentions s/nº 8.732 *le Monde* Pub., Service Annonces classées,
5 rue des Italiens, 75009 Paris.

Groupe Mornay
Retraites et Prévoyance
(Paris-12e)

recherche

CADRE COMPTABLE

HAUT NIVEAU

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Il aura la responsabilité de la mise au point des systèmes d'information et du suivi des applications informatiques comptables.

Ce poste fonctionnel requiert une formation D.E.C.S. + Certificat d'organisation et de gestion ou Ecole Supérieure de Commerce.

Une première expérience professionnelle est demandée.

Merci d'adresser lettre manus., C.V., photo et prétent. à :
A.G.M. DIRECTION DU PERSONNEL
5-9, rue Van-Gogh, 75591 Paris Cedex 12.

LA DIVISION MÉCANIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE

propose à des candidats, DE NATIONALITÉ FRANÇAISE, titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme d'ingénieur, des bourses de 7.000 F/mois, pour la préparation d'un doctorat sur les sujets suivants :
- *Mécanique de la rupture appliquée à AIRBUS.*
- *Test de forgeabilité.*
- *Rupture des composites.*
- *Endommagement par fatigue.*

Ecrire ou téléphoner à : UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE, Division Mécanique, B.P. 233. — 60206 COMPIÈGNE CEDEX. — Téléphone : (4) 420-99-60.

---

ingénieur informaticien

Nous sommes un Important Groupe Financier, leader sur le marché, et nous recherchons un

INGENIEUR INFORMATICIEN.

Il aura pour mission de mettre en place les progiciels permettant de gérer les filiales implantées à l'Etranger, et d'en assurer le suivi.

Le poste conviendrait à un candidat de formation supérieure en gestion (HEC, ESSEC, ESCP,...), ayant déjà acquis une première expérience informatique (2 à 3 ans).

La maîtrise de l'anglais est exigée.
Fréquents déplacements dans le monde entier.

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 63.02/II/551 à Nicole JACOB, Conseil en Recrutement, ADEQUATION 62/64, av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

ETBS

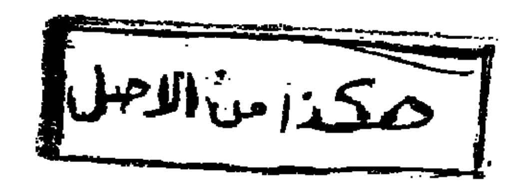
recherche
pour son Centre d'Essais

un Technicien

de nationalité française, pour diriger une équipe de tirs, diplôme exigé BTS ou DUT. Fabrication mécanique ou électricité. Formation assurée par l'établissement

Envoyer un curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions sous référence 83/04 à : **Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry BP 712 - 18015 Bourges Cedex.**

LEVI TOURNAY



هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

CSEE COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES recherche

dans le cadre de ses activités de mise en œuvre de LOGICIEL GRAPHIQUE

ingénieur grande école

Ayant plusieurs années d'expérience dans ce domaine.

Il se verra confier la responsabilité du développement du logiciel et évoluera vers un poste de Chef de Projet.

Lieu de travail : PALAISEAU.

Adresser C.V. et prétentions à M. SABON, Direction du Personnel - CSEE - 17, Place Etienne Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15, sous référence L.621.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

en pleine expansion dans un marché très ouvert

offre

emploi stable attrayant et comportant de larges perspectives d'évolution à :

Jeune TITULAIRE de D.U.T. G.E.A.

option Finances-Comptabilité

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 66144 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Etablissement bancaire à Paris recherche

Un jeune spécialiste crédits documentaires

IMPORT/EXPORT

Ayant une bonne expérience des techniques bancaires et de la réglementation des changes liée à ces opérations (5 ans de pratique minimum).

Possibilités d'évolution dans les différentes sections proposées.

Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Adressez lettre manuscrite, CV sous réf. SCD à

RECOR SERVICES RECRUTEMENT 37 rue d'Amsterdam - 75008 Paris

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE

(Fiduciaire Chaussée d'Antin) recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle
Pratique Cabinet minimum 2 ans

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important.

Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement : 100, rue Lafayette 75010 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8e

recherche pour compléter son équipe

ORGANISATION INFORMATIQUE

ORGANISATEUR H.F.

disposant d'une expérience bancaire de 2/3 ans.

Il sera chargé en particulier :
— de la rédaction des procédures
— de la mise en place et du suivi de la bureautique

et participera aux études informatiques.

La connaissance de la langue allemande serait très appréciée.

Adresser lettre de candidature sous réf. 476/M à M. A. Dannenberger qui vous garantit la discrétion. CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE EN ÉQUIPEMENTS DE CONTROLE ET RÉGULATION

recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

25 ans minimum, ayant 2 à 3 ans d'expérience de la vente des vannes automatiques.
Bien introduit secteur industriel et/ou engineering, goût du contact et de la négociation.
Déplacements fréquents.
Bilingue français-anglais.
Poste évolutif pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, prétentions sous n° T 041.864 M à : RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Filiale Française d'un Groupe International recherche pour la banlieue Est de Paris

CADRE FINANCIER

- 25-28 ans - D.E.C.S., 2 à 3 ans d'expérience, connaissances comptabilité Française et Anglo-saxonne, fiscalité et contrôle de gestion. Espagnol souhaité. Sens des relations humaines et de la diplomatie.
- Il ou elle prend en charge la comptabilité analytique, l'établissement des budgets, les liaisons avec l'informatique.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 75970 à notre conseil Patrick BRUNETEAU,

PB International Management

8, rue Georges Ville - 75116 PARIS.

C.J.A.

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

- **Réviseurs**
- **Assistants débutants**

- Formation supérieure de gestion,
- D.E.C.S.,
- Langue(s) étrangère(s).

Possibilités de promotion et rémunération motivante pour les candidats à fort potentiel.

Adresser C.V. photo et prét. à Mme Douchy CASTEL, JACQUET & ASSOCIES 28, boulevard Haussmann 75009 PARIS

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

- *CHEFS DE MISSION*
- *AUDITEURS CONFIRMES*
- *AUDITEURS DEBUTANTS*

Les candidats retenus :

o devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.
o interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.
o bénéficieront d'une formation diversifiée préparant aux diplômes d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à COGERCO 72, rue Bellechasse 75007 Paris.

Régie de Presse importante, recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

Disponible rapidement, pour lancement mensuel.
— Expér. régie agence ou annonceur indisp.
— Passionné de vidéo-télématique-informatique.

Envoyer C.V. et photo à : Mme VIGNOT Alberte, 24, bd Poissonnière, 75009 PARIS.

CABINET DE RÉVISION COMPTABLE FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE recherche collaborateur de haut niveau ressortissants d'un État de la C.E.E., diplômé expert comptable, âge optimal 25/35 ans, expérience animation équipe de révision, connaissance professionnelle d'une langue étrangère anglais/allemand ou italien appréciée, carrière et intégration au sein de la direction du cabinet souhaitées après période probatoire. Envoyer C.V. et prétentions à Mme DURIAUD, CABINET CONSTANTIN, 66, r. Caumartin, 75009 Paris.

CABINET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche

RÉVISEURS EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

Débutants ou mémorialistes.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo à : C.F.C.E., 8, av. de Messine, 8e.

LYCÉE PRIVÉ SOUS CONTRAT proche banlieue ouest cherche

PROF. MATHS

T. après 19 h (3) 962-28-10.

Professeur d'allemand 8 heures hebdo Téléphonez au 328-80-61.

ORGANISME DE FORMATION recherche pour son siège (PARIS 11e)

CADRE RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DE LA GESTION

— Comptabilité analytique de gestion.
— Expérience de négociation avec organisations administratives publiques et privées.
● Rémunération à débattre.
● Poste courant septembre.

Ecrire sous le n° T 41.857 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POUR LABO SPÉCIALISÉ ÉNERGIES NOUVELLES

CHERCHEUR DÉBUTANT

INGÉNIEUR OU DEA

Ecrire avec curriculum vitae : ADNOT - ENSMP 60, Bd Saint-Michel 75272 PARIS Cedex 06.

LA VILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS recrute d'urgence

1 RÉDACTEUR (H.F.)

pour service information aptitude à la rédaction

Salaire net :
— Début de carrière 4.568 F.
— Fin de carrière . . 7.280 F.

Conditions Statut du Personnel Communal. Candidatures et C.V. à adresser à M. Le Maire de Rosny-sous-Bois (93111), Hôtel de Ville, 20, rue Rochebrune.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Minimum 2 ans d'expérience COBOL - PLI - FORTRAN si poss. DL1 - CICS - IMS
Libres rapidement
Salaires motivants
Adresser C.V. et prétentions à

CARIDE

64/70 rue des Chantiers 78000 VERSAILLES.

Agence immobilière 8e arrdt rech. NÉGOCIATEUR(trice) même débutant, pour VENDRE APPTS STAND., voiture exigée Rémunération stimulante. écrire AGENCE LITTRÉ 46, r. Madame, 75006 Paris.

Groupe industriel réalisant une partie importante de son C.A. à l'exportation recherche pour sa Direction financière A PARIS

SPÉCIALISTE EXPORT

POSITION CADRE

— connaissant montage dossiers export (pré-financement COFACE),
— recouvrement de créances,
— anglais courant indispens.

Quelques années d'expérience seraient un atout supplément.

Adresser votre dossier de candidature sous la référence 1.541 M. à Sources, 16, rue J.-J.-Rousseau, 75001 Paris, qui transmettra.

Cabinet comptable recherche pour PARIS

1) AUDITEUR

Bilingue anglais
3 années expérience école de commerce + D.E.C.S. + certificat supérieur
Rémunération : 85.000 F

2) JURISTE

Maîtrise en droit
Bonne expérience spécialiste droit des affaires
Rémunération : 85.000 F.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae à : I.R.C., 110, r. Réaumur, 75002 Paris.

P.-D.G.

recherche pour analyser et coordonner les projets de développement techniques et sociaux d'un groupe d'établissements, un COLLABORATEUR

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant une expérience industrielle de 2 à 8 ans à des postes de fabrication et de commandement.

En liaison avec les responsables des ateliers, il aura à animer leur plan d'évolution technique, à définir les conditions sociales de leur réalisation, à organiser et à participer à la consultation du personnel de ces établissements lors de la réalisation de ces programmes.

Perspectives d'évolution importantes
Ce poste est basé à Paris.
Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, curric. vitae ss la référ. 83.732 M à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY.

CENTOR EMPLOI 13 bis, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.

ECOLE CATHOLIQUE SOUS CONTRAT, BANLIEUE OUEST recherche PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES Téléphonez au : 950-62-31.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

(P.M.I. en forte expansion 10 ans d'activités) recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

POSITION I I
2 à 5 ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Ils s'intégreront à une jeune équipe chargée de la conception et du développement de nouveaux matériels.

Des compétences soit dans le domaine des microprocesseurs (matériel et logiciel) soit en analogique sont demandées.

Lieu de travail : Paris (13e)

Adressez votre curric. vitae dét. à Service du Personnel S.M.E., 88, rue Didot 75014 Paris.

Organisme d'études économiques recherche UNE COMPTABLE EXPÉRIMENTÉE à mi-temps. Horaire aménageable Comptabilité générale Facturation clients Secrétariat administratif

Ecrire avec bref curric. vitae à IPECODE, 141, bd Haussmann, 75008 PARIS.

Labo recherches universitaires ORSAY, recherche TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN HYPERFRÉQUENCE ET ANALOGIQUE Titulaire B.T.S. ou D.U.T. Quelques années expérience en hyperfréquence souhaitées.

Ecr. av. C.V. à J.-C. BOURDON ACCÉLÉRATEUR LINÉAIRE Bâtiment 200 91405 ORSAY.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL

QUARTIER ÉTOILE

recherche pour son

SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE

CHEF DE SERVICE

Maîtrise ou D.E.S.S. droit social ou droit du travail

5 ans d'expérience minimum.

Il aura la responsabilité de l'analyse des textes concernant la formation, de la rédaction de circulaires à l'intention des adhérents de l'information écrite et orale, participation à des réunions, etc.

Ecrire avec curric. vitae, photo et prétent. sous le n° M 65.289 à

BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

E.T.B. PRIVÉ, rech. PROF. VACATAIRES, expér. exigée, comptabilité 10 h., act. commerciale 10 h., physique 2 h., informatique 10 h., dactylo 10 h., tech. commerce int. 8 h. Envoyer C.V. à ISEA-ITL, direction des études, 92, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

MARNE-LA-VALLÉE VILLE DE NOISY-LE-GRAND VILLE NOUVELLE 40 500 habitants

RECRUTE

pour assurer l'ouverture puis la gestion d'un Centre de Santé. Moderne, complet (kynési., dentaire, radiologie ; Centre de bureau municipal d'hygiène : gestion informatisée du tiers-payant).

OBJECTIF : gestion de 35.000 dossiers en 1985

— Un MÉDECIN-CHEF
— Un ADJOINT ADMINISTRATIF

Niveau de rémunération et conditions à débattre selon titres et expérience, dans le cadre du statut et des règlements applicables aux personnels communaux des centres municipaux de santé.

OUVERTURE PRÉVUE : NOVEMBRE 1983

Envoyer C.V. complet à Mme le Maire de NOISY-LE-GRAND, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, place de la Libération 93160 NOISY-LE-GRAND.

Le Conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés recherche

UN(E) JEUNE ASSISTANT(E) TECHNIQUE

IL(ELLE) AURA POUR FONCTION

d'assurer le secrétariat technique, la coordination et le suivi de groupes d'études pour l'élaboration de recommandations comptables et informatiques. De suivre aux plans technique et administratif des comités paritaires avec des instituts étrangers.

De réaliser des publications techniques.

Ce poste conviendrait à un(e) jeune diplômé(e) d'une école de commerce (H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co., I.A.E., Paris. 9 Dauphine...).

Le candidat devra posséder une formation supérieure en comptabilité ou en gestion, une bonne connaissance de l'anglais (lu, écrit et parlé) et de l'informatique.

Il sera rattaché à la direction des services techniques.

Ecr. avec curric. vitae et prétentions au Conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables, 109, bd Malesherbes, 75008 Paris.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER PRIVÉ

recrute

JEUNES DIPLOMÉS

pour les former au métier de conseiller en gestion de patrimoines

1re année : Fonction commerciale
2e année : Fonction d'encadrement.

Ecrire à D.M.I. (sous réf. MC), 6, rue Newton, 75116 PARIS.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

expérimenté dans logiciel de base sur microprocesseur. Connaissance INTEL 8.086 appréciée.

Ecrire ss n° 77.195 à Contesse Pub., 20, av. Opéra PARIS-1er.

(S.I.E.E.) Recherche des INGÉNIEURS Pour études et développement de réalisation en informatique et automatisme industriel (contrôle process gestion de production) Région parisienne et province. Envoyer C.V. et prétentions à : S.I.E.E., 54, Les Hauts de la Selle, 45210 FERRIÈRES.

SOCIÉTÉ CHIMIQUE

recherche :

INGÉNIEUR OU ASSIMILÉ

(I.U.T., etc...)

pour laboratoire de formulation de matériaux et produits pour l'industrie électronique ou aérospatiale.

Bonnes connaissances des POLYMÈRES souhaitées.

Envoyer C.V. sous réf. 8.384 à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE proche NATION par R.E.R. recherche

EXPERT-COMPTABLE STAGIAIRE

— Débutant ou 1 an d'expér. 25 ans, libéré O.M. Grande Ecole, titulaire DECS.

COLLABORATEUR

Niveau DECS
Expér. cabinet souhaité.

Envoyer C.V. et photo à n° 77.521 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

Sté expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

PLUSIEURS COLLABORATEURS OU STAGIAIRES

Expérience souhaitée.
Envoyer C.V. et prét. sous réf. G.S., SODIP, 60, rue du Rendez-Vous, 75012 PARIS.

ENTREPRISE BATIMENT T.P. recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN BATIMENT

Formation école d'électricité. Expérience mini. 5 ans même fonction avec 2 ans chantiers. (référence 3829)

INGÉNIEUR MATÉRIELS T.P.

Formation A.M. ou équivalent. Expérience mini. 10 ans T.P. dont 5 ans ingénieur matériel. (référence 3830)

Lieu : région Paris, âge minimum 32 ans. Anglais courant. Rémunération selon expérience.

Envoyer C.V. + photo avec la référence du poste souhaité à : SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 Paris, qui transmettra.

CABINET DE RÉVISION COMPTABLE FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE rech. plusieurs collaborateurs de haut niveau ressortissants de la C.E.E., titulaires du diplôme de révision comptable expér. minimum en cabinet 2 années continues, connaissance d'une langue étrangère souhaitée. Age optimal 20/30 ans Carrière souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à Mme DURIAUD, CABINET CONSTANTIN, 66, r. Caumartin, 75009 Paris.

Centre Chirurgical (19e) AIDE-SOIGNANT(E) Diplômé(e) expérimenté(e) Téléphonez au : 202-22-26.

La Division éclairage du C.S.T.B. recrute

1 INGÉNIEUR OU DOCTORAT 3e CYCLE

Débutant ou quelques années d'expérience.
Formation physique pour recherches et études en rayonnement optique et laboratoire de photométrie application au bâtiment et à l'urbanisme.

Adresser C.V. au C.S.T.B. 11, rue Henri-Picherit, 44300 Nantes.

STÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (550 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

DIPLOMÉ (E)

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

OU ÉQUIVALENT

Option gestion-finances. 0 à 2 ans d'expérience. Pour assurer en qualité de collaborateur cadre du Secrétariat Général la fonction :
— Planification et études économiques et financières.

Env. lettre man., C.V., ph. et prét. à n° 3.245 Publicité Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Ville de Sartrouville (78500) recrute
— 1 archiviste de 2e catégorie.
— 1 sténodactylo confirmée pour le secrétariat du maire.
— plusieurs jardiniers.

Ces emplois sont réservés aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

— 1 gardien pour foyer-logements ; le titulaire du poste sera logé à titre gratuit dans un studio.

Les candidatures avec curriculum vitae seront adressées à M. le Maire, secrétariat général, B.P. 75, 78502 Sartrouville Cedex.

secrétaires

Sté MICRO INFORMATIQUE recherche

SECRÉTAIRE

DYNAMIQUE
Disponible immédiatement
Envoyer C.V. + photo + prétentions à M.I.D. Madame MORISSET, 61 bis avenue de la République, 75011 PARIS.

Société allemande d'Allemagne du Sud, recherche pour le siège une secrétaire bilingue (français-allemand) 20/30 ans débutante acceptée Habitation principale : R.F.A. (appartement mis à disposition) Entrée le plus tôt possible.

Veuillez envoyer C.V. + photo. Ecr. s/n° 8.752, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CABINET CONSEIL/FORMATION recherche Libre immédiatement

SECRÉTAIRE DÉPARTEMENT FORMATION

Traitement de texte RX 860

90.000 F/AN

— Gestion administrative/Séminaire/Formation.
— Communication avec clientèle entreprises/conférenciers.
— Expérience professionnelle/organisation/rigueur.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo à : SOFRA 33, rue Rasset, 75016 Paris.

formation professionnelle



Tour Gamma D - 58, quai de la Rapée 75583 Paris cedex 12 - Tél. (1) 346.12.35 (Entrée 6, rue Van Gogh)

ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

6ème session : du 3 octobre 1983 au 28 janvier 1984.
7ème session : du 20 février au 15 juin 1984.

RESPONSABLES DE SYSTEMES MICRO-INFORMATIQUE

du 26 septembre au 28 octobre 1983, sessions renouvelées.

Programmes détaillés. Renseignements, Inscriptions

Michel TREVES - 346.12.35

Dirigeants, Ingénieurs, Cadres,

ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprises.

L'APRODI organise la FORMATION de :
- CONSEILLERS d'ENTREPRISES
- CADRES de GESTION pour PMI
- REPRENEURS d'ENTREPRISES

OBJECTIFS :
- établir un diagnostic général de PMI
- mettre en place et contrôler des outils de gestion adaptés aux PMI
- évaluer les points faibles et forts d'une PMI en vue du diagnostic ou de sa reprise.

DEBOUCHES
- conseiller généraliste en PMI, indépendant ou salarié
- cadre ou dirigeant de PMI.

DUREE ET DATES DE LA SESSION :
- du 10 octobre 1983 au 31 mars 1984, soit 24 semaines dont 12 en entreprise.

Indemnité de formation de l'A.S.S.E.D.I.C. - Rémunération de l'Etat.

Réunion d'information sur convocation le 15 septembre à Paris.

Envoyer CV sous réf. 725 M à

APRODI 87-89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Formation professionnelle [illegible]

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

INFORMATIQUE OPTIONS

- GESTION
- INDUSTRIE (ÉLECTRONIQUE-MICRO)

PRÉPARATION AU B.T.S.

COURS DU JOUR ET DU SOIR
Inscriptions. Tests : sessions de sept. et oct. 83.
205-24-63/241-83-83.

automobiles

ventes

(moins de 5 C.V.)

Coupé 104 Peugeot blanc 4 CV Mars 83, 8500 km Px 31 000 F. à débattre Tél. h. bx 502-11-33 poste 3115 après 18 h. 788-06-09.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée*

«MICROMATIQUE»

Des hommes nouveaux pour une nouvelle gamme

Commerciaux expérimentés Réf. 1374

Cadres support technique Réf. 1375

Groupe national de première importance dans le domaine des télécommunications nous avons décidé de redéployer nos activités et lançons sur le marché une gamme de produits nouveaux en mini et micro-informatique spécialisée, réseaux, terminaux dédiés et progiciels associés. Nous visons les grands marchés mais également les PME à travers nos distributeurs, nous créons une équipe nouvelle pour en piloter le développement et recherchons plusieurs cadres commerciaux ayant l'expérience des négociations à haut niveau - Grands Comptes - Distributeurs. Administrations et les cadres chargés du support technique à la clientèle avant et après vente ; ils auront l'expérience de l'informatique de réseaux.

Ces postes impliquent la connaissance de l'anglais technique lu.

La rémunération, motivante, sera garantie durant la période de lancement estimée à un an.

** Pour informations complémentaires et l'organisation accélérée d'une rencontre, appelez SVP Information Carrière au 763.11.15 aux heures de bureau en précisant la référence.*

SVP Information Carrière

7, rue de Logelbach 75017 Paris.

CARRIÈRES

Société d'ingénierie en **thermique industrielle**

- filiale d'un groupe français important - cherche, dans le cadre du développement de ses activités électriques, un

Jeune Ingénieur

minimum 3 ans d'expérience

SUP ELEC, ESME, ENSEEG...

en vue de le faire participer aux projets (conception, réalisation et mise en route sur les sites).

Pour ce poste, une première expérience d'ingénierie ou d'installateur orientée vers les problèmes électriques, automatisation, régulation, serait très appréciée.

Bonne connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Lieu de travail : Paris (déplacements de courte durée à prévoir).

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions, sous réf. 5960 à

INTERCARRIÈRES

5 rue du Helder 75009 Paris

CARRIÈRES

TFE TRANSPORTS FRIGORIFIQUES EUROPEENS

Très importante société française de transports routiers (CA 1 milliard de F, 2500 personnes, 1400 véhicules) souhaite étoffer sa direction financière et y adjoindre un

ANALYSTE DE TRESORERIE

120-150 000 F

De formation supérieure (DECS minimum), 5 ans d'expérience de gestion de trésorerie acquise au sein d'une banque et/ou en entreprise, avec l'utilisation de l'outil informatique mini-micro, dépendant directement du Trésorier, il aura pour mission : la gestion de trésorerie en pool, la consolidation, la fusion des échelles d'intérêt, le contrôle du respect des conditions de banque, l'assistance aux régions et la centralisation des informations sur les clients.

Intégrité, diplomatie, rigueur, esprit logique et d'analyse, goût du travail et des relations humaines seront des qualités déterminantes pour réussir dans cette fonction. Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 291 à **Daphné Samson** - Conseil en Recrutement - 32 rue de Sablonville - 92200 NEUILLY SUR SEINE. (Discrétion assurée).

Desseln

DEMANDES D'EMPLOIS

JURISTE

– Conseil pour vous.
– Epouvantail pour les autres.

La situation économique rend insuffisante cette image traditionnelle du responsable administratif et du contentieux : je peux être dans votre entreprise un

PRODUCTIF

en économisant et en gagnant de l'argent.

Titulaire d'un D.E.A. de Droit des Affaires, j'ai de sérieuses connaissances et une grande expérience de l'Administration Générale de l'Entreprise (contentieux, immobilier, assurances, services généraux, paie, relations avec les partenaires sociaux, nouvelle législation sociale, conseil et assistance à tous services, vie sociale de l'entreprise, missions du Président, etc.).

Homme de relations et négociateur, j'ai la passion de convaincre et surtout de réussir.

Je serais heureux de vous présenter mes résultats et d'étudier avec vous toute opportunité.

Pour me permettre de convenir, par téléphone, d'un prochain rendez-vous, je vous propose de m'envoyer votre carte de visite sous nº 1.871 *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE DIRECTION

Formation financière comptabilité commerciale, E.S.C.P., 54 ans, profil esprit jeunes, dynamique, sens contact responsab. Langue anglaise ancien audit expér. domaines variés product. prest. rompu techn. modernes gestion, action commerc. caractère pragmatique alliant humour rigueur
RECHERCHE POSTE
Etudiera toute offre, telle relance entreprise, commerce, région indiff.
Ecr. s/nº 1.866 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

E.S.S.E.C., 30 ans
CONTROLEUR de GESTION
rech. temps part. 782-74-36.

Psychologue Hmme 33 ans. DESS expér. div. + format. juridique étud. ttes proposit. Ecrire J. ERARD 7, av. Vavin, PARIS-6ᵉ.

J.H., 26 ans, Maître en Droit Privé Diplômé I.E.J., Docteur en Droit international, Docteur d'état en Science Politique, cherche poste enseignement supérieur. Rentrée 83-84 France ou étranger.
Ecr. s/nº 8.720 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR PERSONNEL

50 ans, rech. travail à TEMPS PARTIEL
Dans P.M.E., P.M.I. audit et contentieux social conférencier lois Auroux.
Ecr. s/nº 1.865 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE ANGLAIS

21 ANS
étudiant mécanique automobile, désire apprendre le français et
CHERCHE SITUATION
dans régions Paris ou Nord.
S'adresser à : Peter Mcmullen, Craytord House, Tatsfield, Kent G.B. Tél : 19 44 (9598) 500.

---

34 ans, licence droit anglais, italien, travaillant soc. de construction, bonne connaissance marchés arabes, cherche poste de responsabilité.
Ecr. s/nº 1.804 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 33 ans, D.E.S. droit, diplômé université américaine, bilingue angl. exp. Cie internationale de transports, rech. en France ou étranger toute position évolutive de responsabilité.
Ecr. s/nº 1.859 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Techn. sup. 29 ans, marié, DUT Mesures physiques, cherche poste stable Paris ou proche banlieue, étudie tte prop. Ecrire sous nº 8.726 *le Monde* Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J. F., 30 ans.
double nationalité
française – américaine
résidence New-York
Excellente connaissance marché et mentalité des affaires 12 ans d'expérience ventes et relations publiques

U.S.A.

Libre de voyager, attend toutes propositions représentations ou *activités import-export.*
Ecr. s/nº 1.840 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE ADMINISTRATIF 33 ans, diplômé administration de Lausanne, 7 ans de gestion agricole et immobilière au Canada, anglais courant recherche situation T. MOORE 36, rue de Longchamp, 75116 PARIS. Tél. : 553-66-41.

CONSTRUCTION EXPANSION

Quelle maison de promotion désire construire en Allemagne fédéral ?

Jeune homme, 40 ans, bilingue (anglais, français, allemand), expérimenté dans l'immobilier, la construction et le financement, cherche à vous représenter sur le plan d'expansion

Ecr. s/nº 8749 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur expérimenté national, jordanienne, plusieurs années d'exp. au Maghreb et au Moyen-Orient parlant arabe - anglais - français, recherche poste Responsable technico-commercial au Moyen-Orient.
Ecrire sous le nº 041838
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur général P.M.E. 600 pers. 50 ans, SUP. DE CO option finance Espagnol, Anglais, rech. poste équivalent France ou étranger.
Ecrire sous le nº T 041.865 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EX-ÉDUCATRICE cherche contrat, emploi, formation chez libraire. Départements 13-83-84. Tél. (56) 45-05-14.

RESPONSABLE
ORGANISATION
BUREAUTIQUE
Homme 42 ans, ingénieur en organisation, diplômé universitaire récent.
Vous souhaitez mettre en œuvre une politique bureautique, faire des choix matériels logiciels, connections, mais aussi des choix organisationnels et humains.
Ecrire sous le nº T 041.823 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 35 ans, excellente présentation, Français, origine africaine. Dipl. : ingénieur, Licence en droit, commissaire aux comptes, mémorialiste.
Niveau : DUT informatique, anglais courant, 12 années d'exp. (cabinet, Sté) ch. poste
AUDIT OU DIRECTEUR FINANCIER
France ou étranger.
Ecrire sous le nº T 041.837 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Traduction rapide de documents scientifiques, techn. ccieux, angl., esp., all., Fr. Tél. : 355-38-15.

J. F., suisse, traduc. dipl. tril. allemand, anglais, français. DEUG expér. secrétariat, enseignement et librairie ch. place. Tél. Mᵐᵉ KUSTER, 272-36-47.

---

35 ans FORMATEUR expérim. Diplômé de l'enseign. supérieur offre
Pestations de service
Enseignem., animat., conseil (informatique – gestion)
P. Coquet, 321, r. de Charenton, 75012 Paris. Tél. 628-59-26.

J. H., 17 ans, apprenti-mécanicien auto ch. employeur pour contrat 2 ans soit 18ᵉ ou alentours demi-école demi-employeur 251-72-25 apr. 17 h.

CADRE DE GESTION (34 ans) maîtrise en droit
7 ans d'exp. dans immobilier étudierait toutes propositions sur Paris et Banlieue
Ecrire sous le nº 11.390 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PROF. DE MATHS PHYCHOL. CLINICIEN

28 ans, étudie toutes propositions M. BRACONNIER, 7, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél : 344-10-26.

H. 36 ans, spécialiste diplômé, 6 a. exp. communication audiovisuelle (ciné-photo-vidéo) et graphisme (maq.) ch. région par. poste dans journalisme, monitorat, animation, enseign. Tél. 419-37-18, 546-17-31.

CHEF COMPTABLE
Femme 50 ans, DECS, connaissance informatique, expérience cabinet, cherche poste stable.
Ecr. s/nº 1.884 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 37 a., dipl. haut niveau, allemand, anglais, expérience professionnelle enseignement et entreprise, cherche poste enseignante établissement privé ou entreprise, 366-73-48.

Maîtrise droit, stage U.S.A., 1 an dans service juridique, bilingue anglais cherche emploi service juridique
Ecrire sous le nº T 041.778 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Métreur. Vérificateur.
Coordinateur T.C.E. (Var).
Disponible.
Etudie toutes propositions.

Ecr. M. MARTIN Claude, place des Anciennes-Ecoles, 83136 MEOUNES-LES-MONTRIEUX ou tél. au : (94) 48-93-25 ou au : (94) 48-95-75.

Journaliste arts, spécialisé, bonnes connaiss. techn. édition, cherche poste édit. presse Paris/région Paris.
Ecrire sous le nº T 11.280 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Fille, cherche emploi pour classement, répondre au tél. sach. dactylo. Mᵐᵉ Parra, tél. 331-61-76, poste 43 jusqu'à 17 heures.

Juriste, maîtrise droit privé, certificat anglais juridique, D.E.A. droit comparé et droits étrangers. Tél. 060-81-27.

Jeune Homme, 24 ans, désirant poursuivre une formation de comédien à Paris, dès octobre, cherche emploi à mi-temps ou 3/4 de temps, intéressant et bien rémunéré (formation initiale Bac + 2 ans philosophie) étudie Toutes propositions. Ecrire Philippe COLRAT, 2, place Gensoul, 69002 Lyon ou tél. (7) 837-74-83.

J.H., DEA, Histoire de l'art et archéologie ch. emploi domaine culturel. Etudie ttes propositions, 533-80-25, ap. 19 h.

H. 30 ans, formation CPJ ch. poste secrétaire de rédaction presse quotidienne, périodique. Disponible novembre.
Ecrire Jean-Marc BRUJAILLE 2, rue Vergniaud, 75013 Paris.

capitaux propositions commerciales

ENTREPRENEUR ALLEMAND

Offre possibilité de participation à un marchand de meubles dans un centre commercial connu et à capacité de rendement dans une grande ville du nord de l'Alsace (près de la frontière, idéal comme point d'appui pour le marché franco-allemand. Eventuellement également possibilité de participation dans bâtiment moderne, neuf (à l'heure actuelle loué à un marchand de meubles, d'une part, et, d'autre part, à un magasin vendant moquettes, peintures, papiers-peints). Bon rendement. Offres s/nº S 604 à RUNTE KG, BLUMENSTR. 7, D-6000 FRANKFURT 1.

Couple Gest., haut niveau, étudierait toutes propositions pour reprise locat. gérance ou association, P.M.E.-P.M.I. en diff. même sérieuses, secteur géog. indiff.
Ecrire sous le nº T 041.880 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre ccial informatique ch. association avec grossiste mécanographie ou électronique
Ecrire sous le nº T 041.839 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Je suis un bon gestionnaire connaissant très bien le commerce, la fabrication, la comptabilité. J'ai des relations bancaires et assez de capitaux pour soutenir une petite entreprise à PARIS ou PROCHE.
Premier contact
LE MATIN 267-19-26.

propositions diverses

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)

- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour information, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Les emplois offerts à l'ETRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

3ᵉ arrdt

MARAIS - BONDEVILLE

RÉCEPTION + 2 CHAMBRES
LUXUEUSEMENT AMÉNAGÉ
Gde cuis., salle à manger. Park.
EMBASSY. Tél. 562-16-40.

5ᵉ arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3, 4, 5 pièces et DUPLEX.
Visite témoin ts les jrs 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

HARPE ST-GERMAIN

Studio. Calme. – 354-95-10.

6ᵉ arrdt

ODÉON CARACTÈRE

55 m². Soleil. – 354-95-10.

LUXEMBOURG 6 PCES

Terrasse. Vue. – 354-95-10.
170 m². Duplex divisible. Asc.

7ᵉ arrdt

VERNEUIL, 4 p. Lux. 354-42-70

SUR JARDINET

125 m². Caractère. Calme.

BD DES INVALIDES

Salle de séjour + 3 chambres, *cuis., salle de bains, 100 m²,* totalem. rénové. 1.250.000 F. Téléphonez au 548-27-13.

11ᵉ arrdt

VOLTAIRE. Immeuble récent, stand., 5 p. + office 130 m², park. 990.000. 347-57-07.

12ᵉ arrdt

DAUMESNIL. VRAI 3 PCES, CFT. REFAIT NEUF. Bel imm. 365.000 F. Tél. : 526-99-04.

LEDRU-ROLLIN
Gd 3 p., asc., imm. gd stand. 420.000 F. Cogefim. 347-57-07.

13ᵉ arrdt

24, RUE DES CORDELIÈRES. Imm. récent 2/3 pces, 82 m². 735.000. Les 6 et 13, 14/17 h.

16ᵉ arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS

AV. MARÉCHAL-MAUNOURY. Appt 358 m² + balcon, 3ᵉ ét. Imm. 1965 + chbre serv. Park. J.-M. LEVET, tél. 763-12-03.

17ᵉ arrdt

PORTE DE CLICHY

TRÈS URGENT

Adorable 2 pièces dans imm. entièrement ravalé. Chff. indiv., soleil, 5ᵉ étage. Sans ascens. Prix exceptionnel 280.000 F. PARIMMO, tél. : 755-98-76.

18ᵉ arrdt

IMMO MARCADET

88, rue Marcadet, 75018 Paris, recherche appartements toutes surfaces même à rénover. Téléphonez au 252-01-82.

Mᵉ LA FOURCHE, 2 pces, cuis., w.-c., douches, bel imm. brique. – Prix : 163.000 F. IMMO MARCADET. 252-01-82.

Pied BUTTE MONTMARTRE 3 pces, tout cft. 350.000 F. IMMO MARCADET. 252-01-82.

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL 200 m métro studettes/studios/2 p. A PARTIR DE 190.000 F

Location/vente possible
PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES
Habitable octobre 1983
Les ARCADES,
angle av. G.-de-Gaulle/r. Euler.
Tous les jours sauf mardi et mercredi. Téléph. 339-87-12 ou SINVIM au 500-72-00.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pces Paris, préf. 5ᵉ, 6ᵉ, 7ᵉ, 14ᵉ, 15ᵉ, 16ᵉ, 4ᵉ, 12ᵉ, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris recherche URGENT APPART.

180 A 220 m²

ACHAT ou LOCATION
16ᵉ/8ᵉ ou 7ᵉ. T. 562-16-40.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet-15ᵉ. 566-00-75. Rech. pour clients sérieux 15ᵉ et 7ᵉ arrdt, appts toutes surfaces et imm. Paiem. cpt.

GROUPE DORESSAY
recherche pour sa CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et DIPLOMATES 180 à 250 m², 1ᵉʳ, 8ᵉ, 16ᵉ. RIVE GAUCHE NEUILLY. BOULOGNE. Téléph. : 624-93-33.

villégiature

Nice prom. angl. Palais soleil app. meublés tt confort 250 par jour 2 pers. pers. suppl. 105-mn. 1 sem. (93) 440 886.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris rech. pr clientèle étrangère et diplomates. APPARTEMENTS HOTELS PARTIC., BUREAUX LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

RECHERCHE DE LOCATIONS DIRECTEM. A PARTICULIER
Pour cadres supérieurs et personnel. IMPORTANTE COMPAGNIE FRANÇAISE ASSURANCE. Appts 2 à 10 p. Paris, banlieue, villas, pavillons. Téléph. 503-37-00 (poste 48).

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations non meublées offres

Etranger

RABAT (Maroc), villa 4 p., jdin ton de 800 m², 5, av. Omar-Ibn-Khatab ou 01 526-14-55 730-29-29 (poste 308).

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés à Paris, rech. du STUDIO au 5 pces. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 285-11-08.

Etablissement d'enseignement commercial supérieur recherche pour ses étudiants chambres, studios, 8ᵉ et 17ᵉ, Levallois et Neuilly. Téléphoner du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h au 270-34-80 ou au 731-25-96.

bureaux

Locations

BUREAUX MEUBLÉS à Paris-8ᵉ, 9ᵉ ou 15ᵉ
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
Tél. : 355-17-50.

EMBASSY-SERVICE

Téléphonez au 562-62-14.

RECH. 150 A 200 m²

Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8ᵉ-2ᵉ.

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau. toutes démarches, pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS (17ᵉ), à part. de 80 F. Tous services constitution sté. 763-47-14.

8ᵉ - COLYSÉE-ÉLYSÉE

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. : 359-20-20.

DOMICILIATION RC-RM-SARL Secrétariat. Démarches. Constitutions de Stés. 371-49-69.

pavillons

A VENDRE : pavillon TRAPPES 100 m²/ss-sol total (gar., chff. gaz, buanderie). 1ᵉʳ étage : cuisine, w.-c., salle à mang., salon cheminée. 2ᵉ étage : 3 chbres, salle de bns. Grenier parqueté. 5 minutes de la gare S.N.C.F. et commerçants. Quartier calme. Jardin 350 m². T. 050-85-33.

locaux commerciaux

Ventes.

NICE, local industriel, aménagé en atelier de réparation et magasin 450 m² + appartement 5 pces sur terrain de 7.000 m². Ecrire HAVAS 06072 Nice Cedex, B.P. 346, référ. 0698.

Spécial investisseurs à vendre Bondy-93 murs de locaux commerciaux neufs, loué à locataire 1ᵉʳ ordre. Px TTC : 470.842 F. Loyer : 46,95 F + charges. Renseignements M. RENAULT, 27, allée Nicolas-Carnot 93340 Le Raincy. Tél. : 381-31-88.

Locations

AUBERVILLIERS - Z.I.

BEAU LOCAL DE 600 m² pour stockage
+ 120 m² BUREAUX
COUR INTÉRIEURE 600 m²
accès camionnette

RARE 15.000 F/MOIS

ÉTUDE BOSQUET 705-06-76.

fonds de commerce

Ventes

PARIS LIB. /papet./jeux C.A. 4.500.000 F avec 900.000 F. Emplac. except. 355-08-40.

PARIS-NORD Jx. Tabac, Loto. C.A. 8.000.000 F. Gros rapport 850.000 F. 355-08-40.

immeubles

ACHÈTE IMM. libre même avec gros travaux. Paris/banlieue. 590-86-06 de 7 h à 21 h.

maisons individuelles

COTE-D'OR à vendre maison ancienne à restaurer, dépend., terrain, 20 km de l'autoroute, chasse/pêche.
Ecrire sous le nº T 041.769 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHELLES (77), près école, commerces, transports maison caractère, 8 p. sur 400 m². Toiture neuve. Prix : 900.000 F. T. 008-19-81, de 10 h 30 à 12 h.

villas

STE-MAXIME, vue panoramique Golfe ST-TROPEZ, villa meublée, 6 ch. 1.700.000 F. 590-86-06 ou (94) 96-50-02.

fermettes

25 km de Montluçon (03). Vds fermette entièr. rén. et meublée, sur 3.700 m². Prix 400.000 F. Ecr. s/nº 8.727, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propriétés

FONTAINE-DE-VAUCLUSE
Gde mais. rur. XVIIIᵉ. Dép. Terr. G.O.B.ET. Poss. comm. artis. T. (90) 20-31-91 - 20-39-30.

BOIS DE VINCENNES

AVENUE DE GRAVELLE
EN LISIÈRE DU BOIS

EXCEPTIONNEL

Maison normande double living, 4 chbres, s. de bns, s. d'eau, chambre de service, garage, tout confort, jardin 350 m². Prix intéressant. 548-27-13.

FINANCES

La conférence de Caracas sur l'endettement s'ouvre dans un climat de scepticisme

De notre envoyé spécial

Caracas. — Lorsqu'on demande au ministre brésilien du plan, *M. Delfim Neto, si les dettes de son* pays ne l'empêchent pas de dormir, il répond : *« Moi, je dors bien. Ce sont les créanciers qui ont des insomnies. »*

Cette boutade résume l'attitude qui est en train de se former en Amérique latine, la région du monde la plus endettée. On devrait s'en apercevoir au cours de la conférence de Caracas, qui commence ce lundi *5 septembre. Pour la première fois,* les « endettés » du continent vont tenter de définir une position commune. Leur seul partenaire du Nord sera les Etats-Unis, puisque la discussion a lieu dans le cadre de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains). Mais un partenaire de taille, qui a longtemps résisté à tout débat de ce genre. Il craignait en effet la création d'un « cartel des débiteurs ». Ses craintes ont été dissipées. L'ambition des Vénézuéliens, comme d'autres débiteurs, c'est que les insomnies provoquées par la crise soient, au minimum, partagées.

Une opinion suspecte

Déjà, les responsabilités le sont. De l'Argentine au Mexique, on reconnaît avoir été imprudent, ces dernières années, mais les bailleurs de fonds l'ont été davantage *« puisqu'ils ont prêté de l'argent sans se soucier de savoir s'il serait utilisé de façon cohérente »*, affirme M. Gimenez Landinez, ambassadeur du Venezuela auprès de l'O.E.A.

Le directeur européen d'une banque vénézuélienne se souvient du temps, pas si lointain, où sesconfrères étrangers « défilaient » chez lui pour le « supplier » d'accepter leurs capitaux, qu'ils ne savaient où placer.

La conférence de Caracas suscitera sans doute de nombreux et vigoureux discours « anti-impérialistes », comme il est habituel dans ce genre de forum. Mais, cette fois, des voix peu suspectes *s'élèvent pour affirmer* que le Nord est, dans la crise actuelle, aussi, sinon plus, coupable que le Sud. Celle de M. Carlos Rangel, par exemple. M. Rangel est un universitaire vénézuélien de renom, qui a dénoncé dans ses livres (1) la propension des Latino-Américains à rejeter sur les autres, et surtout sur les Nord-Américains, la responsabilité de leurs erreurs et de leurs défaillances. Or il affirme : *« Nous avons toutes les raisons de demander l'indulgence de nos créanciers. »*

Le bon sens semble inviter à chercher un terrain d'entente. *« Le problème n'est pas de nous faire payer nos dettes, mais de nous en donner les moyens »*, dit encore M. Landinez. Ce qui ne serait pas le cas si les exigences du F.M.I. menaient à la ruine les nombreux pays latino-américains sur lesquels il exerce sa tutelle. *En outre, il existe, entre* créanciers et débiteurs, une solidarité de fait. *« Si nous utilisons nos recettes d'exportation à payer nos dettes, comme c'est le cas actuellement, que nous restera-t-il pour acheter des marchandises à nos créanciers ? »*

Déjà, les exportations des Etats-Unis vers leurs voisins du Sud ont diminué de 9 milliards de dollars en 1982, selon la Banque interaméricaine de développement. Les restrictions à l'importation décidées par les six pays les plus endettés d'Amérique latine ont fait perdre deux cent cinquante mille emplois aux Etats-Unis.

Comme l'a expliqué ces jours derniers M. Sosa Rodriguez, organisateur *vénézuélien de la conférence,* c'est en Amérique latine que le problème de l'endettement est le plus aigu. Avec 330 milliards de dollars, les dettes des « Latinos » représentent près de la moitié (48,6 %) de la dette globale des pays en voie de développement. Ce qu'ils doivent dépasse de trois fois ce qu'ils gagnent chaque année avec leurs exportations. Dans aucune autre *région, on ne retrouve un tel* déséquilibre. Seulement en intérêts, les Chiliens et les Argentins doivent cette année 50 % de la valeur de leurs exportations, les Brésiliens et les Mexicains près de la moitié (46 %).

Le processus démocratique en jeu

Pour tous ces pays, c'est donc l'asphyxie. C'est pourquoi ils demandent, outre le rééchelonnement de leurs dettes 1983-1984 sur plusieurs années (huit ans est le délai habituel), qu'on les assortissent d'un taux d'intérêt moindre que les taux pratiqués jusqu'à présent. *« Cela reviendrait, en fait, à effacer une partie de l'ardoise »*, dit un diplomate occidental. Les pays industrialisés y sont-ils disposés ?

Les Vénézuéliens affirment que, outre la santé économique des pays intéressés, c'est la démocratie qui est en jeu. Celle, toute récente, de la Bolivie et du Pérou, *celle*, plus ancienne mais encore fragile, de la Colombie et du Venezuela. Celle qui est en train de renaître au Brésil et en Argentine, peut-être demain au Chili.

Sous l'effet de la crise, le continent *est en train de s'appauvrir.* Après quinze ans de croissance ininterrompue, il est dans sa troisième année de récession. Cela se traduit, dans les zones les plus déshéritées, par une situation de quasi-disette et par une recrudescence des maladies due à la dénutrition. Pareille situation peut être exploitée, disent nos interlocuteurs, et conduire à des expériences, ou des aventures, de type *dictatorial* ou totalitaire.

Pourtant, les promoteurs vénézuéliens de la conférence ont tellement dit, ces dernières semaines, que celle-ci n'aboutirait ni à la formation d'un cartel ni à l'élaboration d'une stratégie commune, que le scepticisme prévaut à l'ouverture des débats.

Quel peut être le résultat d'une réunion dont on répète qu'elle servira surtout à « ouvrir le dialogue » *avec les pays industrialisés ?* L'O.E.A., en outre, n'a jamais brillé par son efficacité. Alors que la deuxième partie des débats est réservée aux ministres des finances des pays membres, on sait déjà que ceux du Brésil, du Mexique, de l'Argentine et du Chili — les principaux intéressés, avec celui du Venezuela — ne viendront pas.

CHARLES VANHECKE.

(1) *L'Occident et le tiers-monde (1982)* et *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*, chez Robert Laffont.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E-U.	8,0580	8,0600	+ 145	+ 193	+ 290	+ 360	+ 730	+ 820
$ can.	6,5427	6,5465	+ 148	+ 207	+ 314	+ 391	+ 784	+ 883
Yen (100) ...	3,2776	3,2798	+ 135	+ 175	+ 290	+ 340	+ 900	+ 960
DM	3,0104	3,0120	+ 165	+ 185	+ 320	+ 355	+ 930	+ 975
Florin	2,6916	2,6930	+ 135	+ 160	+ 270	+ 300	+ 780	+ 820
F.B. (100) ...	14,9666	14,9745	+ 370	+ 520	+ 750	+ 980	+ 1850	+ 2200
F.S.	3,7099	3,7126	+ 240	+ 270	+ 485	+ 522	+ 1390	+ 1450
L (1 000) ...	5,0450	5,0476	− 225	− 170	− 455	− 375	− 1495	− 1355
£	12,1071	12,1158	+ 237	+ 335	+ 505	+ 645	+ 1415	+ 1600

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	9 7/16	9 13/16	9 11/16	10 1/16	9 13/16	10 3/16	10 5/16	10 11/16
DM	4 7/8	5 1/4	5 7/16	5 13/16	5 11/16	6 1/16	6 1/16	6 7/16
Florin	5 7/8	6 1/8	5 5/8	6	5 15/16	6 4/16	6 5/16	6 11/16
F.B. (100)..	8 7/8	9 1/4	9	9 1/2	9 1/2	10	10 1/4	10 3/4
F.S.	3 1/8	3 15/16	4 1/16	4 3/8	4 3/16	4 9/16	4 5/8	5
L (1 000) ..	16	16 1/2	16 3/4	17 1/4	17 1/4	17 1/2	18 1/4	18 3/4
£	9 1/8	9 5/8	9 7/16	9 13/16	9 1/2	9 7/8	9 7/8	10 1/4
F. franç. ..	12 1/2	12 7/8	13 1/8	13 1/2	14	14 3/8	16 5/8	17

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

M. Milton Friedman prévoit un retour de flamme de l'inflation aux États-Unis

Le *Wall Street Journal* publie, dans son édition de lundi 3 septembre, un article du célèbre économiste Milton Friedman, sous le titre : *« Pourquoi un rebondissement de l'inflation est probable l'année prochaine aux Etats-Unis. »* M. Friedman s'attache dans ce texte à réfuter l'argument selon lequel la forte croissance de la masse monétaire depuis un an était une nécessité pour compenser les effets d'une diminution de la vitesse de circulation de la monnaie. Et le fondateur de l'école de Chicago de conclure : *« En résumé, la croissance monétaire excessive au cours de l'année passée signifie qu'il est à peu près certain que l'on connaîtra au cours des prochains trimestres une surchauffe de l'économie qui provoquera presque sans aucun doute une accélération de l'inflation, probablement à partir du milieu ou de la fin de 1984.*

» Malheureusement, le mal a maintenant été fait et il n'y a pas de moyen facile pour s'en sortir. La poursuite du rythme actuel de croissance monétaire annonce le désastre. Une forte réduction de cette croissance signifierait une moindre augmentation du produit national brut l'année prochaine. Compte tenu du fait que l'inflation ne suivra qu'avec retard la récente explosion monétaire, il faut s'attendre à une récession qui sera comme la répétition du retournement de la conjoncture en 1981, après la rapide reprise constatée à la fin de 1980 et au début de 1981. Il n'y a pas de voie moyenne, au point où nous en sommes, qui permettra d'éviter à la fois une inflation plus forte et au moins un sérieux ralentissement, sinon un arrêt prématuré de la reprise économique. »

VIE PRATIQUE

LES ORDONNANCES MÉDICALES EN DOUBLE EXEMPLAIRE A PARTIR DU 1er JANVIER

Les ordonnances médicales devront être rédigées en double exemplaire à partir du 1er janvier 1984, afin de permettre aux assurés d'en conserver l'original, tout en renvoyant l'autre volet à leur caisse d'assurance-maladie. C'est ce que stipule un arrêté du ministère des affaires sociales, en date du 29 août.

Jusqu'à présent, l'ordonnance était rédigée en un seul exemplaire. Dans la plupart des départements, l'ordonnance devait être adressée à la caisse d'assurance-maladie qui la renvoyait ensuite à l'intéressé. Toutefois, dans une trentaine de caisses, depuis janvier 1981 et à titre expérimental, les assurés n'étaient plus obligés de transmettre les ordonnances. Les deux systèmes, qui coexistaient jusqu'à présent, seront supprimés au 1er janvier 1984.

Pour sa part, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation de médecins libéraux, dénonce cette mesure *« prise unilatéralement par le gouvernement »* qui entraîne, selon elle, *« un surcoût important du prix des ordonnances »*.

Pour la C.S.M.F., cette mesure aboutit à *« la suppression de la liberté des praticiens de personnaliser leur ordonnance... »*.

BUDGET

La préparation de la loi de finances pour 1984

(Suite de la première page.)

Si l'impôt doit fournir à lui seul les *sommes nécessaires, à quels prélèvements* sera-t-il fait appel et quels *contribuables seront concernés* ? Si, au contraire, les dépenses doivent être davantage comprimées, quels seront les ministères ou les actions qui en feront le plus les frais : dépenses sociales ou dépenses économiques, subventions aux secteurs en déclin ou prime aux secteurs de pointe, crédits d'équipement ou dépenses de fonctionnement ?

Ces choix ultimes sont essentiels comme sont essentielles les analyses qui les sous-tendent. Il n'est donc *pas surprenant que MM. Mauroy et* Delors, qui mènent de concert depuis *plus d'un an une courageuse mais* impopulaire politique d'austérité, se soient trouvés en désaccord sur la meilleure façon de boucler les comptes publics. Chaque détail, chaque inflexion, compte maintenant beaucoup, la barque ayant été chargée — ou déchargée — à l'extrême.

On sait que l'Etat doit trouver *20 milliards de francs supplémentaires* en 1984 pour la Sécurité sociale et *20 autres milliards pour son* budget (voir *le Monde* des 26 juillet et 23 août). *Sur le premier point, les* décisions sont maintenant prises : le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable que nous avons payé cette année sera reconduit à peu près sous sa forme actuelle. Tout au plus pourra-t-il être élargi aux revenus des valeurs mobilières (actions et obligations) mais son taux ne sera pas majoré, *même pour les contribuables* disposant de revenus élevés. Le fait *de maintenir cette mesure en 1984* rapportera un peu plus de 10 milliards de francs.

Les 10 autres milliards nécessaires seront trouvés par un relèvement de un point des cotisations de sécurité sociale vieillesse à la charge des salariés (la part patronale ne sera pas alourdie). Ce sont en effet les *régimes de retraites qui posent les plus* graves problèmes d'équilibre, sans *espoir d'amélioration à terme,* contrairement au cas des régimes *maladie par exemple. Un relèvement* important du plafond qui permettrait — en augmentant l'assiette — d'alléger l'augmentation n'est guère possible à cause des régimes complémentaires calculés en grande partie sur la fraction de salaire dépassant le plafond de la sécurité sociale.

Une mesure discutée

Si les choix sont maintenant faits concernant l'équilibre de la Sécurité sociale, il n'en allait pas de même à la fin de la semaine dernière pour les comptes de l'État. Après l'abandon dans les derniers jours de juillet — et sur intervention du parti socialiste — d'un *prélèvement de 2 % sur tous les* revenus (solution qui aurait à elle *seule résolu et pour quelques années* le problème des déficits publics), le gouvernement a *opté pour une modification* du prélèvement de 7 % institué, on s'en souvient en 1981, pour financer une partie de l'assurance-chômage (2). Cette majoration, qui ne concernait que les contribuables ayant payé en 1983 au moins 28000 francs d'impôts, serait alourdie et rendue progressive. Le seuil de déclenchement serait plus bas que cette année : probablement 15000 à 20000 francs d'impôts payés en 1984. A ce niveau, le taux du prélèvement *serait de 5 %. Il s'élèverait à* 10 % ou même 12 % au-delà de *30000 francs d'impôts payés.*

Cette mesure rapporterait 10 à *11 milliards si elle était retenue* (contre 2,5 milliards sous sa forme actuelle). Mais en dehors même du fait qu'il resterait 9 à 10 milliards de francs de recettes à trouver qui pourraient l'être sous forme de diverses taxes spécifiques (sur les banques, peut-être sur les armes à feu, sur les pensions, les nantissements, la T.V.A., peut-être, par une moindre déduction des intérêts des emprunts immobiliers), la question se pose de savoir si cette surtaxe progressive cheminant parallèlement au barème de l'impôt sur le revenu sera retenue sous la forme que nous exposons.

M. Delors y est en effet fortement hostile. Pour le *ministre de l'économie* et des finances, dépasser des *taux marginaux de 70 %* (ce sera le cas) aboutirait non seulement à décourager *de très nombreux cadres* mais risquerait, par un prélèvement trop *important sur le revenu national,* de faire avorter la reprise économique qui pourrait — *très timidement* — se dessiner l'année prochaine. Le *risque est d'autant plus grand qu'on* peut mettre en doute dès maintenant la solidité et la vigueur de la *reprise à* l'étranger. Le ministre se déclare en tous les cas effrayé par les conséquences qui résulteraient — en termes de chômage et de niveau de vie — d'une nouvelle année de récession. Aussi, après avoir pris quelques jours de vacances en août, M. Delors avait-il proposé à M. Mauroy de ne pas alourdir l'actuel prélèvement de 7 %. En contrepartie, le ministre avait proposé une dizaine de milliards de francs d'économie sur les routes, la S.N.C.F., l'agriculture, la recherche, les secteurs en déclin, etc. Pour *M. Delors, l'effet du multiplicateur de* dépenses ne joue pas en période de récession alors que chaque franc d'impôt supplémentaire a, lui, un effet de *frein certain*. Aussi, le *ministre* n'hésite-t-il pas à proposer un budget 1984 *dans lequel les dépenses* publiques croîtraient moins vite que la *production nationale en valeur,* c'est-à-dire de moins de 7 % (1).

M. Mauroy n'a pas accepté cette demande. Sa *réaction* a même été fort vive dans un premier temps. La rigueur, oui, a-t-il répondu en substance, mais c'est la logique même du budget que nous avons construit jusqu'en juillet que vous remettez en cause. Impossible. Ajoutons que le premier ministre n'est guère sensible *à l'argument du découragement des* cadres par un fiscalité trop lourde. *Chacun des deux hommes s'est expliqué* auprès du président de la République et, à la fin de la semaine dernière, les choses en étaient là.

Il est difficile, en l'état actuel des choses, de savoir comment sera tranché de différend. Tout au plus peut-on faire quelques remarques. La première qui vient à l'esprit est que la *surtaxe progressive rejetée par* M. Delors frapperait effectivement beaucoup de *contribuables* puisqu'elle commencerait à jouer assez bas dans l'échelle des revenus. Grosso modi, à partir de 11 000 F de revenu mensuel pour un couple salarié, à partir de 13 700 F pour un couple avec un enfant dans l'hypothèse où cette majoration jouerait à partir de 15 000 F d'impôts payés. *D'après des calculs assez approximatifs* effectués sur la base du barème *de cette année (donc sur les revenus* de 82) cette majoration aurait joué à partir de 12 000 F de salaire mensuel pour un couple, à partir de 15 700 F pour un couple avec un enfant si le seuil de déclenchement de la surtaxe était à 20 000 F d'impôts payés. on a vu qu'à partir de 30 000 F d'impôts payés la surtaxe passerait de 5 à 10 %, pouvant même atteindre 12 %. Or 30 000 F *d'impôts correspondent grosso* modo pour un ménage salarié à un *revenu mensuel de 15 000 F* (19 000 F pour un couple avec un enfant). *Le taux marginal de l'impôt* sur le revenu atteindrait alors 72 %.

M. Delors n'a donc pas tort de s'inquiéter des risques d'un mécontentement général, mécontentement d'autant plus probable que l'effort fiscal imposé se conjuguera l'année *prochaine avec une politique salariale* extrêmement stricte qui pour beaucoup se traduira par une baisse sensible du pouvoir d'achat. Les risques de rejet d'une telle purge ne sont donc pas minces, aussi nécessaire que soit cette purge.

La deuxième remarque qui vient à l'esprit est celle-ci : il est bien tard *pour modifier un projet de budget* qui, en tout état de cause, est maintenant *presque arrêté par le temps.* Il es d'ailleurs intéressant de remarquer qu'après une progression de plus de 27 % en 1982, les dépenses publiques ne devraient croître que de 7 % en 1984. Pareil freinage en deux ans n'a pas beaucoup de *précédents,* même s'il est en partie le résultat d'opérations de débudgétisation ou de sous-estimation des dépenses publiques réelles.

Les divergences de vues qu'ont la semaine dernière opposées M. Mauroy et *M. Delors ne mettent pas seulement* en cause quelques milliards de francs. Elles sont révélatrices d'analyses opposées pouvant déboucher sur des conséquences très différentes. Elles ont du coup rejeté au second plan l'habillage social du budget de 1984 et notamment l'alourdissement probable des droits de succession pour les héritages très élevés (probablement supérieurs à 10 millions). Cette mesure, si elle était retenue, ne se cumulerait pourtant pas avec l'alourdissement également envisagé du taux de l'impôt sur les grandes fortunes.

Alors que s'achève la préparation *du budget de 1984, la plus grande* tentation est manifestement du côté *gouvernemental à la modération. Les* mesures annoncées n'en trouveront pas moins un *nouvel alourdissement* des prélèvements obligatoires qui en 1984 nettement *dépasser les 45 %* de la richesse nationale et tendre vers les 46 %...

ALAIN VERNHOLES.

(1) L'ordonnance organique de janvier 1959 qui a valeur constitutionnelle *prévoit que le projet de budget de l'état* doit être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale accompagné de ses annexes essentielles le premier mardi d'octobre (celui-ci tombe le 4 cette année). Il reste ensuite quarante jours aux députés pour étudier le projet et l'adopter en première lecture. L'adoption par l'Assemblée et le Sénat doit se faire *dans les soixante-dix jours.*

(2) En 1981, le taux de prélèvement était de 10 %.

(3) Les hypothèses retenues pour 1984 sont celles d'une croissance de 1 % en volume du PIB et d'une hausse des prix de 5,8 % de moyenne annuelle.

Le congrès de la Fédération nationale des foyers ruraux

Précédé de cinq journées d'université rurale le congrès de la Fédération nationale des foyers ruraux (F.N.F.R.), qui s'est tenu les 2 et 3 septembre à Perpignan, a voulu ancrer sa réflexion non pas sur des concepts mais sur des exemples précis. Les groupes de travail, disséminés dans différents villages du département des Pyrénées-Orientales, marquaient cette *«diversité qui fait la richesse du milieu rural». Le monde rural, après s'être vidé pour nourrir les villes, vit aujourd'hui à l'heure d'un regain, avec l'arrivée des «néoruraux» et le retour des retraités «revenus au pays».*

A côté des acteurs traditionnels (milieux associatifs ou élus), la F.N.F.R. a cherché à rencontrer ce qu'elle nomme les *«nouveaux acteurs»* du monde rural – jeunes, femmes, nouveaux ruraux, – pour répondre à la question centrale de ce congrès : «Quel avenir pour le milieu rural ?»

Puisqu'il n'y a pas *«un milieu rural mais une suite de milieux ruraux à l'image de la variété et de la diversité des pays»*, comme le rappelait M. Joseph Trilles, président de la F.N.F.R., la tâche des foyers ruraux est de montrer à ses partenaires, comme les élus ou l'Etat (représenté à ce congrès par M. René Souchon, secrétaire d'Etat à la forêt et à l'aménagement rural), qu'il faut nourrir le développement à venir à partir même de ces différences.

M. René Souchon s'est déclaré favorable, à l'image des participants de ce congrès, à l'*«auto-développement du monde rural»*, et, par exemple, a souhaité la mise en place de contrats de pluri-activités dans les zones de moyenne montagne.

De notre correspondant

Perpignan. – Perché sur son piton dominant les vignobles, le village de Montner s'enroule sur lui-même, mais ne s'y replie pas. Ici en Fenouillèdes, comme ailleurs dans l'arrière-pays des Pyrénées-Orientales, l'exode rural a sévi depuis longtemps. Montner, refusant la fatalité, a toujours réagi, quitte à jouer au pionnier : la première caisse locale de crédit agricole du département, un des premiers foyers ruraux aussi...

Avec son architecture stricte inspirée du modernisme de l'après-guerre, le foyer rural de Montner a vu défiler les générations. Des bals aux réunions agricoles, tout ce qui touche à la vie du village y a eu, un jour ou l'autre, rendez-vous. Aujourd'hui, des vacanciers et des habitants du village s'y trouvent réunis pour la projection d'un film dans le cadre de l'animation d'été.

« Participant à l'animation globale du village, mais aussi édifié pour donner un toit à différentes associations, le foyer rural est encore, souligne Francis Séguier, *un prolongement nécessaire à la commune rurale, et ses locaux servent à accueillir aussi bien l'assistante sociale que le conseiller agricole. »* Francis Séguier s'est occupé du foyer rural de Montner durant douze ans. Viticulteur dans la commune, il était, un de ces bénévoles qui font vivre les 1 651 foyers ruraux et associations d'animation en milieu rural constituant la F.N.F.R. (1).

Aujourd'hui responsable d'un centre familial de vacances rurales à Alenya, Francis Séguier résume par son itinéraire personnel l'évolution de ces associations d'éducation populaire *«orientées vers un développement global du milieu rural»* que sont les foyers ruraux.

Jeune viticulteur à l'époque où, en 1946, le ministre de l'agriculture, Tanguy-Prigent, lance dans le milieu rural l'équivalent de ce que Léo Lagrange avait impulsé dans le milieu ouvrier, Francis Séguier cherche, comme beaucoup d'autres, à participer à l'animation de son village et surtout au maintien de la vie sociale, pour stopper cet exode qui vide les campagnes. Les enveloppes budgétaires de Tanguy-Prigent servent à construire les structures au niveau de communes dispersées dans chaque canton, en proposant des locaux pour des activités qui viennent naturellement compléter l'autre pilier de la communauté villageoise : l'école communale. Parfois l'école fermera, et il ne restera que le foyer rural pour une population ayant tendance à vieillir. Dans les premiers temps, des éléments de confort comme les machines à laver collectives *(«les mêmes que dans les laveries automatiques des villes»)* seront installés dans les foyers ruraux. Le foyer rural relaie ici la commune, mais il intervient aussi comme expression de la collectivité villageoise, à côté des élus, lorsqu'il faut envisager une action à caractère «socio-économique». L'important engagement de l'Etat pour les premières créations va progressivement diminuer en vingt ans jusqu'en 1965. Des associations d'animation en milieu rural se créent en utilisant des locaux désaffectés, classes, presbytères, etc.

De cet effort sur le patrimoine collectif on glisse naturellement vers la sauvegarde du bâti individuel. Les foyers ruraux aident parmi d'autres à la réhabilitation.

A Montner, par exemple, l'afflux de travailleurs saisonniers pour les vendanges et la nécessité de fournir un logement correct poussent à aider à la création d'embryons de gîtes ruraux. Le village, qui a 300 habitants permanents, pourra accueillir ainsi plus de 120 habitants saisonniers.

Le tourisme vient à point nommé pour différer encore le départ des campagnes.

Mais depuis la fin des années 70 de nouveaux ruraux ont gagné les villages. Le foyer rural vient ici encore compléter – voire orienter – l'action de la commune. Ceux que l'on a parfois appelé les « néoruraux » utilisent le foyer rural comme un moyen de fixer leurs fragiles racines et de se fondre avec la population traditionnelle. Le regain de veillées d'expression populaire chantée participe de ce désir. Depuis 1979, le nombre des foyers a augmenté : 1 050 en 1979 et en 1980, 1 361 en 1981, 1 486 en 1982 et 1 651 en 1983.

Dans le même temps, des centres familiaux de vacances rurales se sont créées dans des zones touristiques. Deux centres, à Mittelvihr (Haut-Rhin) et Alenya (Pyrénées-Orientales), dépendent directement de la fédération nationale. Le centre d'Alenya participe à la formation des animateurs de foyers ruraux, mais aussi à l'accueil de classes de mer et de clubs du troisième âge pendant l'intersaison. Durant la pleine saison, des ruraux (en petit nombre, il faut le constater) et surtout des comités d'entreprise utilisent ces centres de vacances. Le centre d'Alenya reste aussi un lieu d'animation du village, dont il ne veut pas s'isoler même s'il accueille à travers des stages des groupes parfois hétérogènes.

Ce nouveau mode de financement des foyers ruraux permet à la fédération nationale, qui récupère aussi des subventions aux différents échelons de la collectivité, de mieux venir en aide au foyer rural de base. Le prêt de matériel (vidéo, cinéma, projection), l'aide d'animateurs formés aux demandes du milieu rural, font que les foyers ruraux continuent de maîtriser, aux côtés des communes et des élus, dont ils veulent moins que jamais être coupés, l'avenir du monde rural.

Cet avenir, cette lente mutation était au centre du congrès national des foyers ruraux qui vient de se réunir à Perpignan et a été précédé d'une semaine d' « université rurale » (du 27 août au 1er septembre) autour du thème : *« Au-delà du développement agricole, quel avenir pour le milieu rural ? »*

Décentralisation oblige, cette université s'est tenue dans les deux centres familiaux de vacances rurales de Sournia et de Vernet-les-Bains, au cœur même de ces zones où l'agriculture est de plus en plus agressée par le tourisme. La maîtrise de l'espace rural par les agriculteurs, même pour y développer certaines formes de tourisme, n'est-elle pas déjà une réponse aux appétits des promoteurs ?

JEAN-CLAUDE MARRE.

(1) F.N.F.R. : La Fédération nationale des foyers ruraux est constituée de 1651 foyers ruraux et associations d'animation en milieu rural, regroupés en 55 fédérations départementales et 16 unions régionales. Si la région Midi-Pyrénées se détache avec 258 foyers ruraux adhérents, le Languedoc-Roussillon (173) et la Lorraine (178) sont des régions très animées. La Bretagne (7) et une partie de la Normandie – Basse-Normandie (9) – traduisent une séparation, d'origine confessionnelle, du mouvement.

La Fédération des foyers ruraux a son siège à Paris, 1, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris. Tél. (1) 578-01-78.

SOCIAL

« L'alliance des communistes aux socialistes ne pouvait être que peu ou prou réductrice d'espérance », affirme M. Edmond Maire

« Après l'ardeur réformatrice des deux années qui ont suivi le 10 mai, le souffle est devenu court, la pause s'est imposée subrepticement. Mais qui n'avance pas recule », écrit M. Edmond Maire dans un article publié par *Libération* du 5 septembre sous le titre « Vive l'initiative ». *« Pourquoi, après vingt ans de lutte contre la droite, la victoire de la gauche n'a-t-elle pas réussi à entraîner, au-delà d'une euphorie éphémère et passive, une mobilisation sociale des salariés, des citoyens, des militants et des intellectuels ? Deux facteurs nous paraissent primordiaux. L'un concerne la gauche politique, l'autre le mouvement social. »*

Pour le secrétaire général de la C.F.D.T., *« l'alliance, sans doute électoralement nécessaire, mais ambiguë et fragile des communistes aux socialistes, ne pouvait être que peu ou prou réductrice d'espérance à l'heure où les droits de l'homme et l'antitotalitarisme fondent l'engagement de tant de militants. En même temps, le projet de la gauche est devenu largement obsolète. Au-delà de leurs différences, le programme commun de 1972, marqué par le productivisme et l'étatisme du P.C.F., et le projet socialiste de 1980 misaient sur la permanence d'une croissance économique rapide. La crise est passée par là, les projections quantitatives ambitieuses sont devenues hors de portée.*

» Quant aux forces agissantes dans la société française, qu'il s'agisse du mouvement associatif, des forces économiques ou des organisations syndicales, elles restent le plus souvent marquées par les traits culturels communs et les comportements traditionnels d'un pays centralisé où la grogne contre l'Etat s'accompagne d'un incessant appel à son intervention, où l'entreprise et la culture technique sont dévalorisées, où la demande de réglementation est bien plus forte que la volonté d'expérimentation, où la capacité critique est beaucoup plus développée que la capacité gestionnaire. » Pour M. Maire, *« on ne pourra infléchir le projet économique et social vers un réel changement, un nouveau type de croissance plus économe en ressources naturelles, s'appuyant sur des rapports sociaux égalitaires, faisant de la qualité du travail et de la vie le critère premier du progrès social, sans accorder la priorité au développement du mouvement d'en bas, par une dynamique née de la multiplication d'initiatives ».*

Reprise du travail à la boulangerie Hédé à Ivry

Le conflit s'est achevé à l'avantage de la C.G.T.

La boulangerie industrielle Hédé à Ivry (Val-de-Marne) a repris ses activités normales après avoir été occupée depuis décembre 1982 à la suite d'une grève déclenchée le 4 octobre précédent. Les employés, des immigrés, réclamaient un réaménagement de la durée hebdomadaire du travail, la cinquième semaine de congés payés et le respect des libertés syndicales. Ce conflit avait été marqué, à la fin de l'année dernière, par un fait divers : le P.-D.G., M. Della Posta, avait tiré avec un fusil sur un délégué C.G.T., M. Kamel Semirabet.

La reprise s'est faite sur la base d'un protocole d'accord signé le 29 juillet. Il prévoit notamment le maintien, voire le développement, de l'usine d'Ivry, l'annulation de quarante licenciements pour fautes lourdes, la renonciation à toute poursuite contre la C.G.T., le paiement des salaires, congés et autres rémunérations depuis le début du conflit, l'engagement qu'aucun transfert de matériel ne sera effectué en direction de l'autre usine de la société à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et enfin le réembauchage des salariés licenciés économiquement avec maintien de l'ancienneté.

D'autre part, l'ancien P.-D.G. a été remplacé par son fils.

La C.G.T. du Val-de-Marne, qui a donné à ce conflit le nom de *« petit Citroën »*, le considère comme doublement exemplaire : *« A un moment où, certains s'interrogent sur les immigrés au chômage, des travailleurs immigrés ont maintenu la production, la qualité des produits et le réseau commercial* (1) », a déclaré son secrétaire général, M. Jean-Pierre Page, qui a ajouté : *« Cette affaire montre également tout l'intérêt que la C.G.T. porte aux problèmes de gestion. »*

FRANCIS GOUGE.

(1) Peu après l'occupation de l'usine, les ouvriers avaient repris la production à leur propre compte.

NOUVELLE MISE EN GARDE DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA CHAPELLE-DARBLAY

A l'usine de La Chapelle-Darblay de Saint-Etienne-du-Rouvray la production de papier a repris le 4 septembre au matin, sous la responsabilité des ouvriers qui occupent l'établissement. Dans un communiqué publié dans la soirée de dimanche, la C.G.T. indique qu'elle *« attend maintenant des initiatives du gouvernement, qui permettront l'ouverture de négociations pour lesquelles elle se déclare prête sans exclusive et à tout moment »*. S'exprimant le même jour à Oissel, dans la banlieue de Rouen, M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, a réaffirmé la solidarité du P.C.F. *« Il ne s'agit pas,* a-t-il dit, *d'un affrontement entre les travailleurs et le gouvernement, mais de la défense du choix qu'ils ont fait en 1981. Il est possible de trouver une solution plus française et moins coûteuse pour l'emploi. »*

Dans un texte diffusé dans la soirée du 4 septembre, M. Claude Levet, administrateur judiciaire provisoire, affirme notamment : *« Une minorité de salariés, sans encadrement, ne peut faire redémarrer durablement une usine aussi complexe que celle de Saint-Etienne-du-Rouvray, au risque de réaliser une mauvaise qualité de papier que la clientèle n'accepterait pas, et de devoir stopper rapidement une telle expérience que n'accompagneraient pas les approvisionnements nécessaires aux autres besoins courants d'une exploitation normale. » « La direction,* ajoute-t-il, *réitère qu'elle décline toute responsabilité relativement à toutes conséquences d'une fabrication et d'une commercialisation réalisées dans de telles conditions. Dans une démocratie, une minorité ne peut imposer ses vues d'une manière parfaitement illégale à l'encontre de l'intérêt général. »*

La retraite à soixante ans

LE MINIMUM DE PENSION EST ÉTABLI A 6 600 F PAR TRIMESTRE POUR TRENTE-SEPT ANS ET DEMI DE COTISATIONS

Le minimum de pensions contributives institué par la loi du 31 mai 1983 est établi, aux termes d'un décret du 30 août publié au *Journal officiel* du 1er septembre 1983, à 26 400 F par an, soit 6 600 par trimestre et 2 200 F par mois pour trente-sept ans et demi d'assurance dans le régime général et le régime agricole, à partir du 1er avril 1983. Il s'agit du nouveau minimum de pension décidé dans le cadre de l'abaissement de l'âge de la retraite – qu'il ne faut pas confondre avec le minimum vieillesse – en dessous duquel la pension de vieillesse à taux plein d'un salarié justifiant de cent cinquante trimestres de cotisations ne pourra descendre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

précision mécanique labinal

Le bénéfice net de la société Précision Mécanique Labinal au 30 juin 1983, après amortissements, provisions et impôt sur les sociétés, ressort à 10,58 millions de francs contre 8,24 millions de francs au 30 juin 1982, soit une progression de 28 %.

Le bénéfice net consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal au 30 juin 1983, après amortissements, provisions et impôt sur les sociétés, s'élève à 29 millions de francs contre 18 millions de francs un an auparavant, soit une progression de 61 %.

Cette forte augmentation de la rentabilité du groupe a trois causes principales :

- les résultats du premier semestre 1982 étaient encore influencés par la mauvaise conjoncture de l'industrie automobile ;
- les efforts de productivité que le groupe poursuit de manière permanente depuis plusieurs exercices portent leurs fruits ;
- la consolidation du résultat de Microturbo n'intervenait en 1982 que pour un trimestre (à compter du 1er avril 1982).

Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire en neutralisant le résultat Microturbo du premier trimestre 1983, le bénéfice net consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal s'élèverait à 24 millions de francs contre 18 millions de francs, soit une progression de 33 %.

Après l'exercice 1982, qui avait été marqué par la reprise de l'activité automobile, le groupe Précision Mécanique Labinal poursuit son expansion, notamment par le développement de ses exportations qui devraient atteindre 20 % du chiffre d'affaires en 1983 alors qu'elles n'étaient que de 12 % en 1980, ce développement contribuant au redressement des marges bénéficiaires.

Pour lui donner les moyens de conduire cette politique d'élargissement des marchés et de perfectionnement de l'outil de production, le conseil d'administration a décidé d'augmenter les fonds propres de la société par une augmentation de capital dont les conditions seront précisées incessamment.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque commerciale privée, société anonyme au capital de 30 600 000 F, dont le siège social est sis 89-91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, informe le public qu'elle ne procédera pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait à M. Jacques Coupe, 6, square Henri-Pathé, 75016 Paris, au titre de son activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce.

En conséquence, cette garantie prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs, à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie pour les opérations fixées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent couvertes par la Banque commerciale privée, à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de cette insertion, au siège de la Banque commerciale privée.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de M. Jacques Coupe.

SAINT-GOBAIN

Ventes nettes consolidées du premier semestre 1983

Le montant provisoire des ventes nettes consolidées du Groupe est, pour le premier semestre 1983, de 27 391 millions de F contre 24 431 millions de F pour le premier semestre 1982.

A structure comparable, c'est-à-dire compte tenu notamment de l'intégration dans les comptes consolidés d'Entreprises Saunier-Duval et de Dodin, **la progression est de 7,9 %.** En monnaie nationale – c'est-à-dire après élimination des changements de parités monétaires intervenus depuis un an – la progression ressort à 9,2 %.

Par activité, les ventes (à structure comparable) se répartissent ainsi : Vitrage 4 449 millions de F (+ 11 %), Isolation 4 371 MF (+ 22 %), Canalisation et Mécanique 4 195 MF (– 10 %), Entreprises & Services 4 215 MF (+ 14 %), Papier 3 492 MF (+ 2 %), Conditionnement 3 009 MF (+ 13 %), Fibres-Ciment 2 272 MF (+ 8 %), Fibres de Renforcement 779 MF (+ 22 %), Produits Réfractaires 482 MF (– 3 %), Divers 414 MF (+ 3 %). Les ventes internes réalisées entre les branches ont été de 287 millions de F.

Par zone géographique, les ventes réalisées en France et à partir de la France ont été de 14 370 million de F (+ 2 % à structure comparable). Dans les autres pays, les ventes ont été : R.F.A. 4 617 MF (+ 4 % à structure comparable et en monnaie nationale), Benelux 832 MF (– 0,3 %), Italie 856 MF (+ 1 %), Espagne 1 701 MF (+ 23 %), autres pays d'Europe 293 MF (– 3,3 %), U.S.A. 3 689 MF (+ 29 %), Amérique Latine 1 808 MF (+ 94 % en monnaies nationales et – 13 % en franc français). Les ventes nettes internes réalisées entre les zones ont été de 776 millions de F.

PUBLICITÉ

3 Jours Avec...

HEWLETT-PACKARD

Partenaire de la France depuis vingt ans

1963. La France changeait de visage. Hewlett-Packard pouvait apporter une contribution et répondre aux nouveaux besoins de la France : des technologies sophistiquées. Nouveau marché, la France c'était aussi une technicité avancée dans le domaine des systèmes de communication et de l'électronique en général, ce qui en faisait d'emblée un lieu d'élection pour Hewlett-Packard

Installée en France depuis vingt ans, Hewlett-Packard y est aujourd'hui considérée comme l'une des entreprises les plus performantes dans les domaines de l'informatique et de l'instrumentation de mesure.

Cette présence en France s'inscrit dans une stratégie internationale marquée par une volonté : développer une synergie de talents : Europe-Etats-Unis. Elle implique la philosophie générale de Hewlett-Packard : autonomie et responsabilité pour toutes les filiales. Hewlett-Packard France constitue une entité au sens propre du mot, entité où s'expriment en toute liberté une créativité et une sensibilité typiquement françaises.

Produire, exporter, créer des emplois, former des jeunes, sont des impératifs prioritaires pour la France. En poursuivant ses activités d'une manière soutenue et régulière, Hewlett-Packard France affiche sa détermination de participer à l'extraordinaire effort de réponse à la crise que mènent les entreprises françaises.

Produire en France

Etre présent en France, c'est être un industriel en France. Hewlett-Packard en France, c'est avant tout une entreprise intégrée. Tous les aspects en sont présents : production, commercialisation, mais aussi recherche et développement du matériel informatique.

Grenoble assure la responsabilité au niveau mondial de la recherche et du développement des matériels destinés à l'acquisition de données en milieu industriel. L'autre aspect capital de cette unité, une des plus modernes du groupe Hewlett-Packard : tenir un rôle de chef de file sur le marché européen des ordinateurs techniques.

Hewlett-Packard : quelques dates...

1938 : création par Bill Hewlett et Dave Packard du premier instrument de mesure
Premier oscillateur / générateur basse fréquence (oscillateur à RC), le 200 A
1939 : création de la société Hewlett-Packard
1940 : 60 employés
1958 : la ligne complète des produits Hewlett-Packard : 373 instruments et accessoires
Hewlett-Packard créée en Europe
1961 ; création d'une division composants : Hewlett-Packard entre dans le domaine de la recherche / développement de composants à « l'état *solide* »
Création d'une division médicale
5 000 employés
1963 : Hewlett-Packard en France
création de la division analyse chimique
1966 : Hewlett-Packard introduit son premier ordinateur, le HP 2116 A, pour piloter, contrôler et traiter les *informations acquises par* les appareils de mesure
11 000 employés
1972 : Hewlett-Packard invente le HP 35 : un calculateur de poche qui, pour la première fois au monde, franchit le mur des 4 opérations
1974 : premier calculateur de poche à lecteur/enregistreur de cartes magnétiques et programmables. Ces calculateurs sont utilisés dans les missions Skylab, Apollo, navette spatiale Columbia
1976 : Série HP 1 000 : ordinateurs techniques
HP 3 000 série II : ordinateurs de gestion
1977 : introduction d'une mémoire permanente dans les calculateurs de poche.
1979 : 50 000 employés
1982 : le record mondial d'intégration : l'équivalent de 450 000 transistors sur une seule puce, c'est la technologie V.L.S.I., la possibilité de rendre compacte la technologie 32 bits

Produire, exporter, créer des emplois, former des jeunes, les impératifs prioritaires de la France sont aussi ceux d'Hewlett-Packard. Avec deux mille trois cents personnes, Hewlett-Packard France constitue un pôle international de recherche, de production et de commercialisation.

En misant sur la relance des *investissements* productifs, Hewlett-Packard continue de créer des emplois. Au troisième rang des exportateurs français d'informatique, et avec 85 % de la production totale de l'usine de Grenoble, Hewlett-Packard exporte avec la France.

Industriel français à part entière, Hewlett-Packard affirme sa confiance en l'*avenir et entend contribuer au développement* de la vie économique française.

Avec un projet d'implantation dans la *région* Rhône-Alpes, à l'Isle d'Abeau, Hewlett-Packard marque sa volonté : poursuivre *le même processus* et augmenter son potentiel industriel. Cet investissement, *cet engagement* délibéré dans un développement de sa capacité de production *lui donnent aussi* les moyens d'une autre contribution notoire à l'économie française.

85 % de la production de Grenoble est déjà exportée. *Un résultat qui place* Hewlett-Packard au troisième rang des exportateurs français de matériel informatique. Une performance aujourd'hui décisive pour qui s'affirme et se revendique un partenaire à part entière de la vie économique française.

Investir en France

Réussir cela, tenir ces engagements, seul un programme d'investissements à long terme le permet. En engageant dans les années 1981/1982, 175 millions de francs dont 85 millions de francs pour accroître le potentiel industriel de Grenoble par la construction d'une deuxième usine, Hewlett-Packard appliquait déjà cette politique.

choix. Hewlett-Packard en France a fait ce choix : maintenir une croissance continue. Seul un investissement à long terme permet de le faire.

En assurant ainsi dans le temps une position *industrielle stable, cette croissance* permet aussi à Hewlett-Packard de mener au niveau de l'emploi une *politique cohérente*, dynamique et permanente.

Assurer l'emploi

Chez *Hewlett-Packard*, l'emploi est un objectif important. Ce qui est primordial, *en assurer la sécurité*. Employer, certes, mais permettre également qu'un emploi *chez Hewlett-Packard puisse devenir* une carrière stable et durable. Hewlett-Packard *emploie* aujourd'hui *deux mille* trois cents personnes, dont neuf cents dans *la seule unité de Grenoble, mais Hewlett-*Packard s'est fixé un deuxième objectif : recruter.

Ses effectifs connaissent une progression annuelle de 16 %, un autre chiffre que Hewlett-Packard revendique.

Que peut signifier une politique dynamique de l'emploi si l'on n'a pas le souci constant d'intégrer des jeunes, de s'adresser à eux ? Une réponse adéquate au problème de l'emploi, ce n'est pas seulement une affaire de force économique, l'enjeu est aussi une bataille culturelle.

Hewlett-Packard a toujours mené un dialogue constructif avec les universités, comme le démontrent les relations de longue date poursuivies avec l'I.U.T. de Cachan.

En contribuant à l'élaboration de nouveaux *diplômes*, Hewlett-Packard participe au développement de filières adaptées. *Un exemple : en accord avec Paris-XI*, Hewlett- Packard met en œuvre un *programme de formation alternée*. Les études sanctionnées par un diplôme de cadre *technico-commercial devraient* permettre à des jeunes d'être employés chez Hewlett-Packard

Chez Hewlett-Packard, on souhaite que cet accord ne soit qu'un début. Former les jeunes, former le personnel en général, la formation représente *bien* l'une des missions essentielles que s'est fixée Hewlett-Packard. Former, pourquoi ?

Il s'agit de faire découvrir de nouvelles technologies, d'apprendre à s'en servir. Dans une entreprise à la pointe de la technologie, cette mission devient un impératif. 4 % de la masse salariale sont consacrés à la formation du personnel dans son ensemble ; de plus, Grenoble assure la formation des ingénieurs et des techniciens du service après-vente.

Innover socialement

Chez Hewlett-Packard, le *souci* de formation n'est qu'un aspect de la politique sociale. Une politique que Hewlett-Packard souhaite délibérément très innovatrice. En cela Hewlett-Packard France reste fidèle aux principes qui ont toujours guidé la société Hewlett-Packard, l'une des premières sociétés au monde à introduire, en 1970, la 5e semaine de congés payés et les horaires flexibles dans l'ensemble de ses usines et de ses divisions commerciales.

Hewlett-Packard France poursuit toujours dans cette voie : en 1982, elle a été plus loin que ne l'exigeaient les nouvelles dispositions légales dans le domaine des réductions de temps de travail, et ce, sans contraintes salariales. Hewlett-Packard reste soucieuse d'offrir à son personnel de nombreux avantages sociaux. Ainsi, indépendamment du plan légal de participation, Hewlett-Packard France propose à ses employés son propre plan de participation aux résultats de l'entreprise. S'ils le désirent, les membres du personnel peuvent acheter des actions à un taux préférentiel.

Très sensible, de manière générale, à tout ce qui peut améliorer les conditions de travail de son personnel, Hewlett-Packard a, depuis longtemps, *adopté*, dans ses usines, l'enrichissement des tâches. Les cercles de qualité mis en place en 1982 permettent d'instaurer un nouveau type de réflexion commune sur un travail, ils favorisent l'épanouissement des capacités créatrices et innovatrices de chacun.

Ce bilan social positif : un aspect d'une implication dans la vie économique française parfaitement réussie. Plus que jamais, Hewlett-Packard croit en la France pour produire, ainsi qu'en témoigne un choix récent : faire de la France un centre de production des ordinateurs personnels.

Cette décision, prise en mai 1983, a été rendue immédiatement effective. Grenoble devra assurer le développement de la gamme des ordinateurs Hewlett-Packard pour toute l'Europe.

Aujourd'hui, Hewlett-Packard poursuit résolument cette implication et porte ses investissements à 300 millions de francs pour les années 1983/1984.

Ses projets ? Un nouveau siège régional destiné à accroître l'implantation dans les régions Rhône-Alpes et Sud-Est est prévu à Lyon Ecully. A Villepinte, Hewlett-Packard a fait l'acquisition d'un terrain de 54 000 m² sur lequel devrait prendre place le futur siège régional Nord. A Evry, sur un site de 60 000 m², le nouveau siège social (11 000 m²) vient d'être achevé. Ses locaux abritent aussi un centre de formation pour les clients.

Lorsque l'on investit de cette façon, dans des terrains, dans des bâtiments, on apporte la preuve *d'une orientation*, d'un choix. Hewlett-Packard en France a fait ce choix.

Croissance des *investissements* et croissance de l'emploi

Effectifs : / C.A. H.P. France (en millions de francs) :

	1978	1979	1980	1981	1982
Effectifs	1073	1323	1822	2092	2300
Chiffre d'affaires	520	732	1067	1450	2000

Hewlett-Packard : un ensemble industriel mondial de *tout premier ordre*

Siège social : Palo Alto – Californie
- 50 unités de production
- 5 usines en Europe
- Présent dans 49 pays
- 68 000 employés, dont 11 000 en Europe
- Consacre 10 % de son chiffre d'affaires à la recherche
- Commercialise près de 8 000 produits :
  – mesure et systèmes
- Instrumentation de mesure
- Instruments d'électronique médicale
- Composants
- Instrumentation d'analyse chimique
  – traitement de l'information
- Du calculateur au mini-ordinateur de grande puissance.

Leader mondial incontesté sur le marché de l'instrumentation de mesure, Hewlett-Packard s'impose également comme l'un des groupes les plus dynamiques dans le domaine de l'informatique :
– 3e constructeur de mini-informatique
– 7e rang mondial des constructeurs d'informatique (toutes informatiques confondues).

Source : Datamation


Montage des ordinateurs personnels à Grenoble.

Part de l'exportation dans le chiffre d'affaires

C.A. H.P. France (en millions de francs) :

	1978	1979	1980	1981	1982
C.A. total	520	732	1067	1450	2000

(Légende : C.A. total ; Exportation)



HEWLETT-PACKARD-FRANCE
Parc d'activité du Bois-Briard
Avenue du Lac
91040 Evry Cédex
Tél. : 077-83-83
Télex : 692.315 F

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	26 août	2 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1146,9	1117,8
Valeurs étrangères	3671,8	3621,6
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	165,5	161,3
Valeurs étrangères	496,8	480
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	142,9	139,3
Pétroles-Energie	136,3	124,8
Métallurgie	79,8	81,7
Chimie	149,7	146,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	118,5	115,9
Constructions mécaniques	102,9	102,1
Matériel électrique	155,6	155,1
Automobile et accessoires	117,8	117
Industr. de consom. non alim.	196,1	193,7
Agro-alimentaire	196,1	193,5
Distribution	94,6	91,7
Transports	137,7	138,6
Services	166,6	163
Assurances	106,7	108,9
Banques	161	160,3
Immobilier et foncier	139,3	140,9
Investissement et portefeuille	164,1	161
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	167,3	163,7
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	104	103,7
Emprunts d'État (*)	104,3	104
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,9	103,8
Sociétés (*)	104,3	103,5
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91,3	91,2
Sociétés (*)	98,2	98,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	136,7	133,1
Produits de base	129,2	119,7
Construction	115,2	112,3
Biens d'équipement	114,3	113,2
Biens de consom. durables	145,6	144,7
Biens de consom. non durables	186	182,4
Biens de consom. alimentaires	186,6	181,8
Services	118,5	116,4
Sociétés financières	149,1	147,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	108,8	110,7
Valeurs industrielles	140,9	136,9
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	112	112,2

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 25-8-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	376 710
dont :	
Or	260 740
Disponibilités à vue à l'étranger	27 793
ECU	74 285
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 891
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 000
dont :	
Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	202 111
dont :	
Effets escomptés	83 641
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 283
5) DIVERS	12 576
Total	677 662

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	184 318
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 947
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	9 216
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	83 350
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	34 424
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	73 954
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	7 197
Total	677 662

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE OCCIDENTALE. – Le conseil d'administration va augmenter le capital, actuellement fixé à 189,96 millions de francs, d'un montant de 65 millions de francs, soit par émission d'actions nouvelles en numéraire, soit par tous autres procédés. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour le 21 septembre prochain.

UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR BAYER EN 1984. – Le conseil de surveillance du groupe allemand Bayer A.G., troisième chimiste mondial, a décidé le 1er septembre de nommer M. Hermann-Joseph Strenger (cinquante-quatre ans) à la présidence du directoire.

M. H.-J. Strenger succédera au professeur Herbert Gruenewald dans ses fonctions après l'assemblée générale le 27 juin 1984. Le professeur H. Gruenewald succédera au docteur Kurt Hansen comme président du conseil de surveillance.

ESSO SAF. – Le groupe pétrolier annonce pour le premier trimestre une perte nette comptable de 307 millions de francs contre 158 millions de francs. Le déficit du seul secteur raffinage-distribution (hors dividende Esso-Reps) atteint 729 millions de francs contre 536 millions de francs en 1982. Hors effet de stock, le résultat reste négatif (192 millions de francs contre 1 116 millions de francs au 30 juin 1982), ce, malgré l'application de la formule des prix ex-raffinerie instituée en mai 1982 et qui a commencé à jouer début 1983.

Dans ces conditions, il est incompréhensible que les pouvoirs publics aient au mois de juillet, sans consultation préalable de la profession, modifié à la baisse certains éléments de la formule des prix.

Il est encore plus grave que les pouvoirs publics aient décidé de suspendre, à partir de septembre, l'application normale de la formule, en plafonnant pendant cinq mois la parité franc-dollar utilisée dans le calcul à un taux de 7,70 sans rapport avec le cours réel qui actuellement dépasse 8 F. Cette décision, qui ignore les réalités économiques et qui remet en cause les engagements pris par le gouvernement vis-à-vis de l'industrie pétrolière, est un très grave sujet de préoccupations pour Esso-SAF. La société en examine les conséquences.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	1er sept.	2 sept.
Valeurs françaises	137	
Valeurs étrangères	150,7	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	1er sept.	2 sept.
Indice général	134,5	133,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 5 sept. .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2 sept.	5 sept.
1 dollar (en yens)	247,05	244,55

BOURSE DE PARIS — Comptant — 2 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28	2 770
5 %	....	2 532
3 % amort. 45-54	71 20	0 270
4 1/4 % 1963	105 60	4 396
Emp. 7 % 1973	10138	..
Emp. 8,80 % 77	111 70	2 477
9,80 % 78/93	88 35	1 419
8,80 % 78/86	89 70	6 389
10,80 % 79/94	90 55	10 770
13,25 % 80/90	99 80	3 331
13,80 % 80/87	101 50	12 174
13,80 % 81/89	100 70	8 734
16,75 % 81/87	109 50	16 428
18,20 % 82/90	110 30	10 341
16 % juin 82	110	3 760
E.D.F. 7,8 % 61	....	9 385
E.D.F. 14,5 % 80-92	101 30	3 459
Ch. France 3 %	135	..
CNB Bques janv. 82	101 40	2 434
CNB Paribas	101 50	2 434
CNB Suez	101 30	2 434
CNI janv. 82	101 10	2 434
B.S.N. 10,50% 77	2150	216
Carrefour 6,75% 75	300	..
Interbail (obl. conv.)	210 50	21 050
Lafarge 6 % 72	300	30 900
Martell 8,75 % 77	1070	107
Michelin 5,50% 70	626	62 900
Moët-Hennes. 8%77	1525	150
Pétr. (Fse) 7,50% 79	206 20	20 500
Peugeot 6 % 70-75	340	33 500
Sanofi 10,25 % 77	592	..
SCREG 9,75 % 78	140	14
Télém. 7 % 74	148	14 900
Thom.-CSF 8,9% 77	225	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	46	44 90
A.G.F. (St Cent.)	370	385
A.G.P. Vie	3175	3175
Agr. Inc. Madag.	64	....
Alfred Herlicq	78	75 10
Allobroge	348	335
André Roudière	95	92
Applic. Hydraul.	298	297 90
Arbel	45 10	46 90
Artois	317	320
At. Ch. Loire	15 50	15 80
Aussedat-Rey	14 35	14
Bain C. Monaco	84	84 50
Banania	406	401
Banque Hypoth. Eur.	334	....
Blanzy-Ouest	273 60	270 10
B.N.P. Intercontin.	105 90	106
Bénédictine	1200	1202
Bon-Marché	95	92 30
Borie	300	312 d
Bras. Glac. Int.	537	....
Calf	356	360
Cambodge	174 10	172
C.A.M.E.	99 50	99
Campenon Bern.	196	196
Caout. Padang	250 50	....
Carbone-Lorraine	52	52 90
Carnaud S.A.	100	101
Caves Roquefort	774	751
C.E.G.Frig.	150 80	156
C.E.M.	29 20	29
Centen. Blanzy	759	789 d
Centrest (Ny)	101	101
Cerabati	60 50	60
C.F.F. Ferrailles	109	108 80
C.F.S.	620	610
C.G.I.B.	....	....
C.G.V.	102 40	102 40 o
Chambon (M.)	311	310
Chambourcy (M.)	1200	1200
Champex (Ny)	104 50	104
Chim. Gde Paroisse	53 20	52 10
C.I. Maritime	325	336
Ciments Vicat	184	183
Citram (B)	118	122 70
Clause	274	271
Cl. MA (Fr.-Bail)	350	350
CMM-Mar Madag.	4 76	....
Cochery	53	....
Cofradel (Ly)	405	412
Cogifi	208	208
Comindus	455	473
Comiphos	155	153 10
Comp. Lyon-Alem.	215	215
Concorde (La)	263	260
C.M.P.	17 50	16 80 o
Conte S.A. (Li)	18	....
Crédit (C.F.B.)	190 50	198 d
Créd. Gén. Ind.	370	370
Crédit Univers.	399 50	387
Créditel	104	103 10
C. Sabl. Seine	116	....
Darblay S.A.	133 60	138
De Dietrich	296	301 10
Degremont	168	161 30 o
Delalande S.A.	195	192
Delmas-Vieljeux	531	552

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Dév. Rég. P.d.C (Li)	112 50	112 50
Didot-Bottin	264	266
Dist. Indochine	295 10	307
Drag. Trav. Pub.	192	190
Duc-Lamothe	242 50	243
Dunlop	6 05	6 30 d
Eaux Bass. Vichy	902	920
Eaux Vittel	691	700
Ecco	2131	2131
Economats Centre	445	445
Electro-Banque	220	226
Electro-Financ.	431	437
Elf-Antargaz	148	145
E.L.M. Leblanc	609	610
Entrepôts Paris	255	256
Epargne (B)	1130	1128
Epargne de France	317	314
Epeda-BF	1093	1070
Escaut-Meuse	330	325
Eurocom	511	510
Europ. Accumul.	30	30
Eternit	213 20	218
Félix Potin	1130	1175
Ferm. Vichy (Ly)	125 50	125 50
Finalens	91	90
FIPP	117	....
Fnac	201	200
Focep (Chât. eau)	1500	1500
Foncière (Cie)	174 50	172
Fonc. Agache-W.	80	....
Fonc. Lyonnaise	1300	1310
Foncina	140	141
Forges Gueugnon	13	12 50
Forges Strasbourg	124 60	124 30
Forinter	1300	1300
Fougerolle	120	118 20
France I.A.R.D.	102	100
France (La)	532	519
Frankel	225	216
Fromageries Bel	650	676
From. Paul Renard	372	372
GAN	716	687
Gaumont	568	569
Gaz et Eaux	1055	1045
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	30 85	29 40
Gerland (Ly)	560	580
Gévelot	87	....
Gr. Fin. Constr.	169	171
Gds Moul. Corbeil	85	83
Gds Moul. Paris	258	258
Groupe Victoire	401	401
G. Transp. Ind.	128	128
Huard-U.C.F.	40 60	40 70
Hutchinson	29 10	30 20
Hydro-Energie	98	124 80 d
Hydroc. St-Denis	57 90	....
Immindo S.A.	190	195
Imminvest	123 10	123
Immobail	243	246
Immobanque	392 70	407
Immob. Marseille	1218	1222
Immofice	339 50	339 50
Industrielle Cie	624	649
Interbail (act.)	314 80	310 10
Jaeger	65	62 40
Kinta S.A.	796	780
Lafitte-Bail	260	270
Lambert Frères	56 50	54 20 o
Lampes	112	115
La Brosse-Dupont	75	74
Lebon Cie	640	635
Lille-Bonnières	250	250
Locabail Immob.	404	397
Loca-Expansion	139	140
Locafinancière	186 40	186
Locatel	323 50	316
Lordex (Ny)	105	....
Louvre	275	280
Luchaire S.A.	144 50	144 50
Machines Bull	34 80	35
Magasins Uniprix	59 75	59
Magnant S.A.	50	....
Maritimes Part.	132	....
Marocaine Cie	39 60	40
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	285	....
M. H.	34 30	37 50 d
Mic	231 10	228
Mors	430	436
Nadella S.A.	101 30	105 40
Naval Worms	130	130
Navig. (Nat. de)	58	....
Nicolas	330	336
Nodet-Gougis	60 40	....
OPB Paribas	119	....
Optorg	87	85
Origny-Desvroise	145	144 90
Palais Nouveauté	298	298
Paris France	121	125 90
Paris-Orléans	116	119
Part. Fin. Gest. Im.	220	225
Pathé-Cinéma	205	213
Pathé-Marconi	148 90	152
Piles Wonder	87 40	84
Piper-Heidsieck	315	315
P.L.M.	133 80	133 80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Porcher	175	172
Profils Tubes Est	6 30	....
Provoost ex-Lain.R.	36	36
Providence S.A.	326	367
Publicis	905	868
Raff. Souf. R.	155	155
Ressorts Indust.	90 20	90 10
Révillon	435	435
Ricqlès-Zan	129 10	....
Ripolin	44	43
Risla (La)	10 70	....
Rochefortaise S.A.	70 10	70
Rochette-Cenpa	16 10	15 70
Rosario (Fin.)	85 50	88
Rougier et Fils	67	68 20
Roussalot S.A.	410	400
Sacer	38	....
Sacilor	2 81	2 81
SAFAA	87	....
Safic-Alcan	194	194
SAFT	138 10	140
Saunier Duval	26 70	25 65
SGE-SB	145	136 90
Saint-Raphaël	77	75
Salins du Midi	228	225
Santa-Fé	179	183
Satam	42 55	42 55
Savoisienne (M)	90	88 40
SCAC	191	195
Sellier-Leblanc	265 50	270
Senelle Maubeuge	150	149
S.E.P. (M)	90	90
Serv. Equip. Véh.	32 70	35 05
Sicli	42 20	43
Sicotel	217	211
Sentra-Alcatel	635	635
Sixvim	114 30	114 20
Siph (Plant. Hévéas)	183 50	178 20
Siminco	415	410
SMAC Acieroid	153	153
Sofal financière	325	324
Soffo	152 20	152 40
Soficomi	366	372
S.O.F.I.P. (M)	138 80	....
Sofragi	750	750
Sogepal	213	....
Soudure Autog.	90	90 80
S.P.E.G.	94 60	98 40
Speichim	170	....
S.P.I.	171 80	170 10
Spie Batignolles	144	144
Stemi	240	245
Synthelabo	335	332
Taittinger	530	525
Testut-Aequitas	100 20	76 90 o
Thann et Mulh.	48	48 50
Tissmétal	30 90	30 80
Tour Eiffel	282	270 80
Tréfilor S.A.	200	200
Ufiner S.M.D.	168	169 90
Ugimo	181	182
Unibail	474	470
Unidel	162	155
U.A.P.	570	564
Union Brasseries	53	51
Union Habit.	224	225
Un. Imm. France	235 50	238 50
Un. Ind. Crédit	274 50	275
Usinor	1 05	1 06
U.T.A.	188	....
Vincey Bourget (Ny)	4 80	....
Virax	50	50
Waterman S.A.	220	226
Brass. du Maroc	146	146
Brass. Ouest-Afr.	20 80	20 70

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	264	281
Akzo	295	280
Alcan Alum.	425	420
Algemeine Bank	1251	1306
Am. Petrofina	615	....
Arbed	235	....
Asturienne Mines	90	90
Banco Central	100	96
Bco Pop Espanol	84	85
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	39020	38220
Barlow Rand	113	....
Blyvoor	180	....
Bowater	33 70	33 50
British Petroleum	70	70
Br. Lambert	461	461
Caland Holdings	116	....
Canadian-Pacific	374	379 50
Cockerill-Ougre	22	22 60
Cominco	485	500
Commerzbank	720	....
Courtaulds	15 25	....
Dart. and Kraft	719	710
De Beers (port.)	107 60	....
Dow Chemical	374	370
Dresdner Bank	680	680
Enerp. Bell Canada	230	229

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Femmes d'Auj.	76 20	....
Finoutremer	285	....
Finsider	0 38	0 42 d
Foseco	23	23
Gén. Belgique	340	340 10
Gevaert	460	440
Glaxo	131	130
Goodyear	320 50	324
Grace and Co	465	466
Grand Metropolitan	54	56
Gulf Oil Canada	157	180
Hartebeest	880	881
Honeywell Inc.	1190	....
Hoogovens	115 20	....
I. C. Industries	438	440
Int. Min. Chem	500	499
Johannesburg	1450	1390
Kubota	14 80	14 40
Latonia	245	242
Mannesmann	550	....
Marks-Spencer	34 90	....
Midland Bank S.A.	73	76
Mineral-Ressourc.	120	113 20
Nat. Nederlanden	550	....
Noranda	220 10	230
Olivetti	22 50	22 50
Pakhoed Holding	200	185
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	790	800
Phoenix Assuranc.	46	....
Pirelli	10 45	10 90
Procter Gamble	570	578
Ricoh Cy Ltd	38	37 10
Rolinco	1076	1078
Robeco	1102	1102
Shell fr. (port.)	95	....
S.K.F. Aktiebolag	204	200
Sperry Rand	481 90	474 60
Steel Cy of Can.	227	....
Stilfontein	195	199

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sud. Allumettes	297	....
Tenneco	415	....
Thorn EMI	95	95 20
Thyssen c. 1 000	270	....
Toray indust. inc	18 30	18 45
Vieille Montagne	608	605
Wagons-Lits	380	396
West Rand	104 90	103

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	765	770
Dafsa	282	280
Far East Hotels	1 32	1 31
Merlin Immobilier	1860	1860
Métallurg. Minière	132	130
M.M.B.	289	300
Novotel S.I.E.H.	1285	1265
Petit Bateau	355	355
Petrofigaz	505	505
Sodexho	1940	1995
Sofibus	217	209 o
Rodamco	450	452

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Air-Industrie	9 50	9 50
Alser	175	....
Cellulose du Pin	28	30 20 d
C.G.Maritime	8 60	....
Coparex	465	450
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files Fourmies	2 90	2 70 o
Imp. G.-Lang	2 90	2 65 o
La Mure	61	....
Maurel et Prom	....	....
Pronuptia	130	140
Rorento N.V.	684	680
Sabl. Morillon Corv.	129	120 d
S.K.F.(Applic. méc.)	80	....
S.P.R.	109	108
Total C.F.N.	62	....
Ufinex	215	224

SICAV 2/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	202 48	193 30
Actions-Investiss.	261 59	249 73
Actions sélectives	302 64	288 92
Aedificandi	326 43	311 63
A.G.F. 5000	228 72	216 44
Agfimo	343 76	328 17
Altefi	222 67	212 57
A.L.T.O.	183 73	175 40
Amérique Gestion	542 19	517 60
Associc	20759 60	20759 60
Bourse-Investiss.	261 47	249 61
Capital Plus	1187 12	1187 12
C.I.P.	801 49	765 15
Convertimmo	282 68	269 84
Cortexa	1031 64	984 86
Credinter	393 42	375 58
Croiss. Immobil.	363 56	347 07
Démeter	61767 13	61582 38
Drouot-France	278 75	284 21
Drouot-Investiss.	689 88	658 60
Drouot-Sécurité	188 07	179 54
Energie	249 91	238 58
Epercourt Sicav	5909 32	5879 92
Epargne Associations	22836 11	22767 81
Epargne-Croiss.	1412 93	1348 86
Epargne-Industr.	417 16	398 24
Epargne-Inter	682 32	651 39
Epargne-Oblig.	170 69	162 95
Epargne-Unie	842 31	804 11 ◆
Epargne-Valeur	334 55	319 38
Eparoblig	1037 47	1035 40
Eurocic	8358 41	7979 39
Euro-Croissance	393 04	375 22
Foncier Investiss.	601 60	574 32
France-Garantie	273 15	267 79
France-Investiss.	394 94	376 94
Fr.-Obl. (nouv.)	392 25	374 46
Francic	225 22	215 01
Fructidor	220 18	210 18
Fructifrance	393 87	376 01
Fructivar	58862 01	58720 21
Gestion Associations	105 95	103 37
Gestion Mobilière	550 81	525 83 ◆
Gest. Rendement	473 58	452 09
Gest. Sél. France	350 81	334 90
Haussmann Oblig.	1187 65	1133 79
Horizon	602 09	574 79
I.M.S.I.	343 98	328 38
Indo-Suez Valeurs	648 37	618 97
Ind. française	12180 40	12180 40
Interoblig.	9979 03	9526 52
Intersélect France	255 84	244 24
Intervaleurs Indust.	399 05	380 95
Invest. Obligataire	11942 97	11919 13
Invest. St-Honoré	685 42	654 34
Laffitte-crt-terme	113538 46	113538 46
Laffitte-Expansion	613 96	586 12
Laffitte-France	178 61	170 49
Laffitte-Oblig.	136 28	130 10
Laffitte-Rend.	197 52	188 56
Laffitte-Tokyo	824 96	787 55
Lion-Associations	10653 85	10653 85
Livret portefeuille	476 06	454 47
Mondiale Investissem.	322 42	307 80
Monecic	52537 98	52537 98
Multi-Obligations	470 07	448 75
Natio.-Assoc.	21853 28	21610 06 ◆
Natio.-Epargne	11775 82	11659 23 ◆
Natio.-Inter.	880 17	849 80
Natio.-Placements	58102 87	58102 87 ◆
Natio.-Valeurs	470 85	449 50
Oblisem	160 01	152 75
Pacifique St-Honoré	407 80	389 31
Paribas Epargne	11372 32	11327 01
Paribas Gestion	530 12	506 08
Patrimoine-Retraite	1086 11	1084 81
Phenix Placements	227 02	225 89
Pierre Investiss.	387 85	370 26
Province Investiss.	257 18	245 50
Rendem. St-Honoré	11391 56	11334 88
Sécur. Mobilière	393 30	375 47
Sél. court terme	11400 07	11315 21
Sélec. Mobil. Div.	323 32	308 66
Sélection-Rendem.	166 23	158 69
Sélect. Val. Franç.	182 66	174 38
Sicav-Associations	1021 46	1019 42
S.F.I. fr. et étr.	441 63	421 60
Sicavimmo	448 34	428 01
Sicav 5000	193 25	184 49
Sinafrance	317 85	303 25
Sivam	302 38	288 65
Sivarente	188 08	179 55
Sivinter	355 77	339 64
S.I.-Est	939 06	896 48 ◆
S.I.G.	758 71	724 43
S.N.I.	1060 06	1011 98
Sofinvest	428 51	409 08
Sogepargne	329 08	314 17
Sogevar	840 52	802 41
Soginter	1071 67	1023 07
Soleil Investiss.	451 33	430 86
U.A.P. Investiss.	335 45	320 24
Unifrance	237 32	226 56 ◆
Unifoncier	636 13	607 28 ◆
Unigestion	602 08	574 78
Uni-Japon	1044	996 66
Unirente	1708 50	1652 32 ◆
Univar	12555 21	12555 21 ◆
Valorem	389 80	372 12
Valorg	10550 42	10497 93
Valrexl	115822 80	115706 88
Worms Investiss.	686 79	665 19

◆ : prix précédent.

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2135	4,5 % 1973	2146	2140	2135	2138
3028	C.N.E. 3 %	2999	2986	2985	2990
186	Accor	174	167	171	170
710	Agence Havas	750	745	745	736
460	Air Liquide	450 20	444	444	440 10
300	Als. Superm.	298 50	298 10	298 10	298 10
80	A.L.S.P.I.	75	73 80	73 80	72 60
141	Alsthom-Atl.	148	145	145	145
1080	Amrep	1020	1000	1000	985
325	Applic. gaz	310	310	310	310
285	Arjom. Prioux	266	267	267	267
1070	Aux. Entrepr.	990	988	990	979
450	Av. Dass.-Br.	450	450	450	441
210	Bail-Equipem.	214 50	216 50	216 50	215 10
485	Bail-Investiss.	482	482	481	473
315	Cie Bancaire	324	314	315 50	314
105	Bazar H.-V.	110	107	107	109
162	B.C.T. Midi B.	167 50	165	165	165
330	Béghin-Say	289	280	287	284 50
830	Bic	596	590	590	595
245	B.I.S.	239	240	240	234 60
1340	Biscuit (Géné.)	1284	1260	1240	1225
1600	Bongrain S.A.	1600	1600	1595	1570
750	Bouygues	718	707	711	707
2060	B.S.N.-G.D.	1980	1920	1920	1900
1400	Carrefour	1379	1350	1369	1350
900	Casino	880	850	850	850
590	Cedis	530	530	530	520
210	Cetelem	212	209 50	209 50	209 50
525	C.F.A.O.	518	519	519	510
72	C.F.D.E.	72 90	70 60	70 70	71
7 70	Ch. France Dunk.	7 70	7 65	7 65	7 70
236	Charg. Réunis	238	235	235	234
14 50	Chiers-Châtill.	16 50	16	16 20	15 65
189	Ciments franç.	184 50	184 50	184 50	184 50
1320	C.I.T. Alcatel	1265	1250	1247	1250
705	Club Méditerr.	705	699	695	695
97	Codetel	103 80	104 80	104 80	102 80
176	Cofimeg	177	176 50	176 50	176 50
210	Colas	211	213	213	209
112	Compt. Entrepr.	119 50	118	119	116
279	Compt. Mod.	265	268	268	263
470	Créd. Foncier	475	485	485	476
182	Crédit F. Imm.	197 50	190	189	186 30
346	Crédit Nat.	363	358	358	355
47	Creusot-Loire	52 90	53 80	54 80	54
146	Crouzet	138	135 50	136	133
285	C.S. Saupiquet	285	284	284	284
1030	Damart-Servip	980	985	975	967
720	Darty	650	657	669	667
595	Docks France	558	541	541	541
76	D.M.C.	78 10	77	77	75 50
940	Dumez	888	892	890	873
370	Eaux (Gén.)	369 50	369	370	381 70
195	Elf-Aquitaine	190 50	184 60	183 50	181
183	— (certific.)	174 50	169	170	165 70
1550	Essilor	1580	1545	1550	1545
345	Esso S.A.F.	353	328 40	326	323

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
505	Eurafrance	500	473	479 50	464
765	Euromarché	802	782	781	785
700	Europe n° 1	678	668	670	675
630	Facom	655	648	648	638
940	Fichet-Bauche	918	930	930	920
148	Finextel	151 20	151 60	151 60	150
167	Fives-Lille	176	173	173	171
23	Fonderie (Gén.)	24 50	24 95	25 50	25 30
81	Fraissinet	86	85	85	84
415	Francarep	382	381 50	381 50	374
152	Gal. Lafayette	156	157 70	153	155 10
1250	Gén. Géophys.	1172	1170	1170	1151
335	GTM-Entrepose	358	356	356	350
345	Guyenne-Gasc.	330	325	325	330
1190	Hachette	1090	1120	1120	1120
295	Hénin (La)	287	285 20	285 50	282 20
69	Imétal	72	72 50	72 50	72
230	Imm. Plaine-M.	230	222	222	218
340	Ind. et Particip.	324	326	325 50	320
720	Inst. Mérieux	718	730	730	716
1340	Intertechnique	1260	1250	1250	1225
163	J. Lefebvre	162 20	165	165	167
144	Jeumont Ind.	152 50	147	147	144 10
370	Lab. Bellon	372	373	373	375
280	Lafarge-Coppée	280	284	282 50	280 20
1980	Legrand	1940	1900	1900	1900
1080	Lesieur	1147	1165	1165	1142
230	Locafrance	228	229 80	229 80	230
535	Locindus	546	536	536	536
730	Lyonn. Eaux	702	695	695	695
466	Mais. Phénix	393	390 30	390	390
850	Majorette (Ly)	851	849	849	838
83	Manurhin	90 10	90 10	85 30	92
60	Mar. Wendel	80 90	61 50	61 50	60 80
1150	Martell	1101	1100	1095	1080
860	Merlin-Gerin	845	845	845	841
1050	Matra	1023	1015	1013	1015
820	Michelin	788	781	785	771
1020	Midi (Cie)	1010	1007	1007	1001
107	Mines Kali (Sté)	115 50	115	115	115
47	M.M. Penarroya	46	47	46 75	46 10
1280	Moët-Hennessy	1185	1185	1190	1195
535	Mot. Leroy-S.	522	520	520	510
79	Moulinex	77 10	78	77 90	77 90
455	Mumm	453	451	451	459
181	Navig. Mixtes	182	180	180	176 40
7	Nobel-Bozel	6 55	6 55	6 60	6 65
48	Nord-Est	48 50	48 20	47 60	47 70
305	Nordon (Ny)	300	307	307	301
72	Nouvelles Gal.	71 90	71	71	70 10
730	Occident. (Gén.)	701	700	698	700
178	Olida-Caby	172 10	172 10	172 10	174 10
990	Omn. F. Paris	950	950	960	969
139	Opé-Paribas	134 90	135	134	135
1940	Oréal (L')	1815	1807	1790	1771
60	Papet. Gascogne	56 50	56 30	56 30	56 30
560	Paris-Réescomp.	609	595	595	585
137	Pechelbronn	135	135	135	135

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
410	Penhoët	435	434	435	434
755	Pernod-Ricard	738	721	722	720
185	Pétroles (Fse)	169	159 20	159 20	156 20
42	— (certific.)	39 20	36 55	36 55	36 55
94	Pétroles B.P.	80	74 50	73	74 50
177	Peugeot S.A.	205	201	199 10	196 80
80	Poclain	79	78	78 20	78
360	Poliet	360	360	359	353
114	Pompey	118	117 10	117 10	117
325	P.M. Labinal	322	330	332	325
1130	Presses Cité	1130	1105	1105	1085
775	Prétabail Sic.	760	762	762	747
240	Primagaz	241	240	240	243
108	Printemps	116	115	115 10	115
1210	Promodès	1105	1090	1105	1090
410	Radiotechn.	410	410	410	406
94	Raffin. (Fse)	87	85 05	82	85
1060	Redoute (La)	1063	1075	1075	1075
436	Roussel-Uclaf	435	425	425	429
945	Rue Impériale	965	970	970	965
152	Sade	147 50	147 50	147 50	147 50
1130	Sagem	1168	1169	1169	1184
320	St-Louis B.	330	325 50	325 70	325 50
430	Sanofi	430	427	426	425
240	S.A.T.	284	281 50	261 50	256
15	Saulnes	14 80	15 95	15 95	15 95
117	Schneider	115	116	116	113 80
28	S.C.O.A.	30 80	31	32	30 95
104	S.C.R.E.G.	105	105	105	105
360	Seb	325 50	326	325	326
240	Sefimeg	241 20	238	238 20	238
680	S.F.I.M.	656	660	650	650
148	S.G.E.-S.B.	144	139 50	139	136 90
670	Sign. Ent. E.	676	680	659	669
430	Silic	432	440	440	431 20
270	Simco	288	287	288	283 50
122	Simnor	124	124	124	124
960	Skis Rossignol	966	966	968	954
460	Sogerap	425	422	416	414
390	Sommer-Allib.	375	376	376	370
335	Source Perrier	330	331 50	331 50	325
320	Talcs Luzenac	322	321	320	315
1160	Tél. Elect.	1120	1120	1120	1102
168	Thomson-C.S.F.	175 50	174 90	173 50	171 40
1820	T.R.T.	1788	1790	1750	1755
191	U.F.B.	198	198	198	196 90
450	U.I.S.	452	451	450	442
168	U.C.B.	162	167	167	165
285	Valéo	296	290 50	290 10	295 90
76	Vallourec	84 80	83	83	81 40
1540	V. Clicquot-P.	1480	1471	1471	1471
1060	Viniprix	1060	1050	1050	1029
1280	Elf-Gabon	1191	1169	1174	1160
300	Amax Inc.	282 50	281 10	281 10	279
475	Amer. Express	424	422 50	427 10	430
705	Amer. Teleph.	688	687	688	680
235	Anglo Amer. C.	222	219	220	217 80
1280	Amgold	1331	1368	1360	1331

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
960	B. Ottomane	970	925	950	....
650	BASF (Akt)	585	588	588	598
640	Bayer	582	585	585	588
690	Buffelsfont.	665	682	690	670
46	Charter	43	43	43	42 20
520	Chase Manh.	505	495	497	500
335	Cie Pétr. Imp.	330	330	331	331 30
107	De Beers	100 40	100 50	100 60	100
1320	Deutsche Bank	1225	1231	1231	1233
194	Dome Mines	181	183 50	184 50	183 50
415	Driefontein Cod	392 80	398	387 50	394
555	Du Pont-Nem.	554	551	551	549
730	Eastman Kodak	711	713	713	715
210	East Rand	208	207	208	203
540	Ericsson	515	518	525	516
430	Exxon Corp.	407	400	399	397
620	Ford Motors	606	617	617	617
535	Free State	513	511	526	502
295	Gencor	285 50	280 10	288	278
380	Gén. Belgique	341 50	345	350	340 10
515	Gén. Electr.	538	534	528	523
730	Gen. Motors	749	758	753	745
105	Goldfields	97 90	96	97 80	97 90
275	Harmony	268 50	270	274	264 60
40	Hitachi	37 15	37 35	37 30	37 20
670	Hoechst Akt.	615	623	623	625
90	Imp. Chemical	88 50	88 80	88 80	88 80
180	Inco. Limited	174 50	179 30	179	175 80
1320	IBM	1260	1268	1268	1251
61	Ito-Yokado	59 50	57 85	58 50	56 75
460	ITT	466	463	463	470

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
74	Matsushita	67 90	68 80	67 15	67 96
1060	Merck	1013	938	925	920
860	Minnesota M.	826	822	822	811
370	Mobil Corp.	345 90	348	348	343 20
20800	Nestlé	19620	19620	19620	19730
840	Norsk Hydro	773	771	771	756
1230	Petrofina	1163	1143	1148	1130
675	Philip Morris	651	652	653	650
169	Philips	171 50	168 70	170	167 50
550	Pres. Brand	525	525	534	515
615	Président Steyn	595	606	606	593
1260	Quilmès	1300	1299	1299	1273
1680	Randfontein	1605	1658	1656	1690
540	Royal Dutch	498	486	496	486
107	Rio Tinto Zinc	102 60	102 10	102	101
490	St Helena Co	463 50	463	481	455
665	Schlumberger	600	620	620	608
104	Shell transp.	95	95 10	95 10	94
1440	Siemens A.G.	1327	1321	1321	1321
148	Sony	143 20	142 90	143 50	142 90
255	T.D.K.	234 40	233	231 20	230 10
800	Unilever	754	763	767	....
750	Unit. Techn.	722	713	720	710
1480	Vaal Reefs	1414	1436	1430	1440
680	West Deep	642	654	660	641
620	West Hold.	581	590	596	585
485	Xerox Corp.	472	472	472	462 60
3 02	Zambia Corp.	2 95	2 95	2 92	2 90

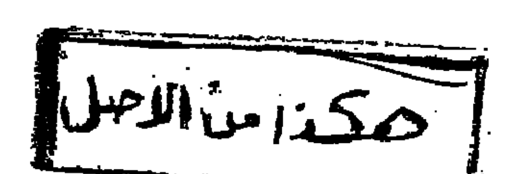
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 091	8 135	7 920	8 320
Allemagne (100 DM)	301 130	301	290	310
Belgique (100 F)	14 973	14 970	142	153
Pays Bas (100 fl.)	269 200	269 240	256	278
Danemark (100 krd)	83 720	83 680	80	88
Norvège (100 k)	108 250	108 470	106	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 155	12 150	11 700	12 500
Grèce (100 drachmes)	8 780	8 765	8	10 100
Italie (1 000 lires)	5 046	5 047	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	370 950	371 350	369	380
Suède (100 krs)	102 350	102 580	99	106
Autriche (100 sch)	42 830	42 830	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 319	5 322	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 510	6 525	5 500	6
Canada ($ can 1)	6 564	6 596	6 330	6 650
Japon (100 yens)	3 288	3 293	3 200	3 380

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/9
Or fin (kilo en barre)	108100	109500
Or fin (en lingot)	108200	109500
Pièce française (20 fr)	696	699
Pièce française (10 fr)	418	.....
Pièce suisse (20 fr)	687	692
Pièce latine (20 fr)	670	670
Souverain	841	840
Pièce de 20 dollars	4305	4505
Pièce de 10 dollars	2002 50	2002 50
Pièce de 5 dollars	1230	.....
Pièce de 50 pesos	4400	4490
Pièce de 10 florins	700	699



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE D'ÉCHECS DÉSAVOUE L'UN DE SES VICE-PRÉSIDENTS

M. Florencio Campomanes, président de la FIDE (Fédération internationale des échecs) a désavoué l'un de ses vice-présidents, M. Kurt Jungwirth, qui avait mené des pourparlers à Moscou pour tenter de faire sortir de l'impasse les deux demi-finales du tournoi des prétendants au titre de champion du monde (*le Monde* des 5, 9 et 13 août).

M. Jungwirth qui s'est entretenu du 28 au 31 août avec MM. Marat Gradov, président du comité des sports soviétiques, et Vitali Sevastianov, président de la Fédération soviétique, a, d'après l'agence Tass, fait valoir que le président Campomanes en faisait une affaire de prestige personnel. Il a, d'après la même source, directement mis en cause le flou du règlement de la FIDE.

M. Campomanes, qui a catégoriquement démenti que des négociations en son nom aient lieu en l'état actuel des choses, a déclaré à l'A.F.P. qu'il n'avait *« pas besoin d'intermédiaire »* et que *« si la Fédération soviétique voulait discuter, elle n'avait qu'à le faire avec lui »*. Le président de la FIDE, relevant que M. Jungwirth avait parlé de « compromis », a ajouté : *« ce mot ne fait pas partie de mon vocabulaire, la loi est la loi, il* (M. Jungwirth) *parle en son nom, et je le désavoue. » « Il faut maintenant laisser la parole au congrès de la FIDE »* (qui doit se tenir en octobre), a-t-il conclu.

Rappelons que les joueurs soviétiques Garry Kasparov et Vassili Smyslov ont été disqualifiés par M. Campomanes pour avoir refusé de se rendre l'un à Pasadena (États-Unis), l'autre à Abu-Dhabi (Emirats Arabes Unis) où devaient se disputer les deux demi-finales.

Le huitième vol de la navette américaine devrait permettre de trouver des remèdes au mal de l'espace

La navette spatiale américaine Challenger s'est posée ce lundi 5 septembre à 0 h 40 heure locale (9 h 40 heure française), sur la base californienne d'Edwards, effectuant pour la première fois un atterrissage nocturne. Les cinq astronautes, Richard Truly, Daniel Brandenstein, Guion Bluford, Dale Gardner et William Thornton, sont revenus sur terre après une mission – la huitième – de six jours. Ils n'ont rencontré aucune difficulté sérieuse, se sont relativement bien adaptés aux conditions spatiales et ont pu mener à bien le programme qui leur était imparti.

Celui-ci commençait par la mise en orbite, mercredi 31 août, du satellite de télécommunications et de météorologie Insat-1B. L'opération s'est effectuée correctement. D'après des indications de source indienne, une difficulté serait apparue ensuite, un panneau solaire refusant de se déployer, ce qui empêcherait un fonctionnement satisfaisant du satellite. Mais Insat-1B n'était plus, alors, sous la responsabilité de la NASA. En revanche, si le panneau ne peut être déployé, la responsabilité du constructeur, la firme américaine Ford Aerospace, serait gravement engagée. Déjà le frère jumeau du satellite indien Insat-1A, lancé en 1982, a connu plusieurs pannes qui l'ont fait mettre prématurément hors service.

Les astronautes devaient ensuite tester le satellite géostationnaire T.D.R.S.-1, lancé en avril par Challenger, qui doit relayer les transmissions entre Challenger et le sol quand la navettte ne survole pas une des stations de contrôle. Les essais ont été positifs et ont permis à la NASA d'organiser, samedi 3 septembre, une conférence de presse télévisée en direct de l'espace ; les astronautes ont répondu à des journalistes pendant vingt-cinq minutes et parcouru quelque dix mille kilomètres durant ce temps.

Un autre résultat devrait être une meilleure compréhension du mal de l'espace, cette nausée parfois accompagnée de vomissements que ressentent de nombreux astronautes dans les premières heures de leur séjour en apesanteur. L'un des astronautes, William Thornton, est médecin et spécialiste du mal de l'espace. Il a déclaré *« avoir plus appris dans la première heure et demie de vol qu'au cours de toutes les années où il a étudié ce mal »*. Admettant que certains membres de l'équipage en avaient souffert, mais refusant de dire lesquels, il s'est déclaré convaincu que le mal de l'espace ne serait bientôt qu'un mauvais souvenir. Il a aussi estimé qu'il n'y avait aucun âge limite pour séjourner en apesanteur. A cinquante-quatre ans, William Thornton est le plus âgé de tous les astronautes américains à prendre part à un vol spatial.

Les six rats, enfin, qui accompagnaient les astronautes se sont bien adaptés à l'apesanteur, une fois passées les premières heures. *« Le premier jour, ils demandaient tous à se faire rembourser leur billet, mais depuis, ils semblent s'être parfaitement installés »*, a commenté William Thornton. Cette déclaration ne satisfera sans doute pas les ligues américaines de protection des animaux, dont plusieurs ont envoyé à la NASA des lettres de protestation.

● *La cérémonie à la mémoire des juifs morts dans les camps de concentration nazis*, traditionnelle depuis 1946, a eu lieu à la grande synagogue de Paris, le dimanche 4 septembre, sous la présidence du grand rabbin René Sirat. Quatre membres du gouvernement étaient présents, MM. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, Robert Badinter, garde des sceaux, Charles Fiterman, ministre des transports, et Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale. Le président de la République et le premier ministre s'étaient fait représenter, ainsi que M. Jacques Chirac, maire de Paris.

M. Alain Goldman, grand rabbin de Paris, a évoqué la mémoire des six millions de victimes de la déportation. Pour sa part, le grand rabbin Sirat a appelé à lutter contre la montée de l'intolérance et du racisme sous toutes ses formes. *« Il est temps*, a-t-il ajouté, *de demander aux institutions internationales qu'elles cessent d'assimiler le sionisme au racisme. »*

A l'usine Citroën d'Aulnay

LA PRODUCTION EST TOUJOURS BLOQUÉE PAR LA GRÈVE DE L'ATELIER DE FERRAGE

L'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois est toujours paralysée, ce lundi 5 septembre, par la grève des ateliers de ferrage commencée le 1er septembre. Les travailleurs du ferrage ont poursuivi leur mouvement avec l'appui de la C.G.T. Ils maintiennent les mêmes revendications, à savoir le maintien de leur revenu, la révision des qualifications, la mutation d'un chef d'équipe et, enfin, pour l'ensemble du personnel de l'usine, une augmentation de 3 % pour tous.

Dans un tract diffusé à l'entrée de l'usine, la C.G.T. réclamait pour ce lundi matin une réunion tripartite, syndicats, direction, pouvoirs publics. Pour les autres travailleurs de l'entreprise, qui se considèrent victimes d'un lock-out, la C.G.T. exigeait *« la liberté de travailler et le paiement des heures perdues »*. Elle appelait, en outre, *« les travailleurs à soutenir les revendications »* de l'atelier de ferrage par de *« multiples et fréquentes délégations »*.

La direction, constatant que la grève de l'atelier de ferrage empêchait toute production, décidait, de son côté, comme les jours précédents, d'arrêter l'usine. Elle faisait savoir dans la matinée qu'elle n'avait pas été saisie d'une demande de réunion tripartite et qu'elle n'avait reçu aucune délégation.

REPLI DU DOLLAR : 8,07 F

Le dollar a fléchi sur tous les marchés des changes, lundi 5 septembre 1983, à l'annonce d'une contraction inattendue de la masse monétaire aux États-Unis : cette masse, dans sa définition M 1, a diminué de 1,4 milliard de dollars pour la semaine s'achevant le 24 août, alors que les milieux financiers américains tablaient sur une augmentation de 1 milliard de dollars au minimum.

En conséquence, les taux d'intérêt se sont un peu détendus outre-Atlantique, ce qui a provoqué un repli du « billet vert » aussi bien à Francfort (2,68 DM contre 2,70 DM) qu'à Tokyo (245 yens contre 247 yens) et à Paris (8,07 F contre 8,1360 F à la veille du week-end).

● *Plus d'un millier de manifestants* ont défilé, samedi 3 septembre dans l'après-midi, entre la place de la République et le quartier de Barbès, à Paris, pour soutenir les radios locales privées qui n'ont pas obtenu de dérogation. En tête du cortège, des partisans de Radio-Libertaire bâillonnés, suivis d'animateurs et auditeurs de la station indépendantiste guadeloupéenne Radio-Voka, d'Amplitude F.F.I., de Made in Italy et de Carbonne 14. Les manifestants ont défilé en scandant des slogans hostiles au gouvernement : *« Fillioud démission »*, *« Mitterrand colonialiste »* ou d'inspiration anarchiste : *« Non aux radios fric, oui aux radios libres »*, *« Ni Dieu ni maître sur la bande F.M. »* Le cortège s'est dissous sans incidents alors qu'une sonorisation diffusait une émission pirate de Radio-Libertaire. De son côté, la confédération Force ouvrière (F.O.) et l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne ont apporté leur soutien à Radio-Libertaire, station ayant *« effectivement un caractère non commercial, ce qui ne saurait être sérieusement affirmé par d'autres stations qui ont obtenu leur agrément »*.

Le numéro du « Monde » daté 4-5 septembre 1983 a été tiré à 484 544 exemplaires

Les réactions après la destruction du Boeing de Korean Air Lines

M. CHEVÈNEMENT (P.S.) : ne pas exploiter ce drame à des fins politiques.

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la recherche et de l'industrie, a déclaré, le dimanche 4 septembre, au « Club de la presse » d'Europe-1, que le destruction du Boeing sud-coréen est un *« acte de barbarie »* et que l'Union soviétique doit donner des *« explications »*. Toutefois, a ajouté M. Chevènement, *« avant d'exploiter à des fins politiques un drame aussi affreux, il faut y regarder à deux fois »*.

Le député et maire (P.S.) de Belfort, juge, en tout état de cause, que *« la France ne doit pas interrompre ses relations internationales, même si elle s'indigne à juste titre »*. *« L'équation Andropov égale Hitler n'est pas juste »*, a déclaré le chef de file du CERES. Il a ajouté : *« Ce n'est pas parce que nous sommes à proximité de l'Union soviétique que nous devons tomber dans la dépendance des autres. »*

● *M. Jacques Chirac*, président du R.P.R., a déclaré samedi 3 septembre : *« Il s'agit d'un acte de barbarie qui s'inscrit parfaitement dans la conception qu'ont les Soviétiques des droits de l'homme et de la liberté des peuples. Cela prouve à quel point ce pays ne connaît que la loi du plus fort. Dans ces conditions, la réception par le gouvernement français à Paris du chef de la diplomatie soviétique me paraît tout à fait inopportune. »*

● *M. Henri Fiszbin*, président de Rencontres communistes, estime *« désolant que le parti communiste français (...) donne, une fois de plus, priorité au souci de trouver des excuses à l'Union soviétique »* dans l'affaire du Boeing sud-coréen, et qu'il n'ait *« pas, à ce jour, eu un seul mot pour s'indigner de l'action de l'U.R.S.S. »*.

● *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, appelle les Parisiens à manifester, mardi 6 septembre à 18 heures, de la place du Palais-Royal en direction des bureaux de l'Aeroflot de l'avenue de l'Opéra, *« contre la venue du ministre des affaires étrangères soviétique, M. Andrei Gromyko, après l'acte de barbarie soviétique »*. En dépit de l'interdiction notifiée lundi par la préfecture de police de Paris, le Front national a décidé de maintenir son appel.

M. LEROY (P.C.F.) : la France et l'Union soviétique ont des intérêts communs

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, dimanche 4 septembre, sur Radio-Monte-Carlo : *« Dans l'état actuel des informations, rien ne prouve que l'avion a été abattu et abattu par un missile. »* Évoquant le *« rôle d'espionnage possible »* du Boeing sud-coréen, M. Leroy s'est référé à un livre (1) citant le colonel Marcel Le Roy-Finville, ancien responsable des services de renseignement français, et révélant que ceux-ci avaient, autrefois, employé des appareils d'Air France, sur la ligne Paris-Moscou, pour des missions d'espionnage, et cela à la demande des services américains. Il subsiste *« toute une zone d'obscurité importante »* dans l'affaire du Boeing, a déclaré M. Roland Leroy.

Le directeur de *l'Humanité* a critiqué la position de M. Jacques Chirac, qui avait demandé l'annulation de la visite de M. Gromyko en France. *« C'est une position que je considère comme effarante »*, a déclaré M. Leroy, soulignant que *« la France et l'Union soviétique ont à discuter, parce que les deux pays ont des divergences, parce que les deux pays ont surtout des intérêts communs »*. M. Leroy a ajouté : *« Comment peut-on, d'un côté, demander des informations à l'Union soviétique, et, de l'autre, vouloir refuser de parler avec l'Union soviétique ? »*

(1) *S.D.E.C.E., Service 7*, par Philippe Bernert ; Presses de la Cité, éd. (*le Monde* du 25 novembre 1980).